PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

OCT 13 1932

39e Année. N° 18.

LA REVUE DE PARIS

15 SEPTEMBRE 1932

		Pages.
réchal Joffre	*Verdun*	241
ri de Régnier	*Lettres diverses et curieuses.* — II.	270
nçois Piétri	*Le Problème budgétaire*	291
Somerset Maugham	*La Voix d'Israël*	309
is Carrel	*Tuffier*	347
sper Mérimée	*Lettres à Sophie Duvaucel* (fin)	360
rre Lyautey	*La Conférence d'Ottawa*	377
rice Lanoire	*Walter Scott*	393
hel de Pourichkevitch	*Le Passé de Sobakine.* — IV.	411
rice Muret	*Huit jours chez les Anthroposophes.*	446
ert de Smet	*Le Théâtre en Angleterre*	456
ry Bidou	*Parmi les Livres*	471

Copyright 1932 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 7 FRANCS

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

La REVUE DE PARIS ***publiera prochainement*** :

Riviera d'avant-guerre :

Artistes et Gens de Lettres

par LOUIS BERTRAND
de l'Académie française

Histoires

par ANDRÉ MAUROIS

L'Idiot de la Famille

par MARGARET KENNEDY

De Lausanne à Londres

par HENRY BÉRENGER

Angleterre et Irlande

par Y.-M. GOBLET

Écoles et Collèges aux États-Unis

par BERNARD FAŸ

Jardins maures

par A.-R. DE LENS

VERDUN

Madame la Maréchale Joffre a bien voulu réserver à la « Revue de Paris » la primeur du chapitre des mémoires inédits de son mari relatif à la bataille de Verdun.

Nous les publions, en laissant à l'illustre Maréchal toute la responsabilité de ses jugements sur ses subordonnés (N. D. L. R.).

Le 21 février 1916 les Allemands se jetaient sur Verdun.

A la vérité, cette attaque ne nous prenait pas au dépourvu.

Mais ici, il est nécessaire de revenir en arrière et d'étudier les préliminaires de cette grande bataille.

Après les offensives d'Artois et de Champagne, où nous avions dû engager la totalité de nos disponibilités, il était devenu nécessaire de nous en créer de toutes natures en nous établissant pour l'hiver, et jusqu'aux prochaines opérations, en situation d'attente.

Aussi, à la fin d'octobre, avais-je prescrit aux commandants de groupes d'armées de réduire au minimum les forces laissées en première ligne, et de mettre le plus d'unités possible en réserves articulées derrière le front, de façon à pouvoir rapidement les porter en temps utile sur les points menacés. Je prévoyais ainsi que le front pourrait être tenu avec la valeur d'une cinquantaine de divisions, une vingtaine étant en réserve de groupes d'armées, et vingt-cinq environ à ma disposition.

D'ailleurs le déplacement rapide de ces réserves devait être assuré par la répartition de nos moyens de transports automobiles en des points convenablement choisis et par l'or-

ganisation de quatre grands courants de transport sur des voies ferrées spécialement outillées à cet usage.

D'autre part, j'avait établi un plan d'ensemble des travaux à organiser dans chacun des groupes d'armées : sur les parties du front qui se prêtaient plus particulièrement à des actions offensives, il fallait réaliser une organisation du terrain qui permît à tout moment de prendre l'offensive sans travaux préparatoires de longue durée, afin de réaliser la surprise dans toute la mesure du possible.

Partout ailleurs, il y avait au contraire intérêt à rester loin de l'ennemi, de manière à pouvoir y perfectionner les défenses accessoires, — des régions fortifiées étant organisées en arrière des premières et deuxièmes positions, pour canaliser, le cas échéant, la marche en avant des forces ennemies et servir de points d'appui aux manœuvres de contre-offensive.

A cette époque, les régions qui nous semblaient tout particulièrement délicates, celles sur lesquelles l'ennemi nous semblait pouvoir surtout diriger son effort, et par conséquent à renforcer en première urgence, étaient :

La région d'Amiens où les Allemands pourraient tenter de séparer les forces britanniques et françaises, et évidemment point sensible, puisque point de liaison entre les deux armées alliées;

La vallée de l'Oise qui mène directement à Paris;

La région de Reims, la conquête de cette grande ville paraissant une proie tentante pour l'ennemi;

La région de l'Argonne, par où les Allemands pouvaient tenter de réduire par une lente progression la boucle de Verdun;

Les crêtes vosgiennes, couverture générale de l'aile droite de notre dispositif;

Enfin, la trouée de Porrentruy qui devait nous servir de base à une couverture face à la Suisse dans le cas où les Allemands violeraient la neutralité helvétique.

Tels étaient les points sur lesquels il me semblait, à ce moment, que pourrait le plus probablement se produire une offensive ennemie. Encore faut-il préciser que ces différentes régions n'avaient pas dans ma pensée la même valeur : celles

qui paraissaient les plus sensibles étaient incontestablement la région d'Amiens, la vallée de l'Oise et la région d'extrême droite de notre front où l'adversaire pourrait être amené à rechercher une solution stratégique; sur les autres points, il paraissait qu'il ne pourrait escompter que des succès locaux, ou des rectifications partielles du front sans résultat décisif.

Aussi bien, la région de Verdun, en raison de sa forme en saillant, ne me semblait pas, à cette époque, être appelée à devenir le théâtre de la lutte gigantesque qui s'y est déroulée pendant une grande partie de 1916. Faute de moyens matériels suffisants pour entreprendre un effort égal sur toute l'étendue du front, j'avais donc été amené à établir un plan d'urgence de travaux; et la région de Verdun, pour les raisons que j'ai dites, n'était pas en tête.

C'est encore en m'inspirant des mêmes considérations, que j'avais réparti en arrière du front les vingt-cinq divisions que je désirais avoir en réserve à ma disposition : tout particulièrement, la IIe armée tout entière devait rassembler ses dix divisions dans la région Amiens, Grandvilliers, Compiègne, Meaux, en arrière des points de notre front les plus sensibles, stratégiquement parlant, pendant que je prévoyais un ensemble de huit divisions en réserve au sud de la voie ferrée d'Avricourt.

En réalité, nous fûmes assez longtemps sans indications précises sur les mouvements des réserves allemandes. Au début de décembre quelques mouvements anormaux persistants furent signalés en Woëvre. Par mesure de précaution, je dirigeai de Champagne sur la région de Bar-le-Duc le 7e corps d'armée et la 15e division. Toutefois, ces premières indices semblèrent ne pas se confirmer, et les divisions purent être mises à l'instruction. Mais bientôt mon attention fut attirée vers les régions d'Amiens et de l'Oise, où il paraissait que l'ennemi se préparait à l'offensive. Le 29 décembre, dans la conférence présidée à Chantilly par M. Poincaré et à laquelle assistaient M. Briand, le général Gallieni, le général Haig et nos commandants de groupes d'armées, nous nous trouvâmes d'accord pour reconnaître que c'était de ce côté qu'existait le plus grand danger. En effet, les disponibilités allemandes étaient presque toutes entre l'Oise et la mer; à l'est de l'Oise

on ne trouvait que deux divisions d'infanterie du 3e corps d'armée à Hirson et Sedan.

Il convient de noter ici un incident qui eut lieu entre Gallieni et moi à cette époque, au sujet des organisations défensives du front.

Le 16 décembre, il m'écrivait que :

De différentes sources, lui étaient parvenus des comptes rendus sur l'organisation du front et signalant en certains points des défectuosités dans la mise en état de défense. En particulier, ajoutait-il, et notamment dans les régions de la Meurthe, de Toul et de Verdun, le réseau de tranchées ne serait pas complété comme il l'est sur la majeure partie du front. Cette situation, si elle est exacte, risque de présenter les inconvénients les plus graves. Toute rupture du fait de l'ennemi, survenant dans ces conditions, engagerait non seulement votre propre responsabilité, mais celle du gouvernement tout entier.

Cette lettre, je l'avoue, m'impressionna désagréablement.

Quatre jours après, je répondais au ministre une longue lettre dans laquelle je lui exposais mon point de vue :

Le général commandant en chef les armées françaises
au ministre de la Guerre (personnelle).

Au grand quartier général, le 18 *décembre* 1915.

Par dépêche du 16 décembre dernier n° 12703 D, vous me faites savoir que, de différentes sources, vous parviennent des comptes rendus sur l'organisation du front, signalant en certains points des défectuosités dans la mise en état de défense.

En particulier, et notamment dans les régions de la Meurthe, de Toul et de Verdun, le réseau de tranchées ne serait pas complété comme il l'est sur la majeure partie du front.

Vous me demandez en conséquence de vous mettre en mesure de pouvoir donner l'assurance que, sur tous les points de notre front, l'organisation au moins sur deux lignes a été prévue et réalisée avec tous les renforcements indispensables en obstacles passifs (fils de fer, blanc d'eau, abatis, etc...).

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, par une instruction aux commandants d'armée en date du 22 octobre dernier, dont copie ci-annexée, j'ai renouvelé et condensé dans un seul document mes instructions précédentes, touchant l'organisation de nos lignes de défense.

Ces instructions visaient en particulier :

1° L'amélioration des premières et deuxièmes positions de défense

existant sur tout notre front et comprenant chacune plusieurs lignes de tranchées;

2° L'organisation en arrière de ces premières et deuxièmes positions d'un ensemble de régions fortifiées dont une partie était déjà à cette époque en voie d'organisation.

L'application des ordres que j'ai donnés à cet égard a été constamment surveillée par les commandants d'armée et les commandants de groupe d'armées, contrôlée par des officiers de mon état-major.

Les défenses existantes de nos grandes places de l'est ont été transformées, pour entrer dans ce système de régions fortifiées, où elles présentent plusieurs lignes de défense successives.

Toute cette organisation, étudiée d'après un plan d'ensemble, est en voie de réalisation depuis longtemps, achevée sur nombre de points du front[1].

Les cartes, que je vous communique ci-joint, des défenses réellement construites montrent que, dans les régions visées par votre dépêche du 16 décembre, il existe trois ou quatre positions successives de défense, terminées ou en voie d'achèvement. Cette organisation est, dans son ensemble, beaucoup plus forte et plus complète que celle de nos adversaires.

D'autre part, en exécution des prescriptions de mon instruction du 22 octobre précitée (prescriptions venant à la suite de notre offensive de septembre), les forces retirées de notre front ont été réparties en réserves locales, réserves d'armée, réserves du commandant en chef, de manière à pouvoir, tout en assurant aux troupes le repos nécessaire, renforcer dans le minimum de temps telle ou telle partie du front attaqué.

Des mesures ont été prises pour assurer le transport très rapide en chemin de fer des réserves du commandant en chef (dans toute la mesure des moyens que laisse à notre disposition la crise actuelle des transports par voie ferrée).

En définitive, j'estime que rien ne justifie les craintes que vous exprimez au nom du gouvernement dans votre dépêche du 16 décembre.

Mais puisque ces craintes sont fondées sur des comptes rendus, vous signalant des défectuosités dans la mise en état de défense, je vous demande de me communiquer ces comptes rendus et de me désigner leurs auteurs.

Je ne puis admettre en effet que des militaires placés sous mes ordres fassent parvenir au gouvernement, par d'autres voies que la voie hiérarchique, des plaintes ou des réclamations au sujet de l'exé-

1. « A ce sujet, la construction des obstacles passifs a été retardée et continue d'être retardée, malgré mes nombreuses demandes, par l'insuffisance des ressources en fil de fer barbelé. Je puis néanmoins donner au gouvernement l'assurance que, sur tout le front, au moins les deux positions principales de défense sont munies des obstacles passifs nécessaires pour leur assurer toute la résistance voulue. »

cution de mes ordres. Il ne me convient pas davantage de me défendre contre des imputations vagues dont j'ignore la source.

Le seul fait que le gouvernement accueille des communications de ce genre, provenant, soit de parlementaires mobilisés, soit, directement ou indirectement, d'officiers servant au front, est de nature à jeter un trouble profond dans l'esprit de discipline de l'armée. Les militaires qui écrivent savent que le gouvernement fait état de leurs correspondances vis-à-vis de leurs chefs. L'autorité de ceux-ci en est atteinte; le moral de tous souffre de ce discrédit.

Je ne saurais me prêter à la prolongation de cet état de choses.

J'ai besoin de la confiance entière du gouvernement. S'il me l'accorde, il ne peut ni encourager, ni tolérer des pratiques qui diminuent l'autorité morale indispensable à l'exercice de mon commandement et faute de laquelle je ne pourrais continuer à en assumer la responsabilité.

J. JOFFRE

L'incident se termina par une réponse de Gallieni qui prenait acte de mon explication : « Le gouvernement a pleine confiance en vous, m'écrivait-il, et son désir d'être renseigné sur la situation ne saurait être considéré comme une manifestation de défiance vis-à-vis de vous[1]. »

Ce fut seulement vers le 10 janvier 1916 que nous parvinrent les premiers indices sur la possibilité d'une attaque ennemie dans la région de Verdun : en effet, nous apprenions par notre ministre en Danemark qu'on parlait d'une prochaine offensive allemande au nord-est de Verdun; ce renseignement était aussitôt confirmé par un autre venant de Suisse et signalant une concentration de 400 000 hommes dans la région de Verdun. Au milieu des bruits que nous recevions indiquant successivement toutes les parties du front comme menacées d'une attaque, ces deux renseignements concordants retinrent notre attention, malgré le peu d'intérêt que Verdun semblait avoir pour les Allemands, et en dépit de la saison peu propice à une offensive dans cette région.

En même temps, nous apprenions que des transports et des débarquements importants de troupes et de matériel venant de Belgique et de Lorraine, avaient lieu vers Sedan, Carignan, Montmédy, Longuyon et Audun-le-Roman. Notre

1. Lettre du ministre de la Guerre en date du 22 décembre 1915.

attention étant ainsi attirée vers la région de Verdun, l'étude des travaux ennemis y révéla immédiatement que le nombre de voies ferrées de campagne avait augmenté entre Béthincourt et la ligne Spincourt-Conflans. Les déclarations de prisonniers, s'ajoutant à d'autres indices tels que : déplacements d'états-majors, destruction systématique des clochers dans la région, travaux dans les bois de Spincourt, de Consenvoye, venaient confirmer ces indications.

D'autre part, les calculs du 2e bureau du grand quartier général arrivaient à cette conclusion que dix-sept divisions allemandes étaient devenues disponibles.

Sans doute, des renseignements provenant de sources sérieuses continuaient de donner comme théâtres possibles d'attaque ennemie la vallée de l'Oise, Reims ou la Champagne et Nancy. Mais ces bruits ne pouvaient plus détourner notre attention de la région de Verdun. Aussi, dès le retour de Salonique du général de Castelnau, je l'envoyai à Verdun se rendre compte de la situation de cette région fortifiée et, en particulier, je lui prescrivis d'en visiter le front nord qui semblait plus particulièrement menacé.

A son retour il me rendit compte que, dans son ensemble, les organisations répondaient entièrement aux directives données et que, eu égard aux moyens dont disposait la région fortifiée de Verdun, les travaux réalisés étaient satisfaisants. Il avait indiqué toutefois sur place un certain nombre d'améliorations à apporter à nos lignes de défense : construction d'abris, de places d'armes pour les réserves, de réduits, répartition des troupes, etc.

Pour hâter ces travaux défensifs, deux divisions furent immédiatement mises à la dispositions du général Herr, commandant la région fortifiée de Verdun, avec ordre de les appliquer à ces tâches de renforcement.

C'est d'ailleurs, à cette époque, que je fis passer la région fortifiée de Verdun du groupe d'armées de l'est à celui du centre : en effet, la défense de Verdun sur la rive gauche de la Meuse devait logiquement s'étendre jusqu'à l'Argonne; d'autre part, pour des raisons de communications, il y avait tout intérêt à placer la région fortifiée de Verdun sous les ordres du groupe d'armées du centre.

Jusqu'ici, nous ne possédions que des indices d'attaque. La première alarme fut donnée par des déserteurs qui, les 6 et 7 février, signalèrent des concentrations de troupes importantes sur la rive gauche de la Meuse et dans la région de Damvillers. On ne pouvait encore se faire une idée de la zone où elles seraient employées. En particulier, nous ne pouvions encore préciser si l'attaque ennemie se déclencherait sur les deux rives de la Meuse. Puis un renseignement provenant d'un agent excellent nous signala que les Allemands allaient tenter une grande offensive dans la région de Verdun avec attaques simultanées sur Reims et en direction d'Amiens, et que le Kronprinz dirigerait les opérations.

Le 14 février, nous avions entre les mains l'ordre du Kronprinz qui devait être lu aux troupes avant le début de l'offensive.

Il ne pouvait plus y avoir de doute; l'attaque était certaine.

Quatre jours plus tard, tous ces renseignements étaient confirmés. De nouveaux déserteurs déclaraient que l'attaque, qui devait se déclencher le 13 février, avait été retardée à cause du mauvais temps et aurait lieu au premier beau jour, l'opération devant être menée sur tout le front nord par un effectif de quatre corps d'armée environ.

Pour répondre à ces menaces, toute une série de moyens de combat avaient été mis progressivement à la disposition du général de Langle, commandant le groupe d'armées du centre : l'aviation avait été renforcée ainsi que l'artillerie lourde. Le groupe d'armées de l'Est avait reçu l'ordre de préparer l'embarquement des réserves de Lorraine, de manière qu'il puisse avoir lieu au premier signal. Enfin, le général Herr recevait la disposition de nouvelles unités.

Comme je tenais à me rendre compte personnellement de la situation et à prendre contact avec les différents chefs de la région fortifiée, je partis le 18 au soir pour Bar-le-Duc, et le 19 je vis successivement le général Herr, le général Balfourier, commandant le 20e corps d'armée, le général de Bazelaire, commandant le 7e corps d'armée à Dombasle, et le général Humbert, commandant la IIIe armée à Nettancourt. J'acquis l'assurance que tous attendaient avec calme l'orage qui se préparait.

Herr avait à sa disposition, soit déjà en secteur, soit à distance de prompte intervention, douze divisions; le lendemain, les deux divisions de Balfourier devaient commencer leur débarquement vers midi. En face, chez les Allemands, nous connaissions la présence probable d'une quinzaine de divisions, sur les deux rives de la Meuse entre Avocourt et Étain.

En ce qui me concernait, je tenais à conserver échelonnées derrière l'ensemble du front les vingt-six divisions en réserve : en effet, les bruits d'attaque sur d'autres points continuaient de nous arriver; j'étais d'autant plus porté à ne pas considérer Verdun comme l'objectif de l'attaque principale allemande, que le résultat stratégique que les Allemands pourraient en espérer m'échappait totalement. Ces renseignements de sources très variées ont continué de nous parvenir longtemps encore après le commencement de la bataille de Verdun, et j'ai toujours été convaincu que l'échec de l'attaque brusquée et la tournure prise par la bataille ont seuls empêché d'autres offensives de se produire. Par un singulier phénomène d'attraction qui prouve évidemment la faiblesse du commandement suprême allemand, son entêtement et un vain sentiment de gloriole, Verdun a absorbé toutes les disponibilités allemandes. Du point de vue stratégique, encore une fois, Verdun, vu du côté allemand, ne se justifie pas.

LA BATAILLE DE VERDUN

Le 21 février à 10 heures, j'apprenais à Chantilly que l'attaque avait commencé par un violent bombardement sur le front nord et nord-est de Verdun. Le tir était dirigé simultanément sur nos premières et deuxièmes positions, depuis la Meuse jusqu'à la route d'Étain.

En fin de journée, on annonçait que l'infanterie allemande avait pris pied dans quelques tranchées avancées du Bois des Caures et de l'Herbebois.

Le lendemain, j'apprenais successivement la prise d'Hautmont et du bois des Caures : les comptes rendus faisaient ressortir que la bataille était extrêmement dure, mais insistaient sur l'excellente tenue des troupes.

Le 23, à 10 heures du matin, je recevais la nouvelle que Brabant avait été évacué le 22 au soir. Dans la même journée, nous perdions la plus grande partie du bois des Caures et le bois de la Wavrille, et le soir, nous tenions encore, mais d'une façon précaire, la lisière nord de Samogneux, la croupe sud-est de Haumont, la lisière sud du bois des Caures, Beaumont et Ornes.

Devant la violence de l'attaque, il était évident, depuis les premières heures, qu'il serait nécessaire de faire intervenir à Verdun de nouvelles réserves. Déjà le 1er corps d'armée et le 13e avaient été embarqués en auto et transportés dans la région de Revigny-Bar-le-Duc; les commandants de groupes d'armées étaient prévenus que des prélèvements importants de forces seraient faits chez eux jusqu'à l'extrême limite des possibilités.

D'autre part, il continuait à être parfaitement possible que l'effort dirigé par les Allemands sur Verdun ne soit pas isolé et que des attaques plus ou moins puissantes se produisent à brève échéance sur d'autres parties du front; selon toutes probabilités, ce serait sur la partie du front tenue par les armées françaises dont nos adversaires connaissaient la faible densité relative et dont ils savaient que les ressources en hommes étaient très limitées. La région des Flandres et du nord de la France se prêtaient mal, en cette saison, au développement d'une offensive à grande envergure, et ce qui confirmait cette hypothèse, c'est que, sur la partie du front tenue dans le nord par les forces britanniques, l'ennemi maintenait, à notre connaissance, seulement quatre divisions réservées : une attaque de sa part dans cette région semblait donc improbable. Je pris, en conséquence, la résolution, dès la soirée du 22, de faire appel à la collaboration du général Haig, et puisqu'il n'était pas en situation de dégager Verdun par une attaque immédiate, il ne pouvait nous venir en aide qu'en relevant d'urgence notre Xe armée, et en nous créant ainsi de nouvelles disponibilités. Je le lui demandai télégraphiquement, et priai également le chef d'état-major impérial, sir William Robertson, d'appuyer ma demande auprès de sir Douglas Haig.

Les réponses ne se firent pas attendre; elles furent telles que je les désirais, telles que je pouvais les espérer de ces deux

loyaux soldats : Robertson me répondit qu'il avait représenté à Haig l'importance qu'il y avait à nous prêter toute l'aide possible; quant à Haig, il me répondait, dès le lendemain, que, non seulement il avait donné des ordres pour relever immédiatement la 18e division française, et ultérieurement le 17e corps, mais qu'il comptait en outre faire une démarche personnelle à Londres, afin d'obtenir l'envoi de renforts venant d'Égypte. Et, dès son retour à son quartier général, il téléphonait : « J'ai pris mes dispositions pour la relève complète de votre Xe armée; j'irai demain à Chantilly vous serrer la main et me mettre à votre entière disposition. »

Le 23 au soir, les nouvelles de Verdun étaient si alarmantes que j'envoyai le colonel Claudel, aide-major général, étudier sur place la situation.

Le lendemain, 24, au début de l'après-midi, il me rendait compte téléphoniquement que, les attaques allemandes s'étant ralenties, on semblait prêt à tenir et même à risposter.

Mais, brusquement, la situation sembla se modifier. Une très forte attaque portant sur le bois des Fosses, Louvemont et la cote 344 venait de se produire, et le bois des Fosses semblait avoir été pris; Ornes était évacué et l'ennemi paraissait avoir réussi à progresser sur les côtes de Meuse. Certes, la situation apparaissait grave, car si ces renseignements étaient exacts, si cette avance allemande continuait, elle pouvait entraîner le recul de nos troupes en Woëvre. C'est ce que m'expliqua au téléphone vers 19 h. 30, le général de Langle; il me demanda des ordres au sujet de l'évacuation de la Woëvre : je ne pus que le laisser libre de prendre lui-même, sur place, les décisions nécessaires. Mais en même temps, je lui indiquai ma ferme volonté de faire face au nord à l'attaque allemande, en nous maintenant sur la rive *droite* de la Meuse entre le fleuve et la Woëvre.

Cependant, les renseignements que j'avais reçus du général de Langle n'étaient pas sans m'inquiéter : à cause de leur imprécision même, de la rapidité avec laquelle la situation se transformait, j'avais le devoir de prévoir le pire, et d'y parer le plus tôt possible. Le pire, c'était que nos troupes du front nord et celles de Woëvre ne soient bousculées et contraintes de se replier en désordre sur la rive gauche. Dans ce cas, elles

auraient été incapables de s'opposer à la poussée de l'ennemi, et notre front, en cet endroit, eût été fortement compromis.

Après mûre réflexion, j'en vins à la conviction que la meilleure manière d'enrayer une aussi dangereuse progression de l'ennemi ne pouvait être que l'installation d'une troupe fraîche sur la rive gauche de la Meuse, destinée à interdire aux Allemands le franchissement de la rivière et à recueillir éventuellement les troupes engagées sur la rive droite; en outre, il me paraissait nécessaire, pour donner toute solidité à ce barrage, que le commandement en fût assuré par une autorité soustraite aux émotions de la bataille qui se livrait sur la rive droite, et qui n'aurait d'autre souci que d'organiser l'inviolabilité de la rivière. En fait, cette solution consistait à faire la part du feu, en admettant que, selon les craintes du général de Langle, les forces de Woëvre et des Hauts-de-Meuse soient refoulées en désordre.

Sitôt cette décision de principe prise, il convenait de la mettre à exécution : j'alertai à Mouy, vers 23 heures, la IIe armée en réserve sur la rive droite de l'Oise, et décidai que le général Pétain prendrait le commandement de toutes les forces disponibles de la rive gauche de la Meuse ou prochainement débarquées dans cette région. Le quartier général de la IIe armée reçut l'ordre de se transporter d'urgence à Bar-le-Duc, et le général Pétain fut prié de passer le lendemain matin 25 à Chantilly, en se rendant à Bar, afin de recevoir mes instructions.

A minuit, le 24, tous les ordres étaient donnés.

Cette nuit du 24 au 25 février 1916 est l'une de celles pendant lesquelles j'ai le plus regretté de n'avoir pas le don d'ubiquité. Je sentais que les décisions que je prenais à Chantilly, loin des événements, sur la foi de renseignements incertains, sur l'idée que je me faisais d'une situation constamment changeante, risquaient d'être caduques avant d'être parvenues aux exécutants. J'aurais donc souhaité de me trouver sur place; mais, d'autre part, mon devoir était indiscutablement de demeurer à mon grand quartier général, mon rôle étant plutôt d'alimenter en réserves la bataille, de surveiller l'ensemble du front, de réaliser avec nos alliés une

entente de collaboration. Aussi, comprenant que les décisions utiles ne pouvaient être prises que sur place, afin d'être opportunes, je priai le général de Castelnau d'aller me représenter à Verdun, de s'assurer d'abord que la situation y était bien telle que nous nous la figurions d'après les renseignements donnés par le général de Langle, et qu'en particulier la mission que je prévoyais pour la IIe armée était bien conforme à la situation. Je l'autorisai à prendre sur place toute l'initiative qui lui semblerait utile, en partant de cette idée qu'à tout prix la résistance devait avoir lieu sur le front nord entre Douaumont et la Meuse, et sur le front est sur les Hauts-de-Meuse; ce ne serait qu'en cas d'impossibiliié que nos forces pourraient être repliées sur la rive gauche, lorque la IIe armée aurait pu s'y installer.

On sait avec quelle intelligente initiative le général de Castelnau s'acquitta de cette mission. De Souilly, où avait été transporté le quartier général de la région fortifiée, il me téléphonait le 25, à 15 heures 30, qu'il avait trouvé le général Herr déprimé par les fatigues supportées depuis le début de l'attaque allemande et peu en état de déployer dans les circonstances actuelles toute l'activité qu'exigeait la situation; son état-major ne semblait pas capable de lui prêter le puissant concours dont il avait besoin. D'autre part, il avait constaté, après une enquête faite sur place auprès des divers commandants de secteur, qu'il était encore temps d'enrayer l'attaque allemande sur la rive droite de la Meuse. En conséquence, il se proposait de donner au général Pétain le commandement de l'ensemble de la région fortifiée de Verdun et des troupes arrivant sur la rive gauche de la Meuse, la mission de la IIe armée devant être d'enrayer l'effort que prononçait l'ennemi sur le front nord de Verdun. Je lui répondis que j'approuvais toutes les décisions qu'il avait prises. Je ne pouvais, en effet, qu'être très satisfait d'apprendre que la situation réelle à Verdun était moins grave qu'elle nous avait été représentée et que la mission du général Pétain avait pu être modifiée heureusement. Le général de Castelnau subordonnait le général Herr au général Pétain, pour lui fournir tous les renseignements qui lui étaient nécessaires; quant à l'état-major de la région fortifiée de Verdun, il devait être employé

progressivement à renforcer les états-majors des corps d'armée nouvellement arrivés dans les zone de bataille.

Ce délicat problème recevait ainsi une heureuse solution, qui devait sauver Verdun! Encore une fois, la stabilité du front allait dépendre, en grande partie, de la fermeté du commandement. Aussi, lorsque, dans la soirée du 26, j'appris que la division Bonneval, qui tenait les côtes de Talou et du Poivre, s'étant crue menacée d'un mouvement tournant sur sa droite, s'était repliée sur Froideterre, je crus nécessaire de rappeler à tous la nécessité, dans les conditions actuelles, d'observer avec la plus extrême rigueur l'ordre donné de résister sur la rive droite de la Meuse au nord de Verdun. Je prescrivis de traduire en conseil de guerre tout chef qui donnerait un ordre de retraite. Déjà le 22, le général Bapst avait fait évacuer Brabant dans des conditions assez discutables; aujourd'hui, le général de Bonneval la côte du Poivre; il fallait prendre des mesures urgentes; je prescrivis au général de Castelnau de faire une enquête, cet ordre se croisa d'ailleurs avec une lettre de lui où il me proposait de son côté de faire passer le général Bonneval en conseil de guerre[1].

Le repli de nos troupes de Woëvre sur les Hauts-de-Meuse, décidé le 24 par le général de Langle, s'était exécuté en bon ordre; le 25 au soir, le fort de Douaumont avait été enlevé par surprise, mais le 26, on avait l'impression que l'ennemi renonçait à progresser par le bord même de la Meuse, en raison des flanquements puissants et efficaces réalisés de la rive gauche; d'ailleurs, la situation matérielle et morale s'affirmait comme bien meilleure, et le soir, le général de Castelnau m'écrivait que, si nous pouvions gagner deux ou trois jours qui permettraient au général Pétain de remettre les chose en ordre et de faire sentir son action, tout danger de perdre Verdun serait sans doute définitivement écarté.

En effet, l'opération préparée par le commandement allemand, pour enlever Verdun par une attaque brusquée, avait échoué. Toutes les troupes adverses amenées par le commandement avaient été engagées et l'ennemi allait être obligé de faire appel à de nouvelles forces pour mener la longue et

1. A la suite de l'enquête faite, les généraux Bapst et de Bonneval furent relevés de leur commandement.

dure bataille d'usure qui allait se prolonger jusqu'au moment où l'offensive russe d'abord, puis l'offensive franco-britannique sur la Somme obligeraient les Allemands à prendre devant Verdun une attitude défensive. De notre côté, pour donner toute initiative au général Pétain et permettre au général de Langle de se consacrer entièrement aux IVe et Ve armées, devant lesquelles il semblait toujours que l'ennemi se livrait à des préparatifs d'attaque, je décidai le 27 février de rattacher directement la IIe armée au grand quartier général; la IIIe armée, dont l'action, surtout par sa droite, était intimement liée à celle de la IIe passa à la même date aux ordres du général Pétain.

La bataille de Verdun offre une nouvelle preuve de l'importance du commandement dans toute affaire de guerre. En effet, c'est le 26 février que le général Pétain organisa la IIe armée en quatre groupements, confiés aux mains énergiques des généraux de Bazelaire, Guillaumat, Balfourier et Duchêne. Or, dès le lendemain, l'ennemi reprenait ses attaques et, par une violente action continuée dans la journée du 28, il cherchait à dégager le fort de Douaumont encerclé par nous. Mais, cette fois, nous repoussions ses attaques sur le bois du Chauffour et le village de Douaumont et à l'est du fort sur le bois de la Caillette et les hauteurs au nord du village de Vaux. Incontestablement, si ce premier succès était dû à la bravoure et à l'abnégation des troupes, il était également imputable à la fermeté du commandement, qui s'était ressaisi, et avait marqué sa volonté d'enrayer à tout prix l'effort de l'adversaire.

Aussi, lorsque, le 29 février, le général de Castelnau revint de Verdun, il put en me rendant compte de sa mission me laisser espérer que Verdun était pour le moment sauvé.

Ce premier résultat acquis, il semblait que le meilleur moyen d'enrayer les efforts ultérieurs de l'ennemi serait de lui reprendre le terrain qu'il avait conquis. Nous avions des munitions, les positions flanquantes de la rive gauche permettraient de prendre l'adversaire sous des feux convergents : il n'y fallait point manquer. C'est précisément la tâche que je proposai au général Pétain dès sa prise de commandement, et que je lui exposai de vive voix, le 1er et le 5 mars, au cours

de mes visites à Souilly : la principale de ces actions offensives devait être la reprise du fort de Douaumont.

Le 6 mars, un nouvel effort allemand eut lieu sur le Mort-homme et le bois des Corbeaux; et le 8, la bataille était générale et ardente depuis la côte du Poivre jusqu'aux abords du fort de Vaux; le 22 mars les attaques recommençaient, précisément pendant que j'accompagnais à Verdun le président de la République, le prince régent de Serbie et le général Cadorna.

Ces attaques amenèrent le commandant de la IIe armée à m'adresser d'incessantes demandes de renforts auxquelles je faisais droit.

Petit à petit, vers la fin de mars, grâce à l'afflux ininterrompu des réserves, la IIe armée en était arrivée à disposer de forces plus nombreuses que celles qui lui étaient opposées. Le moment semblait venu d'exploiter cet avantage; il fallait, à tout prix, que nous prenions l'initiative. C'était, à mon sens, la manière la plus efficace d'interdire à l'ennemi toute nouvelle progression.

Cependant, à chacune des fréquentes visites que je faisais à Souilly, j'avais l'impression que le chef de la IIe armée n'était pas assez pénétré de cette nécessité. Au contact de cette rude bataille, sous la menace incessante de nouvelles attaques, il avait une tendance trop marquée, et sans doute fonction de son tempérament, à n'envisager la défensive que comme la seule attitude à observer. A chaque nouvelle menace d'attaque, il m'adressait de nouvelles demandes de troupes fraîches sans jamais faire allusion à des projets de contre-offensive, et il m'annonçait, à l'avance, qu'il serait certainement obligé de demander l'envoi de nouvelles forces. Si bien qu'à la fin de mars, il ne me restait plus qu'un seul corps frais disponible, le 9e. Cet état d'esprit du général Pétain amena entre nous, vers le début d'avril, un certain désaccord. Il était parfaitement au courant de la situation générale, des indices d'attaque souvent relevés soit contre Reims, soit en Champagne, soit dans la vallée de l'Oise; par-dessus tout, il connaissait nos projets d'offensive conjuguée avec les Anglais, qui me permettraient d'escompter le prochain dégagement de Verdun; sans doute, les Allemands, depuis le 21 février,

nous paraissaient avoir engagé sur Verdun près de 400 000 hommes et nous estimions à 200 000 hommes le chiffre de leurs pertes. Mais on ne pouvait oublier que trente-neuf de nos divisions avaient successivement été engagées dans la bataille. L'effort était comparable. Je ne cessais de rappeler au général Pétain la nécessité de réagir, lui représentant que, si nous ne reprenions jamais le terrain perdu, petit à petit, nous serions acculés à une situation dangereuse; tout particulièrement, en face de la progression continue de l'ennemi au ruisseau de Forges, j'insistai sur l'urgence d'un rétablissement en avant à l'aide d'une vigoureuse et puissante offensive afin d'éviter la perte de Béthincourt.

Cependant, mon insistance commençait à porter ses fruits : parmi les lieutenants de Pétain, l'un deux, le général Nivelle, commandant du 3e corps d'armée, avait entrepris depuis le 3 avril, dans la région de Douaumont, une série d'actions couronnées de succès. Le 10 avril, j'inspectai le secteur et, très satisfait des résultats obtenus, je demandai à Pétain de mettre le général Nivelle à même de poursuivre ses avantages de part et d'autre de Douaumont.

Mais les exigences de Pétain se faisaient de plus en plus pressantes, il se plaignait de la qualité et de la quantité des réserves mises à sa disposition; il demandait, en particulier, que les corps qui lui seraient envoyés soient choisis parmi ceux qui n'avaient pas encore été à Verdun et ne comprennent pas de recrues de la classe 16 susceptibles de se laisser impressionner par le bombardement. En outre, sous divers prétextes, il mettait un temps fort long à me rendre les unités retirées du front, afin d'augmenter la quantité de celles qu'il gardait à sa disposition, trouvant toujours insuffisants les moyens que j'entendais consacrer à la IIe armée. Il ne libérait les états-majors qu'avec des retards très importants[1].

Il savait cependant que mes exigences avaient pour but une reconstitution rapide des grandes unités en vue de leur réemploi ultérieur. Il n'ignorait pas que je cherchais, tout en alimentant la bataille de Verdun, à réserver le plus d'unités possible pour l'offensive de la Somme; enfin, étant donné les

1. C'est ainsi que les embarquements du 13e corps d'armée, remis à ma disposition, durèrent du 25 mars au 6 avril 1916.

moyens d'artillerie dont disposait alors la IIe armée, il semblait bien qu'une défense agressive serait non seulement plus fructueuse, mais même plus économique que la seule défensive passive. En mettant à sa disposition le 9e corps d'armée, dernière troupe disponible n'ayant pas pris part à la bataille de Verdun, j'avertis le général Pétain qu'il ne devrait plus compter que sur lui-même ou sur des troupes ayant déjà combattu; en face de lui, certains corps allemands d'ailleurs montaient aux attaques pour la troisième fois!

Le commandant de la IIe armée était doué de très grandes qualités militaires, qui l'ont, au cours de la guerre et en particulier au début de la bataille de Verdun, justement mis en relief.

C'est par une amélioration constante de l'organisation du commandement, par un sens tactique très aigu, un perfectionnement sans cesse renouvelé des procédés de défense, que Verdun a été sauvé, et c'est le général Pétain qui a été véritablement l'âme de tous ces progrès. On ne devra jamais oublier que, par l'étude incessante des procédés de combat ennemis, il a fait réaliser à notre armée les plus grands progrès tactiques de toute la guerre; en particulier, la liaison de l'aviation et de l'artillerie qui fut si féconde. Verdun a été, sous l'intelligente direction du général Pétain, la plus rude, mais aussi la meilleure école de perfectionnement pour l'armée française.

Par contre, les très grandes qualités de ce grand chef étaient contre-balancées par un état d'esprit qui lui faisait donner aux événements de Verdun une importance exagérée. Si j'avais cédé à ses demandes, l'armée française tout entière aurait été absorbée par la bataille; et nous aurions dû renoncer à tout espoir de participer à l'offensive décidée à Chantilly en décembre; c'eût été accepter la volonté de l'ennemi; je persistais, au contraire, à envisager un retournement de la situation, en réservant pour l'action de la Somme la plus grande masse possible de nos disponibilités.

Ceci explique que, vers le début d'avril, je cherchai le moyen d'éloigner le général Pétain du champ de bataille de Verdun, espérant qu'en lui donnant plus de recul, et un front plus vaste à diriger, il se rendrait mieux compte de la situation générale.

Précisément le poste de commandant du groupe d'armées du centre était devenu vacant par suite du départ du général de Langle. Il y avait là une occasion tout à la fois de souligner par cette élévation le mérite du général Pétain et en même temps de réaliser cet éloignement qui me paraissait nécessaire.

Je l'avertis qu'il aurait à prendre le commandement du groupes d'armée du centre, et lui envoyai Castelnau pour lui demander de fixer lui-même sa date de prise de commandement. De mauvaise humeur, il lui répondit qu'il serait tout les jours à Souilly. En effet, c'est le 2 mai qu'il prit le commandement du groupe d'armées du centre, et le 3 j'allai le voir à Bar-le-Duc où était son quartier général, et l'emmenai visiter les postes de commandements de la IIe armée. Au cours de cette tournée, son pessimisme me frappa, et cet état d'esprit me fut confirmé peu après. Je l'avais invité à m'adresser périodiquement par écrit ses réflexions sur les événements et ses projets. Le 7 mai, il m'envoyait une longue et intéressante lettre dans laquelle il me communiquait son point de vue sur la situation générale. Après avoir constaté que, grâce aux nouvelles méthodes allemandes qui consistaient à prononcer leurs attaques avec peu d'infanterie et beaucoup d'artillerie, nous nous usions lentement mais sûrement, il posait le principe que nous finirions par avoir le dessous, si les alliés n'intervenaient pas. Il prétendait que la part de la France dans l'effort commun de 1916 devait se borner exclusivement à sa résistance devant Verdun et qu'il ne pouvait être question de lui demander davantage. Il ne convenait donc pas de marchander à la IIe armée les forces qui lui étaient nécessaires. Par contre, la meilleure manière de soulager Verdun lui paraissait être l'intervention anglaise, déclenchée dans le plus bref délai et dans une forme qui exclurait toute action brutale et violente comparable aux assauts de Champagne et d'Artois de 1915. Il envisageait, au contraire, l'organisation d'un système d'attaques susceptible de durer très longtemps : par exemple, la formation de trois ou quatre groupements sur des points d'attaque à choisir, et, dans chacun de ses groupements, une disposition des unités en profondeur permettant d'avoir toujours l'équipe de tête prête à attaquer : « Mieux vaut maintenir les Allemands, m'écrivait-il, en face d'une

menace d'irruption, plutôt que de les mettre en présence d'un volcan éteint. »

J'étais évidemment d'accord avec le général Pétain sur la nécessité de dégager Verdun par une attaque dirigée sur une autre partie du front; c'était précisément le but que je poursuivais d'autre part, en exécution des décisions de la conférence de Chantilly.

J'étais également d'accord avec lui sur la forme à donner à l'offensive qui ne devait pas être un simple feu de paille; il était évident qu'une action violente mais courte serait impuissante à empêcher les Allemands de renouveler leurs attaques contre Verdun. D'ailleurs, la question dépassait Verdun, qui n'était, au fond, qu'un incident de la lutte générale; le but que nous poursuivions, c'était la victoire; et puisque les Allemands avaient entrepris une lutte d'usure, il fallait de notre côté la conduire avec économie, afin de retourner la situation en faisant que, d'attaqués, nous puissions reprendre figure d'assaillants : alors, nous pourrions poursuivre la fusion des réserves ennemies et amener le front adverse à n'être plus qu'une trame fragile susceptible, si nous savions ménager nos réserves, de s'effondrer sous les coups conjugués de tous les Alliés et de laisser passer nos bataillons victorieux. A ce jeu, il est certain que nous nous userions! Mais l'ennemi s'userait aussi, et toute la question était de mener nos affaires avec sagesse pour pouvoir durer plus que lui. A la guerre ce sont les derniers bataillons qui emportent la victoire.

Telle était la manière dont je croyais fermement, depuis le début de Verdun, que devaient être conduites les affaires de la coalition, et particulièrement celles de la France, afin d'assurer l'issue heureuse de la guerre. Mais, c'est précisément pour cela que je ne pouvais être en accord complet avec le général Pétain.

En effet, pour pouvoir mener durablement cette lutte destinée à dégager Verdun, il fallait demander aux unités envoyées à la IIe armée de s'employer jusqu'à l'extrême limite de leurs forces, ne consacrer à cette bataille défensive que le minimum, afin de conserver le plus grand nombre possible d'unités fraîches en vue de l'attaque de la Somme.

Il n'était pas vrai que Verdun pût suffire comme effort

demandé à l'armée française : tout d'abord, si tel était le résultat de l'offensive allemande, de nous empêcher de prendre part à l'action générale concertée, ne serait-ce pas manifestement un grand succès pour l'ennemi que d'avoir éliminé de cette lutte son premier et principal adversaire? Du point de vue moral, pour bien marquer l'échec de la tentative allemande contre Verdun, il était essentiel que nous soyons fidèles au rendez-vous que les Alliés s'étaient donné en décembre 1915.

Il fallait, pour qu'elle soit efficace, que cette offensive soit aussi forte que possible : notre devoir était d'ajouter aux bataillons que les Britanniques y consacraient le plus d'unités que nous pourrions. Enfin, nous pouvions espérer de cette offensive la victoire définitive sous forme de percée, et, pour cet acte suprême de la guerre, il importait à tous points de vue que l'armée française fût représentée.

Par surcroît, le commandant du groupe d'armées du centre demandait que l'offensive alliée soit déclenchée le plus tôt possible. Ici encore, désaccord entre lui et moi. Le plan d'action avait été concerté entre les Alliés et basé sur la concomitance des attaques sur tous les fronts. Or, pour des raisons déjà dites, celles-ci ne pourraient avoir lieu que vers la fin de juin; demander aux Anglais de devancer cette date détruirait tout l'effet escompté, ferait retomber la coalition dans l'impuissance de 1915 et risquerait, en outre, de ne donner à l'offensive envisagée ni l'ampleur, ni le degré de préparation suffisante.

Toutes ces considérations m'empêchaient d'entrer dans les vues de Pétain; nous partions de deux points de vue différents : lui voulait que toutes les forces françaises fussent consacrées à Verdun; au contraire, je tenais à ne consacrer à cette bataille d'usure, de laquelle je ne pouvais espérer aucun résultat stratégique, que le strict minimum.

Les bruits les plus singuliers couraient dans les sphères gouvernementales et l'opinion publique sur la situation et les relations entre généraux. Ces bruits prirent une telle consistance que le général Roques se rendit, le 12 mai, à Verdun pour voir Pétain; il en revint pleinement rassuré, et m'écrivit, le 14, qu'il avait donné, le matin même, au Conseil, des déclarations les plus rassurantes et qu'il les répéterait le soir même à la Commission de l'armée de la Chambre.

J'éprouvai cependant le désir de donner aux commandants de groupes d'armées l'occasion de me faire connaître leur avis. Le 17 mai, je les réunis à Châlons pour les mettre au courant de la situation générale.

En se rendant à cette conférence, Foch eut un léger accident d'auto qui l'obligea à se faire porter à Meaux pour y recevoir des soins; j'allai l'y voir et l'y trouvai préoccupé à la pensée que l'offensive en cours de préparation sur la Somme, dont les lignes générales avaient été déjà réduites par suite des dépenses de forces que *nous avions dû consentir à Verdun*, allait se trouver peut-être irrémédiablement compromise. Je le rassurai, en lui disant ma ferme *volonté de ne pas me prêter* au jeu que les Allemands voulaient nous faire jouer.

Quant à la réunion de Châlons, si Pétain y renouvela ses doutes sur l'opportunité de nos projets offensifs sur la Somme, il admit avec moi — et le général Franchet d'Esperey, commandant le groupe d'armées de l'Est, n'y contredit pas — que l'engagement général des forces alliées serait la meilleure solution pour dégager Verdun.

Pour mettre mes projets à exécution, j'étais amené à faire, du côté de Verdun, toutes les économies possibles et à demander au général Pétain d'obtenir plus de rendement des forces dont il disposait, en faisant participer successivement toutes les unités à la bataille et en réduisant la densité du front des secteurs calmes, en particulier celui de Reims où les menaces d'attaque ne s'étaient pas confirmées et en faisant rentrer en secteur calme, même avant reconstitution, les divisions d'infanterie descendant de Verdun. C'est ainsi que le 20 mai, à une nouvelle demande de renforts, je lui fis remarquer que les prévisions d'emploi des unités sous ses ordres n'englobaient pas toutes les unités fraîches de ses armées; certaines de celles-ci étaient éliminées pour des raisons qui ne me paraissaient pas suffisantes; d'autres l'étaient sans explication.

Cependant, sur les deux rives de la Meuse, nous avions pris une attitude moins passive; sur la rive droite, le 22 mai, l'énergique général Mangin s'emparait du fort de Douaumont, amenant d'ailleurs sur cette partie du front une violente réaction qui nous fit reperdre le fort le 24; sur la rive gauche, sur le Mort-homme, nos progrès étaient presque continuels

depuis un mois; grâce à cette attitude plus énergique, les progrès allemands semblaient arrêtés. Mais le général Pétain prenait prétexte de ces opérations pour me représenter que l'usure de nos grandes unités sur le front de Verdun, au lieu d'être évaluée comme auparavant à une division d'infanterie tous les deux jours, en était arrivée à deux divisions tous les trois jours; il se plaignait de l'infériorité de son artillerie; il me demandait donc d'importants renforts en grandes unités et en artillerie. Après avoir étudié de très près les besoins réels de la IIe armée, je fus obligé de conclure que, si je voulais, comme c'était *ma ferme décision* et comme je le lui avais annoncé, être en mesure de prendre l'offensive au sud de la Somme à partir du 1er juillet, il ne m'était pas possible de lui donner satisfaction complète, en particulier en ce qui concernait l'artillerie lourde courte. D'ailleurs, les fronts des IIIe, IVe et Ve armées étaient suffisamment calmes, et il semblait maintenant que l'ennemi était trop vivement accroché à Verdun, pour qu'il puisse sur ces fronts passifs pratiquer des prélèvements d'artillerie.

A la fin de mai, les Allemands restaient accrochés aux pentes nord de la cote 304; c'était le seul résultat obtenu par leurs furieuses attaques du 4 au 10 mai; leur contre-offensive les avait rendus à nouveau maîtres des sommets du Morthomme, que le 32e corps d'armée leur avait arraché par une lutte pied à pied; ils avaient sans doute repris le fort de Douaumont, mais n'avaient pu rentrer dans le bois de la Caillette perdu par eux le 2 mai.

Ainsi j'étais fondé à dire, que si les actions offensives menées par la IIe armée n'avaient pas entièrement réussi, elles avaient eu néanmoins pour résultat d'empêcher l'ennemi de marquer aucun progrès sensible pendant le mois de mai.

Mais le 1er juin, il reprenait ses attaques sur la rive droite avec de gros moyens, depuis le bois Nawé jusqu'à Damloup.

Durant ces deux durs combats, le général Pétain me rendait compte qu'il était nécessaire de lui envoyer quatre nouvelles divisions. Le fort de Vaux tombait le 6 juin. La lutte reprenait avec violence dès le 8. Le 1er corps bavarois pénétrait dans nos tranchées entre la ferme Thiaumont et le bois de la Caillette.

J'avais dû quitter le 8 au soir mon quartier général pour me rendre à Londres avec le président du Conseil. Je fus absent les 9 et 10 juin. C'est donc le général de Castelnau qui avait reçu dans la matinée du 9 les résultats précis de l'attaque allemande du 8. A mon retour, j'appris que ces nouvelles avaient provoqué au grand quartier général une vive émotion; on y avait vécu des journées fiévreuses. Castelnau avait téléphoné au grand quartier général anglais pour obtenir que les préparatifs d'attaque soient activés : il avait également téléphoné à Foch, qui était venu au grand quartier général, et sa ferme contenance avait calmé les craintes excessives : en fait, Pétain encore une fois avait alarmé tout le monde; n'ayant qu'une confiance limitée dans la durée possible de la résistance de Verdun, il avait été jusqu'à déclarer au téléphone à Castelnau que cette résistance ne pourrait excéder huit jours et qu'il importait d'envisager dès maintenant le retrait des troupes sur la rive gauche de la Meuse pour ne pas risquer de perdre l'artillerie en position sur la rive droite. Je trouvai Castelnau fortement impressionné par les événements et par ses conversations avec Pétain.

De son côté le général Pétain, de plus en plus inquiété par la tournure prise par la bataille, fit auprès de moi une nouvelle tentative, le 11 juin, comme il l'avait fait le 7 mai, pour demander de fixer à une date rapprochée l'offensive anglaise. Il me dépeignit la situation sous des couleurs très sombres, se plaignant de l'insuffisance de son artillerie qui combattait, disait-il, à un contre deux; il redoutait une décision rapide sur le front de la IIe armée, pour laquelle, à son avis, l'ennemi ne reculerait, sans doute, devant aucun sacrifice.

Je décidai alors que le général de Castelnau se rendrait le lendemain à Verdun pour juger de la situation.

Castelnau rentra au grand quartier général dans la nuit du 13 au 14 et me rendit compte de l'impression favorable qu'il rapportait de Verdun : le moral était bon, les organisations défensives des 2e et 3e positions se renforçaient, et il était d'avis que Verdun tiendrait suffisamment pour permettre à notre offensive de la Somme de se produire à son heure.

D'ailleurs, avant même d'avoir reçu la lettre de Pétain, ce même jour 11 juin, j'avais envoyé des instructions au géné-

ral des Vallières, chef de la mission française près de l'armée britannique, lui enjoignant d'insister auprès du général Haig, en raison de la situation toujours tendue à Verdun, pour que toutes les dispositions soient prises en vue d'engager les attaques d'infanterie à partir du 25 juin.

En réponse à sa lettre du 11, j'écrivis le 12 juin au général Pétain :

J'estime avec vous que les Allemands escomptent les plus sérieux résultats de la bataille engagée contre Verdun et que nous devons à tout prix nous maintenir sur la rive droite de la Meuse, au risque même d'y abandonner une partie du matériel qui est y disposé.

Sans méconnaître les difficultés grandissantes de votre tâche, j'ai la ferme confiance que vous parviendrez encore à contenir victorieusement l'ennemi, comme vous l'avez si heureusement fait jusqu'à ce jour.

Les organisations défensives que vous avez prévues se développent sur les deux rives de la Meuse, et je sais que vous mettez et que vous mettrez de plus en plus soin à hâter leur pleine exécution.

Le renouvellement des grandes unités à engager dans la bataille est dès à présent assuré. Les relèves et renforcements d'artillerie lourde que vous avez prévus ou déjà ordonnés, aussi bien que l'arrivée de nouveaux matériels qui vous ont été ou vous seront envoyés au fur et à mesure de leur livraison, ont accru et accroîtront encore la puissance de vos moyens.

L'heure est particulièrement grave. La défense prolongée et victorieuse de Verdun, qui a déjà permis les heureuses offensives de nos alliés en Russie, constitue le gage indispensable et la condition inéluctable des succès de la coalition au cours de la campagne actuelle. Rien n'a été et ne doit être négligé pour atteindre ce résultat.

Je compte sur votre activité et sur votre énergie pour faire passer dans l'âme de tous vos subordonnés, chefs et soldats, la flamme d'abnégation, la passion de résistance à outrance et la confiance qui vous animent.

Toutes dispositions sont prises pour que l'offensive sur le front occidental soit déclenchée à une date aussi rapprochée que possible et étroitement calculée sur les nécessités d'une préparation sans laquelle l'attaque serait vouée à l'échec.

Et je tins à faire appel aux héroïques défenseurs de Verdun en leur montrant le rôle joué jusqu'à ce moment par la IIe armée et qu'elle devait jouer jusqu'au bout.

Le 12 juin, j'adressai aux troupes de Verdun, l'ordre général suivant :

Soldats de la IIe armée,

Les armées russes viennent d'obtenir contre les forces austro-allemandes qui leur étaient opposées une victoire éclatante.

En moins de huit jours, elles ont enfoncé le front adverse et chassé devant elle l'ennemi battu. Plus de 105 000 prisonniers, plus de 120 canons et un butin de guerre considérable sont restés entre leurs mains.

Ce succès dû à la vaillance de nos frères d'armes marque par un heureux début l'engagement général des forces coalisées. D'autres offensives s'engagent actuellement, d'autres encore vont se développer dans un avenir très prochain. Attaqués de toutes parts, les Empires du centre devront bientôt reconnaître la supériorité des forces alliées.

Le plan mûri par les Conseils de la coalition est maintenant en pleine exécution.

Soldats de Verdun, c'est à votre héroïque résistance qu'on le doit, c'est elle qui a été la condition indispensable du succès, c'est sur elle que reposent nos victoires prochaines, car c'est elle qui a créé sur l'ensemble du théâtre de la guerre européenne une situation dont sortira demain le triomphe définitif de notre cause.

Je fais appel à tout votre courage, à votre esprit de sacrifice, à votre ardeur, à votre amour de la Patrie, pour tenir jusqu'au bout et pour briser les dernières tentatives d'un adversaire qui est maintenant aux abois.

D'ailleurs, on pouvait espérer que les actions ennemies allaient se calmer à Verdun : du 8 au 20 juin aucune unité nouvelle n'était identifiée sur ce front. L'activité de l'artillerie ennemie se ralentissait sur la rive gauche de la Meuse où l'ennemi semblait procéder à des retraits de batteries; nous pouvions croire qu'il commençait des transports vers le front oriental de troupes prélevées sur le nôtre, à la suite des succès obtenus en Galicie par l'armée russe. Si bien que je pouvais déjà espérer pouvoir retirer progressivement du groupe d'armées du centre toutes les disponibilités possibles pour alimenter les opérations du groupe des armées du Nord.

Cette possibilité était si vraisemblable que le général Pétain entrait le 20 juin dans mes vues, en subordonnant toutefois l'exécution à la nécessité préalable de reprendre autour de Verdun le champ nécessaire et d'empêcher l'ennemi d'effectuer des prélèvements sur ce front.

Mais, sur ces entrefaites, les Allemands reprirent à Verdun l'initiative des attaques : les 21 et 22 juin, sur la rive gauche ils

essayèrent vainement de progresser à la cote 304 et au Morthomme; sur la rive droite ils pénétrèrent dans la soirée du 22 entre le bois Fumin et le Chesnois; le 23, les troupes bavaroises s'emparaient de l'ouvrage de Thiaumont et quelques fractions ennemies parvenaient même jusqu'à l'ouvrage de Froideterre; Fleury tombait sous les coups du corps alpin.

Or, au cours de cette attaque, vers 15 heures, Pétain téléphonait de Bar-le-Duc à Castelnau que la situation lui paraissait grave; il envisageait l'évacuation de la rive droite de la Meuse « où était actuellement en position un tiers de l'artillerie française ». Par contre, de Souilly, le général Nivelle, qui avait remplacé le général Pétain à la tête de la IIe armée, m'envoyait des renseignements rassurants; il ramassait une division et demie qui était disponible et lui donnait l'ordre de contre-attaquer, le soir même et le lendemain, pour réduire la pointe faite par les Allemands sur Fleury : une autre division était tenue prête pour une action ultérieure, si cela devenait nécessaire. A aucun moment on n'avait envisagé à Souilly l'éventualité d'une retraite sur la rive gauche de la Meuse, dont il semblait être question à Bar-le-Duc.

Ainsi donc, la IIe armée disposait de moyens suffisants et on pouvait entrevoir qu'il serait possible d'enrayer l'offensive allemande. D'ailleurs, dans la soirée, le général Pétain téléphonait à nouveau, et cette fois-ci il envisageait la situation avec plus de calme : son coup de téléphone contrastait étrangement avec le précédent. En effet, la lutte se prolongea pendant la nuit et dans la journée du 24, mais les Allemands, à la suite de nos contre-attaques, furent repoussés aux abords de l'ouvrage de Thiaumont, se maintenant seulement dans le ravin des Vignes.

Or, à 12 h. 30, je recevais du ministre de la Guerre une singulière communication téléphonique dans laquelle il me demandait de ne retarder à aucun prix l'attaque anglaise, et me rappelait toute la responsabilité que j'encourais : il m'annonçait, en outre, qu'il irait le lendemain à Verdun pour s'y rendre compte de la situation.

Précisément, deux heures plus tard, le président du Conseil passait en gare de Chantilly; j'allai l'y saluer et j'en profitai pour lui marquer mon étonnement d'une telle communication.

M. Briand m'apprit que l'envoi de ce message avait été provoqué par le Président de la République, qui s'était montré, au Conseil des ministres, très impressionné par la nouvelle des attaques du 23. Cela m'était confirmé le soir même par M. Albert Thomas que je recevais à dîner. Après avoir parlé du ravitaillement en munitions et en canons, je tins à représenter au ministre tous les inconvénients de l'ingérence du gouvernement dans la conduite des opérations. M. Albert Thomas convint avec moi que le message du général Roques était d'autant plus inopportun que je venais, le matin même, d'annoncer au gouvernement et à Pétain lui-même le début de la préparation sur la Somme.

Cependant, je ne pouvais m'expliquer l'émotion produite à Paris par les événements du 23, que par des communications directes du gouvernement avec l'état-major de Bar-le-Duc. Je les soupçonnais déjà, mais elle me furent affirmées, le 25, par M. Combes qui vint déjeuner avec moi au grand quartier général.

Le 26, je recevais la visite du général Roques de retour de Verdun. Nous nous expliquâmes sur le fameux message du 24, puis il me mit au courant de ses impressions : elles reflétaient une certaine inquiétude en ce qui concernait le général Pétain. Ce dernier avait déclaré au ministre qu'il lui manquait un quart de l'artillerie lourde qu'il estimait nécessaire. Je ne pus m'empêcher de marquer au ministre mon étonnement que le commandant du G. A. C. *ne m'ait pas adressé directement cette demande*; d'ailleurs, il pouvait en faisant des prélèvements dans les secteurs calmes de son groupe d'armées trouver facilement ce qui paraissait lui faire défaut à Verdun. Enfin je m'étonnai que, prévenu depuis la veille que la préparation d'artillerie de la Somme était en pleine exécution, il parût choisir ce moment pour réclamer des renforts en canons; il devait comprendre que toutes mes disponibilités étaient dirigées vers le nord. La demande était au moins peu opportune : Verdun avait joué son rôle; l'intérêt était maintenant ailleurs.

Mais cette conversation me faisait craindre que Pétain se laissât encore impressionner par l'ennemi et je tins à lui spécifier à nouveau qu'il devait continuer une résistance

opiniâtre sur la rive droite de la Meuse, sans se laisser influencer par le risque de perdre éventuellement du matériel. D'ailleurs, le 29, les Allemands semblèrent se résoudre à une situation défensive et, le 30, les Français reprenaient l'ouvrage de Thiaumont.

Enfin, le 1er juillet, l'attaque franco-anglaise retardée de deux jours par le mauvais temps commençait : la IIe armée avait répondu à mon appel du 12 juin, et arrêté l'ennemi devant Verdun.

Depuis le 21 février, la France avait supporté tout le poids de l'attaque ennemie, aussi longtemps qu'il avait fallu pour que la préparation des offensives concordantes décidées par la conférence du 6 décembre de Chantilly puisse être menée à bonne fin.

MARÉCHAL JOFFRE

LETTRES DIVERSES ET CURIEUSES ÉCRITES PAR PLUSIEURS A L'UN D'ENTRE EUX[1]

LETTRE II

D'EUSTACHE A TIBURCE

C'est à table, mon cher Tiburce, que l'on m'a remis la lettre de Gordien. J'étais à la fin de mon repas dans la petite salle où j'aime à me retirer pour y déguster, dans une plantureuse et méditative solitude, les mets que je me suis fait préparer et auxquels je m'apprête à faire subir l'épreuve de mon palais. Tu sais l'importance que j'attribue à cette opération délicate où les sens n'ont pas seuls leur part, car l'esprit y intervient également. Le goût ne réside pas seulement sur la langue, il a aussi son siège dans le cerveau. C'est le cerveau qui régit le contrôle que tout gourmet digne de ce nom exerce sur son plaisir. L'art de bien manger ne consiste pas uniquement à jouir de ce qu'on mange et à s'en délecter aveuglément. Il faut savoir en raisonner et ce n'est que par comparaison et par réflexion qu'on arrive à porter un jugement sain sur la qualité de sensation que vous fournit tel ou tel aliment. Or pour que ce jugement soit rendu en toute indépendance, il faut que certaines circonstances particulières nous préservent, au moment de le formuler, de tout souci et de toute distraction. Aussi pour s'acquitter de ce que j'appellerais volontiers cette magistrature de bouche, qui comporte enquête, plaidoirie et sentence, convient-il de ne s'y appliquer qu'à huis clos. C'est pourquoi, de ces séances, je bannis toute compagnie et n'y veux nul auditoire. C'est donc seul à seul que

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er septembre.

j'examine la cause culinaire qui m'est soumise. A cet effet, je me retire dans la petite salle que tu sais et je n'y admets aucun conseil.

Pour m'entourer dans ce réduit d'épreuve de toutes les garanties possibles, j'en ai fait garnir les murs de miroirs disposés de façon que je m'y reflète de tous côtés à mes regards. Ainsi est-ce environné d'Eustaches que ton Eustache accomplit la tâche difficile qu'il s'est donnée. Au cours de l'examen auquel je me livre, j'interroge les images qui me représentent à mes yeux et je suis, sur leurs visages qui sont le mien, les impressions qui s'y peignent et qui me renseignent mieux que ne le pourraient faire les avis les plus fondés. En ces miroirs qui m'en offrent le témoignage impartial, je me vois souriant ou rebuté, satisfait ou mécontent, incertain ou déterminé. Ils me rendent visible ce que je ressens, par les mouvements et les nuances de ma physionomie, par les marques de mon plaisir ou par les signes que je n'en prends point où je m'attendais à en trouver. Tour à tour à mes yeux Eustache s'épanouit ou se renfrogne, approuve, blâme, hésite. Eustache n'est-il pas dans tous les Eustaches qui m'entourent, et moi, situé à leur centre, je recueille leurs expressions sur lesquelles je forme mon jugement définitif. Ils approuvent ou se récusent et je tire d'eux la certitude dont j'ai besoin.

Tu as trop de sérieux dans l'esprit, mon cher Tiburce, pour ne voir là qu'un jeu, car tu n'es pas de ceux qui dédaignent et méconnaissent l'art où je m'efforce à atteindre la perfection. Nous en avons souvent disserté ensemble, au temps où nous échangions librement nos idées sur toutes choses. Je t'ai trop souvent exprimé les miennes pour qu'il soit utile de revenir sur ce sujet. Depuis lors je n'en ai pas changé et je suis demeuré convaincu qu'il n'y a pas de honte à s'adonner aux recherches et aux délicatesses de la bouche et à faire un art de ce qui est chez tant d'autres un grossier assouvissement, la satisfaction vulgaire d'un appétit. Jamais le goinfre ne saura s'élever au niveau du gourmand. Où l'un s'empiffre, l'autre se délecte. L'un n'est qu'un esclave où l'autre est un maître. Quel dégoût ne m'inspire-t-il pas, le glouton qui n'a pour souci que s'emplir la panse d'aliments dont il n'attend qu'un bien-être tout digestif, et qui les absorbe, pour ainsi dire, incultes en leur

saveur naturelle et sans autre déguisement qu'une cuisson de hasard et qu'un assaisonnement primitif! Et pardonnons-lui encore, quand la quantité n'a pas pour lui plus de prix que la qualité. Il ne s'élève pas jusqu'au mets et s'en tient à la mangeaille. Il est plus homme de ventre qu'homme de bouche. Il avale et ne goûte pas. Il est tout à mâcher, à digérer et à rendre. Son appétit n'aboutit qu'à l'excrément et, des dons les plus délicieux et les plus savoureux de la nature, il ne fait qu'une ordure immonde, le résidu de sa faim.

Mais nous, ô Tiburce, notre faim n'est qu'un aiguillon subtil qui nous mène à toutes les ingéniosités et à toutes les succulences. Notre gourmandise n'est pas la satisfaction d'un besoin, elle est un hommage aux bienfaits terrestres de la Providence. Comme tous les humains, nous acceptons de soutenir nos forces et d'entretenir notre vie au moyen des produits comestibles que nous fournit la généreuse libéralité de la nature, en la diversité de ses règnes. Du végétal comme de l'animal, nous nous reconnaissons tributaires. C'est à eux que nous demandons notre subsistance, mais nous considérerions comme un manque de respect envers le dispensateur de tant de biens si nous nous contentions d'en faire usage sans y apporter les apprêts dont ils sont dignes. Certes un pauvre homme peut louer le Seigneur en dévorant l'oignon cru par quoi il parvient à se sustenter, mais ne le remercions-nous pas mieux des merveilles de sa création en les amenant à un état d'excellence et de perfection qui en rend plus sensibles les vertus? C'est à ce but que nous tendons par d'habiles artifices, par de savants mélanges. C'est à ces fins que s'est créé un art dont les ressources sont presque infinies et dont les inventeurs recourent aussi bien aux conseils de l'esprit qu'aux indications du goût, un art dont je suis fier d'être un des adeptes et dont tu n'as pas dédaigné, parfois d'applaudir les réussites, un art dont les humbles pratiques s'apparentent aux transformations alchimiques que les savants font subir à la matière et aux transpositions sonores auxquelles les poètes astreignent la musique ailée des mots.

Rappelle-toi, Tiburce, les propos que nous avons souvent échangés jadis, non dans le réduit aux miroirs où je me livre

seul à mes expériences gastronomiques, mais dans la grande salle de ma maison où il me plaisait de réunir à ma table nos amis dont tu étais un des plus chers. Tu y rencontrais Gordien, Hilaire, Anselme, Grégoire, Sébastien. J'étais heureux de vous voir tous autour de moi et je mettais tous mes soins à vous offrir, sous sa forme la plus parfaite, le résultat de mes travaux. Le jour qui précédait nos assemblées était pour moi un grand jour. J'avais préparé d'avance et réglé après mûres réflexions la liste des mets que je comptais vous soumettre et l'ordre dans lequel il convenait qu'ils vous fussent présentés. J'entendais ne rien laisser au hasard. Aussi, dès le matin, auriez-vous pu me voir descendre aux cuisines pour surveiller en ses moindres détails l'arrivée des provisions dont on devait tirer le chef-d'œuvre qu'il vous serait donné d'apprécier. Je vérifiais moi-même la qualité des viandes et la fraîcheur des légumes, l'à point des venaisons ou des gibiers. Je passais l'examen de la volaille et du poisson. J'indiquais les proportions des ingrédients qui devaient relever les sauces. J'avais l'œil à tout, à la cuisson comme à l'assaisonnement. J'observais la mise en train de tout ce qui vous serait servi. Je ne négligeais rien, car la moindre inadvertance peut avoir des conséquences fâcheuses et compromettre la réussite la mieux combinée.

Je n'apportais pas moins de soins à ce que la table autour de laquelle vous deviez vous asseoir fût, non magnifiquement, mais congrûment dressée. Je n'y faisais placer ni vaisselle plate, ni surtouts compliqués, ni argenteries pesantes, ni ces ornements de fleurs et de cristaux qui m'ont toujours paru superflus et même nuisibles au sérieux que demande la dégustation d'un repas bien ordonné. A mon avis, il sied que rien n'y distraie l'attention des convives et ne les détourne de l'acte délicat qu'ils ont à accomplir. Aussi commandais-je que le service fût d'une juste simplicité. Je veux qu'il vaille par la finesse du linge et la commodité élégante des ustensiles, que tout soit exactement adapté à l'usage qui en sera fait, que la verrerie, sans être commune, ne soit pas trop recherchée, que l'argenterie soit bien en main, que rien ne manque de ce qu'il faut, en un mot que chacun ait ses aises et soit tout entier à son plaisir. Telles sont les conditions requises pour

qu'un repas ne soit pas l'étalage d'un vain luxe. On ne dîne pas avec les yeux et ce n'est pas à l'ostentation extérieure que se reconnaît un véritable amphitryon.

C'est à ces principes que j'ai toujours obéi quand j'ai convié mes amis à savourer le fruit de mes recherches de bouche, et tu me rendras justice à cet égard, mon cher Tiburce; maintes fois tu m'as complimenté sur mon entente de ces questions. Non plus tu n'as jamais raillé l'importance que j'attache au bien manger. Tu comprenais que, chez moi, la gourmandise n'est pas seulement une disposition de ma nature et n'est pas due uniquement à la finesse de mon goût, au discernement de ma langue, à la capacité critique de mon estomac, mais que, née d'un plaisir, je l'ai portée à la hauteur d'un art analogue à ceux de la poésie et de la musique, qu'un repas bien compris peut avoir les ampleurs harmonieuses d'une sonate ou les substantielles concisions d'un sonnet, que la gourmandise est à la fois un exercice des sens et de l'esprit et qu'elle constitue, en fin de compte, un hommage rendu par la créature aux bienfaits du Créateur en s'appliquant à leur faire atteindre, par des traitements appropriés, le point d'excellence dont ils sont susceptibles.

Ainsi, mon cher Tiburce, tu me comprenais et je dirai même qu'il t'arrivait parfois de sembler partager, non seulement mes vues, mais aussi mes goûts. Je me souviens, en effet, t'avoir entendu louer le plus judicieusement du monde tel ou tel mets et t'avoir vu l'apprécier avec une satisfaction non dissimulée. Il y avait peut-être en toi l'étoffe d'un gourmand, mais les circonstances ne te permirent pas de développer ce louable penchant à la bonne chère. D'ailleurs tu étais de ceux qui ne consentent à se laisser dominer par rien, sinon par le constant souci de leur perfection intérieure. Tu n'aurais pas accepté ce que tu eusses considéré comme une servitude. Tu étais de ceux qui résistent à tout ce qui risquerait de ne leur pas laisser l'entière disposition d'eux-mêmes, mais ton indulgence envers les autres t'empêcha toujours de censurer et de réprouver chez eux les passions auxquelles tu te refusais.

Cette indulgence pour ma gourmandise tu l'étendais à l'orgueil d'un Gordien et à l'avarice d'un Anselme. Tu trou-

vais excusables la paresse d'un Nicaise et les colères d'un Sébastien. Qu'Hilaire fût luxurieux, tu n'en disconvenais pas, mais ton affection le suivait dans son péché. L'envie même, qui était le vice de Grégoire, ne te le rendait pas haïssable et tu lui accordais une souriante pitié. Quant à moi, j'étais moins conciliant envers les défauts de nos amis et mon égoïsme s'en accommodait assez mal. Lorsque Sébastien, dans un de ces mouvements de violence qu'il ne savait pas maîtriser, frappait la nappe de son poing fermé et s'interrompait de manger pour s'exprimer avec une intempestive virulence contre quelque préjugé ou pour déclamer avec une abondance suspensive contre quelque abus, je ne pouvais me tenir de déplorer le trouble où nous jetait l'expansion malencontreuse du tumulte généreux qui s'élevait et bouillonnait en lui. Était-ce le lieu, devant une table bien servie, de se livrer à ces fureurs déplacées? Mais il eût été dangereux de lui faire remarquer sa déraison. Il eût alors été capable de tous les excès de paroles et de gestes, quitte à les regretter ensuite, car s'il est le plus colérique, il est le meilleur des hommes. Et puis de ses diatribes et de ses apostrophes, la cause n'en était-elle pas quelque peu la chaleur des vins qui agissait aisément sur le cerveau de notre cher Sébastien.

Si nous avions parfois à subir à table les violences de Sébastien, j'avais pour ma part à y encourir les muets reproches d'Anselme. Au lieu de jouir sans arrière-pensée de la chère exquise qu'on lui présentait, je sentais à tous ses regards qu'il en supputait la dépense et qu'il éprouvait une véritable torture au spectacle de ce qu'il appelait une prodigalité qui ne lui paraissait pas loin de la folie. A mesure que se succédaient les services, il en calculait mentalement le coût probable. Le potage le plus savoureux, les entrées les plus choisies, les rôtis les plus succulents, les poissons les plus fins, les pâtisseries les plus délicates, les friandises les plus recherchées se transformaient instantanément à ses yeux en un chiffre. Ce chiffre, il le voyait en son équivalence d'or qu'il monnayait par l'esprit en pièces de diverses valeurs. Quelle tristesse ne ressentait-il pas alors à penser que tout ce précieux métal s'était dissipé en victuailles et n'aurait servi qu'au vain plaisir d'un instant, tandis qu'il

aurait pu procurer de longues délices, enfermé sous la clé de quelque tiroir à secret ou enfoui souterrainement au fond de quelque cachette! Pauvre Anselme, que pouvait-il faire d'autre que de déplorer ma coupable aberration? En vain, il avait essayé de me raisonner et de me convaincre des charmes tout-puissants de l'économie, de l'épargne, de la parcimonie et de la lésine, de ce qu'il y a de mystiquement ascétique dans l'avarice, mais mon faible entendement se refusait à se rendre aux objurgations que m'adressait son fanatisme inutile quoique bien intentionné. Décidément je ne serais jamais qu'une créature inférieure, irrémédiablement adonnée à de basses et passagères satisfactions et asservie à des plaisirs sans lendemains.

Les propos réprobateurs d'Anselme amusaient fort Hilaire. Certes, au-dessus de tous les plaisirs, il plaçait ceux que l'on peut tirer du corps des femmes, mais il n'est pas insensible à ce qui s'y peut ajouter. Si c'est en leur nudité amoureuse qu'elles nous présentent leur attrait suprême, la façon dont elles parent leur beauté fait partie du prestige qu'elles exercent sur nous. De même le luxe et le raffinement du lieu où elles cèdent à nos désirs rendent la possession de leurs charmes encore plus précieuse et plus mémorable. Certaines circonstances également favorisent mieux que d'autres l'exaltation physique que nous pousse à imposer à ces ardentes et douces proies les forces qu'elles suscitent en nous. L'éclat des lumières, la richesse des ameublements sont des auxiliaires non négligeables. La saveur des mets et la chaleur des vins sont aussi des éperons à la volupté. Une table finement et plantureusement servie nous dispose à mieux goûter la mollesse d'un lit où un tendre corps féminin offre à nos gourmandises sensuelles ce qu'il a de plus savoureux et de plus pimenté. De tout cela Hilaire convenait volontiers et se montrait excellent convive. Souviens-toi comme il animait de sa verve nos agapes amicales. Sans être gourmet il savait apprécier la variété et les délicatesses d'un menu et se plaisait à les commenter d'allusions et d'anecdotes qui le plus souvent avaient trait à ses préoccupations charnelles. Tel beau fruit lui rappelait la forme d'un beau sein; la pourpre de tel vin lui rappelait celles de telles lèvres. Il n'était pas jusqu'à cer-

tains coquillages qui ne le fissent songer à certaines intimes particularités secrètes. Parfois cependant il arrivait que, quelque agrément qu'il prît à ces comparaisons, nos plaisirs ne parvenaient pas à le retenir parmi nous. Nous le voyions alors se lever brusquement de table pour courir à quelque rendez-vous où l'appelait la force impérieuse et irrésistible de son désir.

De quel œil Grégoire le regardait-il s'en aller! Quel contraste entre la face sanguine et aisément congestionnée d'Hilaire et la longue et jaune figure de Grégoire que tire et contracte une éternelle grimace de bile! Que n'aurait-il donné pour être comme Hilaire, le serviteur infatigable de ses instincts! Mais les dieux en ont disposé autrement. Grégoire n'a rien de ce qu'il faut pour triompher de la pudeur et de la vertu des femmes. Aussi leur en veut-il amèrement d'être tenu envers elles à une prudente réserve, car ses entreprises risqueraient fort de ne lui valoir de leur part que des rebuffades et des avanies auxquelles il n'ose s'exposer. Il dissimule son éternelle déconvenue sous le respect exagéré qu'il témoigne à un sexe qu'au fond du cœur il déteste avec autant d'aigreur qu'il envie la chance qu'a Hilaire d'obtenir facilement ses faveurs. De la comparaison continuelle qu'il fait d'Hilaire à lui-même, il garde une plaie envenimée et qui ne cesse de suppurer. Mais ce n'est pas Hilaire seul que Grégoire considère envieusement, car il est dans son malheureux naturel de se croire doublement frustré de ce qu'il n'a pas par le spectacle intolérable de ce qu'ont les autres. Le plus fâcheux de son cas, c'est qu'il souffre cruellement du sentiment qu'il éprouve envers autrui et que, sans pouvoir s'en défendre, il a honte d'éprouver. Tout bonheur qui échoit à qui que ce soit lui semble fourni à ses dépens. L'envie est si profondément mêlée à tout son être qu'il en ressent une, furieuse, de ne pas être ce qu'il est, et c'est avec un muet désespoir qu'il se sait condamné, pour ainsi dire à lui-même. Il est si foncièrement atteint de son vice que je crois que, s'il nous voyait mourir, il nous envierait jusqu'à notre mort. Tout cela n'empêche pas notre pauvre Grégoire de nous aimer à sa façon, car l'envie en lui n'est pas malfaisante. Elle y demeure inactive et ne se répand pas au dehors. Au contraire, Grégoire

n'est nullement incapable d'une action généreuse et d'un bon procédé. Aimons-le. Il est à plaindre.

Nicaise le serait aussi s'il n'éprouvait à perdre sa vie un contentement si béat qu'il n'y a pas lieu de s'apitoyer sur le tort que lui a fait son incomparable paresse. Elle occupe son corps tout entier, de ses membres à son cerveau. Elle est chez lui une sorte de forme somnolente du bonheur. Elle ralentit ses mouvements et donne à ses paroles et à sa pensée une lenteur qui, parfois, exaspère notre colérique Sébastien. Comme Nicaise a banni de sa maison tout ce qui y pouvait rappeler l'existence de l'heure, comme il n'y admet ni horloge, ni clepsydre, ni sablier et comme il ne souffre pas qu'on le vienne avertir du temps qu'il est, il est arrivé bien souvent qu'il ne faisait son apparition parmi nous qu'au moment où nous allions quitter la table, mais son retard ne lui causait ni confusion, ni regret. Parfois aussi, quand il était assis au milieu de nous, il s'oubliait devant son assiette dans une rêverie qui le laissait la fourchette levée et le verre plein. Parfois aussi il s'arrêtait de porter à sa bouche le morceau qu'il avait piqué. D'autres fois même, sa paresse l'empêchait de se rendre à mon invitation et quand, ensuite, je lui reprochais son absence et lui en demandais la raison, il n'en trouvait pas d'autre que cette insurmontable, magnifique et souveraine paresse qui le tenait éloigné de tout et pris par les mailles inextricables qu'elle avait nonchalamment tissées autour de lui.

Elle fut cause que, seul d'entre nous, Nicaise n'assista pas au repas où tu devais nous faire tes adieux, lorsque tu eus décidé de partir pour le grand voyage qui devait t'éloigner de nous, non seulement pour des années, mais pour toujours. Sauf Nicaise, tous nos amis étaient là pour t'exprimer leurs vœux de bonne route. Tous, nous regrettions le vide qu'allait nous causer ton absence. Nous comprenions mal les raisons de ton départ et nous nous demandions ce qui pouvait bien t'attirer si loin de nous. De longue date, nous admirions ta sagesse. N'étais-tu pas le meilleur d'entre nous? Tu n'avais ni les brusques colères de Sébastien, ni l'orgueil d'un Gordien. Tu n'avais, comme Hilaire et comme Anselme, ni le goût immodéré des femmes, ni la passion exclusive de l'argent. Que n'avais-tu la paresse d'un Nicaise, elle t'eût empêché

de te livrer à ton humeur soudainement vagabonde! Jamais l'ambition n'avait tourmenté ton cœur. Qu'allais-tu chercher dans les pays étrangers et les contrées lointaines? Vers quel but secret te dirigeais-tu donc? Quel désir de nouveauté et d'imprévu t'emportait vers le voyage et l'aventure? La ville où nous habitions n'était-elle pas agréable et belle? Tu y comptais de ferventes amitiés, mais tout cela ne te suffisait pas. Que nous te connaissions donc mal, mon cher Tiburce! Qu'y avait-il en toi que nous n'avions pas su deviner? A quel destin te sentais-tu promis puisque celui que t'avaient fait les circonstances et que tu semblais avoir accepté ne parvenait point à retenir tes pas? Sur quelle route te conduiraient-ils, par quelles étapes, vers quel gîte? Je comprenais bien, confusément, que tu n'étais pas fait, comme moi, pour t'amuser, durant toute la vie, à des jeux et à des combinaisons de bouche, que tu avais besoin d'autre nourriture que celle que nous offrent les produits de la terre et des eaux, mais tu ne m'en paraissais pas moins mystérieux, ô Tiburce, quand, après avoir, une dernière fois, choqué nos verres, nous nous levâmes de table pour t'accompagner jusqu'au seuil où tu allais prendre congé de nous. Nous étions tous groupés autour de toi lorsque nous vîmes accourir Nicaise. Il avait dominé sa paresse et ne voulait pas que tu partisses sans qu'il t'eût serré la main. Tu la lui tendis en souriant, puis tu t'éloignas, comme si déjà nous n'existions plus pour toi, sans tourner la tête.

Tu partais, Tiburce, et nous ne parvenions pas à nous expliquer ton départ. Jamais jusqu'alors tu ne nous avais donné aucun signe qui pût nous le faire prévoir. Sans être de l'indolence ni de la paresse, ton calme ne semblait pas devoir ressentir jamais le désir de changer de place. Ce n'était pas non plus la recherche d'une existence plus brillante et plus luxueuse qui te séparait de nous. La richesse te laissait indifférent et ce n'étaient ni l'ambition ni l'amour qui t'entraînaient vers leurs illusions différemment et également mensongères et séduisantes. Tu ne cédais pas en partant à un de ces mouvements de colère qui poussent à de brusques résolutions. Ton orgueil, celui qui n'est pas l'infatuation, mais la légitime fierté de soi, n'avait eu à souffrir d'aucun dédain. On entourait d'une respectueuse considération le sage et beau Tiburce.

En nous quittant c'était donc à une force mystérieuse que tu obéissais. Un étrange destin t'avait marqué au front du signe du bonheur et tu allais, sans le savoir, vers le but secret auquel tu étais prédestiné.

Tu partais, Tiburce, et tu avais raison de partir. L'événement l'a bien prouvé. Voilà donc où te devaient mener tes pas! Voilà ce que tu devais rencontrer au terme de ta route. Tout d'abord, en lisant la lettre de Gordien, j'ai cru à quelque fantaisie de sa part, à quelque invention de son cru. J'ai pensé qu'il s'amusait à me rapporter un conte qu'il avait lu dans quelque livre. N'est-il pas friand d'histoires, de celles surtout qui mettent une lueur de féerie aux horizons ordinaires de la vie? Il se plaît aux inventions des poètes qui aiment à embellir de leurs rêves les médiocrités de l'existence. Ces récits imaginaires flattent son orgueil et il trouve un plaisir de vanité à se supposer en esprit le héros de ces fables avantageuses. Ne se juge-t-il pas digne des plus éclatantes faveurs de la fortune? Il lui semblerait tout naturel que le Magicien lui remît les clés d'or du Royaume, que le Prince en partageât avec lui la couronne et que la Princesse s'éveillât d'un sommeil de mille et une nuits pour lui passer ses bras autour du cou et lui déclarer son amour. Mon premier sentiment fut donc que Gordien se divertissait en me contant une de ces histoires comme il nous en narra souvent au cours de nos réunions et que, dans celle-là, il s'avisait, je ne sais trop pourquoi, de te faire jouer un rôle et même de t'en attribuer le principal, mais, à la relecture de sa lettre, je m'aperçus qu'il n'en était pas ainsi et que ce que j'avais pris tout d'abord pour un conte merveilleux était une fabuleuse histoire.

Un proverbe dit que le bonheur n'est pas de ce monde. Il est bon, Tiburce, que les proverbes mentent et celui-là a menti, mais il est mieux encore que ce soit toi qui l'ait fait mentir. Le Bonheur, ne l'as-tu pas rencontré, non comme le rencontre parfois le commun des hommes, si médiocre qu'il vaut à peine qu'on lui donne ce nom, ou si fugitif, si instable que le court instant auquel il est réduit se confond avec le long regret qu'il laisse après lui. Ce n'est pas sous cette furtive et parcimonieuse figure qu'il s'est présenté à toi, mais avec son plus éclatant et son plus tendre visage, en sa plénitude

de lumière et de félicité. Il est venu vers toi, conduit par la main souveraine du hasard. Tu n'as pas eu à le conquérir par ces luttes épuisantes qui ne lui livrent plus que l'ombre blessée de nous-mêmes. Il t'a abordé avec une magnifique et douce brusquerie. Tu n'as eu qu'à accepter ce qu'il te donnait et à ce don il a ajouté des circonstances exceptionnelles. Il t'a fait entrer dans une région d'ordinaire interdite aux mortels. Il a fait de toi un Prince de la vie et t'a mis hors d'atteinte de ses nécessités communes par des barrières qui désormais t'en isolent et t'en protègent. Il t'a enfermé dans son heureuse solitude. Il t'a fait pénétrer vivant dans son royaume où règne à côté de lui la divine présence de l'amour.

A ce merveilleux royaume, je n'ai jamais aspiré, ô Tiburce, ni jamais espéré y avoir accès. Comme tout homme cependant, j'eusse souhaité d'être heureux. Nul en effet ne renonce tout à fait aux enivrantes perspectives du bonheur. Les uns se mettent en chemin pour l'atteindre, les autres l'attendent sans quitter le seuil de leur maison. Tous s'étonnent de ne pas le rencontrer ou qu'il ne vienne pas à eux. Certains, de ne pas être partis à sa recherche ou de ne l'avoir pas croisé sur la route, lui en gardent une amère rancune. D'autres avec une tristesse résignée acceptent d'avoir été privés de ses faveurs, mais la plupart de ceux à qui il s'est refusé, cherchent ailleurs ce qui pourra compenser leur déception. J'ai fait comme ces derniers et c'est pourquoi j'ai été ce que je suis, n'ayant pu être celui que tu es et qui, seul d'entre nous, a atteint le but lumineux de nos obscurs et vains désirs.

Si tous les hommes étaient heureux, ô Tiburce, la face du monde serait changée. On ne verrait plus celui-ci demander à l'avarice de le serrer dans ses maigres bras et de l'étreindre sur son cœur desséché ou de le mener, une lampe craintive à la main, compter le froid amas de ses richesses souterraines. Celui-là ne s'attacherait plus aux pas de la luxure et ne se laisserait plus guider par elle vers les plaisirs violents ou clandestins qu'elle offre avec leurs ivresses brutales ou leurs sordides dégoûts aux esclaves de la chair. Cet autre ne réchaufferait pas sa misère aux feux consumants et vains de la colère. Qui songerait à cacher sous les pourpres de l'orgueil la blessure qui le déchire et dont il ne veut pas avouer

le secret tourment? Qui laisserait s'envenimer la sienne des fiels corrosifs de l'envie? Plus d'un, n'est-ce pas à la paresse qu'il réclame les molles consolations dont il a besoin, et n'est-ce pas en elle qu'il trouve l'excuse de n'avoir pas mérité du sort des faveurs dont il arrive à ne plus même regretter l'absence? Si sur tous ces déçus, sur tous ces frustrés avait lui la lueur bienheureuse, aucun d'eux n'aurait été ce qu'il a été et crois-tu, ô Tiburce, que je n'eusse pas été autre. Oui, Tiburce, si tous les hommes étaient heureux, le spectacle du monde serait changé.

Si le bonheur m'avait appelé de sa voix douce et pressante, s'il m'était apparu, l'auréole au front et la baguette magique aux doigts, s'il avait posé sur mon épaule sa main divine, crois-tu donc que je ne me fusse pas levé de table et que je n'eusse pas repoussé avec joie les pauvres douceurs auxquelles se complaît ma gourmandise désespérée? Les mets les plus succulents, les vins les plus capiteux eussent vainement cherché à me retenir par l'appât de leurs saveurs et la promesse de leur bouquet. De quel geste irrésistible j'aurais repoussé leurs tentations, de quel élan j'aurais fui loin de leurs inutiles appels! Qu'eussent été les humbles sorcelleries de la gourmandise en face de la souveraine magie de la félicité, dont elles ne sont qu'une mélancolique et matérielle défiguration? Que fût-il resté de l'artifice auquel j'ai eu recours pour remplacer par un vain jeu des sens la magnifique occupation d'être heureux par le cœur et par l'esprit? L'homme, ô Tiburce, ce n'est pas de viandes et de vins, c'est de bonheur qu'il est gourmand. Que vienne le dieu, et toutes les offrandes que l'on se fait à soi-même pour s'imaginer qu'on peut se passer de sa présence et pour se consoler de son absence, que vienne le dieu, et la table du festin s'écroulera devant lui, et ses délices illusoires ne seront plus qu'une vapeur vite dissipée et une cendre que dispersera au vent le souffle palpitant de ses ailes.

Il n'est pas venu pour moi, ô Tiburce, et si je ne l'ai pas attendu, c'est parce que je savais qu'il ne viendrait pas et que, si je partais à sa recherche, je ne le rencontrerais pas. Ce sentiment je l'ai eu dès ma jeunesse et c'est pourquoi j'ai dit adieu à cet espoir auquel quelques-uns s'acharnent avec une douloureuse ou amère obstination. A quoi bon poursuivre un rêve toujours décevant dont ne nous apparaîtra jamais le

lumineux visage! Il y a des dieux dont la face demeure éternellement voilée aux mortels. Le Bonheur m'a toujours semblé un de ceux-là. Je sentais qu'il me resterait toujours inaccessible. Alors, j'en ai choisi un autre pour l'objet de mon culte. C'est un dieu inférieur, mais dont la basse origine peut parfois se dissimuler, si l'on sait le parer d'ornements qui rehaussent sa grossièreté primitive, le célébrer par des rites ingénieux et donner à sa gueule avide les contours d'une bouche délicate, si l'on sait mettre sa panse sous la régie de son cerveau et changer ses appétits vulgaires en subtiles délicatesses. C'est à quoi je me suis attaché. Ne crois pas, Tiburce que j'y aie trouvé le bonheur, mais à son défaut ne fallait-il pas se contenter de plus humbles satisfactions? Pour les obtenir j'ai accepté ce que la nature m'offrait et dont elle m'avait sans doute prédisposé à savoir jouir. Aux sens qu'elle m'avait donnés, j'ai obéi docilement et j'ai tâché de leur fournir un aliment ou plutôt les aliments appropriés. Je me suis appris des plaisirs auxquels j'étais déjà enclin. J'ai chargé ma bouche de porter jugement sur les produits de l'univers et sur les accommodements qu'on leur peut faire subir. De leur cuisson et de leur assaisonnement j'ai fait un art. Ne pouvant vivre dans les hautes régions de la félicité, j'ai pris le parti de ce que les hommes appellent le bien-vivre. C'est à quoi j'occupe ma vie et j'ai essayé de justifier envers moi-même l'emploi que j'en fais, mais ne crois pas, ô Tiburce, que je souhaite à qui que ce soit de s'y borner; aussi est-ce avec joie que j'ai lu la lettre où Gordien m'annonçait la grande nouvelle que tu l'avais chargé de nous apprendre.

J'étais à table quand je l'ai reçue. Elle m'a rendu heureux Tiburce, et je compte la célébrer par un grand festin. J'y convierai nos amis et, des divers lieux où ils sont en ce moment, je ne doute pas qu'ils ne répondent à mon appel. Nous lèverons nos coupes en ton honneur. Après quoi je reprendrai mon existence coutumière et je continuerai à observer dans les miroirs pendus aux murs de ma petite salle d'épreuve et de mon réduit de dégustation mes visages d'assentiment, d'incertitude ou de mécontentement selon que tel mets me semblera présenter les caractères de la malfaçon, de la demi-réussite ou de la perfection. Puis, un jour arrivera où

je n'apercevrai plus autour de moi que des Eustaches vieillis et où la porte s'ouvrira pour un convive inattendu, celui dont le couvert invisible est toujours mis en face du nôtre et qui vient toujours s'asseoir enfin à notre table, que nous habitions le Royaume du Bonheur ou les plus humbles régions où nous a fixés la destinée.

EUSTACHE

LETTRE III

DE SÉBASTIEN A TIBURCE

Tu ne t'étonneras pas, sans doute, outre mesure, mon cher Tiburce, que cette lettre ne soit pas de ma main, car plus d'une fois déjà, au temps de notre jeunesse, tu m'as vu porter le bras en écharpe et être incapable de tenir une plume entre mes doigts. Tu as même eu diverses occasions de me voir plus sérieusement mal en point, ne fût-ce, s'il t'en souvient encore, d'un certain coup d'épée assez mal placé et qui me fit garder le lit durant de longues semaines. Ce ne fut pas, d'ailleurs, la seule fois que je reçus en plein corps une pointe bien dirigée, mais aujourd'hui il ne s'agit que d'une estafilade et ce n'eût pas été la peine d'en parler, si elle ne m'empêchait de te dire sans recours à un truchement la joie que m'a causée la bonne nouvelle dont Gordien a été le messager et l'annonciateur.

Je m'en veux, cependant, cher Tiburce, de mon incapacité momentanée, puisqu'elle me prive du plaisir de correspondre directement avec toi, quoique, en chargeant Gordien d'être ton interprète envers moi, tu m'aies donné un exemple auquel le hasard m'oblige à me conformer. Néanmoins je m'en veux aussi de m'être mis dans la situation où je me trouve. C'est, en effet, davantage le fait d'un godelureau que d'un homme raisonnable de tirer l'épée à tout propos et même hors de propos. Or c'est justement ce qui vient de m'advenir, car la querelle qui m'a fait descendre sur le pré n'était pas sans futilité et ne nécessitait vraiment pas les quelques gouttes de sang qu'elle m'a coûtées. Il n'y avait pas là, comme on dit, de quoi fouetter un chat. Je le reconnais maintenant bien volontiers, mais, sur le moment, le procédé dont je croyais avoir à me plaindre me semblait mériter une vengeance éclatante. Je

ne souhaitais rien moins à mon adversaire que d'être transpercé de part en part et j'étais bien résolu, en croisant le fer avec lui, à lui en faire ressortir la pointe entre les deux épaules. Or, l'issue de la rencontre ne fut pas telle que je l'escomptais. Mes brusques et furieuses attaques n'ayant pas eu l'effet que j'espérais, j'en redoublai l'impétuosité et aussi l'imprudence, si bien que, m'étant découvert mal à propos, la lame de mon adversaire m'atteignit de façon que je me trouvai devant lui, le bras perclus et l'épée à terre, ce qui mit fin au combat. Je dois ajouter que mon vainqueur n'entendit pas abuser de sa victoire et vint de lui-même m'exprimer le regret des paroles qui nous avaient amenés face à face et qu'il n'avait jamais eu l'intention de rendre offensantes. A ce procédé chevaleresque, je tins à honneur de répondre et ce furent des sortes d'excuses que je lui adressai d'avoir cédé à un de ces mouvements de vivacité auxquels je ne suis que trop porté. Cette double déclaration amena entre nous des protestations d'estime qui finirent par des embrassades d'amitié, au point que c'est le galant homme que je me proposais d'embrocher qui, aujourd'hui, pour t'écrire, me prête le secours de sa main et qui, en me rendant ce service, entend me donner un témoignage dont j'apprécie tout le prix.

A tout ceci, mon cher Tiburce, tu ne manqueras pas de reconnaître ton Sébastien et la promptitude de son caractère. Il est bien toujours, tu le vois, celui que tu as aimé, malgré ses mouvements de violence qu'il ne savait pas réprimer et contre lesquels il était dans l'impuissance de lutter. Tu en avais jugé ainsi dès l'abord et tu ne m'en tenais pas rigueur. C'est la nature, en effet, qui nous fait ce que nous sommes et nous pouvons bien peu pour modifier ce qu'elle nous a faits. Pourquoi a-t-elle mis dans mon sang le principe irritable qui l'enflamme si aisément? Pourquoi ne m'a-t-elle pas donné le pouvoir d'en régler la chaleur et d'en discipliner le bouillonnement? Quoi que nous fassions et quelque prise que nous essayions d'avoir sur lui, nous demeurons les sujets de notre tempérament. C'est lui qui nous a tracé la voie dans laquelle nous avançons. La mienne me conduit directement aux parties les plus explosives de moi-même où couvent des fureurs sourdement amassées et qui éclatent à la moindre

occasion. Est-ce ma faute si je suis soumis à ces poussées aveugles auxquelles j'ai obéi avant même de me rendre compte de leur action? Est-ce ma faute si rôdent en moi ces ardeurs mobiles, qui soudain m'empourprent la face et s'achèvent en paroles violentes et en gestes brutaux? Est-ce ma faute si je suis le gardien impuissant de colères sournoisement grondantes et subitement dressées et si je ne suis pas capable de leur fermer les issues par où elles se précipitent et par où elles m'entraînent sans que je sache où je vais et jusqu'où elles vont me conduire, tant elles sont en moi des forces irascibles que je ne puis contrôler et auxquelles je suis despotiquement asservi?

Asservi! certes je le suis à ces obscures et impérieuses impulsions, mais de cet asservissement je ne ressens pas, je l'avoue, tout le regret qu'il devrait me causer. Je n'en éprouve nulle honte. Oserais-je dire, au contraire, que j'y prends une sorte de joie farouche et de sombre délectation, une sorte de plaisir enivrant et brûlant? Lorsque je sens monter en moi le flot impétueux de cette irrésistible marée qui me submerge tout entier, qui me gonfle, qui me dilate, qui se rue en moi, qui me bouleverse, qui me commande, il me semble alors que toutes les forces de mon être me sont sensibles et que j'arrive aux plus hauts points de ma plénitude. Le sol que je foule, l'air que je respire me donnent un sentiment puissant de mon existence. Je sens mes muscles se tendre, mes nerfs vibrer; je suis étourdi des battements perceptibles de mon cœur et j'ai l'impression que mon visage se couvre d'un masque ardent. Quelqu'un est entré en moi que j'ai peine à contenir, qui est un autre et que je deviens, tout en restant moi-même. La colère, car c'est elle qui m'habite et me possède, occupe toute ma chair et tout mon sang. En elle je me dédouble et me redouble en même temps. Je me sens porté par elle et en elle à mon paroxysme de vie et j'en éprouve une sorte d'orgueil intérieur qui me brûle et me consume délicieusement et terriblement. Quant aux actes auxquels cet état d'exaltation aboutit, qu'importent leur qualité et leurs conséquences, leur gravité ou leur futilité, leur inutilité, leur absurdité même.

De cet état singulier, dont j'essaie, je ne sais pourquoi, de

te décrire le caractère et de t'expliquer l'étrange plaisir, peut-être avais-tu deviné quelque chose, ô Tiburce, à l'époque où tu fus plus d'une fois spectateur de mes dérèglements colériques et de mes irascibles transports? N'étais-tu pas le plus intelligent d'entre nous? Plus d'une fois j'aurais voulu t'exposer ce qui se passait en moi en ces moments de délire sanguin, mais ce sont des sensations qu'il n'est pas aisé de formuler et j'éprouvais alors une certaine timidité à te faire pénétrer en ces parties souterraines et volcaniques de moi-même, à t'en faire voir les flammes et à t'en faire soupeser les cendres. C'est pourquoi je me suis tu. J'aime à croire cependant que tu es allé au delà de mes apparences et que tu as compris. J'aime à croire que tu ne m'as pas considéré simplement comme un de ces hommes dont l'irritabilité n'est qu'un effet de leur vanité et dont la susceptibilité chatouilleuse se répand en vaines et puériles fureurs. Peut-être t'ai-je parfois donné cette impression et me suis-je ainsi faussé à tes yeux, mais j'espère, tout de même, qu'en moi tu as vu autre chose que les marques d'un caractère difficile et d'une humeur atrabilaire. Il y avait un peu en moi, de cela, je le reconnais, mais la caricature que je pouvais présenter de moi-même n'était pas moi tout entier. Je n'étais pas seulement ce que je paraissais ainsi parfois. J'étais au pouvoir d'une force occulte et il m'a semblé, à maintes reprises, que tes yeux distinguaient, à travers mes apparences, les traits de ma vérité. De là, mon cher Tiburce, ton indulgence pour mes incartades et mes criailleries, car la colère, la grande colère, celle dont j'ai essayé de te décrire les états souverains, n'exerçait pas toujours en moi ses profondes puissances, elle s'y bornait à des manifestations tatillonnes ou ridicules, à propos de ceci ou de cela, de gens ou de faits insignifiants, qui me hasardaient à des aventures malencontreuses ou me plaçaient dans des situations fâcheuses. Alors, Tiburce, tu souriais, mais je demeure persuadé que ton sourire avait compris.

C'est ainsi que tu m'as vu m'irriter, hors de mesure contre tel ou tel d'entre nous. Que de fois ne me montrai-je pas rageusement impatient contre l'orgueil de Gordien, contre ses airs de dédain et de pitié, cette fierté méprisante, cette gentillesse condescendante qui le faisaient se considérer comme d'une autre espèce que la nôtre! Oui, j'ai détesté en Gordien

cet orgueil stérile qui l'empêchait de tirer parti de ses hautes facultés, qui l'éloignait des buts qu'il aurait pu atteindre, qui le faisait se cantonner dans le sentiment et le respect de sa supériorité, qui lui interdisait l'action par crainte de l'échec, l'ambition par méfiance du déboire, qui le transformait en une sorte de statue vivante, cuirassé contre tout ce qui pouvait porter atteinte au prestige qu'il entendait conserver à ses propres yeux. A le voir ainsi s'interdire et se renoncer, s'immobiliser en une attitude pétrifiée, des poussées de colère montaient en moi qui se traduisaient par des allusions qu'il pouvait prendre plutôt pour des malveillances jalouses que pour l'effet d'une sympathie irritée et d'une amitié passionnément encolérée.

Ce que je ressentais envers l'orgueil de Gordien je l'éprouvais aussi en face de la gourmandise d'Eustache. Quoi! passerait-il donc toute sa vie à ordonner des menus, à combiner des recettes, à méditer des assaisonnements, à assortir des victuailles? Demeurerait-il toujours, le ventre à table et la fourchette à la main, un pied dans la cuisine, un autre dans la cave? N'aurait-il jamais d'autre souci que de goûter des sauces et de déguster des vins? Consulterait-il indéfiniment, dans les miroirs de sa salle à manger, sur les visages de sa gourmandise, les avis de son estomac? Réduirait-il toujours ses désirs à la satisfaction de son appétit? N'était-il pas fait pour mieux que pour ces jeux de bouche? Serait-il toujours l'esclave de ce dieu qui a pour tabernacle un garde-manger et pour grand prêtre un maître queux? Et l'avarice d'Anselme? Comment ne pas se sentir transporté de fureur à le voir accumuler des richesses stupides, combiner de sordides économies, empiler des écus, se complaire à sa pingrerie et à sa lésinerie, laisser sans emploi sa merveilleuse science de l'argent, car il y a en lui l'étoffe d'un grand argentier capable de régler les finances d'un état. Encore s'il exerçait ses capacités à de vastes spéculations, mais il les réduit à de misérables et chétives manigances de grippe-sou, à des procédés de fesse-mathieu! Et la luxure d'Hilaire! A quoi bon que lui passent par les bras les plus beaux corps de femmes, que les plus doux et les plus tendres visages lui sourient, que les bouches les plus pures lui disent les mots qui consentent à son désir, que les yeux les plus obéissants lui adressent les

regards les plus soumis! A toutes ces proies délicieuses offertes à sa fantaisie, ce n'est pas de l'amour qu'il demande, ce qu'il veut d'elles c'est du plaisir, un plaisir qui n'est que celui d'un instant. Que lui importent les aveux, les soupirs, les délicatesses du sentiment, les subtilités du cœur, les sacrifices et les tendresses auprès de l'étreinte où s'unissent deux corps en une passagère volupté! Et l'envie qui ronge Grégoire, cette envie qui l'isole de tout, comme un lépreux, et la paresse de Nicaise qui le sépare du monde et paralyse en lui tous ses dons! Ah! Tiburce, devant tous ces pécheurs, n'est-il pas excusable que la colère monte en moi, furieuse, indignée? Je voudrais, le fouet à la main, me dresser contre eux, les pousser hors de la voie où ils s'enlisent, les extirper de leur mal, les chasser de leur vice, les sauver malgré eux, puisqu'ils n'ont pas la force de s'arracher à eux-mêmes.

Ne crois pas cependant, ô Tiburce, que ma sévérité à leur égard, cache au mien une indulgence égoïste. Si parfois la colère qui me possède me cause cette sorte de joie farouche, cette sombre délectation, cette brûlante ivresse que je t'ai avouée tout à l'heure, je n'en sens pas moins le désastre et le ridicule qu'elle apporte dans ma vie. Je les hais ces désordres et ces fureurs qui s'élèvent en moi avec un irrésistible pouvoir et une insurmontable violence. Moi aussi je suis la victime de mon vice et je sais trop le tort irréparable qu'il me fait pour ne pas m'en détester amèrement. J'aurais pu, peut-être, si les circonstances l'avaient permis, être capable de grandes choses, mais, pour agir sur les événements et pour diriger les hommes, il faut être maître de soi et ne pas se laisser dominer par ses furies intérieures. Ordonner, commander, négocier, discuter, le peut-on, quand on en est à écouter en soi ces rumeurs lointaines ou proches qui, en éclatant, feront de vous un énergumène perdant tout contrôle de ses paroles et de ses gestes, le peut-on quand on en est à épier anxieusement le sourd grondement de son courroux pour le surprendre à temps et arriver à le transformer en petites indignations inutiles ou en petites fureurs vaines jusqu'au comique? C'est ainsi, ô Tiburce, que je passe mes jours, à l'affût, occupé à me guetter, à monnayer le métal brûlant de mes colères, c'est ainsi que je suis devenu parmi vous le personnage du pointilleux et du susceptible qui

s'indigne de tout et ne supporte rien, le bretteur qui cherche querelle au premier venu et qui croit trouver, dans les quelques gouttes de sang, que lui coûtent ses bravades, de quoi affaiblir le flux futur de ses courroux et tarir un moment l'inépuisable source de ses colères. Heureux Tiburce, tu n'as pas connu ces mouvements désordonnés de l'âme, ces folies du sang! Sans être froid, tu ne fus jamais emporté. Tu ne manquais pas de cette flamme intérieure à laquelle se réchauffe et s'éclaire l'intelligence, mais cette flamme lumineuse ne te dévorait pas. Certes tu pouvais aussi t'irriter et je t'ai vu tirer l'épée, mais sans passion et à bon escient, quand il s'agissait, non de satisfaire une colère, mais de châtier quelque insolence ou de mettre fin à quelque propos. En tout, tu étais modéré. Tu n'étais pas dissipateur, mais l'avarice ne t'a jamais tenté; tu savais apprécier la saveur d'un mets, mais tu ne cédais jamais aux appels de la gourmandise. Tu aimais les femmes, mais sans que la volupté te rendît indifférent à l'amour. Tu estimais le bien d'autrui, mais sans l'envier. Ta paresse se bornait à donner du temps à ta rêverie, mais tes rêves ne t'avaient jamais fait espérer le merveilleux bonheur qui t'est merveilleusement advenu. La Fortune t'a choisi pour exemple des faveurs qu'elle se plaît parfois à répandre, pour montrer qu'elle n'est pas toujours aveugle dans ses dons. Que de fois, en face d'une de ces injustices du sort qui mettent au pinacle ceux qui ne le méritent pas, que de fois j'ai senti mon cœur se gonfler de rage et s'injecter d'amertume, mais à la nouvelle de ton bonheur, ô Tiburce, j'ai senti couler en moi les baumes de l'apaisement. Il est bon qu'il y ait parfois un homme comblé, il est bien que cet homme soit toi, mon Tiburce, et que les dieux montrent que leur puissance n'est pas toujours hostile et néfaste, qu'elle puisse parfois porter un mortel à un état qui le rapproche de ce que la vie peut avoir de plus parfait et de plus divin...

SÉBASTIEN

HENRI DE RÉGNIER,
de l'Académie Française.

(*La fin dans le prochain numéro.*)

LE PROBLÈME BUDGÉTAIRE

Avant de tenter d'examiner, dans son ensemble et dans certains de ses détails, le problème budgétaire, il est essentiel de le dégager d'une sorte d'angoisse qui, le souvenir de 1926 aidant, pèse confusément sur lui et donne prise aux commentaires les plus sombres.

M. Herriot a marqué cette inquiétude d'un dilemme frappant : « Inflation monétaire ou déflation budgétaire », qui répond, sans doute, à des nécessités tactiques, mais qui, mal compris, ne serait guère fait pour dissiper un malentendu de principe.

Mon collègue, M. Nogaro, spécialiste de la question monétaire, et avec qui nous fûmes peu nombreux à mener, dès 1924, le dur combat de la stabilisation, n'a pas manqué d'en signaler le péril. Il m'a approuvé lorsque, à la tribune, je soutenais, en substance, la thèse que voici : « Le malaise budgétaire ne réagit pas, directement et en soi, sur la santé de la monnaie. Il peut, sans doute, en se prolongeant endémiquement, épuiser le Trésor, rétrécir la couverture et, partant, finir par diminuer la valeur de l'instrument d'échange. Mais dire et croire qu'il existe une relation logique, de cause à effet, entre le déficit du budget et la chute de la monnaie, c'est, tout en se trompant, agir, par une sorte d'oblique, sur les éléments psychologiques du problème et déterminer une alarme qui, elle et elle seule, risquera d'ébranler l'édifice. » Et j'ajoutais : « Il ne faut pas créer le mal à force d'en nourrir la phobie. »

En était-il de même en 1926? Aucunement. Le budget

s'y trouvait atteint dans sa base même, et dans sa structure essentielle. Son déficit ne tenait ni à la prodigalité de la dépense, ni à la timidité de la recette, l'une et l'autre corrigibles. Il était constitué par l'inexorable pesée des engagements de l'État, et ce n'est point un déséquilibre, mais une déconfiture que trahissait son analyse. Or c'est, à la vérité, cette déconfiture, et non point, si je puis dire, son reflet budgétaire, qui mettait à mal la monnaie.

On aperçoit tout l'intérêt de la différence... En 1926, la faillite préexiste. Elle emporte le budget comme le legs d'un passif emporterait la plus sage des exploitations sociales. Le déficit budgétaire n'y détermine rien. Il est la conséquence et l'indice d'un malaise qu'il n'a pas créé. Il est la victime et non pas le coupable.

En 1932, pour que la monnaie subît un même sort, il faudrait que ce fût le budget qui enfantât la faillite, car, par ailleurs, il n'en existe aucun symptôme technique : une couverture pléthorique, le crédit de l'État excellent, des disponibilités surabondantes... Éléments moraux mis à part, il faudrait, dis-je, une série persistante de budgets désastreux ou la volonté affichée, systématique, de n'y point remédier pour que, l'accumulation des déficits finissant par endetter l'État au delà de ses facultés, la monnaie s'en dût trouver atteinte et compromise.

Est-ce aujourd'hui le cas? Non, s'il peut être établi — et je le crois fermement — que la cessation du désordre budgétaire n'est qu'une question de courage parlementaire et d'abnégation collective.

Mais j'ai répété à dessein : « éléments moraux mis à part », car rien ne tiendrait devant l'énervement d'une opinion inquiète, et c'est pourquoi je déplorais, tout à l'heure, qu'avec la meilleure foi du monde, on se fût complu à entretenir, entre le problème du budget et celui, autrement sensible et complexe, de la monnaie, une confusion propre à agiter le public et à provoquer ainsi les mouvements mêmes qu'on entendrait éviter.

S'il faut à ma démonstration l'appui de quelques exemples, je les trouve plus aisément encore dans le passé que dans le présent.

***

La mauvaise passe que traversent nos budgets, depuis 1930, n'est point sans précédent dans notre histoire financière, et je ne parle, bien entendu, que de la longue période d'euphorie monétaire qui a précédé la guerre de 1914.

N'oublions pas que deux sur trois, exactement, des budgets qui se sont succédé de 1875 à 1913 ont accusé un déficit, et que les excédents cumulés des bons exercices ont été loin d'équivaloir au total négatif des mauvais. Il s'en faut, dépenses extraordinaires comprises, de l'écart considérable de plus de 4 milliards de francs-or, lequel se trouve représenter le solde du passif budgétaire de cette période paisible, et dont l'imputation s'est faite, en fin de compte, sur de vastes emprunts de liquidation.

A quel moment la valeur de la monnaie nationale en a-t-elle subi la moindre menace, et n'est-il pas clair qu'à la condition de ne point faire ou voir jouer les commandes psychologiques du mécanisme, une monnaie bien couverte et techniquement solide n'a rien à redouter, en soi, d'un mal budgétaire qui ne présenterait pas le caractère profond et incurable des exercices qui ont précédé 1926?

Et ici, deux remarques qui viendront renforcer encore cette observation historique :

1° Comme il ressort avec intérêt d'une étude historique de nos finances parue récemment dans *l'Ordre* et tirée de l'important ouvrage de M. Marion, le passif budgétaire dont il vient d'être question est loin de se trouver diluéet réparti sur tout le cours de ces quarante années. La période de 1879 à 1889 inclus offre une série ininterrompue et massive de onze budgets en déficit, variant de 100 à 700 millions d'insuffisance, et offrant, extraordinaire compris, un solde débiteur total de 4 525 millions;

2° Quand on oppose le désordre actuel à celui de cette époque difficile (qui correspondait, elle aussi, à une crise économique prolongée), on ne doit pas se borner à appliquer aux chiffres comparés le facteur quintuple de la dépréciation du franc. C'est un procédé d'une arithmétique trop sommaire. Il est juste de tenir compte du gonflement, bien plus élevé,

des masses budgétaires elles-mêmes, et d'en faire l'évaluation relative et non point absolue.

Si l'on considère donc que la masse budgétaire votée oscillait alors autour de 3 milliards et qu'elle est aujourd'hui de 60, un déficit de 706 millions, comme celui de 1882, représente plus de 23 p. 100 du budget, proportion que nous sommes très loin d'avoir atteinte, même dans les terribles années 1931 et 1932, où celle qui nous effraie salutairement n'a pas dépassé 6 à 7 p. 100.

Quand on dit, par conséquent (et j'ai moi-même recouru, pour mieux frapper la Chambre, à cette supercherie de logique), que les budgets actuels battent le record du déficit, on omet que la conception de l'État a changé, que ses charges organiques — comme je l'indique plus loin — ont, en réalité, plus que doublé, en valeur réelle, et que c'est sur ce gabarit nouveau qu'il est normal de fixer son commentaire.

A cet égard, encore une fois, il n'est point de commune mesure entre la formidable carence des budgets d'il y a quarante à cinquante ans, et celle de nos budgets d'aujourd'hui, si douloureuse qu'elle nous paraisse avec raison et si urgent qu'il soit d'y pourvoir.

Et si, quittant maintenant les leçons du passé pour celles du présent, nous portons nos regards autour de nous, que dire des États-Unis, dont la monnaie demeure inébranlable, en dépit d'une crise budgétaire inouïe, puisque le déficit y va jusqu'à atteindre 40 p. 100 des dépenses votées, et cela sans qu'on semble encore s'être sérieusement préoccupé d'y faire face? A l'inverse, la chute inattendue et soudaine de la livre anglaise est survenue au lendemain même du jour, où, avec une énergie et une promptitude admirables, l'Échiquier avait pris, pour rétablir le budget, et en plein exercice courant, un ensemble de mesures décisives...

A la vérité, et par un phénomène grégaire assez curieux, on s'est obstinément refusé, de 1923 à 1926, à croire au péril monétaire, alors qu'une logique aveuglante en démontrait l'imminence. Et maintenant que ce péril est écarté, que la situation du franc est des plus claires, que le gage de sa circulation est solide jusqu'à l'absurde, voici qu'on fait de la monnaie l'épouvantail universel. Elle est le constant souci des

journalistes et l'effroi de leurs lecteurs. Elle surgit au coin de toutes les questions, comme le loup des *Contes* de Perrault...

La mécanique monétaire est, à la fois, plus subtile et plus solide qu'on ne s'avise, un peu tardivement, de le craindre et, s'il suffisait d'un ou de plusieurs mauvais budgets pour la mettre en pièces, aurait-elle si aisément résisté, pendant un siècle entier, aux guerres, aux révolutions, aux abus et aux surenchères?

***

Ceci dit, et la question monétaire se trouvant écartée du débat, il n'est pas niable que celui-ci présente une gravité exceptionnelle, parce que le budget voit désormais converger sur lui la somme des mécomptes d'ordre divers qui, jusqu'ici, avaient pu affecter séparément tel ou tel de ses devanciers.

1930 et 1931 devaient surtout leurs déficits respectifs de 2 milliards et 1/2 à 3 (sans compter, au passif de ce dernier, le mécompte partiel du moratoire Hoover) à l'excès d'une dépense imprudemment votée et consentie sur la foi d'un excédent de ressources qui ne s'est pas produit. Ce sont des budgets de prodigalité, où le Parlement a tiré, sous la forme de lois coûteuses et grevant l'avenir, une longue série de chèques sans provision.

1932 paye encore plusieurs de ces chèques et demeure, à cet égard, un budget prodigue, mais, par surcroît, sa recette, subissant à plein l'effet de la crise économique, fléchit dans d'énormes proportions. Ces deux éléments s'additionnant et les décisions de Lausanne venant définitivement consacrer une perte annuelle de près de 2 milliards, il est permis de craindre, même en tenant compte du « rectificatif » timidement voté en juillet, que le déficit de 1932 n'atteigne et ne dépasse quelque 5 milliards.

Or ce budget de 1932 ajoute au malheur des temps de n'être pas un budget normal. Je crois l'avoir déclaré aux Chambres, en février 1932, avec une franchise dont M. Legueu, historiographe subtil des finances blessées, me louait récemment : « On ne fait pas appel à l'héroïsme des Assemblées à quinze jours de leur réélection, et mieux vaut encore voter sciemment un

budget de transition, bouclé par des moyens de fortune, que de n'en point voter du tout. »

J'ai l'impression qu'en me reprochant ce qu'ils ont appelé trop d'habileté, mes collègues de gauche se félicitent de n'avoir pas eu à tenter, au lendemain du scrutin, un exploit parlementaire dont le succès serait demeuré douteux!... Je n'y insiste point : j'aime mieux compatir et aider à la peine de mes successeurs que de polémiquer sur mes propres soucis.

Toujours est-il que le drame posé par la préparation du budget de 1933 est multiple. Il y faut, tout à la fois, réparer et prévenir, ou, pour grouper méthodiquement les différents chefs d'insuffisance : 1° compenser plusieurs milliards de recettes disparues par l'effet de la crise, et qui ont creusé le déficit de 1932; 2° tenir compte de l'abolition définitive du plan Young; 3° retrouver l'équivalent des ressources purement exceptionnelles qui ont servi à mettre sur pied le projet de 1932; 4° supprimer ou réduire certains accroissements de dépenses qui, même sans l'intervention de ces trois premiers éléments de déséquilibre, en auraient créé un, et assez appréciable, dans le budget de 1933.

Je n'ai pas essayé de chiffrer, une à une, ces catégories de difficultés. Leur mesure exacte est sujette à discussion, et les services de la rue de Rivoli sont seuls à en pouvoir dresser l'inventaire. Je crois qu'en évaluant leur total à quelque 8 milliards, on doit être plutôt en deçà de la pénible vérité. Et, comme le secours de l'impôt, dans un pays où il absorbe déjà plus du quart du revenu national, se trouve refusé, en fait, à l'ingéniosité de M. Palmade, c'est, en fin de compte, une formidable ponction sur les dépenses que devra proposer aux Chambres l'infortuné ministre du Budget.

Qu'en sera-t-il de cette compression nécessaire, laquelle, on le voit, porte sur plus d'un septième, soit 14 p. 100, du budget général?

***

Il est vite conclu en parlant d'économies, et rien n'est désiroire comme le perpétuel abus qui est fait de ce mot, la magie qu'on lui attribue, la croyance enfantine que l'État

peut abaisser son train d'existence comme un fils de famille renonce à son yacht ou à ses chevaux...

Je l'ai affirmé plus d'une fois à la tribune : c'est une pure erreur de penser que la France gère somptuairement son budget. Nos deniers publics ne sont aucunement gaspillés, dans le sens où on a pu le dire des constructions édilitaires de l'Allemagne ou des traitements des grands fonctionnaires anglais. Au surplus, l'entretien, les marchés, les frais de personnel, tout s'y exécute au plus juste et derrière une épaisse cuirasse de garanties et de précautions, et le cliché de la gabegie administrative est, chez nous, un des plus immérités qui soient.

Ce qui pèse lourdement sur le budget français, ce qui, en période de recettes maigres, comme c'est aujourd'hui le cas, en vient à l'écraser, c'est *la loi elle-même* et les exigences qu'elle édicte. Si prudente que soit la gestion, elle ne saurait se dérober à des filières de dépenses qui lui sont imposées par les textes, et ce sont ces textes qui la grèvent.

Pourquoi parler à l'envi de réforme administrative, de fonctionnaires en surnombre, de frais de matériel à comprimer, pourquoi, en un mot, rechercher tant de coupables de seconde main, lorsque le mal réel vient d'un vice d'origine, d'un malentendu de principe sur les facultés mêmes du budget national, tel que le Parlement l'a conçu et monté depuis quelques années?

Il y a là un faisceau de notions et de chiffres qui échappent à la majorité du public. Il est essentiel d'y insister quelque peu, ne fût-ce que pour se convaincre de l'inanité de ce qu'on appelle une « politique d'économies », dans le sens courant et sommaire où l'on s'est plu à abuser de ce terme. Comme on le verra, l'indispensable déflation du budget ne saurait résulter que de changements profonds et extrêmement durs à apporter dans une législation généreuse, mais chère, et qui, en l'état actuel de ses ressources, excède les moyens du pays.

***

Il faut tout d'abord se référer à l'avant-guerre et noter à nouveau que le budget — en y comprenant la caisse autonome et les « offices » — représente aujourd'hui, à peu près

exactement, 13 fois ce qu'il était en 1913. Faisons la part de la dépréciation monétaire, et déduisons que le budget national a augmenté dans l'énorme proportion de 160 p. 100, autrement dit qu'il est plus de deux fois et demie plus lourd.

Il est clair qu'un pareil gonflement ne peut tenir, dans un pays honorablement représenté, gouverné et administré, qu'à une extension formidable et voulue des attributions et des services de l'État. Et, de fait, on verra que ni la défense nationale, ni le coût unitaire des frais de personnel et de matériel, ni même les intérêts de la dette intérieure n'ont très sensiblement dépassé leurs proportions de 1913, compte tenu de la valeur de la monnaie et de celle des indices.

D'où viennent donc les 160 p. 100 de supplément?

C'est ce que je me propose d'examiner rapidement et, si nous partons alors d'une prémisse logique, à savoir que le budget de 1913, budget normal, budget façonné, corrigé et poli par quarante ans de vie nationale régulière, correspondait à un minimum de dépenses publiques à la fois indispensables et incompressibles, c'est bien du côté de ces 160 p. 100 de charges nouvelles qu'il faudra chercher, quelque héroïsme qu'elle exige, une solution qui s'impose.

***

J'ai déjà indiqué, au cours du débat budgétaire de 1931, à quel point ce doublement, presque ce triplement, en valeur réelle, des charges annuelles de l'État depuis 1913 se trouvait porter inégalement sur les grandes têtes de chapitres des dépenses publiques.

Cette analyse qui, à ma connaissance, a tenté peu de commentateurs, me paraît pouvoir faciliter la recherche d'un plan logique de compression.

Le coefficient d'augmentation du budget national étant, dans son ensemble, et toujours en valeur réelle, fixé à 2,6, quelles sont les catégories de dépenses qui demeurent en deçà de cet exposant, ou qui l'égalent, quelles sont celles qui le dépassent?

En même temps, observons, pour chacune d'elles, sa proportion comparée à l'ensemble de la masse budgétaire.

Nous obtenons le tableau suivant, dont la gradation est à retenir :

	Coefficient d'augmentation réelle de 1913 à 1932.	Proportion pour cent à l'ensemble des dépenses.	
		1913	1931-1932
Défense nationale.	1,4	39	24,2
Enseignement (personnel compris).	2	6,6	5,5
Administration générale	2,4	10	10
Dépenses sociales .	2,5	3,4	3,6
Dette	2,8	26	30
Dépenses économiques.	4	2,8	4,7
Dette viagère. . .	7	7	17,5

Cet aperçu permet de mesurer l'injustice et le danger de certaines psychoses. Jusqu'ici, il n'a été, en somme, question, pour les réaliser vigoureusement dans la pratique, que de deux ordres d'économie : les dépenses militaires et les dépenses administratives. Or, s'il est certain que leur importance absolue (ou leur médiocre popularité) pouvaient justifier cette hâte, on s'explique moins, par ailleurs, la priorité d'un sacrifice que d'autres rubriques semblaient appeler plus normalement.

A mon humble avis, c'est perdre un peu son temps que de s'acharner à cet élimage ingrat, difficile et, en fin de compte, hasardeux des charges militaires et administratives.

Quand on pense que l'aviation était inexistante en 1913 et que l'armement, offensif ou défensif, y était fort loin de ce qu'il est devenu, on ne saurait tenir pour scandaleux que la défense nationale ne nous coûte, en fait, que 40 p. 100 de plus qu'avant la guerre. Fort peu de nations s'en sont tenues à cette proportion, et l'Italie, les États-Unis, l'Angleterre elle-même, nous offrent un tout autre exemple...

Et, quant à l'administration civile, comment s'étonner qu'elle ait vu doubler ses frais, puisque, adaptée, par définition même, à l'extension des services et à l'accroissement des budgets, elle ne peut que suivre un mouvement qui la commande? Bien plus, n'est-il pas remarquable qu'elle n'y atteigne point (2 au lieu de 2,6) et pourquoi, dès lors, s'agiter

si bruyamment autour des traitements ou du nombre des fonctionnaires?

Cette dernière question mériterait d'amples développements... Je voudrais me borner à souligner, en ce qui la concerne, que, déjà injuste en soi pour de multiples raisons, l'entreprise de réduction des traitements publics n'est, au surplus, qu'assez peu payante.

La matière n'est pas du volume que l'on croit, et les compressions souhaitées ne fournissent que 5 à 600 millions, alors que l'on cherche 7 à 8 milliards... La somme, pour n'être, certes, point négligeable, est loin de correspondre aux illusions courantes, et vaut-elle la peine, si les remèdes peuvent être trouvés ailleurs, d'une crise des services publics dont on sous-estime trop légèrement la gravité et les conséquences, l'une de celles-ci étant, au demeurant, d'affaiblir le zèle des meilleurs agents et d'aboutir peut-être à plus de 500 millions de mécompte dans la gestion des dépenses ou la rentrée des recettes?

Ainsi, et contrairement à des tendances qui paraissent agiter volontiers les milieux électoraux, ce ne sont ni les dépenses militaires ni les dépenses administratives qui doivent logiquement et peuvent utilement faire les frais d'un rétablissement budgétaire. Il est suffisant, et déjà plus qu'honorable, d'avoir pu tirer, à l'heure présente, un milliard des unes et... quelques dizaines de millions des autres.

Que dire des dépenses sociales, qui viennent ensuite? Leur coefficient d'extension n'atteint pas tout à fait celui de la masse du budget et, si l'on y joint les dépenses de l'enseignement, qui sont d'un ordre voisin, elles ne dépassent guère, toutes ensemble, 2,2 (pour 2,6). D'autre part, on ne peut dire qu'elles tiennent, dans le total des charges publiques, une place exagérée : 3,6 p. 100 pour les dépenses sociales, 5,5 p. 100 pour les dépenses de l'enseignement; ce qui, d'un point de vue relatif, accuse même une certaine régression sur 1913.

Mais l'accroissement absolu de ces crédits, depuis 1913, n'en est pas moins considérable, puisqu'il dépasse de plus d'un milliard, pour les dépenses sociales, et de plus d'un mil-

liard et demi pour celles de l'enseignement, la stricte correspondance de la dépréciation monétaire. Ces deux milliards et demi de charges nouvelles, dont il faut remarquer que *plus de la moitié* a surgi depuis quatre ou cinq ans, semblent pouvoir supporter une réduction devenue nécessaire.

Mais nous voyons se dresser ici la grave difficulté dont nous parlions plus haut : c'est la loi elle-même qu'il faudra modifier. Il ne s'agit plus d'économies de gestion, mais d'économies de législation, si je puis dire. Elles échappent à l'action discrète et facile des décrets et mettent en branle l'appareil parlementaire. Encore une fois, le véritable obstacle est là, et qui vient paralyser l'effort des gouvernements. Ralentir le rythme des constructions hospitalières ou scolaires, abaisser les taux d'assistance ou le gabarit des subventions, renoncer en matière sociale, à tant de progrès et à tant de programmes, c'est faire œuvre essentiellement ingrate, et c'est bien pourquoi un grand élan d'abnégation et d'union des partis semble, comme en 1926, l'inévitable condition des sacrifices désirés.

Passons aux charges de la dette. Le coefficient d'ensemble de l'accroissement budgétaire est, cette fois, dépassé, et le volume des crédits en jeu (près du tiers du budget) est énorme.

Malheureusement, nous nous trouvons en présence de dépenses incompressibles par définition, et dont seul le mécanisme délicat des conversions peut avoir, très partiellement, raison. Celles qui se projettent pour demain pourraient atteindre, nous dit-on, un milliard et demi, soit donc moins d'un quinzième du total. Encore ne faudrait-il point que cette économie, qui serait, de toute manière, fort appréciable, fût rongée et en partie dévorée par certaines revendications. M. Germain-Martin, en dépit de son autorité et de son talent de persuasion, aura là à faire face à un débat difficile, comme il en est toujours, en France, des questions traversées par un souci d'humanité et de justice...

On ne saurait traiter de la dette sans aborder le cas spécial des paiements que l'Allemagne n'effectuera plus, et sans s'interroger sur la façon dont sera réglée, budgétairement, cette épineuse question.

Il est vite fait de déclarer qu'elle ne peut se poser et que la France saura refuser à ses créanciers ce que son débiteur ne lui accorde plus. Une semblable thèse, déjà discutable en l'état antérieur des contrats et des textes, et malgré la motion, purement unilatérale, votée par la Chambre en 1929, ne paraît plus soutenable, depuis l'arrangement de Lausanne.

Mais, d'autre part, comment exiger du contribuable de ce pays qu'il se substitue docilement à l'Allemagne défaillante et que le « solde », désormais disparu, soit repris en charge directe par un budget qu'il alimente de son travail ou de ses profits?

J'ai laissé entendre à la Chambre, en février dernier, que, si la carence allemande s'avérait définitive, il faudrait trouver un procédé extrafiscal pour ne point priver le budget de ces deux milliards de ressources.

J'estime que la Caisse Autonome ne sortirait aucunement de sa mission, en se chargeant du versement du solde pendant les dix ou quinze années qui seraient nécessaires au budget pour l'amortir, peu à peu, à raison d'une ou deux centaines de millions par an. Cette formule est préférable à celle d'un emprunt spécial qui constituerait, aux yeux du public, une sorte de défi presque aussi choquant qu'un appel direct ou indirect à l'impôt. La Caisse, il est vrai, dispose tout juste d'une pareille somme, qu'elle consacre actuellement à des rachats sur le marché des rentes. L'amortissement facultatif s'en trouverait, jusqu'à nouvel ordre, à peu près entièrement suspendu; mais, outre qu'il deviendrait paradoxal, par les temps qui courent, d'amortir pendant qu'on emprunte, il n'est point hors du rôle de la Caisse, en bonne logique sinon en droit strict, d'accepter de résorber une créance de l'État, comme elle se charge organiquement de résorber ses dettes. Et que gagnerait-elle, en fin de compte, à la persistance d'un déficit budgétaire qui, tôt ou tard, viendrait, plus directement encore, l'atteindre et la briser?

Au point où nous en sommes de cette analyse, et une fois dégagés le milliard et demi des conversions et les deux milliards des paiements suspendus de l'Allemagne, soit environ

3 milliards 1/2, il resterait, après les compressions obtenues sur les dotations militaires et celles à réaliser éventuellement sur l'ensemble des lois sociales, quelque 3 à 4 milliards à trouver encore. J'ose prétendre qu'on peut les chercher dans les deux dernières rubriques de notre tableau : les dépenses d'ordre économique et les charges de la dette viagère.

Aussi bien, en ce qui les concerne, le coefficient d'augmentation sur 1913 est-il particulièrement élevé.

Je ne cache point que, bien qu'elles se soient accrues du quadruple en valeur réelle, ce n'est pas sur les dépenses économiques que devrait porter, selon moi, le gros de l'effort. Ces sortes de dépenses sont, par essence, productives et payantes. Elles sont étroitement associées aux mouvements de la recette, et elles présentent, plus que toutes autres, le risque redoutable de ce qu'on peut appeler l'économie coûteuse.

Il y a cependant une moyenne de raison et de sagesse qui devrait pouvoir leur être appliquée sans danger. Est-il, par exemple, indispensable, dans les durs moments que traverse le budget de l'État, de consacrer à l'entretien des routes l'énorme somme d'un milliard et demi, alors qu'il n'en coûtait, en 1913, que 52 millions, ce qui correspond, en valeur réelle, au sextuplement des crédits? Est-il rationnel de mener de front, aussi contradictoirement, le souci du déficit et la coquetterie des plus belles routes du monde? Et l'extension nouvelle du réseau routier, réalisée pour venir en aide aux départements, suffit-elle à justifier tant de munificence?

Dans le même ordre d'idées, les subventions de 50, 75 et jusqu'à 90 p. 100 qu'alloue l'État pour un grand nombre d'améliorations d'outillage : électrification, chemins ruraux, ports, navigation, aviation marchande, ne sont-elles point susceptibles d'une revision prudente?

Mais là où des compressions massives s'imposent au premier chef, parce qu'à l'intérêt budgétaire qu'elles présentent s'ajoute, en tout état de cause, le redressement nécessaire d'une série d'abus ruineux que chacun réprouve et que personne n'ose condamner, c'est en matière de dette viagère.

Si le coefficient, ici, se hausse jusqu'à devenir anormal et marque, par rapport à 1913, une charge sept fois plus

lourde, en valeur réelle, c'est qu'un bloc de près de 8 milliards de dépenses, sur un total de 11, correspond, à lui seul, à un ordre de crédits qui ne figuraient point dans les budgets d'avant guerre, à savoir les pensions d'invalidité et l'allocation du combattant.

Nous abordons au point névralgique de cette étude; et je ne me dissimule ni la vivacité des réactions que je provoque, ni, peut-être, aussi la vanité de l'entreprise que j'envisage, en affirmant, comme je le fis publiquement, en avril 1931, qu'une large partie du sacrifice budgétaire peut et doit être demandée aux pensionnés de guerre et aux combattants.

Observons, tout d'abord, que l'ampleur même des dépenses en cause explique cette nécessité. Il est vain de rechercher des milliards de compression là où la matière offerte est manifestement insuffisante. Mais nous sommes en présence, cette fois, d'une charge budgétaire qui représente, à elle seule, le huitième du budget total. Les pensionnés de guerre et les combattants (c'est un détail à noter) coûtent déjà plus cher au contribuable *que le budget de la guerre, et ce n'est pas fini*! L'allocation du combattant, à elle seule, absorbera 4 milliards dans une douzaine d'années... Ce sont des chiffres dont on a peine à réaliser l'étendue et qu'on est tenté de se faire répéter pour y croire...

Mais, ceci dit, ce n'est porter atteinte à aucun principe ni à aucun droit véritable que de procéder à une revision détaillée du régime des pensions et allocations de guerre et des conditions de son application, revision à quoi les grandes associations elles-mêmes se sont déclarées favorables.

Parlons net. Les pensions de guerre, pour commencer par elles, offrent, telles qu'elles fonctionnent présentement, un inadmissible spectacle d'abus et d'excès.

Si la logique du système s'applique, la plupart du temps (et pour cause, hélas!), aux mutilés à 100 p. 100, elle s'efface, jusqu'à s'évanouir complètement, à mesure qu'on descend dans la gradation des pourcentages, et l'on en vient ainsi, d'abandon en abandon, de faiblesse en faiblesse, à ces taux de 20, 15, 10 p. 100 qui, à la vérité, ne couvrent qu'une immense entreprise de vague et coupable bienfaisance.

Et c'est bien l'origine explicable de cet autre geste de pro-

digalité excessive : l'allocation du combattant. Le combattant resté valide s'est irrité de voir des milliers de simples mobilisés gratifiés pour des bronchites incertaines. Du moment que la loi organique de 1919 tournait à une distribution d'honoraires, il a réclamé ce qu'il a nommé « sa part »...

Je ne voudrais point me laisser aller au formulaire de la polémique... Pour me résumer objectivement, j'estime que la loi de 1919, concernant les pensions de guerre, est, en fait, sinon en droit, nettement déviée de ses fins, quand elle se trouve appliquée, comme c'est le cas, à 50 p. 100 de malades et à 65 p. 100 de non-combattants; que le vœu du législateur de 1930, quant à l'allocation du combattant, est également outrepassé lorsque celle-ci vient bénéficier indistinctement à des fantassins plusieurs fois blessés et à de vagues garnisaires de la zone des armées.

Et quels droits acquis, quels intérêts majeurs pourrait-on invoquer à l'encontre d'une refonte non point du principe de ces lois, mais de leurs modalités d'application? Le véritable mutilé, le véritable combattant en subiront-ils un préjudice? Et quant aux autres de quoi seraient-ils fondés à se plaindre?

Que mes camarades du front ne se fassent point d'illusion : les nouvelles générations, qui ne savent de la guerre que les récits que nous leur en faisons, secouent peu à peu le fardeau des souvenirs et finiront par se dérober brusquement à une gratitude aussi ruineuse!...

Un travail considérable est à entreprendre, dans le détail duquel je ne saurais entrer sans alourdir fastidieusement cet article. Peut-il fournir les 2 à 3 milliards requis, ce qui correspondrait à une amputation *du tiers* sur l'ensemble? Je le crois et chacun le croit sans peine, mais c'est, ici encore, l'œuvre du législateur, et le gouvernement n'y joue qu'un rôle d'initiative.

Je ne puis me résoudre à penser qu'un Parlement réellement pénétré de la gravité de l'heure et sourd, comme il sait l'être de loin en loin, à la clameur électorale, hésite encore à pratiquer dans le budget du pays la seule réforme qui, par sa légitimité, tout ensemble, et par son étendue, soit susceptible de parer massivement au déficit.

***

Il est clair que le détail qui précède ne vaut qu'en fonction d'un postulat tenu pour nécessaire. L'intérêt des compressions envisagées disparaît, dès l'instant où la politique budgétaire qu'on serait convenu de suivre et de pratiquer ne procéderait plus de cette notion de la déflation qui semble avoir rallié la grande majorité du Parlement et de l'opinion.

Ce n'est point que j'envisage cette politique avec un grand enthousiasme doctrinal, et, de la polémique engagée par M. Léon Blum dans *le Populaire*, je retiens volontiers que la déflation, même si elle ne doit point tourner au système, même si elle se réduit à cette revision sévère des charges du budget, n'est guère sans entraîner une sorte de recul ou, tout au moins, de torpeur dans l'activité du pays, et sans s'accompagner d'une stagnation persistante, voire peut-être accentuée, dans le rendement de l'impôt. On y risque même, c'est exact, un jeu de retour fâcheux, susceptible d'engendrer un enchaînement de déflations nouvelles et qui pourrait troubler profondément, à la longue, le mécanisme des salaires et des prix.

Or j'avoue ne rien comprendre au rêve caressé par certains et qui serait de s'acheminer, avec un franc volontairement déprécié au cinquième, vers les prix d'avant guerre. L'illogisme et les dangers d'une pareille expérience me déconcertent...

Par ailleurs, un budget qui, on l'a vu, absorbe désormais près de 30 p. 100 des revenus privés de la nation joue, dans son économie publique, un rôle qui en rend le maniement fort délicat et qui ne permet plus de le traiter selon la rigueur, un peu simpliste, des vieux préceptes d'école.

Aussi bien n'est-il pas question d'une application théorique et continue de la déflation, mais de son essai pratique, dans une hypothèse et dans une mesure étroitement déterminées.

Le fait d'essayer de retrouver les masses budgétaires de 1928 ou de 1929, tenues pour largement suffisantes, n'implique aucunement qu'on veuille peser sur les prix de revient, puisque, hier encore, un budget de 45 milliards s'accommodait d'indices plus élevés et d'un mouvement de richesse considérable.

Au surplus, on observera que les compressions dont j'ai tenté l'analyse ne visent que faiblement les dépenses génératrices de recettes.

Si l'on écartait du problème budgétaire, par répugnance doctrinale, la solution de la déflation, il ne resterait, pour le régler en apparence, que deux procédés : celui qui consisterait à pratiquer sciemment (je ne dis point : inconsidérément et sans mesure) une certaine inflation monétaire, et celui qui, à titre de moyen terme, permettrait, en recourant provisoirement à l'emprunt, d'attendre un retour à meilleure fortune fiscale.

La première de ces formules est à repousser dès l'abord. Elle n'est, certes, pas absurde en soi et elle est fort habilement défendue par un journaliste financier du plus réel talent, M. Boris, mais elle cache, comme la morphine, un germe mortel. Ce n'est point son emploi occasionnel qui est à redouter, mais la force d'habitude et de vitesse qui en émane inévitablement et qui conduit à la catastrophe. Comme on l'a dit avec raison, l'inflation se meut sur une pente : quand le mécanisme de départ s'en trouve déclenché, personne n'est plus maître du rythme de sa course. On fait, en Amérique, l'expérience d'une certaine inflation raisonnée : elle a peut-être fourni quelques résultats, mais elle ne semble guère, pour l'instant, avoir si heureusement réagi sur la santé du budget. Et, quant à l'Angleterre, qui commence, elle aussi, à être travaillée par un souci analogue (un récent article de M. Winston Churchill en témoigne), n'a-t-elle point commencé, prudemment, par une décongestion budgétaire massive, et dont nous aurions tort d'écarter les leçons?

L'autre formule, celle des emprunts d'attente, se défend davantage. Elle permet d'éviter et les douleurs de la déflation budgétaire et les désordres de l'inflation monétaire. Elle est aussi, il faut bien l'avouer, dans la tradition politique française, et j'ai comme une vague impression que c'est par elle que finira par se clore un débat difficile. Les disponibilités sont abondantes, le crédit de l'État est solide, le Parlement est hésitant... Mais il faut convenir que c'est là une solution de paresse et qu'à la différence des exemples tirés du passé, les arrérages de la Dette occupent aujourd'hui, dans nos

charges publiques, une place autrement encombrante qu'au temps de Tirard, de Peytral ou de Rouvier, où l'on s'en plaignait déjà... L'étendre au delà du tiers du budget serait excéder une mesure à peine permise.

Et puis, les emprunts de jadis liquidaient une situation passée et un fait accompli, alors qu'on s'en remettrait à ceux-ci du soin de réparer le présent et de tenir, purement et simplement, dans le budget, la place de l'impôt défaillant.

Et, si la crise traînait en longueur, si les rendements fiscaux restaient longtemps stationnaires, faudrait-il demander, de nouveau, au rentier de se substituer au contribuable? Jusqu'à quand?...

Enfin, et à l'inverse, si les rentrées retrouvaient leur niveau perdu ou reprenaient leur ascension, ne serait-il pas infiniment préférable d'en profiter alors, pour faire de la déflation fiscale, la seule, je pense, contre laquelle ne prévalent aucun intérêt, ni aucune doctrine?

Ainsi, ramener le budget aux chiffres d'il y a quatre ans, en l'allégeant surtout de la partie abusive et stérile de ses plus récentes augmentations de dépenses; le dégonfler, si je puis dire, de ce qu'y a introduit l'illusion des plus-values et la chimère de leur durée, ce n'est en rien violenter l'économie du pays, c'est, au contraire, se modeler sur le calme qu'elle subit et sur la cure de raison qu'elle s'impose.

Un budget qui s'en tiendrait au double, sans plus, de ses masses d'avant guerre, fait la place qui lui revient à une extension fatale et, par bien des côtés, désirable, du rôle de l'État. Mais cette extension, ne l'oublions pas, il n'a fallu rien moins, pour la suivre, qu'une transformation profonde de notre appareil fiscal et le secours de deux impôts à grand rendement, autrefois ignorés, qui, à eux seuls et par parts égales, l'ont prise, presque entière, à leur charge.

Cet effort du contribuable français, qui n'a son équivalent dans aucun pays ni à aucune époque, a trouvé désormais son extrême limite. C'est un devoir de justice et une preuve de sagesse que de s'interdire toute solution qui, fût-ce dans l'avenir, risquerait de la lui faire dépasser.

FRANÇOIS PIÉTRI

LA VOIX D'ISRAËL

J'ai été longtemps en relations avec les Bland sans me douter de leur parenté avec Ferdy Rabenstein. Quand je fis sa connaissance, Ferdy devait avoir près de cinquante ans et à l'époque où se placent les événements que je vais raconter, beaucoup plus de soixante-dix. Il avait peu changé. Ses cheveux drus et frisés étaient devenus blancs, mais il avait gardé sa tournure et se tenait plus droit que jamais. A le voir ainsi, on comprenait son ancienne réputation de Don Juan. Il avait encore son beau profil sémitique et les yeux caressants qui avaient causé tant de ravages chez les Gentils. Très grand, svelte, le teint clair, il portait ses vêtements avec élégance, et, en habit, il continuait à être un des hommes les plus séduisants que j'aie jamais rencontrés. Il mettait volontiers une garniture de chemise en grosses perles noires et des bagues de platine ornées de saphirs. Peut-être cette parure était-elle d'un goût un peu voyant, mais elle s'harmonisait avec son physique.

— Après tout, je suis un Oriental, — disait-il. — Un certain faste barbare ne me va pas mal.

La carrière d'un Ferdy Rabenstein offrirait à un biographe un admirable sujet. Dans son genre, sa vie est une œuvre d'art. Une merveille en raccourci, comme une de ces miniatures persanes dont l'intérêt réside dans la perfection du détail. Malheureusement, la documentation serait mince : des lettres — encore la plupart ont-elles été probablement détruites — et les souvenirs de gens aujourd'hui au bord de la tombe. Il

a beau tout se rappeler, il n'écrira jamais ses mémoires. Pour lui, le passé ne représente qu'une succession de plaisirs intimes et il observe sur ce chapitre la plus scrupuleuse discrétion.

Ferdy n'avait porté ses hommages qu'aux femmes du monde et n'avait de relations qu'avec la meilleure société. Né en Afrique du Sud, il était venu en Angleterre à vingt ans. Pendant quelque temps, il avait travaillé à la Bourse, mais à la mort de son père, il hérita d'une fortune considérable et se retira des affaires pour mener désormais la vie de l'homme du monde désœuvré. A cette époque, la société anglaise était encore fermée et un Juif n'en forçait pas facilement les portes : devant Ferdy, elles tombèrent comme les murailles de Jéricho. Beau, riche, rompu aux sports, c'était un aimable compagnon. Il avait à Curzon Street un hôtel meublé dans le plus pur style français ancien, un chef parisien, un coupé. Il serait intéressant de reconstituer les débuts de son étonnante carrière; ils se perdent dans la nuit des temps. Quand je le connus, il passait depuis longtemps pour un des hommes les plus recherchés de Londres. C'était à Norfolk chez des gens très élégants. Jeune romancier, j'avais été invité par une maîtresse de maison férue de littérature. Je me sentais intimidé : seize invités, des ministres, des grandes dames et des pairs, dont la conversation roulait sur des choses et des gens qui m'étaient inconnus. Ils me traitaient avec une politesse indifférente, et j'avais un peu l'impression d'être un poids mort. Ferdy me sauva. Il vint s'asseoir auprès de moi et ne me quitta plus. Quand il apprit que j'écrivais, il me dit ses opinions sur le théâtre et le roman. Je lui racontai que j'avais beaucoup vécu sur le continent; il eut alors quelques réflexions amusantes sur la France, l'Allemagne et l'Espagne. Je pouvais avoir l'illusion flatteuse qu'il s'isolait avec moi. Ses propos intellectuels faisaient paraître insipides les palabres des autres invités sur la politique, le scandale de tel divorce, la répugnance croissante des faisans à se laisser massacrer. Mais si, au fond de son cœur, Ferdy éprouvait quelque mépris pour cette noble assemblée, j'étais sûrement le seul à qui il le laissât soupçonner. Ne fallait-il même pas voir dans cette attitude un hommage délicat? Il aimait à exercer son charme et mon plaisir évident devait le flatter, mais pourquoi se serait-il

mis en frais à ce point pour un auteur obscur, sinon par amour de l'art et des lettres? Nous étions, au fond, l'un et l'autre, également étrangers à ce milieu, moi par ma profession et lui par sa race; mais j'enviais son aisance. Tout le monde l'appelait Ferdy. Il paraissait toujours de bonne humeur, prompt à la raillerie comme à la riposte. Dans cette maison, chacun l'aimait : il avait l'art de faire rire et le tact de ne jamais souligner l'ignorance des autres. Le léger parfum de rêve oriental qu'il apportait les faisait seulement se sentir plus Anglais. Avec lui, on ne risquait pas ces silences angoissants qui parfois pèsent sur les réunions anglaises. A la première menace d'un de ces froids redoutés, Ferdy Rabenstein lançait un sujet qui réveillait tout le monde. Son fonds d'histoires juives était inépuisable. Il prenait l'accent yiddish et mimait en perfection les attitudes et les gestes de ses coreligionnaires : sa tête s'enfonçait dans son corps, son expression devenait rusée, sa voix onctueuse; nous n'avions plus devant nous qu'un rabbin ou un fripier, un commis voyageur cossu ou encore une grosse entremetteuse de Francfort. Cela valait toutes les comédies. Comme il ne faisait pas mystère de ses origines, on riait de bon cœur. Pour ma part, je me sentais gêné de le voir tourner en ridicule sa propre race. Mais les histoires juives étaient sa spécialité et je le rencontrais rarement sans l'entendre raconter la dernière qu'il avait apprise.

***

Ferdy me demanda mon adresse, et, quelques jours après mon retour à Londres, il m'invita à dîner. Nous n'étions que six, une Américaine mariée à un lord, un peintre suédois, une actrice et un critique réputé. La cuisine et les vins étaient excellents, la conversation facile et brillante. Après le dîner, Ferdy se laissa conduire au piano. Il ne joua que des valses viennoises — une autre de ses spécialités, je l'appris plus tard — et cette musique légère et sensuelle semblait s'accorder avec sa discrète élégance. Il jouait sans la moindre pose, d'un toucher plein de délicatesse, en chantant à mi-voix. Ce fut le premier des dîners, nombreux par la suite, où je me trouvai avec lui;

il m'invitait deux ou trois fois par an et je finis par le rencontrer souvent dans d'autres maisons. Ma situation dans le monde grandissait et peut-être la sienne déclinait-elle un peu. Il m'est arrivé ces derniers temps, de le voir dans des réunions où étaient admis d'autres Juifs et j'ai cru lire dans ses yeux noyés, arrêtés un instant sur ses coreligionnaires, un sourire amusé à l'idée de la décadence de la société anglaise. On le traite volontiers de snob, mais à tort, je crois : ce sont les circonstances qui l'ont lancé dès ses débuts dans le milieu le plus élégant. Sa passion pour l'art était sincère et dans ses rapports avec les artistes, il me paraissait toujours à son avantage. Alors il abandonnait cet air de persiflage qu'il affectait en présence des grands de ce monde pour leur montrer qu'il n'était pas dupe de leur importance. Ses amis recouraient souvent à son goût délicat. Il fut l'un des premiers à apprécier les meubles anciens, et, dans les vieux châteaux, plus d'une pièce rare fut retirée par lui du grenier pour reprendre une place d'honneur au salon. Il aimait à flâner dans la salle des ventes, toujours prêt à conseiller les grandes dames désireuses d'acquérir une belle chose tout en faisant une bonne affaire. Généreux et riche, il se donnait beaucoup de peine pour procurer des commandes à tel jeune peintre dont il admirait le talent ou pour faire engager chez quelque nabab un violoniste à court de cachets. Mais il ne recommandait jamais que des gens de valeur. Avec les médiocres, sa politesse ne se démentait pas, seulement il n'eût jamais levé un doigt pour les aider. Chez lui, les soirées musicales — il les donnait pour des invités triés sur le volet — étaient un régal.

Il ne s'était pas marié.

— Je suis un homme du monde, — disait-il, — et je me flatte de ne pas avoir de préjugés; tous les goûts sont dans la nature, mais il me serait impossible de me décider à épouser autre chose qu'une juive. Il n'y a pas de mal à aller à l'Opéra en smoking, pourtant, ça ne me viendrait jamais à l'idée.

— Alors, pourquoi n'épousez-vous pas une Israélite?

Je ne fus pas témoin de cette conversation, mais la personne qui osa ainsi interroger Ferdy me la rapporta.

— Oh! ma chère, nos femmes sont trop prolifiques! Me voyez-vous encombrant la terre d'un petit Isaac et d'un petit

Jacob, d'une petite Rebecca, d'une petite Lia et d'une petite Rachel?

Mais il avait eu des bonnes fortunes flatteuses et le charme d'un passé romanesque flottait encore autour de lui. Dans sa jeunesse, il avait joué les grands amoureux. De vieilles dames vantaient encore sa séduction irrésistible, et si, en évoquant leurs souvenirs, elles citaient telle ou telle femme à qui ses beaux yeux avaient complètement tourné la tête, je sentais qu'elles avaient des trésors d'indulgence pour ces heureuses pécheresses : un si beau garçon! Certaines lionnes citées dans les mémoires de l'époque, et maintes respectables douairières, aujourd'hui très fières de leurs petits-fils collégiens à Eton et acharnées à perdre au bridge, avaient brûlé d'une flamme coupable pour le beau Juif. La conquête la plus célèbre de Ferdy a été la merveilleuse duchesse de Hereford, la femme la plus brillante de l'Angleterre, à la fin du règne de la reine Victoria. Cela dura vingt ans. Sans doute, pendant ce temps-là, eut-il des flirts, mais leur liaison était solide et quasi officielle. Sur le tard, son tact parfait sut faire d'une maîtresse âgée une amie dévouée. Il n'y a pas très longtemps, j'ai déjeuné avec eux. C'était une femme grande et imposante, au visage ravagé sous le fard. Nous avions rendez-vous au Carlton et Ferdy, notre hôte, arriva quelques minutes après nous. Il nous offrit un coktail, mais la duchesse lui dit que nous venions déjà d'en prendre un.

— Ah! je me demandais pourquoi vos yeux étaient encore plus brillants qu'à l'ordinaire, — répondit-il.

La vieille femme fanée rougit de plaisir.

Ma jeunesse passa, j'atteignis l'âge mûr. Quand faudra-t-il commencer à parler de moi comme d'un vieux monsieur? J'écrivis des livres et des pièces, je voyageai, je connus l'amour et ses désillusions, et toujours je rencontrais Ferdy dans le monde. La guerre éclata, des millions d'hommes périrent et la face du monde fut changée. Ce fut pour Ferdy un mauvais moment. Trop vieux pour s'engager, gêné par son nom allemand, il sut cependant éviter les avanies. Ses vieux amis ne le lâchèrent pas et il vécut dans une retraite digne et point trop rigoureuse. Après la paix, il essaya courageusement de s'accommoder le mieux possible aux nouvelles conditions de

vie. A présent, la société était mélangée, le ton des réunions tapageur, mais il réussit à s'adapter. Comme autrefois, il contait ses histoires juives, jouait de façon charmante les valses de Strauss et suivait les ventes. Il se mit à conseiller les nouveaux riches dans leurs achats. Je m'installai à l'étranger, mais chaque fois que je venais à Londres, la jeunesse de Ferdy faisait mon admiration. La maladie et la fatigue demeuraient sans prise sur lui. Il continuait à s'habiller admirablement, tout l'intéressait, il avait l'esprit plus alerte que jamais et on l'invitait à dîner, non par habitude, mais pour l'agrément qu'il apportait. Il offrait encore de petits concerts à une élite dans son hôtel de Curzon Street.

C'est dans une soirée que je fis la découverte qui m'amène à évoquer ces souvenirs.

Nous assistions à un grand dîner à Hill Street. Les femmes venaient de remonter et je me trouvais à côté de Ferdy. Léa Makart devait jouer chez lui, me dit-il, le vendredi suivant et il serait heureux si je pouvais venir.

— Je suis désolé, — répondis-je, — mais je dois aller chez les Bland.

— Quels Bland?

— Ceux qui vivent dans le Sussex, à un endroit qui s'appelle Tilby.

— Ah! vous les connaissez?

Il me regarda d'un drôle d'air et sourit. En quoi cela pouvait-il l'intéresser?

— Oh! oui, depuis des années. C'est une maison très agréable.

— Adolphe est mon neveu.

— Sir Adolphus?

— Un nom tout à fait Régence, n'est-ce pas? Mais je ne vous cacherai pas qu'il s'appelle tout bonnement Adolphe.

— Tout le monde l'appelle Freddy.

— Je sais, et, à ce que j'ai compris, Myriam sa femme, ne répond qu'au nom de Muriel.

— Comment est-il votre neveu?

— Parce qu'Hannah Rabenstein, ma sœur, a épousé Alphonse Bleikogel et qu'Alphonse Bleikogel a terminé ses jours dans la peau de Sir Alfred Bland, premier baronnet du

nom. Adolphe, leur fils unique, a fini par devenir Sir Adolphus, deuxième baronnet Bland.

— Alors, la mère de Freddy Bland, la lady Bland qui habite à Portland Place, est votre sœur?

— Oui, ma sœur Hannah. C'était l'aînée de la famille. Elle a quatre-vingts ans, mais elle a toute sa tête et c'est une maîtresse femme, je vous en réponds.

— Je ne l'ai jamais rencontrée.

— Vos amis, les Bland, ne doivent pas le regretter. Elle n'a jamais perdu son accent allemand.

— Vous ne les voyez donc plus?

— Nous ne nous sommes pas parlé depuis vingt ans. Je suis tellement juif et eux tellement anglais! — Il sourit. — Je n'aurais jamais pu me fourrer dans la tête ces noms de Freddy et de Muriel. J'aurais pu sortir mal à propos un Adolphe ou une Myriam. Et ils n'aimaient pas mes histoires. Il valait mieux ne pas nous voir. Au moment de la guerre, quand je me suis refusé à changer mon nom, ce fut le bouquet. C'était trop tard, que voulez-vous! Mes amis ne se seraient jamais habitués à penser à moi autrement que comme à Ferdy Rabenstein. D'ailleurs, l'idée de me métamorphoser en un Smith, un Brown ou un Robinson ne me tentait nullement.

Il y avait dans son ton léger une imperceptible ironie et cette fois encore je crus deviner qu'au fond du cœur il gardait un mépris cynique pour les chrétiens qu'il avait conquis.

— Alors, vous ne connaissez pas les deux garçons? — dis-je.

— Non.

— L'aîné s'appelle George comme vous savez. Je ne le crois pas aussi intelligent que l'autre, Harry, mais il a du charme. Je pense qu'il vous plairait.

— Où est-il en ce moment?

— Ma foi, il vient de se faire renvoyer d'Oxford. Je suppose qu'il est chez ses parents. Harry est encore à Eton.

— Pourquoi ne m'amèneriez-vous pas George à déjeuner?

— Je le lui proposerai. Il en sera sûrement ravi.

— Il leur donne, paraît-il, du fil à retordre.

— N'exagérons pas. Il n'a pas voulu entrer dans l'armée, comme ils le désiraient. Les Gardes, c'était leur rêve. Au

lieu de cela, il est allé à Oxford. Là, il n'a rien fait, il a dépensé des sommes folles et mis la ville sens dessus dessous. C'est tout à fait normal.

— Pourquoi l'a-t-on renvoyé?

— Je ne sais pas. Pour des peccadilles.

A ce moment, le maître de maison se leva et nous remontâmes. En me souhaitant une bonne nuit, Ferdy me recommanda de ne pas oublier son petit-neveu.

— Téléphonez-moi, — dit-il. — Mercredi me conviendrait ou vendredi.

***

Le lendemain, je partis pour Tilby. C'était un château du seizième siècle au milieu d'un grand parc où erraient des biches. Par les fenêtres, on apercevait un paysage vallonné. A perte de vue, le pays semblait appartenir aux Bland. Les fermiers de Sir Adolphus devaient le trouver un propriétaire idéal : je n'ai jamais vu fermes plus coquettes; les granges et les écuries étaient reluisantes. Et quelles porcheries modèles! Les cabarets rappelaient les vieilles aquarelles anglaises et les cottages qu'il avait bâtis alliaient le pittoresque au confort. La création de ce domaine avait dû coûter une fortune. Heureusement les moyens des Bland leur permettaient cette fantaisie. Le parc aux arbres gigantesques et le golf à neuf trous étaient soignés avec minutie. La perspective des jardins faisait l'orgueil du canton. La somptueuse demeure, aux toits escarpés et aux fenêtres à meneaux, avait été restaurée par le plus célèbre architecte d'Angleterre et meublée par Lady Bland dans un style impeccable.

— Oh! c'est très simple, — disait-elle. — La vraie maison de campagne anglaise.

Des gravures sportives anciennes décoraient la salle à manger et les chaises Chippendale étaient sans prix. Dans le salon, des portraits de Reynolds et de Gainsborough et des paysages d'Old Crome et de Richard Wilson. Même ma chambre, avec son lit à colonnes, contenait des aquarelles de Birket Foster. Le séjour à Tilby était un délice, mais, — Muriel Bland eût été bouleversée de l'apprendre — l'effet

visé était tout à fait manqué. Pas un instant, on n'avait l'impression d'une maison anglaise. Chaque objet semblait choisi avec un souci évident de l'ensemble. On cherchait en vain les traditionnels portraits académiques, qui attristent la salle à manger à côté d'un Carlo Dolci rapporté d'Italie par un ancêtre voyageur. Et au salon manquaient ces peintures familières et touchantes, œuvres d'une grand'tante éprise d'art. Il n'y avait ni l'affreux divan victorien qui a toujours été là et que personne n'a jamais osé enlever, ni les chaises en tapisserie, brodées par une vierge qu'oublièrent les épouseurs, au temps de la grande Exposition. Une belle demeure, certes, mais sans âme.

Et cependant, quel confort! quelles attentions! Et cette cordialité des Bland! A croire qu'ils vous aimaient vraiment. Il fallait voir leur joie les jours où ils offraient une fête aux gens du pays. Ils possédaient leur propriété depuis vingt ans à peine, mais ils n'en avaient pas moins conquis le cœur de leurs voisins. En dehors de leur luxe et de l'administration habile du domaine, rien ne laissait deviner qu'ils ne vivaient pas là depuis des siècles.

Freddy avait passé par Eton et Oxford. A présent, il avait plus de cinquante ans. Calme, courtois, réservé, il était, j'imagine, très intelligent. Son élégance n'était pas une élégance anglaise. De taille moyenne, il avait les cheveux gris et une barbiche grise en pointe, de beaux yeux sombres et un nez aquilin. On ne l'aurait pas pris pour un juif, mais plutôt pour un diplomate étranger plein de distinction. Malgré sa réussite, cet homme de caractère paraissait enclin à une mélancolie dont on ne démêlait pas les causes. S'il avait eu des succès politiques et financiers, il n'était jamais parvenu à briller dans les sports. Pendant des années, il avait suivi les chasses à courre, mais il était médiocre cavalier et ce fut sans doute pour lui un soulagement quand l'âge et le poids des affaires lui permirent de renoncer à ces exercices. Il donnait de magnifiques battues, mais c'était un piètre tireur. Malgré le link de son parc, il n'était au golf qu'un joueur très quelconque. Il ne savait que trop l'importance de ces choses en Angleterre et il ne se consolait pas de sa médiocrité. Enfin George serait sa revanche.

De première force au golf, George était mieux qu'un joueur moyen de tennis, sans pourtant être passionné pour ce jeu. Dès qu'il avait été capable de tenir une arme, ses parents l'avaient fait tirer et il promettait de devenir un grand fusil. On l'avait mis sur un poney à l'âge de deux ans. Freddy savait qu'à la chasse son fils prenait les obstacles avec une ardeur joyeuse. Lui, hélas! n'avait jamais pu se débarrasser, malgré ses chevauchées assidues derrière le renard, de cette écœurante crispation au creux de l'estomac, qui de ces parties faisait pour lui une torture. Son George, grand gaillard bien découplé, aux cheveux ondulés d'un brun doré, aux yeux si bleus, représentait le type parfait du jeune Anglais. Il avait le naturel et la grâce des gens très bien élevés. Son nez droit était peut-être un peu charnu, ses lèvres trop pleines et sensuelles, mais quelles dents et quel teint! Son père l'adorait. Il n'aimait pas autant Harry, son second fils, râblé et fort pour son âge, mais dont les yeux noirs où brillait l'intelligence, les cheveux crépus et le grand nez trahissaient la race. Freddy le traitait avec sévérité et souvent avec brusquerie. A George allait toute son indulgence. Harry entrerait dans les affaires, il avait de la tête et du savoir-faire, mais George était l'héritier. George serait un gentleman anglais.

George m'avait proposé de m'emmener dans la nouvelle torpedo que son père lui avait offerte pour sa fête. Il conduisait très vite et nous arrivâmes les premiers. Les Bland attendaient, installés sur la pelouse, à côté du thé servi sous un cèdre magnifique.

— A propos, — dis-je. — J'ai vu l'autre jour Ferdy Rabenstein, qui m'a demandé d'amener George déjeuner chez lui.

Je n'avais pas parlé de cette invitation à George, car s'il y avait eu un froid dans la famille, je jugeais plus convenable d'en informer d'abord ses parents.

— Qui, au nom du ciel, est Ferdy Rabenstein? — demanda George.

Vanité de la gloire! La génération précédente eût trouvé cette question saugrenue.

— Il y a au moins vingt ans qu'il est votre grand-oncle, — répliquai-je.

Les parents avaient échangé un coup d'œil.

— Un horrible vieux, — dit Muriel.

— Je trouve tout à fait inutile pour George de renouer des relations qui ont été rompues avant sa naissance, — dit Freddy d'un ton sans réplique.

— Enfin, la commission est faite, — dis-je de mon air le plus détaché.

— Je ne veux pas voir ce vieil imbécile, — déclara George.

L'arrivée des autres invités interrompit fort à propos cette conversation et bientôt le jeune homme partit pour le golf avec un de ses camarades d'Oxford.

Ce fut seulement le lendemain que le sujet revint sur le tapis. Le matin, j'avais fait sans entrain les neuf trous du golf avec Freddy Bland; après le déjeuner, plusieurs parties de ce qu'on appelle un tennis de famille et je me reposais avec Muriel sur la terrasse. En Angleterre, nous avons si souvent le mauvais temps qu'une belle journée y semble plus belle qu'ailleurs; cette après-midi de juin était merveilleuse. Pas un nuage au ciel, un air embaumé. Devant nous s'étendaient les vallons verdoyants et les bois; au loin, on apercevait les tours grises de l'église et les toits rouges d'un hameau. Une de ces journées où il suffit de vivre pour être heureux. Des vers chantaient dans ma tête. Nous bavardions à bâtons rompus.

— J'espère que nous ne vous avons pas choqué en refusant de laisser George déjeuner avec Ferdy, — dit-elle soudain. — C'est un snob insupportable, n'est-ce pas?

— Croyez-vous? En tous cas, il a été toujours très aimable pour moi.

— Nous sommes brouillés depuis vingt ans. Freddy ne lui a jamais pardonné son attitude si peu patriotique pendant la guerre. Il y a des limites à tout. Vous savez, il s'est absolument entêté à conserver son horrible nom allemand. Avec Freddy au Parlement, notre fabrique de munitions et tout le reste, c'était inadmissible. Qu'est-ce qui lui prend de vouloir voir George? En quoi peut-il l'intéresser?

— C'est un vieillard. George et Harry sont ses petits-neveux Il faut bien qu'il laisse son argent à quelqu'un.

— Nous ne tenons pas à son argent, — coupa sèchement Muriel.

Peu m'importait, après tout, que George déjeunât ou non avec Ferdy Rabenstein et je ne demandais qu'à changer de conversation, mais les Bland avaient dû en parler et Muriel éprouvait le besoin de me donner une explication.

— Vous savez sans doute que Freddy a du sang israélite dans les veines, — dit-elle.

Son œil se durcit. La blonde Muriel avait été très jolie. Aujourd'hui, l'obésité la guettait, mais elle se défendait avec énergie et pouvait encore passer pour désirable. Ses yeux bleus à fleur de peau, son nez large, la forme de son visage et l'attache de son cou, son exubérance trahissaient sa race. Aucune Anglaise, même blonde, n'a jamais cet air-là. Et cependant sa remarque n'avait d'autre objet que de me convaincre qu'elle était chrétienne. Je répondis avec prudence.

— Tant de gens en ont aujourd'hui.

— Je sais. Mais il n'y a pas de raison pour s'en vanter, n'est-ce pas? Après tout, nous sommes foncièrement anglais; qui pourraît être plus anglais que George, comme apparence, comme manières, en tout? Et il est un sportsman accompli. Je ne vois pas pourquoi il perdrait son temps avec des Juifs, sous le prétexte d'un vague parenté.

— C'est très difficile à présent en Angleterre de ne pas connaître de Juifs.

— Vous pouvez le dire. A Londres, on en est infesté, mais j'avoue qu'il y en a de très agréables. Ils sont si artistes. Je ne vais pas jusqu'à dire que Freddy et moi nous les évitons par principe — c'est une chose que je ne ferai jamais — mais il se trouve que nous ne sommes vraiment liés avec aucun. Et ici, il n'y en a même pas un seul à voir.

Je ne pus m'empêcher d'admirer ce ton convaincu. Peut-être, en somme, croyait-elle tout ce qu'elle racontait.

— Vous disiez que Ferdy pourrait laisser son argent à George. En tout cas, ça ne doit pas être grand'chose. C'était une très jolie fortune avant la guerre, mais aujourd'hui, ça ne compte plus. D'ailleurs nous espérons qu'un peu plus tard, George fera de la politique et ce ne serait pas une recommandation auprès des électeurs que d'être l'héritier d'un sieur Rabenstein.

— George s'intéresse à la politique? — demandai-je pour changer de conversation.

— Oh! je l'espère bien. Après tout, le fief électoral de la famille l'attend. C'est un siège conservateur de tout repos et l'on ne peut pas demander à Freddy de rester indéfiniment sous le harnais de la Chambre des Communes.

Muriel était magnifique. Elle parlait du fief électoral comme si vingt générations de Bland l'avaient représenté au Parlement. Sa remarque, cependant, me donna pour la première fois à entendre que l'ambition de Freddy n'était pas satisfaite.

— Freddy entrera, je suppose, à la Chambre des Lords quand George sera en âge de le remplacer.

— Nous avons fait beaucoup pour le parti.

Muriel était catholique et rappelait volontiers ses souvenirs de couvent. « Des femmes exquises, ces religieuses. Si j'avais eu une fille, je l'aurais mise, elle aussi, au couvent. » Mais elle aimait avoir des domestiques appartenant à l'Église anglicane et le dimanche, on appelait le dîner un souper parce que le poisson était froid et qu'il y avait une glace. On était servi par deux valets de pied au lieu de quatre. Ce soir-là, nous venions de sortir de table, il faisait encore jour et nous nous promenions, Freddy et moi, sur la terrasse en fumant nos cigares. Muriel lui avait sans doute répété notre conversation et son refus de laisser George voir son grand-oncle devait encore le tracasser, mais, plus fin, il attaqua la question d'une façon moins directe. Il me parla des ennuis que lui donnait George. Son refus obstiné d'entrer dans l'armée avait été pour eux une grande déception.

— J'étais persuadé que cette vie l'enchanterait, — dit-il.

— Et comme il aurait été beau sous l'uniforme des Gardes!

— Oui, n'est-ce pas? — fit Freddy naïvement. — Je ne comprends pas que ça ne l'ait pas tenté.

A Oxford où il s'était montré d'une paresse scandaleuse, il avait trouvé le moyen, en dépit de la générosité paternelle, de faire des dettes partout et il venait de se faire renvoyer! Mais sous le ton indigné de Freddy, je devinais combien son mauvais sujet de fils le flattait. Il l'adorait, oh! d'un amour si peu anglais, et, au fond toutes ses folies le rendaient fier.

— Pourquoi vous tourmentez-vous? — dis-je. — Qu'est-ce que ça peut vous faire que George ait un diplôme ou non?

Il eut un petit rire.

— En somme, c'est bien vrai. A mon avis, l'intérêt d'Oxford c'est qu'on sache que vous y avez été, et George n'est pas plus noceur que les autres gamins de son milieu. Mais c'est l'avenir qui m'inquiète. Il est tellement flemmard. Il ne pense qu'à s'amuser.

— Il est jeune.

— La politique, il s'en moque et quant aux sports, malgré son adresse, il ne s'y intéresse pas vraiment. Il passe le plus clair de son temps à taper sur son piano.

— C'est bien inoffensif.

— Oh! oui, ça m'est égal, mais il ne pourra pas continuer à flâner indéfiniment. Voyez-vous, tout ceci sera un jour à lui. — Freddy eut un geste qui paraissait embrasser le pays, mais je savais qu'il ne le possédait pas encore tout entier. — Je voudrais le voir capable d'assumer ses responsabilités. Sa mère est dévorée d'ambition pour lui; moi, je ne lui demande que d'être un gentleman anglais.

Freddy me regarda de côté comme s'il hésitait à parler : allais-je le trouver ridicule? Mais le métier d'homme de lettres a ceci de bon que les gens vous jugent sans conséquence et disent souvent devant vous des choses qu'ils n'oseraient pas confier à d'autres. Il se risqua.

— Voyez-vous, à mon avis, personne aujourd'hui ne réalise aussi parfaitement l'idéal grec de l'existence que le gentilhomme campagnard anglais. Sa vie a la beauté d'une œuvre d'art.

Je ne pus m'empêcher de sourire, car de nos jours le gentilhomme campagnard anglais ne peut plus rien faire de pareil sans beaucoup d'argent placé en obligations américaines, mais j'approuvai avec sympathie. Le rêve romantique de ce financier juif me paraissait touchant.

— Je lui demande d'être un bon propriétaire. Je lui demande de s'occuper des affaires du pays. Je lui demande d'être un brillant sportsman.

— Pauvre bougre! — pensai-je, mais je dis : — Alors quels sont vos projets actuels pour lui?

— Je crois que la diplomatie ne lui déplairait pas. Il a proposé de partir pour l'Allemagne et d'étudier la langue.

— Excellente idée.

— Il s'est mis en tête d'aller à Munich.

— C'est une jolie ville.

***

Le lendemain, je retournai à Londres et, peu après mon arrivée, je téléphonai à Ferdy.

— Je suis désolé, mais George ne pourra pas venir déjeuner mercredi.

— Et vendredi?

— Vendredi non plus. — Il me parut inutile de mâcher les mots. — Pour dire vrai, ses parents n'ont pas très envie qu'il vous voie.

Il y eut un silence. Puis :

— Compris. Eh! bien, voulez-vous tout de même venir mercredi?

— Avec plaisir.

Donc le mercredi, à une heure et demie, je me dirigeai vers Curzon Street. Ferdy me reçut avec sa grâce un peu apprêtée. Pas une allusion aux Bland. Nous étions dans le salon et je ne pus m'empêcher d'admirer l'infaillible sens artistique de cette famille. Au goût d'aujourd'hui, la pièce paraissait peut-être un peu encombrée. Trop de tabatières d'or dans les vitrines, trop de porcelaines françaises, mais rien que des pièces de choix. A lui seul le mobilier Louis XV, avec son petit point magnifique, valait une fortune. Quant aux tableaux c'étaient des Lancret, des Pater, des Watteau : ennuyeux ou démodés, mais d'une facture dont je savais la qualité. Un cadre approprié à ce vieux mondain. Soudain la porte s'ouvrit et l'on annonça George. Ferdy, qui vit ma surprise, me lança un sourire de triomphe.

— Je suis content que tu aies pu venir tout de même, — dit-il en serrant la main de George.

D'un coup d'œil, il jugea son neveu. George était remarquablement habillé : un veston noir très court, un pantalon rayé et le gilet gris alors à la mode. Pour le porter avec élégance, il fallait être grand, mince et n'avoir pas du tout de

ventre. Ferdy, j'en étais sûr, voyait exactement chez quel tailleur et chez quel chemisier allait George et approuvait son choix. Ce George, à la tournure si fine, si avantageuse, était vraiment un très beau garçon. Nous nous mîmes à table. Ferdy possédait toutes les finesses de l'esprit mondain et il mit le gamin à l'aise; mais il l'étudiait. Tout à coup, il commença à raconter ses histoires juives. Quelle verve, quelle mimique... George devint rouge et malgré ses éclats de rire, je voyais son embarras. Comment Ferdy pouvait-il manquer de tact à ce point? Mais il continuait à observer George et à débiter histoire sur histoire. On aurait dit qu'il ne s'arrêterait plus. Prenait-il par hasard un malicieux plaisir à la confusion évidente de son neveu? Enfin, nous remontâmes, et, pour dissiper la gêne, je priai Ferdy de se mettre au piano. Il nous joua trois ou quatre valses. Son toucher n'avait rien perdu de sa fluide légèreté et son sentiment du rythme était toujours aussi vivant. Il se tourna vers George.

— Joues-tu aussi?

— Un peu.

— Veux-tu me jouer quelque chose?

— Je ne sais, j'en ai peur, que de la musique classique. Je ne crois pas que cela vous amuserait beaucoup.

Ferdy eut un sourire, mais il n'insista pas. Je me levai pour partir et George m'accompagna.

— Quel sale vieux youpin — dit-il dans la rue. — Je déteste ses histoires.

— C'est son triomphe. Il les raconte toujours.

— Feriez-vous cela, vous, si vous étiez Juif?

Je haussai les épaules.

— Comment avez-vous fait pour venir tout de même? — demandai-je.

— Il est allé voir grand'mère. Vous ne la connaissez pas, n'est-ce pas?

— Non.

— Elle traite papa comme un collégien. Grand'mère a dit qu'il fallait que j'aille déjeuner chez l'oncle Ferdy et ce que dit grand'mère, on ne le discute pas.

— Je comprends.

*
* *

Une semaine ou deux plus tard, George partit pour Munich. Je fis moi-même un voyage et ce ne fut qu'au printemps que je revins à Londres. Peu après mon arrivée, je me trouvai à un dîner à côté de Muriel Bland. Je demandai des nouvelles de George.

— Il est toujours en Allemagne.

— J'ai vu dans les journaux que vous alliez donner à Tilby une grande fête pour sa majorité.

— Nous comptons recevoir les fermiers et ils offriront un cadeau à George.

Elle ne s'exprimait pas avec son exubérance habituelle, mais je n'y prêtai guère attention. Avec sa vie éreintante, elle pouvait être fatiguée. Comme je savais combien elle aimait à parler de son fils, je continuai.

— George doit bien s'amuser en Allemagne.

Elle ne répondit pas. A ma surprise, je vis des larmes dans ses yeux.

— George? J'ai peur qu'il ne soit devenu fou, — dit-elle.

— Que voulez-vous dire?

— Nous sommes bien ennuyés. Freddy est furieux, on ne peut même pas discuter avec lui. Je ne sais pas ce que nous allons faire.

Ma première idée fut naturellement que George, envoyé pour apprendre l'allemand dans une famille allemande comme la plupart des jeunes Anglais, s'était amouraché de la fille de la maison et voulait l'épouser. Les Bland devaient avoir pour lui d'autres ambitions.

— Enfin, qu'est-il arrivé? — demandai-je.

— Il veut devenir pianiste.

— Quoi?

— Pianiste professionnel.

— D'où diable lui vient cette idée?

— Dieu sait! Nous ne nous doutions de rien. Nous pensions qu'il préparait son examen. J'ai été le voir. J'avais envie de savoir si tout se passait bien. Oh! mon cher. Il n'avait plus l'air de rien. Lui qui était toujours si soigné. J'en aurais pleuré, Il m'a annoncé qu'il ne se présenterait pas à l'examen et qu'il

n'avait jamais eu l'intention de le préparer. La diplomatie n'avait été qu'un prétexte pour aller en Allemagne et travailler la musique.

— Mais a-t-il du talent?

— Oh! ça, c'est un détail. Même s'il avait le génie de Paderewski, le voyez-vous roulant à travers le pays en donnant des concerts? Je suis très artiste, personne ne peut dire le contraire et Freddy aussi, nous adorons la musique et nous avons toujours connu beaucoup de musiciens, mais George aura une grosse situation; pour lui, la question ne se pose pas. Notre rêve, c'est de le voir au Parlement. Avec sa fortune, tous les espoirs lui sont permis.

— Lui avez-vous fait remarquer tout cela?

— Bien entendu. Il m'a ri au nez. Tu briseras le cœur de ton père, — lui ai-je dit. — Il a répondu que son père n'avait qu'à se rabattre sur Harry. Évidemment, j'aime beaucoup Harry; il est malin comme un singe, mais il a toujours été convenu qu'il entrerait dans les affaires. J'ai beau être sa mère, je vois bien qu'il n'a pas les mêmes atouts que George. Savez-vous ce qu'il m'a dit encore? Il a dit que si son père voulait bien lui assurer cinq livres par semaine, il renoncerait à tout en faveur d'Harry et qu'Harry pourrait hériter de la fortune, de la baronnie et de tout le reste. C'est trop ridicule. Monsieur trouve que si le Prince royal de Roumanie a renoncé à un trône il ne voit pas pourquoi, lui, ne renoncerait pas à une baronnie. Mais c'est impossible. Rien ne pourra l'empêcher d'être le troisième baronnet et si Freddy est élevé à la pairie, d'être pair à sa mort. Figurez-vous qu'il veut même abandonner le nom de Bland et s'affubler de quelque horrible nom allemand.

Je ne pus m'empêcher de demander lequel.

— Bleikogel ou quelque chose comme ça.

Je reconnus ce nom. Hannah Rabenstein, d'après Freddy avait épousé Alphonse Bleikogel qui finit par devenir sir Alfred, le premier des baronnets Bland. Tout cela me paraissait très étrange. Qu'était-il donc arrivé au charmant jeune homme, anglais jusqu'à la moelle, que j'avais quitté quelques mois plus tôt?

— Vous voyez la tête de Freddy, quand, à mon retour je lui ai raçonté ça. Jamais je ne l'ai vu dans une pareille

fureur. Il a télégraphié à George de revenir immédiatement et George a eu le toupet de répondre par dépêche que c'était impossible à cause de son travail.

— Alors, il travaille?

— Du matin au soir. C'est ce qui est affolant. Il n'avait jamais rien fait de sa vie. Freddy le traitait toujours de paresseux. Freddy lui a télégraphié que s'il ne revenait pas il lui couperait les vivres et George a répondu : « Coupez. » Ce fut le point final. Vous n'imaginez pas ce que peut être Freddy quand il est en colère.

Je savais que Freddy avait hérité d'une grosse fortune, mais je savais aussi qu'il l'avait accrue dans des proportions énormes. Le courtois seigneur de Tilby devait cacher un homme d'affaires implacable. Peu habitué à rencontrer de la résistance, il devenait, sans doute, une fois contrarié, dur et même cruel.

— Nous faisions à George une très jolie pension et vous vous rappelez combien il était dépensier. Nous étions convaincus qu'il ne tiendrait pas longtemps et, le fait est qu'au bout d'un mois, il a écrit à Ferdy pour le prier de lui prêter cent livres. Ferdy est allé voir ma belle-mère — sa sœur, comme vous savez — et lui a demandé ce que ça signifiait. Bien qu'ils ne se soient pas parlé depuis vingt ans, Freddy a été le supplier de ne pas envoyer un penny à George, et il a obtenu sa promesse. Je ne comprends pas comment George a pu joindre les deux bouts. Freddy a sûrement raison, mais je ne peux pas m'empêcher de me tourmenter. Si je n'avais pas donné ma parole d'honneur à Freddy, je crois que je lui glisserais dans une lettre quelques billets pour l'imprévu. Je ne peux pas supporter la pensée que peut-être il n'a pas de quoi manger.

— En tout cas, ça ne lui fera aucun mal de connaître un peu le goût de la vache enragée.

— En attendant, quel pétrin! Nous avions fait toutes sortes de préparatifs pour son anniversaire et lancé des centaines d'invitations. Et le voilà qui annonce tout à coup qu'il ne viendra pas! J'étais comme folle. J'écrivais, je télégraphiais. Sans Freddy, je serais partie pour l'Allemagne. Je me suis positivement mise à genoux devant George. Je l'ai sup-

plié de nous épargner une pareille humiliation. Comment voulez-vous expliquer une chose pareille à des étrangers? Alors ma belle-mère est entrée en scène. Vous ne la connaissez pas, je crois? C'est une vieille femme extraordinaire. On ne la prendrait jamais pour la mère de Freddy. Elle est d'origine allemande, mais de très bonne famille.

— Ah!

— Pour vous dire la vérité, nous en avons tous peur. Elle a attrappé Freddy d'importance et puis elle a écrit à George. Elle lui a promis que s'il revenait pour ses vingt et un ans, elle paierait toutes ses dettes à Munich, et que nous écouterions avec patience ce qu'il pourrait avoir à dire. Il a accepté et nous l'attendons la semaine prochaine. Mais je ne m'en réjouis guère, je vous le garantis!

Elle poussa un profond soupir. Après le dîner, Freddy s'approcha de moi.

— J'ai vu que Muriel vous parlait de George. Quel petit imbécile. Il m'exaspère. Cette lubie de vouloir être pianiste! C'est si vulgaire.

— Il est jeune, — dis-je en manière de consolation.

— Il a surtout eu la vie trop facile. J'ai été beaucoup trop faible. Je ne savais rien lui refuser. Je lui apprendrai...

***

Les Bland n'étaient pas ennemis d'une réclame discrète. J'appris par les journaux que le vingt et unième anniversaire de George avait été célébré à Tilby, selon l'usage de l'aristocratie anglaise. Il y avait eu un grand dîner et un bal pour les châtelains des environs, un souper suivi d'un bal champêtre sur la pelouse pour les paysans. On avait fait venir de Londres les orchestres les plus en vogue. Les illustrés donnaient des photographies de George au milieu de sa famille, recevant un service à thé en argent massif offert par les fermiers. Ils s'étaient cotisés pour commander son portrait, mais, à cause de son absence, on s'était rabattu sur le service à thé. Les reporters avides de détails ajoutaient que son père lui avait donné un cheval de chasse, sa mère, un gramophone à changement de disques automatique, sa grand'mère, lady

Bland douairière, *L'Encyclopedia britannica* et son grand-oncle Ferdinand Rabenstein, une Vierge à l'Enfant, du Pellegrino de Modène. Cadeaux encombrants et difficiles à monnayer. La présence de Ferdy à la fête me donna à penser que le coup de tête de George avait réconcilié l'oncle et le neveu. Je ne me trompais pas. L'idée de voir son petit-neveu pianiste professionnel ne plaisait pas du tout à Ferdy. Dès que son prestige avait paru menacé, la famille s'était rapprochée et opposait aux projets de George un front unique. J'appris plus tard ce qui s'était passé après les fêtes de l'anniversaire. Ferdy et Muriel m'en parlèrent et j'eus aussi la version de George. Les Bland avaient espéré qu'à son retour, quand il se trouverait en vedette au milieu de toutes ces splendeurs, George comprendrait les avantages attachés à la possession d'un grand domaine. Ils l'entourèrent d'affection. Tout le monde buvait ses paroles. Devant tant de sollicitude, se disaient-ils, comment aurait-il le courage de leur faire de la peine? A les entendre, c'était une affaire réglée; il ne retournerait pas en Allemagne et l'on faisait déjà des projets d'avenir. George ne parlait pas beaucoup. Il avait l'air content. Il n'ouvrait jamais un piano. La paix descendait sur la maison. Mais un jour, à déjeuner, à propos d'une garden-party où ils étaient tous invités pour la semaine suivante, George déclara d'un ton dégagé :

— Ne comptez pas sur moi. Je ne serai plus là.

— Oh! George, comment cela? — demanda sa mère.

— Mon travail me rappelle. Je pars pour Munich lundi.

Il y eut un grand froid. Chacun cherchait quelque chose à dire, mais dans la crainte d'un mot malheureux, personne n'ouvrit la bouche. Le déjeuner se termina dans le silence. Puis George alla dans le jardin et les autres, la vieille Lady Bland et Ferdy, Muriel et Sir Adolphus se réfugièrent au fumoir. On tint un conseil de famille. Muriel sanglota, Freddy se mit en colère. Bientôt, du salon, parvinrent les harmonies d'un nocturne de Chopin. C'était George. On eût dit qu'une fois sa décision annoncée, il retournait, soulagé et plus fort, à l'instrument cher à son cœur. Freddy bondit.

— Arrêtez ce bruit, — cria-t-il. — J'interdis qu'il joue du piano chez moi.

Muriel sonna un domestique.

— Dites, s'il vous plaît, à M. George que madame la baronne a très mal à la tête et le prie de ne pas jouer.

Ferdy, l'homme du monde, fut prié de parler à George et autorisé à lui faire certaines promesses s'il renonçait à son piano. Au cas où la diplomatie ne le tenterait plus, son père n'insisterait pas, mais s'il voulait se présenter au Parlement, sir Adolphus était prêt à faire les frais de la campagne électorale, à lui louer un appartement à Londres et à lui servir une rente annuelle de cinq mille livres. Une offre assez tentante, vraiment. J'ignore ce que Ferdy dit à son neveu. Sans doute lui brossa-t-il un tableau très séduisant de la vie qu'un jeune homme peut mener à Londres avec de pareilles ressources. Rien n'y fit. Tout ce que George demandait, c'était cinq livres par semaine pour continuer ses études, et la paix. Ses grandeurs futures le laissaient indifférent. Il ne voulait pas de chasses à courre. Il ne voulait pas de battues. Il ne voulait pas de siège au Parlement. Il ne voulait être ni millionnaire, ni baronnet, ni pair d'Angleterre. Ferdy le quitta exaspéré, vaincu.

Ce soir-là, après le dîner, il y eut une scène effroyable. Freddy n'admettait pas qu'on le bravât : il ne mâcha pas ses mots à George et se montra très brutal. Les femmes qui essayaient de le calmer furent invitées avec rudesse à se taire. Pour la première fois, peut-être, il refusa d'écouter sa mère. George s'entêtait : son parti était pris et s'il ne convenait pas à son père, tant pis! Freddy lui défendit formellement de retourner en Allemagne.

— J'ai vingt et un ans, — répondit-il. — Je puis aller où bon me semble.

Freddy jura de lui couper les vivres.

— Entendu, je gagnerai ma vie.

— Toi! Un propre à rien de ton espèce. Que veux-tu faire pour gagner ta vie?

— Je vendrai des vieux habits, — ricana l'héritier.

Ils furent suffoqués. Muriel, dans sa stupeur, laissa échapper :

— Comme un Juif?

— Eh! bien, ne suis-je pas un Juif? Et vous, n'êtes-vous

pas une Juive et papa, un Juif? Nous sommes tous Juifs et nul ne l'ignore. Pourquoi diable renier nos origines?

Alors, il arriva quelque chose d'affreux. Freddy fondit en larmes. Cela ne ressemblait guère, je le crains à sir Adolphus Bland, membre du Parlement, ni au vieux gentilhomme anglais qu'il désirait être, mais plutôt à quelque Adolphe Bleikogel pleurnichant devant l'écroulement de ses rêves pour un fils adoré. Il ahanait comme un bûcheron, s'arrachait la barbe, se frappait la poitrine et se balançait d'avant en arrière. Pour finir, ils se mirent tous à larmoyer, la vieille Lady Bland et Muriel et Ferdy qui reniflait et se mouchait en se tamponnant les yeux. George aussi pleurait. Certes, c'était une scène très pénible, mais pour un Anglais pur sang, elle eût été surtout ridicule. Personne n'essayait de consoler les autres. Ils ne faisaient que pleurer et pleurer encore.

Mais la situation n'en fut pas éclaircie. George demeurait inébranlable. Son père ne lui adressait plus la parole. Il y eut encore des éclats. Muriel cherchait à attendrir son fils. Sourd à ses lamentations, il semblait indifférent à tout, même au danger de faire mourir son père de chagrin.

Ferdy, alors l'entreprit. Il fit appel au sportsman et à l'homme du monde; George répondit par des plaisanteries et des allusions blessantes pour son oncle. La vieille grand'-mère, avec son accent guttural d'Allemande et son gros bon sens, essaya de lui faire entendre raison, mais il ne l'écouta pas plus que les autres. Ce fut elle, cependant, qui trouva enfin une solution. Pourquoi renoncerait-il, lui dit-elle, à tous les avantages de la fortune et de la naissance avant de savoir si son talent justifiait ce sacrifice? Il croyait en avoir, mais s'il se trompait par hasard? Si c'était pour devenir un pianiste de second ordre, le jeu n'en valait pas la chandelle. Mais le génie justifie tout. S'il avait du génie, sa famille s'inclinerait.

— Vous ne pouvez pas me demander de faire dès maintenant preuve de génie, — dit George. — Il faudra que je travaille pendant des années.

— Et tu t'en crois capable?

— C'est mon seul désir. Je bûcherai comme un nègre. Je veux courir ma chance.

Voici ce qu'elle proposa. Le père s'obstinait à couper les

vivres à son fils. On ne pouvait pourtant pas laisser ce petit mourir de faim. Il avait parlé de cinq livres par semaine. Eh bien, elle était prête à les lui donner. Il retournerait en Allemagne et étudierait pendant deux ans. Au bout de ce temps, il reviendrait et sa famille le ferait entendre par une personne compétente. Si elle voyait en lui l'étoffe d'un grand pianiste, on lui permettrait de suivre sa vocation. On lui offrirait toutes les facilités et même des appuis. Mais si ses dispositions étaient jugées insuffisantes, il devrait renoncer loyalement et réaliser en tous points les désirs de son père. George n'en croyait pas ses oreilles.

— Parlez-vous sérieusement, grand'mère?

— Très sérieusement.

— Et Papa va-t-il accepter?

— Je m'arrangerai pour qu'il accepte.

George la saisit dans ses bras et l'embrassa avec fougue sur les deux joues.

— Grand'mère chérie!

— Ah! mais ta promesse?

Il lui donna sa parole d'honneur de respecter la convention. Deux jours plus tard, il retournait en Allemagne. Si son père se résigna — et pouvait-il faire autrement? — il ne se réconcilia pourtant pas avec lui et refusa de lui dire au revoir. Rien, je suppose, ne pouvait être plus pénible à sir Adolphus.

***

George avait stipulé que, pendant ses deux ans d'études, sa famille le laisserait tranquille. Aussi quand Muriel apprit, quelques mois avant le retour de son fils, que je devais traverser Munich en me rendant à Vienne où m'appelaient des affaires, elle me demanda d'aller le voir. Elle me donna son adresse et j'écrivis à George. Je m'arrêterais un jour à Munich et je le priais de déjeuner avec moi. La réponse m'attendait à l'hôtel. Il travaillait toute la journée et n'avait jamais le temps de déjeuner en ville, mais, si je voulais le prendre à son atelier vers six heures, il serait très heureux de m'en faire les honneurs et, au cas où je n'aurais rien de mieux, de passer la soirée avec moi. Un peu après six heures, je me rendis

chez lui. Il habitait au second étage dans une grande caserne, et, à travers sa porte, j'entendis le son d'un piano. Ce fut lui qui vint ouvrir. J'eus peine à le reconnaître. Il avait beaucoup grossi. Ses cheveux très longs frisaient autour de sa tête dans un désordre pittoresque et il ne s'était certainement pas rasé depuis trois jours. Il portait un pantalon crasseux, une chemise de tennis et des espadrilles. Un liséré noir bordait ses ongles. Où était le jeune dandy que j'avais quitté? Ferdy eût été suffoqué de le voir en cet état. L'atelier était vaste et misérablement meublé. Sur les murs, trois ou quatre tableaux sans cadre, de pur style cubiste; quelques fauteuils qui auraient eu grand besoin d'être recouverts, un piano à queue. Les livres s'entassaient pêle-mêle avec des journaux et des revues artistiques. Quel désordre et quelle saleté! On sentait des relents de vieille bière et de tabac refroidi.

— C'est ici que vous logez? — demandai-je.

— Oui. Une femme vient deux fois par semaine pour le ménage. Mais je prépare moi-même mon petit déjeuner et mon déjeuner.

— Vous savez donc faire la cuisine?

— Oh! à midi, je ne prends que du pain et du fromage avec une bouteille de bière. Je dîne dans une « Bier Stube ».

Sa joie de me retrouver me fit plaisir. Il paraissait d'excellente humeur et très heureux. Il demanda des nouvelles de sa famille et nous parlâmes un peu de tout. Il prenait deux leçons par semaine et le reste du temps, il travaillait dix heures par jour.

— Cela vous change, — dis-je.

Il rit.

— Papa prétend que je suis né flemmard. Ce n'est pas vrai. Mais pourquoi me serai-je cassé la tête pour des choses qui m'assommaient?

Je lui demandai s'il faisait des progrès. Il paraissait satisfait. Je voulus le conduire au piano.

— Oh! pas maintenant. Je suis éreinté, j'ai trimé toute la journée. Allons dîner et puis nous reviendrons et je vous jouerai quelque chose. Je vais toujours au même endroit. J'y connais plusieurs étudiants et c'est assez drôle, vous verrez!

Il mit des chaussettes et des souliers et enfila un très vieux veston de golf. Nous suivîmes ensemble les larges rues paisibles. Le froid était vif. George marchait d'un pas léger. Il jeta autour de lui un regard ravi.

— J'adore Munich, — dit-il. — C'est la seule ville du monde où il y a de l'art jusque dans l'air qu'on respire. En somme, l'art est la seule chose qui compte, ne trouvez-vous pas? L'idée de retourner à la maison me fait horreur.

— Vous y serez pourtant obligé, j'en ai peur.

— Je sais. Mais je préfère ne pas penser à cela.

— A ce moment-là, vous ferez aussi bien de passer chez le coiffeur. Permettez-moi de vous le dire, vous avez l'air presque trop artiste pour les besoins de la cause.

— Quels Philistins vous faites, vous autres Anglais!

Il m'emmena dans une rue latérale à un assez grand restaurant, meublé avec la lourdeur du style gothique allemand, et déjà encombré, malgré l'heure, par des gens en train de dîner. Une table couverte d'une nappe rouge, bien à l'abri de l'air, était réservée pour George et ses amis. A notre arrivée, quatre ou cinq jeunes gens se levèrent. Un Polonais qui travaillait les langues orientales, un étudiant en philosophie, un peintre sans doute l'auteur des tableaux cubistes de George — un Suédois et un jeune homme qui se présenta à moi en faisant claquer ses talons : « Hans Reiting, Dichter », ce qui veut dire : « Hans Reiting, poète ». Le plus âgé n'avait pas plus de vingt-deux ans. Je me sentais vaguement déplacé au milieu d'eux. Tous, ils tutoyaient George et je remarquai qu'il parlait l'allemand avec beaucoup d'aisance. Moi, je manquais de pratique et je ne pouvais pas me mêler, comme je l'aurais voulu, à leur joyeuse conversation. Pourtant je m'amusais. Ils ne mangeaient guère, mais ils buvaient d'autant plus. La chope à la main, ils parlaient art et littérature, éthique, femmes. Très révolutionnaires, ils prenaient, malgré leur gaieté, les choses fort au sérieux et affichaient leur mépris des pontifes. Mais ils s'accordaient pour reconnaître que dans ce monde à l'envers, la vulgarité seule assure le succès. Ils discutaient des points de technique avec animation, se contredisaient, criaient, lâchaient des gros mots.

Vers onze heures, George et moi, nous retournâmes à pied

à son atelier. Munich est une ville où l'on fait la fête avec mesure et, sauf la Marienplatz, les rues se vidaient déjà. En entrant chez lui, il ôta son chapeau et dit :

— A présent, je vais jouer pour vous.

Je m'assis sur un des fauteuils délabrés, un ressort cassé me piquait une fesse, mais je m'installai le mieux que je pus. George joua du Chopin. Je connais très peu la musique, et c'est une des raisons pour lesquelles j'ai hésité à relater cette histoire. Quand je vais à un concert au Queen's Hall et que pendant les entr'actes, je lis le programme, c'est pour moi du chinois. J'ignore tout de l'harmonie et du contrepoint. Jamais je n'oublierai mon humiliation, un jour, à Munich, où, venu pour un festival wagnérien, j'assistai à une représentation merveilleuse de *Tristan* sans en entendre une note. Dès les premières mesures je fus transporté et je commençai à penser à une pièce que j'écrivais; mes personnages s'éveillèrent et j'entendis leurs longues conversations. Je souffrais avec eux. Je partageais leur joie. Les années coulaient avec leur cortège d'événements; le printemps me ramenait son ravissement; l'hiver, je grelottais, les dents longues; j'aimais, je haïssais, je mourais. Sans doute y eut-il des entr'actes, pendant lesquels j'arpentais le jardin en mangeant des « schinken brödchen » et en buvant de la bière, mais je n'en ai gardé aucun souvenir. Au moment où le rideau tomba pour la dernière fois, je m'éveillai en sursaut. J'avais passé des heures incomparables, mais être venu de si loin et avoir dépensé tant d'argent pour me montrer à ce point incapable d'attention!

Je connaissais la plupart des morceaux de George. On les entend souvent au concert. Il joua avec fougue. Puis il attaqua l'*Appassionata*. Je la jouais moi-même au temps de ma lointaine jeunesse et je me la rappelle encore note par note. Certes, c'est un chef-d'œuvre immortel, mais, à près de minuit, il me laissa froid. Comme le *Paradis perdu*, c'est splendide, mais indigeste. Cette sonate aussi, George la joua avec vigueur. La sueur coulait sur son visage. Quelque chose me choquait dans son jeu, mais quoi? Je m'aperçus tout à coup que les deux mains n'attaquaient pas en même temps et qu'il y avait toujours un léger battement entre la gauche et la droite. Mais je le répète, je n'y connais rien.

Ce qui me déconcertait pouvait être l'effet des nombreuses bouteilles de bière qu'il avait bues ce soir-là, ou de mon imagination. Je le couvris de compliments.

— Oh! il faut que je travaille encore beaucoup. Je ne suis qu'un débutant, mais j'arriverai. J'ai ça dans le sang. Encore dix ans, et je serai un pianiste, un vrai.

A bout de force, il quitta le piano. Je me levai pour partir, mais il me retint et déboucha deux bouteilles de bière. Il voulait causer.

— Êtes-vous heureux ici? — demandai-je.

— Très, — répondit-il avec gravité. — Je voudrais y passer ma vie. Jamais je ne me suis autant plu ailleurs. Ce soir, par exemple, n'était-ce pas épatant?

— Très gai. Mais on ne peut pas mener toujours la vie d'étudiant. Vos amis vieilliront et s'en iront.

— Il en viendra d'autres. Ici il y aura toujours des étudiants.

— Oui, mais vous aussi, vous vieillirez. Il n'y a rien de plus lamentable que l'homme mûr qui se croit toujours au temps où il préparait des examens. Le vieux qui veut être un jeune avec les jeunes et cherche à se persuader qu'ils l'acceptent comme un des leurs, comme il est ridicule!

— Je me sens tellement chez moi ici! Mon pauvre père voudrait que je sois un gentleman anglais. Cette idée me donne la chair de poule. Je ne suis pas un sportsman. Je me fiche de la chasse et du cricket. Je jouais la comédie.

— Alors, avec beaucoup de naturel.

— C'est seulement à Munich que je l'ai compris. J'adorais Eton, et Oxford a été une belle rigolade; pourtant, je ne m'y sentais pas à l'aise. Je conservais la façade, parce que j'ai la faculté d'adaptation dans le sang, mais quelque chose en moi n'était pas satisfait. L'hôtel de Grosvenor Square nous appartient et papa a payé Tilby cent quatre vingt mille livres. Je ne sais pas si vous me comprendrez : j'ai l'impression que ce sont des maisons meublées que nous louons pour la saison et qu'un de ces jours, les véritables propriétaires reviendront et que nous n'aurons qu'à faire nos paquets.

Je l'écoutais avec attention. Décrivait-il vraiment ce qu'il avait confusément éprouvé ou, dans ses nouvelles conditions de vie, s'imaginait-il l'avoir éprouvé?

— J'avais horreur des histoires juives de l'oncle Ferdy. Je trouvais ça dégoûtant. A présent, je comprends : c'était sa soupape de sûreté. Mon Dieu, quelle tension pour faire continuellement figure d'homme du monde! Pour papa, c'est facile, il joue le vieux seigneur anglais à Tilby, mais à la Cité, il se laisse aller. Il a raison. J'ai jeté mon masque et mon déguisement et enfin moi aussi je suis moi-même, Quel soulagement! Vous savez, je n'aime pas les Anglais. Avec vous autres, je ne sais jamais au juste sur quel pied danser. Vous êtes si conventionnels, si ternes. Vous ignorez l'abandon et ce que vous êtes froussards! Cette phobie perpétuelle de la gaffe!

— N'oubliez pas que vous êtes Anglais vous-même, George, — murmurai-je.

Il se mit à rire.

— Anglais? Moi? Jamais de la vie. Je n'ai pas une goutte de sang anglais dans les veines. Je suis Juif, vous le savez bien, et Juif allemand par-dessus le marché. Et puis, je ne veux pas être Anglais. Je veux être Juif. Mes amis sont Juifs. Vous ne vous doutez pas à quel point je me sens dans mon élément avec eux. Je peux suivre ma nature. A la maison, nous faisions tout pour fuir les Juifs. Parce qu'elle est blonde, maman s'imagine qu'elle peut se faire passer pour chrétienne. Quelle illusion! Je m'amuse beaucoup, figurez-vous, dans le ghetto à observer les gens. Une fois, je suis allé à Francfort — là, il y a des masses de Juifs — et je me suis promené au milieu des vieux pouilleux aux nez crochus et des matrones avec leurs faux chignons. Que je me sentais de sympathie pour eux! Je leur appartenais, j'aurais pu les embrasser. Quand ils me regardaient, je me demandais s'ils me reconnaissaient pour un des leurs. Comme je voudrais savoir le yiddish! Je voudrais me lier avec eux, entrer dans leurs maisons, manger kosher, vivre leur vie. J'avais envie d'aller à la synagogue, mais j'ai eu peur de ne pas savoir m'y comporter et de me faire expulser. J'aime l'odeur du ghetto et son grouillement, son mystère et son romanesque sous la poussière et la crasse. A présent, j'en ai pour toujours la nostalgie. C'est la seule chose vraie. Tout le reste n'est que comédie.

— Vous briserez le cœur de votre père.

— Ce sera le sien ou le mien. Pourquoi ne me laisse-t-il pas tranquille? Il a Harry. Harry adorerait être seigneur de Tilby. Je le vois très bien en gentleman anglais. Le rêve de maman est de me faire épouser une chrétienne. Harry, lui, ne demanderait que ça. Il serait comme un poisson dans l'eau au sein d'une bonne vieille famille anglaise. Après tout, qu'est-ce que je demande? Je veux cinq livres par semaine, et ils pourront garder le titre, le parc, les Gainsborough et tout le bazar.

— N'empêche que vous avez donné votre parole d'honneur de revenir au bout de deux ans.

— Je compte bien la tenir, — dit-il d'un air sombre. — Léa Makart a promis de venir m'entendre.

— Et si elle trouve que vous n'avez pas de talent?

— Je me tuerai, voilà tout, — fit-il gaiement.

— Cette blague! — répondis-je sur le même ton.

— Et vous, est-ce que vous vous sentez chez vous en Angleterre?

— Non, mais je ne me sens chez moi nulle part.

Ceci naturellement, ne l'intéressait guère.

— Ce retour me met hors de moi. A présent que je sais ce que la vie peut offrir, je ne voudrais pour rien au monde être un gentilhomme campagnard anglais. Quel programme, mon Dieu!

— La fortune a ses avantages et vous ne me ferez pas croire qu'un pair d'Angleterre soit tellement à plaindre.

— L'argent, je m'en moque. Rien de ce qu'il procure ne m'intéresse et je ne suis pas snob.

Il se faisait tard et je devais me lever de très bonne heure le lendemain. Je n'attachais pas grande importance aux propos de George. C'étaient les divagations d'un jeune homme lancé brusquement au milieu des rimailleurs et des rapins. L'art est un vin capiteux et il faut une tête solide pour le supporter. La flamme divine est plus féconde chez ceux dont le bon sens tempère l'emportement. George n'avait pas encore vingt-trois ans. Le temps est un grand maître. Et, après tout, son avenir ne me regardait pas. Je lui souhaitai une bonne nuit et retournai à mon hôtel. Les étoiles brillaient dans le ciel indifférent. Le lendemain matin, je quittai Munich.

***

A mon retour, je ne rapportai pas à Muriel les confidences de George, ni mes impressions sur lui; je me bornai à l'assurer qu'il était heureux et en bonne santé, qu'il travaillait beaucoup et paraissait mener une vie sobre et réglée. Six mois plus tard, il arriva. Muriel m'invita à passer le week-end à Tilby, Ferdy devait amener Léa Makart pour entendre George et il tenait beaucoup à ma présence. J'acceptai. Muriel vint me chercher à la gare.

— Comment avez-vous trouvé George? — demandai-je.

— Trop gros, mais d'excellente humeur. Je le crois bien content de se retrouver ici. Il a été très gentil avec son père.

— J'en suis ravi.

— Oh! mon cher, pourvu que Léa Makart le décourage! quel soulagement pour nous tous!

— Mais pour lui, je le crains, une grande déception.

— La vie est pleine de déceptions, — dit Muriel d'un ton amer, — mais on apprend à les supporter.

Je la regardai avec un sourire amusé. Nous roulions dans une Rolls et il y avait un valet de pied à côté du chauffeur. Muriel portait un collier de perles qui devait valoir dans les quarante mille livres. Je me souvins qu'au dernier anniversaire du Roi, sir Adolphus Bland n'avait pas été l'un des trois messieurs à qui Sa Gracieuse Majesté avait jugé bon de conférer la pairie.

Léa Makart ne pourrait faire qu'une visite rapide. Elle devait jouer le même soir à Brighton et viendrait en automobile déjeuner à Tilby le dimanche. Puis elle retournerait à Londres, car elle avait un concert à Manchester le lundi. Elle entendrait George l'après-midi.

— Il travaille avec acharnement, — me dit sa mère. — C'est pourquoi il n'est pas venu avec moi à votre rencontre.

Nous arrivions à la grille du parc. Une majestueuse avenue d'ormeaux montait vers le château. J'étais le seul invité.

J'avais toujours été curieux de connaître la douairière, Lady Bland. J'imaginais une vieille, vieille Juive très typique, qui, du fond de son bel hôtel de Portland Place, fourrait son nez partout et menait sa famille à la baguette. Je ne m'étais pas trompé. C'était une femme imposante, assez grande,

forte sans être grosse, au profil nettement hébraïque. Une moustache fournie soulignait sa lèvre et elle portait une perruque acajou avec des reflets métalliques très particuliers. Elle était vêtue d'une somptueuse robe de brocart noir. Une barrette en gros diamants étincelait sur sa poitrine. Au cou un collier de diamants. Des diamants encore à ses mains flétries. Elle parlait d'une voix assez rauque avec un fort accent allemand. Quand je lui fus présenté, elle fixa sur moi ses yeux vifs. Elle me jugea tout de suite et ne fit aucun effort pour me cacher que je ne lui plaisais pas.

— Vous connaissez mon frère Ferdinand depuis des années, n'est-ce pas? — dit-elle en roulant des r gutturaux. — Ferdinand est toujours sorti dans la meilleure société. Où est Sir Adolphus, Muriel? Lui a-t-on dit que votre ami était là? Et George? S'il ne sait pas ses morceaux à présent, il ne les saura pas demain.

Muriel expliqua que Freddy finissait une partie de golf avec son secrétaire et qu'elle avait fait prévenir George. La douairière parut peu satisfaite de ces réponses et se tourna vers moi.

— Ma belle-fille me dit que vous avez été en Italie?

— Oui, madame, j'en reviens.

— C'est un beau pays. Comment va le roi?

Je dis que je n'en savais rien.

— Je l'ai connu enfant. Alors, il n'était pas très solide. Sa mère, la reine Marguerite, était une de mes grandes amies. On croyait qu'il ne se marierait jamais. La duchesse d'Aoste a été furieuse quand il s'est toqué de cette petite Monténégro.

Elle paraissait appartenir à une époque déjà lointaine, mais elle était très alerte et ses yeux en boule ne laissaient rien échapper. Freddy, très élégant en tenue de golf, entra bientôt. C'était amusant et même touchant de voir cet homme à barbe grise, habituellement très autoritaire, se faire si petit garçon devant sa vieille mère. Enfin, George nous rejoignit. Il avait encore engraissé, mais il avait suivi mon conseil et fait couper ses cheveux. Il perdait son air de gamin et prenait une carrure puissante. Sa joie devant son thé faisait plaisir. Son père le regardait avec un sourire attendri et l'attachement qu'ils semblaient tous avoir pour lui me paraissait tout

naturel. Son air de générosité, sa franchise, sa cordialité lui gagnaient les cœurs. Était-ce sur le conseil de sa grand'-mère ou par pure gentillesse qu'il se mettait ainsi en frais pour son père? Aux yeux émus de Freddy, à la façon dont il buvait les paroles de son fils, à son expression fière et heureuse, on sentait combien cette séparation de deux ans lui avait pesé. Il adorait George.

***

Le matin, nous jouâmes au golf à trois, car Muriel allait à la messe, et, à une heure, Ferdy arriva dans la voiture de Léa Makart. On servit le déjeuner. La réputation de Léa Makart m'était bien connue. Elle passait pour la plus grande pianiste d'Europe. Ferdy, un de ses vieux admirateurs, l'avait beaucoup soutenue dans ses débuts et c'était sur sa demande qu'elle venait juger les dispositions de George. A une certaine époque, je ne manquais pas une occasion d'aller l'entendre. Elle jouait comme l'oiseau chante, sans effort apparent, très naturellement, et les notes cristallines naissaient sous ses doigts légers avec une saisissante spontanéité. Tout semblait improvisé, jusqu'aux harmonies, aux rythmes les plus compliqués. On me parlait de son merveilleux mécanisme. Je me demandais toujours jusqu'à quel point le charme de son jeu ne tenait pas au charme de sa personne. C'était alors la plus éthérée des créatures. Comment cette sylphide pouvait-elle avoir tant de puissance? Mince, pâle, les yeux très grands, les cheveux noirs et magnifiques, elle jouait avec la fougue d'une irrésistible jeunesse. Sa beauté était immatérielle et au piano, un sourire errant sur ses lèvres mi-closes, elle paraissait se souvenir de choses entendues dans un autre monde. Aujourd'hui, à quarante ans passés, elle ne ressemblait plus du tout à une sylphide. Forte, les traits empâtés, elle avait pris l'autorité que donne une longue suite de triomphes. Elle était rompue aux affaires, mais elle rayonnait de vie intense comme rayonne de sainteté le front d'un prophète. Au fond, rien ne la touchait qu'elle-même; comme elle avait de l'esprit et l'usage du monde, elle soignait ses intérêts sans paraître s'en soucier. Elle soutenait la

conversation et ne l'accaparait pas. George parlait peu. De temps en temps, elle lui jetait un coup d'œil, pourtant elle ne cherchait pas à l'attirer. J'étais le seul chrétien. Tous, sauf la vieille Lady Bland, parlaient parfaitement l'anglais, mais avec un accent particulier. Je crois qu'ils insistaient plus que nous sur les voyelles.

Comme Léa Makart comptait partir pour Londres vers six heures, il était entendu que George jouerait à quatre heures. Quel que fût le résultat de l'audition, après le départ de l'artiste, je serais de trop dans ce cercle familial. Aussi, sous prétexte d'un rendez-vous en ville, le lendemain matin, demandai-je à Léa Makart de me ramener.

Un peu avant quatre heures, nous nous dirigeâmes vers le salon. La vieille Lady Bland s'assit sur le divan avec Ferdy; Freddy, Muriel et moi, nous prîmes des fauteuils et l'artiste se plaça à l'écart. D'instinct, elle choisit une chaise à dossier haut et droit qui avait l'air d'un trône et dans sa robe jaune, avec son teint bistré, elle parut soudain très belle. Ses yeux immenses semblaient de braise. Dans son visage fardé saignait sa bouche écarlate.

George était absolument calme. Quand j'entrai avec son père et sa mère, il était déjà au piano et nous regarda nous asseoir. Il m'adressa un petit sourire. Dès qu'il nous vit bien installés, il commença. Il joua du Chopin. Deux valses qui m'étaient familières, une polonaise et une étude. Il les exécuta avec brio. Je voudrais être assez musicien pour pouvoir donner une idée exacte de son jeu. Il avait de la puissance et de l'impétuosité, mais il lui manquait ce qui est pour moi le charme unique de Chopin, la tendresse, la mélancolie morbide, la grâce rêveuse et ce romanesque un peu suranné qui me fait toujours songer à l'un de ces albums de souvenirs à la mode lors de la jeunesse de la reine Victoria. Et cette fois encore, j'avais la sensation vague, presque imperceptible, que les deux mains n'attaquaient pas en même temps. Je surpris un regard étonné de Ferdy à sa sœur. D'abord les yeux de Muriel ne quittaient pas son fils, mais bientôt elle les abaissa et, jusqu'à la fin, les tint fixés sur le sol. L'air grave, son père l'observait aussi. Peu à peu, je le vis pâlir et son visage exprima quelque chose comme du désespoir. Ils avaient

tous la musique dans le sang, ils avaient entendu les plus grands pianistes du monde et jugeaient avec une sûreté instinctive. Seule Léa Makart ne trahissait aucune émotion. Immobile comme une statue dans sa niche, elle écoutait avec beaucoup d'attention.

Enfin, il s'arrêta et se tourna vers elle.

— Que voulez-vous que je vous dise? — demanda-t-elle.

Ils se regardaient dans les yeux.

— Je veux que vous me disiez si, avec le temps, je peux espérer devenir un pianiste de premier ordre.

— Non, pas même en mille ans.

Il y eut un silence de mort. Le cœur de Freddy se serra et il regarda le tapis. Sa femme lui prit la main. Mais George continuait à soutenir le regard de Léa Makart.

— Votre oncle m'a expliqué la situation, — reprit-elle enfin. — Ne croyez pas que je me laisse influencer. Tout cela n'a pas grande importance. — D'un geste, elle sembla balayer le magnifique salon avec les belles choses qu'il contenait, et nous tous avec. — Si je sentais en vous l'étoffe d'un artiste, je n'hésiterais pas à vous conseiller de tout abandonner pour l'art. Il n'y a que l'art. Auprès de l'art, fortune, rang, pouvoir pèsent moins qu'un fétu de paille. — Elle nous jeta un regard trop sincère pour être insolent. — Nous sommes les seuls qui comptent. C'est nous qui donnons au monde son vrai sens. Vous n'êtes que nos cobayes.

Elle me fourrait dans le même sac que les autres, mais qu'y faire?

— Évidemment, vous avez beaucoup travaillé. Ne croyez pas que ce soit du temps perdu. Vous aurez toujours du plaisir à jouer et cela vous permettra d'apprécier les qualités des virtuoses comme les profanes ne peuvent le faire. Mais regardez vos mains : ce ne sont pas des mains de pianiste.

J'examinai les mains de George. Je ne les avais jamais remarquées. Leur aspect mou me frappa et aussi les doigts courts et boudinés.

— Vous ne savez pas vous écouter. Vous ne pouvez pas espérer devenir plus qu'un excellent amateur. Or en art, un abîme sépare l'amateur du professionnel.

George ne répondit pas. Seule sa pâleur laissait deviner

qu'il assistait à l'écroulement de tous ses espoirs. Un silence affreux pesait. Soudain les yeux de Léa Makart s'emplirent de larmes.

— Mais ne vous en tenez pas à ma seule appréciation, — dit-elle. — Je ne suis pas infaillible. Demandez à quelqu'un d'autre. Vous savez combien Paderewski est bon et généreux. Je vais lui écrire. Je suis sûre qu'il acceptera de vous entendre.

George réussit à sourire. Il était très bien élevé et, malgré ce qu'il éprouvait, il essayait de ne pas rendre la situation trop pénible.

— Ce n'est pas nécessaire. Je m'en tiens à votre verdict. Pour dire vrai, il n'est pas si différent de celui de mon maître de Munich.

Il quitta le piano et alluma une cigarette. Cela dissipa le malaise. Les autres s'agitèrent un peu sur leurs fauteuils. Léa Makart sourit à George.

Voulez-vous que je joue pour vous? — dit-elle.

— Oui, je vous en prie.

Elle s'assit au piano et ôta les bagues dont ses doigts étaient chargés. Elle joua du Bach. Je ne sais pas le titre des morceaux, mais je reconnus le cérémonial guindé des petites cours allemandes francisées, la prospérité satisfaite des bourgeois économes, les danses villageoises sur le gazon, les sapins sombres qui ressemblent à des arbres de Noël, et le lever du soleil sur la vaste campagne allemande. L'odeur chaude de l'humus flottait. Une sève vigoureuse semblait monter des profondeurs de la terre. Ce jeu diaphane et lumineux faisait penser à la lune épanouie dans un crépuscule d'été. En même temps, j'observais les autres, et je voyais l'effet intense que cette expérience produisait sur eux. Ils étaient transportés. Pourquoi, hélas! la musique ne me donnait-elle pas cette extase merveilleuse? Léa Makart s'arrêta, un sourire courut sur ses lèvres et elle remit ses bagues. George eut un petit rire.

— Cela tranche la question, — dit-il.

Les domestiques apportèrent le thé, et après le goûter, Léa Makart et moi, nous partîmes pour Londres. Elle parla pendant tout le trajet, sinon avec esprit, du moins avec une rare intelligence; elle me raconta son enfance à Manchester, et les luttes de ses débuts. Elle était très intéressante. Pas un

mot de George. Pour elle, l'épisode ne présentait pas d'intérêt et elle n'y pensait déjà plus.

Nous étions loin de soupçonner ce qui se passait à Tilby. Après notre départ, George sortit sur la terrasse où bientôt son père le rejoignit. Freddy, le gagnant de la journée, n'était pourtant pas heureux. Avec sa sensibilité plus que féminine, il sentait tout ce que George éprouvait et son angoisse lui déchirait le cœur. Jamais il ne l'avait plus aimé. George l'accueillit avec un petit sourire. La voix de Freddy se brisa. Une émotion poignante le décida soudain à renoncer aux fruits de sa victoire.

— Écoute, mon petit George, — dit il, — je ne peux pas supporter l'idée que tu as du chagrin. Veux-tu retourner encore un an à Munich et alors nous déciderons?

George hocha la tête.

— Non, ça ne servirait à rien. J'ai couru ma chance. N'en parlons plus.

— Ne te frappe pas trop.

— Voyez-vous, la seule chose au monde que je désire, c'est d'être pianiste. Et il n'y a rien à faire. C'est un peu dur tout de même.

George eut le courage de trouver encore un pâle sourire.

— Veux-tu faire le tour du monde? Tu emmènerais un de tes camarades d'Oxford et je paierai tout. Pendant ces deux ans, tu as fourni un gros effort.

— Je vous remercie beaucoup, papa, nous en reparlerons. A présent je vais me promener.

— Veux-tu que je t'accompagne?

— Je préfère être seul.

Alors George fit une chose singulière. Il se jeta au cou de son père et l'embrassa. Puis il s'éloigna, cachant son émotion sous un petit rire. Freddy retourna au salon. Il y trouva sa mère, Ferdy et Muriel.

— Freddy, pourquoi ne maries-tu pas ce petit? — dit la vieille dame. Il a vingt-trois ans. Cela lui changera les idées et quand il aura femme et enfants, il prendra son parti de vivre comme tout le monde.

— Qui voulez-vous qu'il épouse, maman? — demanda sir Adolphus.

— Ce n'est pas difficile. Lady Frielinghausen est venue me voir l'autre jour avec sa fille Violette. C'est une enfant charmante et qui aura de l'argent. Lady Frielinghausen m'a donné à entendre que sir Jacob se montrerait très généreux, si un bon parti se présentait pour Violette.

Muriel rougit.

— Je déteste Lady Frielinghausen. George est beaucoup trop jeune pour se marier. Il pourra épouser qui il voudra.

La vieille Lady Bland jeta à sa bru un regard bizarre.

— Vous êtes stupide, Myriam, — dit-elle en lui donnant le nom rejeté depuis si longtemps. — Tant que je serai là, je ne tolérerai pas de sottise.

Elle savait aussi clairement que si Muriel l'avait exprimé, son désir de voir George épouser une chrétienne, mais elle savait aussi que, tant qu'elle vivrait, ni Freddy, ni sa femme n'oseraient le proposer.

George n'alla pas se promener. Est-ce l'ouverture prochaine de la chasse qui lui donna l'idée d'entrer à la salle des armes? Toujours est-il qu'il se mit à nettoyer le fusil que sa mère lui avait donné pour ses vingt ans. Personne ne s'en était servi depuis son départ pour l'Allemagne.

Soudain les domestiques entendirent une détonation. Quand ils entrèrent, George gisait sur le sol, le cœur troué d'une balle. L'arme était chargée et en la manipulant, il s'était tué. On lit souvent dans les journaux le récit de pareils accidents.

W. SOMERSET MAUGHAM

Texte français de madame E.-R. BLANCHET.

TUFFIER

Un vieil hôpital de Paris, l'hôpital Beaujon. Quelques infirmières pauvrement vêtues travaillent et causent dans une sorte de salle de pansements. On me couvre d'une longue blouse et d'une calotte blanche. Une porte s'ouvre. De la chaleur humide jaillit. Une salle silencieuse et pleine de monde. Du plafond tombe une grande lumière Des hommes, debout, serrés les uns contre les autres, ou superposés en plusieurs rangs sur une sorte d'estrade. Ils paraissent absorbés dans la contemplation d'un spectacle qui se passe au centre de la salle et que je distingue mal. Ce sont des étudiants et de jeunes médecins venus de tous les pays d'Europe, d'Amérique et d'Asie, autant que des provinces françaises. Aussi des professeurs étrangers, des médecins militaires, d'aristocratiques dames de la Croix-Rouge, des infirmières des hôpitaux de Paris et de pâles infirmiers. Tous recueillis comme des fidèles dans une église. Ils regardent un petit groupe de personnes masquées qui s'agitent lentement autour d'une forme allongée sous des linges stérilisés. Une infirmière remue des instruments dans un plateau. Au centre du groupe, un homme mince dont la tête voilée se penche en avant. C'est Tuffier opérant un malade en présence de ses élèves et de ses disciples. Une dame de la Croix-Rouge, belle comme une statue grecque, me conduit à travers la foule jusqu'à la table d'opérations. Tuffier enlève, je crois, une tumeur de l'estomac. Dans la grande plaie, ses mains, gantées de caoutchouc mince, ondulent, sans saccades ni hésitation, en gestes qui ne se brisent jamais. Quoique se mouvant avec lenteur, elles agissent vite, car elles

ne perdent aucun temps en manœuvres inutiles. Étroites et longues, elles ne possèdent pas tout à fait la miraculeuse dextérité des petites mains à doigts courts de Jaboulay, mais elles ont la même précision. Dans sa façon d'opérer, Tuffier se rapproche de Halsted et de ses élèves, et, en particulier, de Harvey Cushing. Comme eux, il manie les tissus avec une grande douceur, sans jamais les serrer, ni les tirailler. Ses doigts déliés et souples semblent glisser autour des organes. Ils posent ou enlèvent des pinces, placent des ligatures, saisissent un tampon de gaze ou une paire de ciseaux avec une harmonieuse aisance. L'opération se déroule d'un bout à l'autre sans hésitation ni arrêt. Les mains agiles sont dirigées par une ferme pensée. Tuffier sait exactement où il va et ce qu'il veut accomplir, aussi agit-il rapidement et en silence. On entend seulement la respiration du malade, le claquement sec des pinces hémostatiques, le bruit des instruments qu'on prend ou replace dans les plateaux, et quelques ordres brefs. Des ligatures sont placées, des compresses enlevées. Enfin les lèvres de la plaie sont rapprochées et la réparation de la paroi abdominale commence. Nous continuons à regarder les mains qui se meuvent à la surface de la peau, l'aiguille qui s'enfonce dans les tissus, le fil qui s'y accroche, et les différentes couches musculaires qui, peu à peu, se reconstruisent. Une opération de Tuffier a la beauté d'une œuvre d'art. La perfection de la technique vient de celle de l'esprit. C'est pourquoi les grands chirurgiens et les grands artistes ne se créent jamais de successeurs. Ils peuvent enseigner à leurs élèves leurs connaissances et leurs méthodes. Mais ils sont incapables de leur transmettre les qualités de leur cerveau...

L'opération est finie. Des aides appliquent un pansement, entourent le malade de bandages. Tuffier est debout devant un tableau encastré dans le mur de la salle d'opérations. Un morceau de craie à la main, il parle, tout en dessinant des figures anatomiques et des diagrammes. Il est encore ganté et masqué, et couvert de ses vêtements de salle d'opérations. Une haute, souple et alerte figure. La tête est allongée, avec un large front. Les yeux apparaissent durs et profonds au-dessus du masque qui se moule sur la courbure du nez. Leur rayonnement noir semble s'appuyer sur chaque personne de

l'auditoire. Tuffier parle de façon simple, avec une extrême clarté. Il est impossible de ne pas comprendre. Il est tellement pris lui-même par son sujet qu'il communique à chacun sa conviction. Il est un professeur dans le vrai sens de ce mot. En suivant le déroulement de sa pensée, on saisit la raison de la beauté de sa technique. La précision, la simplicité et la force de son geste, comme celles de son langage, viennent de l'exceptionnelle clarté de ses conceptions. La modeste division chirurgicale de Beaujon, les salles de malades un peu vétustes, les élèves mal dégrossis, les pauvres infirmières des hôpitaux de Paris, sont transfigurés par l'inspiration qui jaillit d'un cerveau puissant. Cet ensemble médiocre est devenu un centre d'enseignement où l'on vient du monde entier. Des étudiants et des médecins de tous les pays remplissent le vieil hôpital, parce qu'ils y apprennent l'essence de la médecine, c'est-à-dire l'art de soigner et de guérir les malades. Cependant, il n'y a ici ni salles d'opérations luxueuses, ni autoclaves reluisants, ni chambres confortables, ni vastes laboratoires pourvus d'appareils coûteux. Mais il y a un homme. Cet homme est le plus grand chirurgien de Paris et, depuis la mort d'Ollier, le plus grand chirurgien de France.

Chaque matin se passe à opérer, soit à l'hôpital Beaujon, soit à son hôpital particulier, à faire des leçons à ses élèves et à visiter ses salles de malades. Vers le début de l'après-midi, il rentre à sa maison de l'avenue Gabriel. C'est là que, pendant l'été, je viens parfois déjeuner avec lui. Pendant ce moment, la tension perpétuelle dans laquelle il vit se relâche. Une courte période de paix après l'activité dévorante de la matinée. A travers le feuillage des arbres de l'avenue Gabriel, le soleil tombe presque verticalement. Il fait très chaud. Seules, quelques voitures rompent le silence de l'avenue. Au sortir de la lumière éclatante des rues, la maison paraît obscure. Tuffier est aussi reposé et calme que s'il avait employé sa matinée à contempler les tableaux et les gravures de sa collection. Autour de lui, madame Tuffier, son fils, ses filles, parfois quelques amis. C'est une charmante halte au milieu de l'effort violent de chaque jour. Une salle à manger fraîche et sombre. Tuffier est assis au centre d'une vaste table rectangulaire, devant une haute console. Il est vêtu de noir. Sa figure, forte-

ment éclairée du côté droit par la lumière qui tombe du sommet des fenêtres, paraît jaillir du fond obscur. Quelle complexité dans la richesse de son expression ! La force d'un homme de guerre et l'acuité d'un penseur. Ce qui lui donne, à cette face, sa hardiesse et sa lumière, c'est le front qui monte tout droit au-dessus de l'éclat sombre des yeux et le dur dessin de la bouche qui se devine sous la courte moustache. La noirceur des cheveux et la brève barbe un peu grisonnante font paraître blanche la peau brune du visage. Quand il parle, sa figure, qui est, au repos, d'un aspect sévère, se transforme et s'illumine. Il s'exprime d'un ton égal et bas. Ce qui l'intéresse par-dessus tout, c'est la vie, ce sont les êtres humains, le mystère de leurs maladies, et les opérations audacieuses capables de vaincre ces maladies. Son immense capacité de travail lui a permis d'explorer tous les domaines de la chirurgie. L'acquisition des connaissances indispensables à un grand clinicien demande de nombreuses années d'un travail acharné. C'est pour éviter cet effort que la plupart des médecins et des chirurgiens se sont réduits à l'état de spécialistes. Tuffier, lui, ne s'est pas résigné à cette déchéance. On dirait qu'il a tout appris. Les découvertes qui touchent à la physiologie le passionnent. L'être humain n'est pas pour lui une machine composée d'organes indépendants les uns des autres. C'est un tout harmonieux. Quand on s'occupe de l'une de ses parties, il faut toujours songer à l'ensemble de l'organisme. Il nous parle de ce qu'il voudrait accomplir, des opérations qui, un jour, deviendront possibles, de l'immense importance d'étudier les choses de la vie. Le temps passe très vite. Le déjeuner s'achève. Deux heures. Tuffier nous quitte et descend, par un escalier intérieur, à l'étage de sa maison où l'attendent déjà les malades de sa consultation particulière.

Au rez-de-chaussée du côté de l'avenue Gabriel, il y a, le long d'un corridor étroit, plusieurs petits salons où il a placé une partie des trésors de ses collections et qui servent de bureau à sa secrétaire et de salles d'attente à ses malades. A l'extrémité de ce corridor se trouve son cabinet. C'est une pièce de dimensions moyennes, aux boiseries sombres, et tendue d'une étoffe d'un rouge foncé. On a l'impression de se trouver dans le musée privé d'un connaisseur d'art, et nul-

lement dans le cabinet d'un chirurgien. Tuffier est assis près d'une table, devant une fenêtre, que protègent, contre le soleil de juillet, des persiennes à demi-closes. Dans cette ombre lumineuse et la paix de l'été, il cause des choses qui l'intéressent principalement. Il est, avant tout, un chirurgien. La chirurgie le fascine par la difficulté de ses diagnostics, la beauté de ses techniques, la puissance qu'elle lui donne sur les maladies. Comme tous les grands cliniciens, il comprend que les maladies sont des abstractions bonnes à décrire aux élèves pendant un cours, mais que, dans la réalité, on a affaire à des malades. Chaque malade est différent de tous les autres. Ce sont les particularités spécifiques à l'individu que le clinicien doit saisir au cours de la maladie. Il ne faut jamais se laisser guider par des considérations statistiques. La médecine est individuelle. Tuffier comprend aussi, à la suite de Claude Bernard, que, dans les états pathologiques, les lois de la physiologie normale sont encore opérantes. Il est impossible de séparer la pathologie de la physiologie. Il désire expérimenter sur les animaux, ainsi que le fit autrefois Ollier. Toute sa vie, il regrette de ne pas avoir à sa disposition, comme Halsted, un laboratoire de chirurgie expérimentale.

Les opérations ne réussissent que si elles demeurent dans les limites de certaines lois, celles de la réparation spontanée des tissus. L'art des chirurgiens serait vain, si la peau, les os et les organes ne possédaient pas le pouvoir de se guérir eux-mêmes. Nous ne pouvons que les aider dans ce travail en supprimant les facteurs qui l'entravent. Les infections bactériennes sont le principal obstacle à la cicatrisation des plaies, comme nous l'ont montré Lister et Pasteur. Aujourd'hui, on peut manipuler les tissus sans danger de contamination par les microbes. Mais le chirurgien est resté aussi incapable qu'à l'époque pré-listérienne d'activer la consolidation d'une fracture ou la guérison d'une tumeur. On peut, dans une certaine mesure, aider à la régénération d'un organe en lui offrant des matériaux utilisables par lui. Tuffier cherche comment réparer les artères malades, en transplantant dans leur continuité, comme on le fait chez les animaux, des fragments d'artères, de veines, ou d'autres tissus. Quand une cavité trop grande pour se guérir spontanément apparaît au cours d'une

pleurésie purulente ou d'une tuberculose pulmonaire, il greffe à côté d'elle une masse de graisse qui l'oblige à se combler. Il se demande quelles substances pourraient augmenter le pouvoir régénérateur des organes et des tissus. Comment activer la réparation des os. Comment maintenir en présence les extrémités brisées au cours du travail spontané de la consolidation. Pendant plusieurs années, Tuffier essaye de remplacer les ovaires malades par des ovaires sains. Certes, il est chirurgicalement possible de greffer un organe. Mais de quelle façon cet organe est-il reçu par l'organisme, son hôte? Les êtres humains possèdent une individualité très accusée. Ils ne tolèrent que pendant peu de temps un organe appartenant à un autre être humain. Tuffier transplante un grand nombre d'ovaires. Il étudie comment ces greffes, tout en se résorbant lentement, améliorent l'état des malades. Dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, il constate des faits importants, capables de mettre la physiologie sur la voie de découvertes nouvelles. C'est en s'appuyant sur l'observation des malades que doit se développer la médecine expérimentale. Avant d'analyser le mécanisme des phénomènes, il faut appréhender ces phénomènes dans leur richesse et leur multiplicité. Ce sont les lois de l'organisation du corps humain, ces lois que Claude Bernard considérait comme la base de la physiologie, qui intéressent surtout Tuffier. Il sait que ces lois sont également la base de la chirurgie. Quand il est élu président du *Congrès de Chirurgie*, il décide de consacrer son discours à montrer comment la chirurgie doit imiter les procédés de la nature.

Mais ce n'est pas chaque jour qu'il possède la sérénité nécessaire à la considération de ces problèmes. Dans la carrière des plus grands chirurgiens, il y a de sérieuses défaites. Celui qui ose entreprendre, dans un cas désespéré, une opération difficile, s'expose à un désastre. Et, cependant, avoir le courage de risquer sa réputation pour sauver un être humain est le plus haut devoir du chirurgien. Des accidents arrivent. Un malade meurt sur la table d'opérations, ou bien il est emporté par une septicémie. Ou encore une infection latente se réveille après une opération qu'on croyait aseptique. Devant ses élèves, à Beaujon, il demeure aussi impassible qu'une

pierre. Mais il faut le voir, ensuite, seul, chez lui. Le teint verdâtre, incapable de manger, malade. « Il fait, dit-il, le pire métier du monde, un métier qui le tue. De tels moments sont terribles. Nul ne peut résister à des émotions pareilles. » C'est avec passion qu'il est malheureux. Malgré ses succès et sa célébrité, il est resté un être humain.

Pour voir Tuffier déployer toute son habileté clinique, on doit le mettre en présence d'un cas très difficile ayant déjà mis à l'épreuve la sagacité d'autres chirurgiens. Il examine le malade simplement, vite, avec une profonde attention. Puis il fait dans son esprit un inventaire complet des hypothèses possibles. Enfin il s'arrête à une solution dont les événement montrent ensuite la justesse. Sans doute, la sûreté de son diagnostic dépend de facteurs multiples. Analyse nette et complète des faits, pouvoir exceptionnel de concentration, souvenir précis d'un grand nombre de situations cliniques, jugement très sûr, etc. Mais tout cela n'explique pas tout à fait comment, dans certains cas, il saisit la vérité. Il semble jouir de la faculté, que possèdent la plupart des grands hommes, d'appréhender directement ce qui est, sans analyse ni raisonnement. Claude Bernard croyait que l'origine des plus importantes découvertes est une intuition. Le savant devine que, dans telle direction, dans tel endroit, il y a quelque chose à trouver. Dans un domaine bien différent Cardozo constate que les grands magistrats rendent des verdicts justes tout en s'appuyant sur des raisons qui sont fausses. En d'autres termes, il admet qu'on bon juge sait de manière intuitive comment un cas doit être réglé. Tuffier aussi prend certaines décisions par intuition. Je lui demande son avis sur un malade que plusieurs médecins et chirurgiens éminents considèrent comme atteint d'une tumeur cérébrale. Un grand maître de la chirurgie française doit pratiquer une opération de décompression. Tuffier examine de nouveau le patient. Tous les symptômes classiques sont présents. Il s'agit d'une tumeur cérébrale. Cependant, sans donner de raison précise, Tuffier conseille de ne pas opérer, d'attendre. On ne fait donc aucun traitement. Et, chose merveilleuse, au bout de quelques semaines, les symptômes se mettent à rétrocéder et le malade guérit de façon complète. Souvent, quand on discute de l'opportu-

nité d'une opération dans un cas critique et obscur, Tuffier donne une opinion qui n'est basée sur aucun argument. Puis l'évolution de la maladie montre qu'il a raison.

On dirait qu'il porte en lui quelque chose qui rassure ses malades, qui leur inspire confiance. Un jour, il examine devant moi un jeune homme atteint d'une infection extrêmement grave et paraissant hors d'état de comprendre ce qui se passe autour de lui. Plusieurs années après, je rencontre cet homme qui est complètement guéri. Je lui demande s'il s'est aperçu de la première visite de Tuffier. « J'ai eu seulement l'impression, me répondit-il, de la présence d'une force qui m'entourait et me protégeait, de quelqu'un qui s'intéressait beaucoup à moi, et j'ai pensé que tout, désormais, serait bien. »

Ni la distance, ni le temps, ni la fatigue, n'existent pour lui, quand il sait que, par sa science, il peut secourir un être qui souffre. S'il apprend qu'un ami a peut-être besoin de lui, il abandonne tout et il part... En ce moment, au fond d'une province éloignée, derrière les murailles d'une vieille demeure, il y a une grande angoisse. Une maladie étrange, subitement venue. Une enflure énorme. La température descend. Le petit médecin du village hésite. Aucune aide possible. Tout autour, indéfiniment, il n'y a que le désert des champs et des bois. L'anxiété grandit et la nuit approche. Brusquement, dans la cour silencieuse, devant le donjon couvert de lierre et de roses, une voiture freine sur le sable. Tuffier apparaît. Voilà son pas alerte sur les pierres usées de l'escalier de la tour. Déjà il interroge et il examine. Il dit ce qui est, ce qu'il faut faire, et ce qui arrivera. Les ténèbres sont dissipées. En quelques mots il a éclairé et rassuré ceux qui vivent dans ce petit coin du monde. Il a voyagé toute la journée et voyagera toute cette nuit pour être demain matin à Beaujon. Il faut qu'il parte bientôt. Il dîne dans la salle à manger du château fort. Éclairé par les bougies de candélabres d'argent, on le voit se détacher sur la muraille sombre, comme le portrait d'un des chefs féodaux qui habitaient ces lieux. Mais cette figure pourrait être aussi bien celle d'un grand moine mystique et guerrier, d'un seigneur de la Renaissance ou d'un aventurier découvreur de nouveaux mondes. Dans le raffinement de la société moderne, Tuffier a gardé l'énergie primitive des hommes de notre race. C'est

son énorme vitalité qui, activant ses puissances intellectuelles, fait de lui un être tellement supérieur aux autres.

Fin de juillet 1914, Tuffier croit la guerre proche. Nous ne ne sommes pas prêts. Il y aura un nombre immense de morts et de blessés. Les médecins militaires se figurent que les plaies de guerre ne sont pas infectées et qu'un peu de teinture d'iode suffit à leur traitement...

La guerre. Les désastres commencent. Des trains de blessés refluent vers les hôpitaux de l'arrière. Sous la teinture d'iode la gangrène gazeuse se développe aussi facilement que sous les pansements des chirurgiens des armées de Napoléon. Dans le désarroi des hôpitaux improvisés, l'infection des plaies fait d'effroyables ravages. Il est évident qu'on s'est trompé, que les blessés doivent être traités d'une autre manière. Il faut absolument empêcher l'infection. La guerre durera longtemps. Les blessés doivent être mis en état de retourner dans leurs régiments... Tuffier continue à opérer à l'hôpital Beaujon. Mais il va fréquemment aux armées et il observe attentivement ce qui se passe. Jour et nuit, dans la boue et la pluie, il visite les postes de secours, les ambulances et les hôpitaux. Depuis l'Alsace jusqu'à la Belgique, on le rencontre partout. Grâce à ce travail acharné, il acquiert une connaissance profonde des blessures de guerre. Les principes généraux du traitement des blessés s'élaborent peu à peu. Dès le début de 1915, Depage, à La Panne, et Dehelly, à Compiègne, constatent que le simple débridement des plaies est insuffisant. Il faut, en outre, nettoyer exactement leurs parois et enlever avec les ciseaux les parties mortifiées. Ensuite, il devient évident que certains antiseptiques, appliqués dans des conditions bien déterminées, ont le pouvoir de stériliser les tissus de façon complète. Quand la suppuration est tarie et que les microbes ont disparu, les plaies sont fermées par des sutures. De cette façon, les amputations sont évitées et la durée du séjour des blessés dans les ambulances est énormément diminuée. Il est clair également que l'infection d'une plaie est d'autant moins grave que le temps qui sépare la blessure de l'opération est plus court. Si, immédiatement après la blessure, on enlève avec des ciseaux les parois de la plaie elle-même, il est possible, comme le démontre Lemaître,

de refermer cette plaie par des sutures. On évite ainsi toutes les complications, et l'on guérit les blessés en quelques jours. En somme, il faut opérer les blessés le plus vite possible, nettoyer les plaies de façon complète, par des procédés mécanique et chimiques, et les refermer.

Cette conception est d'une simplicité élémentaire. Mais son application rencontre de grandes difficultés, les unes d'ordre militaire, les autres d'ordre psychologique. Tuffier réussit à faire comprendre aux commandants des armées, aussi bien qu'aux officiers du service de Santé et aux chirurgiens civils mobilisés, la nécessité de traiter les plaies aussi près des tranchées que possible. Au lieu d'envoyer les blessés aux chirurgiens, il faut amener les chirurgiens et leurs salles d'opérations aux blessés. Pour réaliser ce programme, on construit d'admirables ambulances automobiles qui apportent rapidement salles d'opérations, salles de malades et chirurgiens au point demandé. Mais, à côté des difficultés matérielles, il y a aussi des obstacles psychologiques. Dans le désarroi du début, les chirurgiens des ambulances et des hôpitaux sont livrés à leurs propres ressources. Beaucoup sont devenus des inventeurs. Chacun traite les blessés à sa façon, souvent avec ingéniosité et parfois avec succès. Mais, bonne ou mauvaise, chacun tient à sa découverte. L'un croit à la vertu du sel de cuisine, l'autre à celle des sels de magnésium, celui-ci embaume les plaies comme des momies, celui-là les brûle au fer rouge, suivant la pratique d'Ambroise Paré, cet autre y verse de l'alcool, un autre encore de l'éther! Parmi ces gens, il y a des chirurgiens connus, des professeurs, qui possèdent une certaine autorité. Et leur enseignement répand la confusion dans l'esprit de ceux qui sont chargés de traiter les blessés.

Il est nécessaire de substituer à ces recettes de cuisine une doctrine scientifique aussi uniforme que possible. Dès 1915, Depage réussit à établir à La Panne une ambulance, où, assisté par la reine Élisabeth, il opère et étudie lui-même un grand nombre de blessés. Il est entouré par un état-major de chirurgiens de grand talent. Il installe aussi des laboratoires de bactériologie, de chimie, de médecine expérimentale, où il réunit l'élite des jeunes savants de Belgique. De cette manière, il est devenu possible de comparer, sur une grande échelle et

de façon scientifique, les résultats des différentes méthodes employées dans le traitement des plaies, des hémorragies, des fractures, du choc, etc. On apprend ainsi comment réduire au minimum la mortalité des blessés et la durée de leur séjour dans les hôpitaux. Comme Tuffier, Depage comprend l'urgence d'une unification des doctrines et de l'application systématique des mesures les plus efficaces. Il suggère à Tuffier l'idée de réunir en une conférence les chirurgiens des armées alliées et de décider en commun des meilleures méthodes à employer dans le traitement des blessés.

Tuffier accepte cette proposition avec enthousiasme. En mai 1916, il réunit chez lui, à Paris, la première conférence chirurgicale interalliée. Depage et Debaisieux arrivent de Belgique, et Bastianelli d'Italie. Le modeste et grand Soubbotitch, de l'armée serbe, se joint également à eux. Dans cette séance, on trace le programme des questions qu'il est urgent d'étudier : le rôle des organisations chirurgicales du front, le traitement des plaies et de l'infection gazeuse, le traitement préventif des infections des os, et enfin celui du choc et de l'anémie des grands blessés. Pendant les mois suivants, sous la direction de Tuffier, l'étude de ces questions avance rapidement. Cuthbert Wallace, George Makins, Anthony Bowlby et plusieurs autres chirurgiens anglais, contribuent activement à ce travail. Charles-L. Gibson vient de New-York prendre part aux conférences. Elessandri, Dos Santos, Montprofit, Sinclair, Sargent, participent activement aux séances. Lloyd George, s'inspirant de l'idée de ces conférences, écrit au Ministre de la Guerre français pour lui demander d'établir une réunion officielle des chirurgiens et des savants des armées alliées en vue d'adopter les meilleures méthodes possibles pour le traitement des blessés. Au mois de mars 1917, une conférence officielle se réunit à Paris sous la présidence de Justin Godard, sous-secrétaire d'État au ministère de la Guerre. Le bureau se compose de Tuffier, pour la France, de George Makins pour l'Angleterre, de Soubbotitch pour la Serbie, de Bonomo pour l'Italie, etc. Tuffier est l'âme de ces réunions. Il a une connaissance profonde de toutes les parties de la chirurgie de guerre, du point de vue de l'organisation autant que de la technique. Dans toutes les armées alliées, il a suivi lui-même

les blessés depuis les tranchées et les postes de secours jusqu'aux hôpitaux les plus éloignés du front. Il sait tout ce qui se passe et ce qu'il faut faire. Son labeur est immense. Depuis la première conférence, où il traite de l'organisation générale du service de Santé et des dispositions qui permettent aux chirurgiens d'opérer de grandes masses de blessés tout près du front, jusqu'à la séance d'octobre 1919, où il examine les résultats éloignés du traitement des fractures, il parcourt le domaine tout entier de la chirurgie de guerre. Il traite successivement les questions de la transfusion du sang, du choc traumatique, de l'anesthésie, de la sérothérapie antigangréneuse, de la prothèse des mutilés, du traitement des plaies, de la réunion primitive, secondaire et tardive de ces plaies, des blessures du cerveau, des fractures de cuisse, des amputations, des plaies des articulations et des plaies de la poitrine. En même temps il continue à recevoir chez lui les travailleurs de la première heure, auxquels sont venus se joindre d'autres chirurgiens tels que Brewer, Powers, Hutchinson, Dehelly, Blake, Bruce, Crile, etc. La série des réunions se termine par une admirable conférence de Harvey Cushing, le grand maître de la chirurgie cérébrale, sur le traitement des plaies du crâne. Le résultat de cet effort est d'une importance incalculable. Par suite de l'adoption des méthodes étudiées dans ces conférences, un nombre immense d'hommes sont aujourd'hui vivants et en bonne santé, en France, en Belgique, en Angleterre, en Italie, au Canada, en Australie, et aux Etats-Unis. Ce succès est dû en grande partie à la science, à l'enthousiasme et à la persévérance de Tuffier. Mais son inspiration est si intelligente et si haute qu'elle demeure presque inaperçue. Je ne serais pas étonné que les médecins militaires qui ont écrit ou écriront l'histoire du *Service de Santé* ne mentionnent même pas son nom. Cependant, la chirurgie de guerre, c'est Tuffier.

La guerre est finie. Il reprend ses travaux à l'hôpital Beaujon. Sa santé n'a pas été ébranlée par les fatigues de son incessant effort. Il porte, au fond de lui, la même ardente flamme. Bien que son amour de la chirurgie soit aussi grand qu'auparavant, il s'intéresse de façon différente à cette prodigieuse machine humaine, dont jadis il considérait surtout les maladies. Chaque année, dans la lumière de juillet, à l'ombre

des arbres du Cercle Interallié, nous parlons des sujets qui occupent principalement son esprit. L'intelligence est une chose dangereuse quand elle se développe seule. Ce ne sont pas les qualités intellectuelles qui distinguent les uns des autres les héros et les embusqués, les martyrs des tranchées et les profiteurs de guerre, les nouveaux riches et les saints. L'intelligence ne construit pas une société solide. La civilisation moderne, qui est un produit de l'intelligence pure, s'écroule déjà autour de nous. Les forces spirituelles sont indispensables à la stabilité et au bonheur des groupes humains. Si nous ne trouvons pas le moyen de donner une armature morale à notre civilisation, son déclin s'accélérera de plus en plus et l'intelligence elle-même s'éteindra. Il ne faut pas développer une partie seulement des énergies qui existent à l'état potentiel chez l'enfant. Les activités physiologiques, intellectuelles et morales doivent prendre simultanément leur essor. Il est impératif que la science intervienne avec sagesse dans la question si grave de la formation des êtres humains et de la civilisation. Tuffier s'intéresse de plus en plus aux œuvres qui sont la base de la médecine moderne. A la fin de l'été 1929, il relit les travaux de Pasteur et s'enthousiasme de nouveau pour leur beauté. Il m'annonce sa visite à l'Ile Saint-Gildas, où nous discuterons à loisir les grands problèmes de la vie, dans la paix de la mer et du ciel, parmi les rochers où jadis s'assemblaient les druides.

... Mais je l'attendis en vain. Cette suprême conversation n'eut jamais lieu. Et la mort termina pour toujours la série de nos entretiens.

DOCTEUR ALEXIS CARREL

LETTRES A SOPHIE DUVAUCEL[1]

XXI

CABINET
DU
MINISTRE DU COMMERCE
ET DES
TRAVAUX PUBLICS

Paris, le [avril] 183[2].

Excusez, je vous en prie, l'homme le plus affairé du monde. J'ai parlé de votre aveugle à M. d'A[rgout]. Il est tellement préoccupé de ses mesures sanitaires qu'il m'a répondu *nous verrons plus tard*, pensant évidemment à autre chose. Demain je dîne avec lui. Je lui reparlerai plus à loisir de votre protégée. L'embarras c'est que je ne crois pas qu'il y ait de vacances quant à présent. Du reste il faut compter sur le choléra pour en procurer. Je pourrai vous donner des renseignemens plus exacts lundi, si Dieu me prête vie.

Je suis éreinté et je ne vois qu'yeux vitrés. Je fais pour mon instruction une visite tous les jours à l'Hôtel-Dieu[2].

P. M.

Samedi à 4 heures 1/2.

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er septembre. — Nos lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes l'erreur typographique qui s'est glissée dans cette livraison page 83.

C'est M. le comte Alain de Suzannet qui a donné à M. Edouard Champion l'autorisation de publier la correspondance de Mérimée à Sophie Duvaucel, que M. Maurice Parturier a bien voulu annoter pour nous. (N. D. L. R.)

2. Mérimée fut nommé 3 avril 1832, « commissaire spécial pour surveiller l'exécution des mesures sanitaires » pendant l'épidémie de choléra. *Moniteur universel*, 4 avril 1832.

XXII

17 janvier [1833].

A mon arrivée à Paris[1] j'ai trouvé le changement ou si vous l'aimez mieux le bouleversement ministériel qui m'a donné un tracas infiniment ennuyeux. J'en suis sorti changeant mon cheval borgne contre un aveugle, fort contrarié, dix fois plus maussade qu'à l'ordinaire et à moitié bousingot. De plus j'ai gagné une esquinancie qui me fait encore beaucoup souffrir. Depuis neuf heures du matin jusqu'à six du soir je suis au Ministère à travailler à l'organisation des sapeurs pompiers et aux améliorations à introduire au télégraphe, et le soir je me gargarise. Aussitôt que je pourrai avaler sans étrangler je vous demanderai la permission de m'inviter à dîner au jardin des Plantes. Nous aurons alors une explication approfondie sur la belle dame que vous prétendez qu'elle est coquette et qu'elle aurait fait des traits que je n'en crois rien.

Je n'ai pas pu voir Mrs Lee[2]. Je l'ai cherchée un jour inutilement à Buston Crescent. En partant je lui ai écrit un billet et lui ai envoyé votre lettre et les graines pour Mrs Marryatt. J'ai trouvé Londres bien grandi.

Je suis horriblement triste depuis la nouvelle année et tout disposé à me pendre.

[*Sans signature.*]

XXIII

[Fin janvier, 1833].

Voulez vous me permettre de venir dîner avec vous mardi au lieu d'aujourd'hui. Il n'y a plus de dimanche pour moi et de plus aujourd'hui je crains de rester un peu tard à mon

1. Mérimée revient de Londres où il a passé un mois. A son arrivée à Paris, dans les premiers jours de janvier, il trouve le remaniement ministériel du 31 décembre 1832, Thiers ayant sollicité et obtenu l'échange de son portefeuille de l'*Intérieur* contre celui de d'Argout, ministre du *Commerce et des travaux publics*. Mérimée passe donc à l'*Intérieur* comme chef du cabinet particulier.

2. R. Bowdich puis mistress Lee, née vers 1800, auteur de *The african wanderers*, et d'ouvrages d'histoire naturelle, vécut dans l'intimité de la famille Cuvier. Elle a publié les *Memoirs of baron Cuvier*, utilisés par les biographes du célèbre naturaliste.

cabinet. Je vous demande pardon mais je ne l'ai pas su plus tôt. Priez vos rennes de prendre patience; pour que je voie vos rennes il faudra, que crois, que M. d'A[rgout] quitte celles du Ministère de l'Intérieur.

Le fait est que Buston Crescent est horriblement loin, que je n'ai pas pu le rencontrer, et que si je n'avais pas rencontré M. Montrond qui m'a ramené dans mon quartier Saint-James, je serais encore perdu à le chercher.

J'ai eu des nouvelles du baron de Hügel par M. de Bussière. Il est considéré à Vienne comme un libéral, radical et bousingot. Que sont les ultra de ce pays-là? Je vous écris en déjeunant à la hâte à 2 heures. Après cela osez ne pas plaindre mon sort.

P. M.

Dimanche matin.

XXIV

MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR
ET DES CULTES

Paris, le 183[3].

Voyez comme vous êtes injuste. Pendant que vous m'accusiez, je travaillais pour vous. Vous m'avez demandé un dessin pour je ne sais quelle œuvre pie, et je vous apporterai mercredi le portrait du curé Mérino, morceau très capital H4p°L6p° 2[1].

J'ai bien appris par M. Frédéric[2] votre indisposition et votre guérison. J'ai bien compati à votre rhumatisme; j'en ai eu un qui n'a duré que 36 heures mais j'en ai conservé un horrible souvenir. Encore avais-je un grand soulagement dans toutes les imprécations que je faisais, soulagement que votre piété vous interdisait.

J'ai reçu trois lignes du consul Beyle. Il me charge de le mettre à vos pieds.

[*Sans signature.*]

1. Hauteur : 4 pouces, longueur : 6 pouces 2 lignes.
2. Frédéric Cuvier, frère cadet de Georges Cuvier, garde de la ménagerie.

XXV

[12 mai 1833.]

Nous venons de recevoir le testament de Jacquemont[1], et l'annonce de l'arrivée de toutes les caisses d'objets d'histoire naturelle qu'il a laissées à Bombay. M. d'Argout vient d'écrire à M. Greterin[2] pour le prier de donner l'ordre que ces caisses ne soient point ouvertes à la Douanne, mais plombées et envoyées à Paris, où elles seront réclamées par le Jardin des Plantes et par la famille Jacquemont. Je crois cette précaution suffisante pour que les caisses arrivent sans encombre. Cependant comme le trop de précautions ne peut pas nuire, seriez-vous assez bonne pour écrire un mot à M. votre frère qui est, je crois, directeur des Douannes à Bordeaux[3]? Je vous en aurais une grande obligation. Les caisses sont au nombre de 12 marquées V. J. Il y en a 11 destinées au Muséum et une à M. Jacquemont. Il y a de plus un barril pour le Muséum également marqué V. J. Tout cela a été chargé à bord de la Nymphe, cap[itaine] Briolle de Bordeaux, et a dû partir de Bombay le 18 décembre 1832. Pardon de l'embarras que tout cela vous causera. Porphyre[4] ira demain au Jardin prévenir ces messieurs de l'arrivée de leurs caisses.

La dernière lettre de Jacquemont est déchirante[5]. Il était si faible qu'il n'a pu que la dicter à un de ses amis, mais il ne paraît occupé que d'une chose, c'est de consoler son père et son frère en leur disant qu'il ne souffre pas et qu'il est entouré de tous les soins possibles.

P. M.

12 mai 1832[6].

1. Mort à Bombay, le 7 décembre 1832.
2. Directeur de l'administration des douanes.
3. Martial Duvaucel, plus tard directeur des douanes à Besançon ne figure pas à l'*Almanach royal et national* en 1833.
4. Porphyre Jacquemont, frère de Victor.
5. Cette lettre, fort belle, a été publiée dans la *Correspondance de Victor Jacquemont pendant son voyage dans l'Inde.*
6. Lapsus de Mérimée, pour 1833.

XXVI

CABINET
DU MINISTRE
DE L'INTÉRIEUR

Paris, le 31 mai 183[3].
[Cachet postal : 1er juin 1833.]

J'ai parlé à M. Royer-Collard de l'affaire dont vous m'avez chargé. Il est tombé d'accord avec moi que le Ministère de l'Instruction publique ne pouvait refuser de payer la pension de madame votre mère jusqu'à la promulgation de la loi du 24 avril. Il ne s'agit plus que de trouver des fonds que l'on puisse appliquer à cet usage. « Il s'en présentera, etc. »

Je crois pourtant qu'il faut que vous écriviez un mot à M. Guizot pour réclamer le paiement du trimestre arriéré. Il sera essentiel d'indiquer quelle a été l'époque du dernier paiement.

Si vous voulez m'envoyer cela, je me charge de les talonner.

[*Sans signature.*]

XXVII

Je dîne mercredi chez les Jacquemont. Je regrette bien de ne pouvoir dîner chez vous, mais à moins de circonstances très aggravantes, je serai ce soir chez vous et, nouvel Œdipe, j'expliquerai les énigmes du Sphinx autrichien[1].

Savez-vous que j'ai vu les sombres bords et que j'ai eu la grippe la plus violente.

Royer-Collard s'occupe activement de l'affaire de l'arriéré de la pension de madame votre mère. J'espère que ce sera promptement terminé.

Mardi matin, 11 juin 1833.

[*Sans signature.*]

1. Le baron de Hügel.

XXVIII

[Cachet postal illisible] [10 juillet 1833.]

J'ai été bien fâché l'autre jour de ne pouvoir aller dîner avec vous. Comme j'ai conservé l'espérance de m'échapper jusqu'au dernier moment, je ne vous ai pas prévenue. J'espère bien que vous ne m'avez pas attendu une minute. Un Espagnol de mes amis qui m'a rendu mille petits services pendant que j'étais à Madrid, est à Paris et je lui montre les lions de mon mieux, c'est ce qui fait que j'ai bien peu de temps à moi. J'irai un de ces jours vous demander un billet pour la giraffe, pour lui et pour un Romain recommandé par Beyle.

Vous me félicitez d'aller à Madrid mais vous devez savoir que jusqu'à présent je n'ai de diplôme que de M. Coste[1] et que M. de Broglie ne s'est pas empressé de ratifier ma nomination. En un mot, c'est un *hoax* comme en font les journalistes quand il manque de la copie.

Il se peut que le grand et gros baron[2] soit en ce moment sur le sommet des Alpes ou se faisant ramasser. Si un précipice ne l'arrête ou si sa résolution ne change pas, il est probable que nous le verrons avant un mois. On le dit étonnant. Il est resté sur le 29 juillet. Nous aurons peut-être de la peine à l'endoctriner.

[*Sans signature.*]

10 juillet.

XXIX

[13 septembre 1833].

Je n'ai pas pu vous répondre plutôt parce que la personne à qui j'avais déjà parlé de M. Paur était absente.

« Que sa procuration vienne quand elle pourra, son fondé de pouvoirs touchera le secours. » Cependant il vaut mieux se dépêcher.

1. Jacques Coste, fondateur du *Temps* (15 octobre 1829). — Le *Temps* du 27 juin 1833 annonce la nomination de Mérimée comme secrétaire d'ambassade à Madrid.

2. Stendhal quitte Civita-Vecchia vers le 15 août 1833, arrive à Paris au début d'octobre et regagne son poste à la fin de décembre.

On ne sait autre chose du baron[1] (je parle du collègue des Brutus, etc.) sinon qu'il a dû quitter Rome du 15 au vingt, et qu'il vient par la Suisse. Soyez persuadé qu'il sera à vos pieds, aussitôt après son arrivée, et qu'il prendra à peine le temps d'ôter ses éperons.

Je suis tout souffreteux depuis une quinzaine de jours. J'espère que le beau temps me remettra. Lorsque j'aurai une après-dînée libre j'irai vous apporter une œuvre d'un de vos plus soumis serviteurs[2].

13 septembre.

[*Sans signature.*]

XXX

[Cachet postal illisible sauf : septembre.]

[26 septembre 1833.]

Je suis bien fâché de vous refuser encore, mais samedi est l'anniversaire de ma naissance, et ce jour là doit finir pour moi une année qui m'a été annoncée comme devant m'être fatale. Je dois le passer à table avec plusieurs de mes amis qui sont invités depuis un an[3]. Vous voyez qu'il me serait impossible de manquer à un engagement aussi sacré. J'avais même prévu le cas de mort, et j'avais par mon testament légué une somme pour subvenir aux frais du dit dîner.

[*Sans signature.*]

XXXI

Lundi matin [octobre 1833].

Je n'ai lu votre lettre qu'hier au soir fort tard. Je suis bien fâché de ne pouvoir dîner demain chez vous. Je donne à dîner moi-même au Consul de France nouvellement débarqué

1. Stendhal.
2. *La double méprise*, parue le 7 septembre 1833.
3. « J'ai imaginé que le meilleur moyen de finir ma trentième année était d'attendre à table, au milieu de mes amis, le dernier coup de 11 heures. Je donne à souper donc le 28 et je vous engage. Vous y trouverez des gens de connaissance et des dames très aimables provenant de l'Opéra et autres bonnes écoles pour les mœurs. » Lettre de Mérimée à Sutton Sharpe (*l. c.*), 26 juillet 1833.

que vous aurez peut-être déjà vu, ou que vous verrez bientôt à vos pieds un peu maigri mais d'ailleurs florissant. J'ai aussi quelques beaux esprits à joindre à Beyle afin de le remettre promptement à la hauteur des progrès que le siècle a faits pendant son absence.

[*Sans signature.*]

XXXII

Mardi soir [octobre 1833].

Je me préparais à vous porter *la double méprise* lorsque la pluie est venue. Comme je suis très souffrant depuis quelques jours et que j'ai attrapé par-dessus le marché un gros rhume hier, maman m'a empêché de sortir. Je reste et je vous « fais ces lignes » pour vous faire mes excuses d'avoir été si longtemps sans vous voir et vous expliquer le pourquoi. L'*hémisphère* qui vous apportera ce billet vous remettra aussi la double méprise, s'il n'en fait pas une. Sachez qu'outre le prodigieux mérite du livre, l'exemplaire que je vous donne est le dernier de quatre que mon indigne libraire m'a donnés. J'ai été obligé bien malgré moi d'en donner à des puissances ministérielles, et il fallu beaucoup de vertu de ma part pour vous conserver celui-ci. J'espère que vous apprécierez convenablement la grandeur du présent.

J'ai une inflammation d'entrailles qui me fait souffrir assez fortement, et qui de plus me met d'une humeur de chien. Vous comprenez que je fais bien de me tenir renfermé dans ma coque comme un limaçon en hiver.

Vous avez vu le baron de Stendahl [*sic*]. Je le trouve exactement tel que je l'avais laissé en partant pour l'Espagne. Mais le siècle a marché et il se trouve bien en arrière. Il ne comprend plus les finesses de la langue française et il n'a pas encore appris celles dont nous l'avons enrichie pendant son absence. Cependant je ne désespère pas de lui apprendre dans peu toutes les gentillesses qui lui manquent encore.

Mardi soir.

[*Sans signature.*]

XXXIII

[30 juillet 1834.]

Me pardonnerez-vous de ne vous faire mes adieux que par lettre[1]? Vous savez que je viens de jouir de la cholérine pendant dix jours, pendant lesquels j'étais trop démoralisé pour pouvoir remuer pied ou patte. Cette cholérine m'a mené justement aux derniers jours que je dois passer à Paris. Je pars demain matin, et je n'ai que aujourd'hui pour acheter une infinité de choses dont j'ai besoin pour ma route. Il faut donc renoncer au plaisir de vous voir. Veuillez agréer mes excuses et les faire agréer à madame votre mère.

Si vous avez de la compassion pour un infortuné qui pendant quatre mois va être victimé par les provinciaux, vous lui donnerez quelquefois des nouvelles de Paris. Je vous écrirai quand j'aurai pu prévoir les époques probables de mon séjour quelque part. Je vais de ce pas à Nevers, puis de là à Lyon, comme il plaira à Dieu, aux malles-postes, pataches, etc. Je ne pourrai me permettre de *prévoir* que lorsque j'aurai acquis une expérience de quelques jours.

Pentland qui devait me présenter à M. Desnoyers[2] m'a fait faux bond. Il est vrai que je sais qu'il est fort occupé, du moins il l'était fort le 28.

Si je puis être assez diligent pour arriver à Perpignan vers le 1er octobre[3], j'irai faire une petite tournée à Barcelonne et à Saragosse, où j'espère trouver la fête de N. D. du pilier, et trois jours de combat de taureaux. Quelle que chose qu'il arrive, j'aurai aussi le spectacle de plusieurs pendements bien jolis, carlistes ou libéraux on pend toujours dans ce bon pays.

Lorsque M. le paron von Hügel arrivera à Paris je suppose qu'il demandera et obtiendra son pardon. Soyez assez bonne pour le prier de me recommander à l'antiquaire patenté de Sa Majesté Impériale et Royale qu'il priera de m'écrire. Je tiens beaucoup à avoir des correspondans allemands.

1. Mérimée part le 31 juillet pour son voyage dans le midi de la France.
2. Jules Desnoyers, secrétaire de la Société géologique de France.
3. Il n'arrivera à Perpignan qu'en novembre et renoncera à ce voyage en Espagne.

Avec cette lettre on vous remettra les plans que vous m'avez prêtés.

Encore une fois adieu. Mille vœux pour votre prospérité et celle des vôtres.

P. M.

30 juillet.

XXXIV

Saint-Maximin, 25 septembre 1834.

[Cachet postal : 3 octobre 1834.]

Si vous saviez la géographie, et j'espère que vous ne la savez pas, vous sauriez que Saint-Maximin est un misérable trou entre Aix et Draguignan[1]. Il y a une grande église à laquelle il ne manque qu'une façade, des tours, un clocher et autres menus détails. Je me suis laissé prendre à ce regular humbug et je ne puis sortir de ce Saint-Maximin faute de chevaux. Je n'en aurai que ce soir. Que faire en attendant? Vous écrire. J'en avais envie depuis bien longtemps, mais je n'en ai guères eu le loisir. Savez-vous que c'est un terrible métier que le mien. Je fais la chouette à trois ministres. Je parle de monuments romains, romans, gothiques à M. Thiers, à M. Guizot de bibliothèques et d'archives, de cathédrales à M. Persil[2]. Voilà-t-il pas que M. Guizot en me remerciant de dix à douze pages de prose, me fait dire qu'il verrait avec plaisir mes observations sur les monumens de toute espèce que je rencontrerai. Notez que le traître ne me donne pas un sou. Lorsque je suis éreinté à force de grimper aux clochers et aux vieilles tours, il faut au lieu de m'abandonner au sommeil comme Néron, il faut que je prenne des notes à n'en plus finir sur mes promenades de la journée et que je fasse un extrait d'icelles pour l'un ou plusieurs de mes illustres patrons. Ajoutez à cela les punaises, les puces et les cousins qui abondent dans toutes les auberges de ce pays, et jugez si ma vie est agitée. Je ne m'ennuie pas cependant. Je deviens

1. Cf. *Notes d'un voyage dans le midi de la France*, par Prosper Mérimée, Paris, Fournier, 1835. — Voir aussi Lettre à Requien, *Revue de Paris*, 15 mai 1898, p. 225.

2. Ministre de la Justice et des Cultes.

cuistre et je trouve qu'il y a un indicible plaisir à l'être. Je ne veux pas pourtant vous parler de mes inscriptions et de mes monuments. Je gage que vous ne savez pas ce que c'est qu'un Phantasti[1]? C'est exactement la même chose qu'un Draquet. Peut-être désirez-vous savoir ce que c'est qu'un Draquet. Rien n'est plus commun dans le Comtat. Vous savez qu'on y récolte beaucoup de soie. Il arrive souvent que des écheveaux de soie filée se perdent par les chemins, s'arrêtent aux broussailles. Si vous allez dans le Comtat gardez-vous de ramasser ces escheveaux perdus. Bien des gens cependant sont enchantés de trouver ainsi un écheveau tout filé; on le met dans un panier, et l'on revient gaiment à son village. Mais le panier est lourd en diable. On s'épuise à le porter. Il semble qu'il soit rempli de plomb. Cela dure jusqu'à ce qu'on rencontre un torrent. Il y en a dans le pays plus que d'écus dans ma bourse. Cela me fait souvenir que vous m'en promettez une depuis un temps infini. Vers ce torrent donc, le panier devient si lourd qu'il est impossible de le porter ou de le traîner. On est forcé de le jeter dans le torrent. Soudain paraît un petit diable avec une grosse tête, sans pieds ni mains, tournant sur une queue de têtard qui se précipite dans le torrent en ricanant et disant : « M'as ben pourtas! » C'est là un draquet ou un Phantasti, qui se change en écheveau de soie pour faire pièce au monde. Il n'y a pas de dévideuse à Avignon qui n'ait eu affaire aux draquets. Dieu vous en préserve.

Je suis souvent obligé d'être aussi diplomate que notre ami M. paron von Hügel. Les doctes des villes où je m'arrête tiennent mordicus à l'antiquité de leurs églises. Ils veulent toujours les vieillir de cinq ou six cents ans. A tout moment je me trouve placé entre ma conscience et mon intérêt. Si je dis que leurs églises ne datent que du XIIe siècle, ils entrent en fureur et me calomnieront auprès de leur député pour que mes appointements soient rognés. Je me jette alors dans les lieux communs d'admiration et mes gens sont satisfaits. Ils m'invitent à dîner et me tiennent pour un oracle. L'autre jour à Apt on m'a fait gravir le rocher le plus rude que j'aie jamais

1. Comparez avec la *lettre à une Inconnue* (I, 201), Toulon, 2 octobre [1834]; lettre classée par erreur en 1843.

grimpé pour voir un monument druidique. Arrivé au sommet, je cherchais partout, quand on m'a montré un trou dans la pierre. C'était par le dit trou que le collège des Druides sortait en cérémonie les dimanches et fêtes. Cette fois, je n'ai pu me retenir et j'ai envoyé à tous les diables les Druides et l'antiquaire aptésien. Il n'y a plus de costumes nationaux en France. Je croyais en trouver en Provence, point. Partout des robes de Weperling; des bonnets comme les cuisinières en portent à Paris et des airs de blanchisseuses de Saint-Cloud. Cela ne m'a pas empêché de devenir amoureux quarante ou cinquante fois dans le département de Vaucluse. On y a les yeux de trois pouces de long, noirs ou bleu-foncé, le teint couleur de parchemin vierge, et des dents aussi blanches que celles de votre hyène. Si vous vous trouvez un jour d'humeur compatissante à mon égard, veuillez m'écrire, et envoyer votre lettre à M. *Mévil* au Ministère de l'Intérieur, en le priant de me l'adresser à Carcassonne où il paraît que je ne trouverai pas une préfète que vous savez[1]. Donnez-moi des nouvelles de ce monde. Je suis devenu bien rouillé, bien momie. J'oubliais de vous dire que j'avais rencontré à Nevers M. Brack[2] qui avait été aimable au dernier point pour moi; tout en m'avouant qu'il m'avait détesté autrefois pour avoir médit de la garde impériale. Nous nous sommes expliqués et il m'a pardonné de très bonne grâce. Il est tout entier à ses hussards. Ils sont sages comme des filles et montent à cheval comme Franconi. Ses officiers sont très aimables. Vous connaissez sa femme; enfin les cinq ou six jours que j'ai passés à Nevers ont été cinq jours de bonheur. Présentez mes resp[ectueu]x hommages à madame Cuvier et pensez à moi

1. Madame Delessert.

2. Antoine, Fortuné Brack, né à Paris le 8 avril 1789. Aide de camp du général Colbert (29 avril 1809). Capitaine du 2e chevau-légers (1813). Il accompagna Don Pedro au Brésil; fut nommé lieutenant-colonel du 13e hussards (1830), puis colonel du 4e hussards (5 janvier 1832), maréchal de camp, puis commandant de l'École de Cavalerie. Il mourut à Évreux le 21 janvier 1850. — Auteur du livre fameux : *Avant-postes de cavalerie légère*, il a publié aussi *Fragment d'une Lettre sur le Brésil* à M. Casimir Delavigne (*Revue de Paris*, t. XIV, p. 105, 1830). — Cf. *Le général Brack* par Léon Halévy, dans *Journal du Dimanche*, n° 27, 28 mars 1847 et *les Mémoires de la reine Hortense*, avec les notes de M. Jean Hanoteau.

lorsque vous aurez une bonne plume. Quelle encre ils ont à Saint-Maximin.

[*Sans signature.*]

XXXV

Paris, 17 avril 183[5][1].

On ne vous a pas tout à fait trompée, Madame, mais on a étrangement exagéré. Non je n'étais pas piqué, car je ne me pique pas contre mes amis, mais un peu surpris. De plus fâché de vous savoir si loin de nous, car bien que ma vie soit devenue tout à fait errante, je me considère encore comme Parisien. Enfin et c'est là le plus grave reproche, je me souviens fort bien d'avoir exprimé à madame André, qui a bien voulu me recevoir à Tours, la tristesse que me faisait éprouver votre changement d'état, en ce sens, que pour moi animal d'habitude il deviendrait difficile, impossible même de causer avec vous comme autrefois. C'est comme si moi j'étais devenu ministre. J'aime à croire que vous ne pensez pas que je sois assez bête pour devenir insolent si ce malheur m'arrivait, mais enfin forcément cela amènerait un changement de rapports entre mes amis et moi. Votre mariage me semblait devoir être suivi du même résultat. Mais enfin vous avez bien voulu fondre la glace pour me servir d'une expression favorite de ce pauvre Beyle, et je vous en remercie. J'ai eu tort de ne pas commencer, mais j'aurais triplement tort si je laissais ladite glace se reformer. Veuillez, je vous prie, après avoir lu cette longue et un peu obscure explication, l'oublier et vous figurer que nous n'avons pas cessé de nous voir ou de correspondre ensemble.

La proposition que vous me faites de voir avec moi vos monuments druidiques s'accorde merveilleusement avec mes projets. Ma tournée commencera cette année par la Bretagne[2], et si comme je le suppose vous dessinez toujours, je vous demanderai votre aide et vos crayons. En récompense, je vous promets une belle tartine dans mon rapport n° 2.

1. Mérimée a écrit : 1834, lapsus évident. Sophie Duvaucel avait épousé le contre-amiral Ducrest de Villeneuve, le 15 novembre 1834.

2. Mérimée partira le 28 juillet pour son *voyage dans l'ouest de la France.*

Le n° 1 est a peu près fini[1]. Je viens de lui consacrer trois mois avec une vertu sans pareille, trois mois passés au coin de mon feu le nez dans des in-folio latins. Je ne sais où vous avez pris que j'avais mené joyeuse vie à mon retour. Le seul excès que je me sois permis a été d'aller deux fois à l'Opéra, plus de donner à dîner à M. Brack avec quelques personnes aimables. Soit dit par parenthèse, il a essayé, mais inutilement, de violer les droits de l'hospitalité.

Beyle m'écrit aujourd'hui d'une manière bien dolente. On le hait aux affaires étrangères, et il a un chancelier[2] qui le dénonce lorsqu'il s'absente de Civita-Vecchia. Il voit la tempête qui se grossit au-dessus de sa tête et il croit impossible de l'éviter, ou du moins il n'a pas assez de résignation pour l'éviter en consentant à vivre dans le trou puant et abominable où le sort l'a jeté. Il me demande conseil et il voudrait changer de poste. Il pense à aller en Espagne ou bien à revenir vivre à Paris en faisant des livres, bien pauvre existence par le temps qui court. Je ne sais trop que lui dire. S'il ne prend pas un parti on le mettra dehors un beau jour et le changement de résidence me paraît bien difficile avec les mauvaises dispositions des bureaux à son égard. Convenez que si la providence avait eu pour deux liards de bon sens elle aurait donné dix mille livres de rente à tous les gens d'esprit. Dix mille livres de rente inaliénables, s'entend, car sans cela ces messieurs en auraient bientôt trouvé la fin.

Je vais partir pour Londres à la fin du mois[3] et y passer quinze jours à ne rien faire ou à faire des bêtises pour me dédommager des trois mois de réclusion que je viens de subir. J'espère aussi voir une petite révolution par la même occasion. A mon retour on m'imprime, et une fois imprimé je pars pour ma tournée. Alors si Dieu me prête vie, et si mes affaires vont bien je compte terminer l'année 1835 en quelque pays lointain[4], loin des séductions et des ennuis sociaux de Paris.

1. Les *Notes du voyage dans le midi de la France* ont paru le 24 juillet (*Moniteur universel*, 24 juillet 1835).

2. Lysimaque Tavernier.

3. Il passera en effet le mois de mai à Londres.

4. « Je viendrai vous prendre vers le mois de novembre pour vous mener en Sicile », écrit-il à Requien en juin 1835. Il renonce à ce projet parce qu'il est « amoureux fou de la perle des femmes », c'est-à-dire de madame Delessert.

Je tournerai une nouvelle feuille, et à mon retour j'étonnerai le monde par ma science et mes mœurs. On me cherchera cependant une veuve riche, avec une petite fille de six à sept ans que j'élèverai à ma manière.

J'ai été hier soir chez les Templiers. Figurez-vous un méchant théâtre de province avec des figurants habillés comme dans la tragédie de M. Raynouard, la plupart des lunettes sur le nez, ce qui, avec leurs manteaux blancs, leurs toques et leurs plumes fait le contraste le plus bouffon. Deux de ces messieurs, gascons renforcés, ont fait des discours sur l'immolation de Jésus le Christ. « Ce devait lui être bien pénible, a dit l'un d'eux, d'être serré par des mains balourdes »; un autre nous a édifié en justifiant le bon Dieu, « lequel, dit-il, n'a pas tous les vices qu'on lui prête, ni les goûts aristocratiques qu'on lui attribue ». Il paraît qu'au fond c'est un bon diable de Dieu que le leur. La représentation s'est terminée par une petite cérémonie dont le grand maître s'est acquitté très gravement, la distribution de petits morceaux de pain trempés de vin blanc à ses chevaliers et à un certain nombre de dévots et dévotes qui les ont mangés avec le plus grand recueillement.

Adieu, Madame, je pense avec bien du plaisir à vous revoir bientôt au milieu des dolmens et des cromlechs.

[*Sans signature.*]

XXXVI

[1836.]

Madame, il est bon que vous sachiez que les deux plus belles Espagnoles qui fassent présentement l'ornement de l'émigration à Paris sont les marquises de Navarrez et de Quintana.

Or ces deux belles personnes sont les nièces de madame de Montijo qui m'a reçu en 1830 à Madrid avec toute la bonté possible.

Or les marquises susdites ont eu envie de voir le ragoûtant[1] et n'y ont pu parvenir. Ce que je vous en dis n'est pas pour

1. C'est-à-dire : l'orang-outang.

vous prier de déranger cet intéressant malade, mais seulement, je vous serais infiniment obligé si vous vouliez bien m'écrire une lettre que je montrerais, et qui prouverait mes sollicitations et leur impuissance. Cela me vaudrait un bon point dans l'esprit de ces dames.

Vous connaissez je crois M. Garnier, membre de l'Institut. Auriez-vous la chose de lui parler d'un de mes amis intimes, M. Picot[1], l'un des candidats pour l'élection prochaine. Il a beaucoup de chances déjà, et si vous plaidiez sa cause avec l'éloquence que je vous connais, il réussirait assurément.

Veuillez ne pas oublier ces deux requêtes; moyennant quoi j'ajouterai à mes dons celui du volume sur l'Ouest[2] que je ne vous ai pas apporté l'autre jour vu son poids énorme.

Adieu Madame, j'espère bien que vous ne nous quitterez pas avant qu'on n'ait pu vous souhaiter une bonne année.

Vendredi matin.

[*Sur l'autre feuillet, d'une autre écriture, celle de Frédéric Cuvier sans doute :* « Il n'y a que moi ou un professeur qui puisse faire ouvrir les portes de l'orang. Si on venait à une bonne heure, avant midi par exemple, je pourrais rendre ce petit service. Dans tout autre cas il faudrait renoncer à le voir avant sa guérison qui cependant s'avance. J'irai vous chercher pour le cheval qui est en promenade. »]

XXXVII

[fin 1836.]

Ne croyez pas, Madame, que je vous ai oubliée, mais je n'avais pas chez moi ainsi que je le pensais hier les billets que vous désirez. Je n'ai pu les aller chercher au Ministère que ce matin. Les voici. On n'en donne pas pour Notre-Dame de Lorette, mais on dit qu'elle est gardée par un invalide qui s'attendrit facilement devant une pièce de vingt sous.

Je fais demander à madame D[elessert] par le même

1. François-Édouard Picot, peintre, élu en 1836 à l'Académie des Beaux-Arts comme successeur de Carle Vernet.

2. *Notes d'un voyage dans l'Ouest*, parues en octobre 1836.

commissionnaire, qui vous remettra ce billet, son heure pour voir le ragoûtant et que le commissionnaire vous dira.

Adieu, Madame, mille remerciements à vous et à M. Frédérick.

[*Sans signature.*]

Lundi.

XXXVIII

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
CABINET
DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Paris, le 21 décembre 183[6].

Madame, vous me verrez assurément samedi soir avec mes bouquins. Je tenterais de vous rencontrer avant samedi si je n'étais en courses continuelles pour le mariage dont vous m'aviez gratifié. Il aura lieu enfin demain.

Madame la marquise de Quintana est un peu souffrante, c'est ce qui l'a empêchée de profiter de la bonne volonté de M. Frédéric. J'aurai soin de le prévenir d'avance. Bien entendu qu'il ne se dérangerait en aucun cas.

Adieu, Madame, je vois avec plaisir que le temps s'éclaircit et que vous aurez moins de chances d'être noyée dans les inondations.

P. M.

[Cachet postal : 21 décembre 1836.]

LA CONFÉRENCE D'OTTAWA

La Conférence impériale d'Ottawa, peut-être parce qu'elle est inscrite dans le calendrier des réunions internationales entre Lausanne et Londres, peut-être parce qu'elle s'est tenue pendant la grande crise universelle des prix et des monnaies, est plus qu'un événement britannique. Le monde entier a suivi ses délibérations, ses différentes étapes et les négociations des délégations. Depuis l'effondrement des valeurs américaines, c'est-à-dire depuis octobre 1929, l'humanité anglo-saxonne ne nous avait pas encore donné le spectacle de discussions de cette envergure.

Il faut avoir vécu au Canada ces semaines fiévreuses pour comprendre les aspirations des Dominions, leurs rêves tantôt définis, tantôt concrets, tantôt sentimentaux et parfois quelque peu irréels. Témoin de la Conférence impériale de 1930, j'ai pu d'abord comparer. Hier, une Angleterre travailliste, à la veille d'une détresse financière, appelait à son secours les membres de la communauté britannique; aujourd'hui, une Grande-Bretagne conservatrice, plus confiante en elle-même et plus sûre désormais des destinées de sa livre, discute et marchande les avantages, c'est-à-dire les préférences tarifaires qu'elle peut offrir.

Hier, le drame constitutionnel n'était pas encore résolu, l'égalité entre nations sœurs n'avait pas encore reçu sa complète définition. Aujourd'hui, le statut de Westminster a été élaboré, accepté et voté; le terrain politique se trouve donc dégagé, le champ est alors libre pour toutes les discus-

sions économiques. Hier, M. Bennett, premier ministre du Canada, parlant au nom des Dominions, voulait imposer à l'ancienne métropole l'achat des matières premières d'outre-mer, alors que le libre-échangisme interdisait, en fait, toute négociation et tout marché. Aujourd'hui, M. Neville Chamberlain, au banc du gouvernement et chancelier de l'Échiquier, peut disposer des préférences douanières qui avaient été envisagées jadis par son père; il a des monnaies d'échange, les tractations sont donc possibles. La Conférence de 1930, enfin, liquidait les problèmes juridiques posés par la guerre et donc par la collaboration militaire des Dominions; celle de 1932 peut aborder les questions économiques d'avenir sans perdre des semaines à discuter d'indépendance, de préséances, de prérogatives, d'amour-propre.

Ces deux années ont, du reste, vieilli l'Empire d'un demi-siècle. A la conception classique de l'ordre britannique du charbon et de la marine imposé par la reine Victoria et par son fils, le roi Édouard VII, se substitue une notion plus souple et plus articulée, que nous allons essayer de dégager. A Londres, en effet, les délégués donnaient l'impression de négociants et de propriétaires de province en séjour dans les palaces d'une capitale. A Ottawa, le monde anglo-saxon participe à une sorte de conclave. D'un commun accord, on a créé une atmosphère. Les Franco-Canadiens, par exemple, ont été habilement éliminés : il est vrai qu'ils appartiennent, en grande majorité, à l'opposition libérale. Aussi, ces missionnaires d'Asie, d'Afrique, d'Europe, d'Océanie, ont-ils une même silhouette, une jaquette de coupe identique, un tube standard, des cols trop larges. Les Irlandais sont même fondus dans cet ensemble, un peu comme les membres d'un même club. Les discussions de M. de Valera et de M. Mac Donald les empêcheront d'obtenir des résultats très positifs, mais ils tiennent à rester, à jouer leur rôle, à tenir leur place et à marquer par là leur égalité de fait et de droit dont ils espèrent tirer quelque avantage dans l'avenir et notamment dans leur querelle avec la couronne.

Les délégués de l'Empire suivent ainsi une retraite qui comporte des exercices spirituels et intellectuels dans la Maison du Parlement élevée sur le rocher d'Ottawa dans le

même style que Westminster au bord de la Tamise, et demeurent en outre dans le même hôtel, à quelque cent mètres de là, au Château-Laurier. Toute cette organisation de l'existence interdit les diversions et l'individualisme. Un dosage habile de lunchs, de dîners et de distractions collectives qui nous paraîtraient austères, prépare, en outre, une sorte d'Empire des Camarades.

Dès l'ouverture de la Conférence, qui a lieu dans le « hall » de la Maison des Communes, l'impression dominante est que, si la partie est presque perdue à l'avance dans le domaine commercial, dans l'ordre moral, au contraire, l'idée d'empire va s'adapter à de nouvelles circonstances. Les sept cents délégués composent en effet une foule homogène. On cherche en vain des différences, et, si ce n'étaient deux turbans qui évoquent les Indes, et dans les galeries officielles une élégante hindoue, on se croirait dans quelque Chambre de Commerce à Liverpool ou à Manchester. On aimerait à distribuer de-ci, de-là, des coups de crayon, à s'amuser des Néo-Zélandais ou des Rhodésiens. Mais non, tous ces hommes sont les anciens élèves d'une même école, et, lorsque, tout à l'heure, les neuf premiers ministres prendront la parole, ils liront leurs prêches économiques avec une monotonie déconcertante. La cérémonie avait, du reste, été placée par le Gouverneur Général, au nom du Roi, sous la protection du Très-Haut, et des prières nationales ont été ensuite requises dans toutes les églises des différents rites du Canada. La Conférence Impériale, si elle s'intitule économique, est donc aussi une manifestation religieuse.

L'économie politique est, du reste, une maladie assez contagieuse puisque les évêques et pasteurs ont tenu dans leurs sermons du dimanche à rivaliser avec les experts et que les fidèles ont dû entendre patiemment des homélies sur les prix de gros et la sous-consommation. Il faut, du reste, saisir cet aspect assez puritain des problèmes britanniques pour comprendre que, malgré les indépendances constitutionnelles, il demeure des liens qui distingueront toujours les nations de l'Empire du reste de l'humanité. En vieux routier de la politique, c'est du reste M. Baldwin qui a rappelé à ses collègues que le monde existait et ne pouvait être ignoré. Ce

faisant, il a tout de suite valorisé ses concessions éventuelles, établi que l'Angleterre avait, à l'étranger, des clientèles traditionnelles et qu'il ne pouvait ouvrir sa main qu'à bon escient et moyennant compensation. Mais de pareilles allusions aux problèmes internationaux étaient faites avec prudence et sans possibilité de dispersion, car ces Anglo-Saxons étaient là, entre eux, comme dans quelque foire normande et entendaient bien demeurer à l'abri de toute influence ou sympathie extérieure. C'est ainsi que l'entente ou l'accord franco-anglais de Lausanne, la liaison et les contacts avec l'Empire colonial français n'étant pas à l'ordre du jour des délibérations, ces messieurs tenaient à disputer strictement de leurs petites affaires.

Rappelons, en outre, dans cette analyse de la vie collective d'Ottawa, le rôle de la couronne. Lord Besborough, le gouverneur général, tout en se gardant d'intervenir, est là, présent, dans sa résidence de Rideau Hall. Il reçoit, en grand seigneur, avec toute la simplicité qu'autorise une étiquette cependant rigoureuse, des séries de délégués matin et soir et ces invitations obéissent aux nécessités de la Conférence. De temps en temps, il organise des manifestations qui évoquent Buckingham-Palace. La remise des drapeaux à la garde à pied fut ainsi un émouvant spectacle. Après de lentes évolutions rituelles, qui rappellent le Premier Empire, les grenadiers vêtus d'une tunique de pourpre forment le carré. Au centre, sur un faisceau de tambours, des sergents ont déposé pieusement leurs drapeaux. Trois prêtres s'avancent alors. Le lord évêque d'Ottawa prononce les prières traditionnelles et les soldats répondent à la manière des enfants de chœur. Après le dernier amen, la musique joue le *God save the King*, puis le gouverneur général lit un message. Les troupes se préparent alors à défiler et, disposées en lignes de compagnie, envoient trois hourrahs à leur colonel honoraire. Ce salut est quelque peu original; les hommes se découvrent d'abord, puis mettent leur bonnet à poil au bout de leur baïonnette et par trois fois élèvent leur fusil à bout de bras, tandis que leurs officiers font avec leur sabre le même mouvement. Enfin, les anciens combattants en veston gris et au pas cadencé précéderont tout à l'heure le dernier défilé du bataillon.

***

Après cette séance d'inauguration, ces prières et cette revue, la Conférence abordait son ordre du jour. La délégation canadienne imposait alors une sorte de discipline qui n'est pas spécifiquement britannique. Les journées de travail sont, à Ottawa, plus longues qu'à Londres. Les experts anglais ne quittaient pas tout d'abord leurs bureaux de 9 heures un quart du matin à 7 heures du soir. Contrairement à la coutume, le premier dimanche fut même consacré à des séances de commission. Ce n'est que plus tard, la conférence une fois bien engagée, que les délégués purent accepter des invitations dans les provinces ou concourir à des tournois de pêche ou de golf. Sur les quatre comités aussitôt constitués, trois sont économiques et un financier. Ces sessions ne ressemblent guère aux Conférences internationales. A Genève, on perd beaucoup de temps aux traductions, et l'on recueille rarement une impression d'homogénéité. A Ottawa, au contraire, quand les premiers des Dominions sont réunis autour d'un tapis vert, on songe plutôt à un conseil de cabinet, tant ces messieurs ont les mêmes habitudes professionnelles et d'identiques méthodes de discussion. Dans les couloirs, les représentants de la presse internationale s'évertuent à deviner le fin mot d'un dissentiment, mais les honorables ministres discutent à la façon des membres de la majorité et de la minorité d'un conseil d'administration.

Le Comité financier est peut-être l'un des plus importants parce que les Anglo-Saxons ont dans leurs conceptions monétaires une souplesse qui est assez éloignée de la rigueur plutôt classique de la Banque de France et de la rue de Rivoli. Depuis le 21 septembre 1931, la trésorerie britannique et la Banque d'Angleterre ont suivi, en matière fiduciaire, des procédures assez empiriques qui leur ont, du reste, fort bien réussi. Et, s'il est vrai que Londres revient maintenant, grâce au rapatriement de capitaux, grâce aux envois d'or de provenance des Indes et à la constitution d'un fonds de contrôle des changes, à une sympathie plus marquée à l'égard de l'or, il n'en demeure pas moins que les circonstances ont obligé

les financiers anglais à adapter leur monnaie aux conditions du marché. Les unités monétaires des Dominions sont alors tantôt appréciées, tantôt dépréciées, par rapport à la Livre, si bien que les importateurs et exportateurs, qui pressentent une instabilité monétaire prolongée, conviennent que des accords commerciaux seraient vains s'ils n'étaient pas complétés par des accords monétaires. Naturellement, des projets extrêmes ont été soumis à l'agrément des délégués. Tantôt il s'agissait de créer une Banque Centrale d'Empire, à laquelle auraient été affiliés les instituts d'émission des Dominions — c'était là un système apparenté à celui des « Federal Reserve Bank » américaines; tantôt on envisageait l'institution d'un grand « clearing », c'est-à-dire d'un office de compensation des changes réservé aux commerçants de l'Empire. Nous avons ainsi, en France, créé des offices de compensation, dont le but est de mettre en commun les titres des exportateurs et des importateurs intéressés par un pays déterminé; l'équivalence des créances et des dettes est établie alors sans autre déplacement de valeurs ou de papier bancable. A l'heure actuelle, en effet, les importateurs et exportateurs de Londres ou d'Australie, par exemple, peuvent être victimes de fluctuations de change survenues pendant le temps même du transport de leurs marchandises d'une extrémité à l'autre du monde britannique. A côté des accords officiels et des recommandations de la Conférence, il faut alors songer qu'à Ottawa, les délégués financiers ont pu convenir d'une action concertée destinée à lier leur politique fiduciaire. La chose était d'autant plus nécessaire que M. Neville Chamberlain, dans des exposés substantiels, a bien marqué que la Banque d'Angleterre devait continuer à manœuvrer pendant quelque temps dans l'incertain et que même il faudrait sans doute attendre la hausse des prix pour déterminer le taux de stabilisation de la livre. Cette liaison des instituts d'émission impériaux sera l'un des plus grands facteurs de la situation monétaire l'hiver prochain. Si la livre n'a pas, dès octobre 1931, fléchi davantage c'est, entre autres raisons, parce que le marché du sterling est étendu à ce point que la demande de livre, qui est avant tout une monnaie de compte, est toujours abondante, quel que défavorables que soient les

circonstances économiques. Il nous faut donc songer que le chancelier de l'Échiquier pourra aborder l'année 1933 avec des bases monétaires fortifiées. Sans aller jusqu'à dire que le bloc sterling rêvé par certains extrêmistes s'est constitué, nous pouvons conclure qu'il existe une entente sterling et que, grâce à cette entente, l'Angleterre saura monnayer assez chèrement ses marchandages lors de la Conférence économique internationale de Londres et que, d'autre part, la Cité pourra regarder avec quelque hauteur son concurrent de Wall Street qui se révèle moins habile sur le marché international du papier financier.

Cet accord monétaire est donc le support indispensable des douze traités de commerce conclus à Ottawa. La conférence a, bien entendu, envisagé d'abord tous les moyens destinés à promouvoir le commerce impérial. Il en est d'extra-douaniers, il en est d'extra-commerciaux. Nous nous sommes procuré les textes officiels et officieux. Cet ensemble constitue, en somme, un Décalogue du commerce britannique à valoir jusqu'à la prochaine conférence impériale. Parfois, les recommandations, celles relatives aux formalités douanières par exemple, abondent en lieux communs. Ailleurs, lorsqu'il s'agit d'examiner les relations de l'Empire avec les pays étrangers, on condamne la clause de la nation la plus favorisée lorsqu'elle joue à l'encontre de préférences impériales, mais, avec l'illogisme d'un empirisme anglo-saxon, on dénonce les accords régionaux, — lire les traités danubiens, — s'ils ne comportent pas de clause de la nation la plus favorisée à l'égard des tiers, et voici que reparaissent, avec la même rigueur de clergymen, les oppositions britanniques au projet français du printemps dernier. Enfin, la campagne « Buy British », qui fut jadis solennellement inaugurée par le Prince de Galles, devait se doubler d'une campagne dont le thème serait « Achetez les produits de l'Empire ». Ce sont là des règles de publicité qu'on suit ou qu'on transgresse, car ces invocations rituelles se heurtent aux problèmes douaniers.

Ici, c'est le Canada qui mène le jeu. La physionomie de M. Bennett est maintenant devenue populaire. C'est un avocat de l'Ouest bien carré et bien entêté qui suit son idée du haut de sa grosse fortune, sans s'en laisser imposer par la

crise ou par les événements. En octobre 1930, il s'était fait l'avocat des « matières premières ». La crise universelle, après avoir provoqué l'effondrement des valeurs de bourse à New-York, avait, par l'effet de la sous-consommation, déterminé une chute des cours du blé, à Montréal, le mécontentement des fermiers canadiens et la victoire des conservateurs. M. Bennett, le vainqueur politique du scrutin, avait alors voulu imposer à l'Europe industrialisée l'achat de ses stocks. Sa voix était d'autant plus autorisée que, né dans le Far-West, il savait quel était, dans l'immense plaine, le marasme de ceux qui se reposaient sur leur Wheat Pool — ces coopératives monstres qu'on donnait jadis en exemple à l'Europe — pour la vente de leurs produits. On sait ce qu'il advint de ces immenses stocks, rassemblés le long des grands lacs dans des élévateurs qui semblaient un défi au fini de notre univers. Les cafés du Brésil ont connu la même détresse. Et la Conférence impériale de 1930 s'était séparée à Londres sur une joute oratoire entre M. Bennett et M. Thomas, alors ministre anglais des Dominions. Ce dernier voulait ramener son collègue à une plus juste appréciation des choses et il conservait sans doute le souvenir d'une mission au Canada, au cours de laquelle il avait éprouvé quelques déconvenues : c'était en août 1929, alors que ce fougueux « leader » des travaillistes cherchait, en vain, des emplois pour chômeurs anglais.

Depuis deux ans, la situation n'a fait qu'empirer. Les organisations agricoles canadiennes ont d'abord fait appel aux banques. Celles-ci se sont retournées vers les États : ceux-ci ont évoqué le gouvernement fédéral, et toute l'économie du Dominion est ainsi en instance. Par un prodige de confiance les banques n'ont pas sauté. On peut dire que, normalement, quelques établissements auraient dû disparaître, mais on a compris que des renflouements discrets étaient nécessaires. A de certaines heures, il faut laisser de côté l'orthodoxie financière. Dans nombre de bilans, par exemple, on évalue les valeurs en portefeuille, non point au cours du jour, mais au cours d'achat. Cette subtile opération sauve évidemment la face. — Si on laissait atteindre un seul rouage du mécanisme, tout l'édifice s'écroulerait. Fort de cette confiance, le Canadien est fier d'une stabilité que certains lui envient aux États-

Unis, mais on ne peut que constater la fragilité de l'échafaudage financier qui ne tient guère que par le consentement et la bonne humeur de tous.

M. Bennett a donc renouvelé, en dictateur tenace, ses propositions dans des termes sensiblement équivalents à ceux de 1930, si ce n'est que, cette fois, en parlant à l'Angleterre, il s'adresse à un pays qui est devenu protectionniste. Hier, aucun marché n'était possible. Aujourd'hui, on peut négocier. Précisons donc les termes de la querelle anglo-canadienne. Voici d'abord les principes de M. Bennett : d'une part, il offre des préférences, c'est-à-dire des réductions de tarifs ou bien des franchises pour des produits fabriqués britanniques, et, d'autre part, il demande en échange des préférences et des franchises pour ses matières premières. Sur le terrain de la doctrine et des idées, l'accord est évidemment possible, mais il est plus délicat de négocier dès que l'on oppose des chiffres. Or, le Canada appartient au nouveau monde et, malgré sa traditionnelle indépendance, subit l'influence des États-Unis. Il a donc une tendance naturelle à l'emphase méridionale. Sans ressembler à la Cannebière, Ottawa nous a offert bon nombre de galéjades. Les experts ont d'abord laissé entendre qu'ils modifieraient 8 000 postes douaniers. Vérification faite, il s'agissait plus simplement de 200 droits, 220 exactement dans le pacte anglo-canadien. Puis, ils ont chiffré les avantages proposés à M. Baldwin et déclaré que l'exportation britannique, par suite des faveurs proposées, augmenterait de 100 à 200 millions de livres. Au plus fort de la dispute, on s'est aperçu que, comme toujours dans de pareilles discussions, on ne parlait pas de la même chose, que les uns se servaient de chiffres d'une année de prospérité et les autres de ceux d'une année de marasme. Puis les calmes Britanniques ont chiffré, à leur tour, les propositions canadiennes qui leur étaient faites et sont arrivés à une évaluation plus modeste des avantages offerts, 70 millions, puis 30 millions de livres, au lieu de 100 millions. Les deux délégations, d'abord, composées de fils de Normands, ont donc opposé leurs calculs comme leurs ancêtres aux foires de Caen et d'Isigny. L'opinion internationale a pris ces querelles trop au sérieux, et les Européens, comme les Américains, ont, chaque jour, proclamé que la Conférence

sombrait dans le ridicule, comme si les Canadiens et les Anglais avaient un tempérament qui les inclinât à se laisser duper.

Ottawa a été une réunion de gens d'affaires. L'accord anglo-canadien devait donc être tout naturellement la pierre d'achoppement, car c'est pour ce traité, en effet, que le compromis était le plus difficile à trouver, en raison de la divergence des intérêts, les autres Dominions ayant une situation industrielle moins affirmée.

La position de la délégation anglaise dans ses transactions avec le Canada était particulièrement délicate, puisque l'Angleterre n'est protectionniste que par nécessité et qu'il demeure un grand courant d'opinion libre-échangiste. Le cabinet de coalition, de son côté, ne tient que par la souple diplomatie de M. MacDonald. Plusieurs ministres libéraux, et non des moindres, sont toujours de fidèles disciples de Cobden. Au banc du gouvernement, Sir Herbert Samuel comme le vicomte Snowden ne manquent pas de se désolidariser de leurs collègues dès qu'il s'agit de politique tarifaire. Comment M. Baldwin, pris à partie assez vigoureusement de temps à autre par les journaux de la métropole, aurait-il alors pu s'engager à la légère dans une politique de protection des denrées alimentaires? Il ne veut pas être Baldwin-pain-cher. La Conférence de 1930 avait déjà rencontré les mêmes obstacles et il est bien certain que la délégation anglaise devait, cette fois aussi, se préoccuper de la vie chère et des prix de revient de l'industrie.

L'Angleterre n'est nourrie que par ses importations, si bien que, malgré le protectionnisme actuel, beaucoup de denrées alimentaires entrent en franchise. Or, pour répondre à certaines demandes excessives du Canada, il aurait fallu désormais frapper de droits de douane les produits alimentaires étrangers, ce qui ne peut se faire sans une ratification du Parlement. A la rentrée, au seuil de l'hiver, le Cabinet, en proposant de pareilles mesures, se serait heurté sans doute à d'assez sérieuses difficultés. Or, les demandes du Canada portent précisément sur les articles qui exercent une influence directe non seulement sur le prix de la vie, mais sur les prix de revient, à savoir : le blé, la viande et le bacon,

les bois, les produits de la ferme, dont le beurre et le fromage, le poisson, le cuivre et le nickel.

M. Baldwin, dans son discours d'inauguration, avait, de son côté, bien spécifié que, s'il y avait deux moyens d'établir des préférences, — ou bien en élevant les droits de douane ou bien en abaissant les taux existants, — il préférerait nettement le second au premier. L'attitude de la délégation britannique devait donc être dictée par un sentiment de résistance. Elle a attendu les propositions. Elle y a répondu le plus souvent en faisant valoir les avantages qu'elle avait déjà consentis par le passé aux Dominions et, de semaine en semaine, elle se portait d'une position de repli à l'autre.

L'Angleterre tient, en outre, à conserver ses fournisseurs étrangers, parce qu'elle leur a consenti, à l'habitude, des crédits importants. Citons le cas du Danemark qui livre à Londres ce qu'on convient d'appeler « les produits de la ferme », et celui de l'Argentine, où l'Angleterre a des investissements considérables. Toute la politique anglaise en Amérique latine repose sur des achats de matières premières et de viande, qui sont concurrentes de celles de l'Australie. Supprimer ces livraisons, c'est provoquer un véritable court-circuit et l'Angleterre perd l'un de ses meilleurs marchés financiers et industriels.

Le Royaume-Uni a aussi consenti à la Russie des crédits importants et, quand le Canada vient faire remarquer qu'il ne fournit que 4 p. 100 du bois consommé par l'Angleterre alors que la Russie en fournit 36 p. 100, les financiers de la Cité répondent qu'il faudrait éviter de passer par profits et pertes les crédits en livres consentis aux Soviets, crédits qui seraient ainsi définitivement compromis par une politique douanière d'Empire. Le Canada s'est servi des rapports anglo-soviétiques et surtout du « dumping » russe comme d'un moyen de chantage. Et il était assez paradoxal de voir dans les tractations du mois d'août dernier le président du parti conservateur, M. Baldwin, obligé, après avoir jadis dénoncé les rapports des travaillistes avec les Soviets, de défendre pied à pied le maintien des relations commerciales de Londres et de Moscou pour en arriver à une formule

finale de recommandation suffisamment terne pour que les Russes ne se sentent pas visés.

L'Angleterre, en outre, tenait d'autant plus à marchander les avantages qu'elle pouvait offrir aux produits naturels des Dominions que les compensations industrielles qui lui étaient offertes lui semblaient fort sujettes à caution. Elle se heurte, par exemple, au Canada, à la concurrence des États-Unis. Des milliers d'usines américaines ont été créées dans le Dominion et emploient la majeure partie de la main-d'œuvre urbaine. Les Américains, qui s'y entendent dans l'industrie du « lobby », c'est-à-dire dans l'art de faire les couloirs d'une conférence, avaient envoyé à Ottawa quelques excellents spécialistes. Les délégués recevaient ainsi la bonne parole d'électeurs influents, puis les journaux américains distillaient la menace et l'ironie, et finalement l'essentiel des intérêts de New-York ou de Chicago a été sauvé. L'opposition libérale canadienne n'a, du reste, pas dissimulé l'intention qu'elle avait d'attaquer M. Bennett dès la rentrée du Parlement, et de lui reprocher d'aggraver les charges du Canada, débiteur des États-Unis, en restreignant le courant normal d'échanges qui assure depuis un demi-siècle l'équilibre économique de deux pays voisins. La placide délégation britannique, qui assistait à ce manège, avait ainsi le droit de sous-estimer quelque peu les propositions qui lui étaient faites.

Cependant, il ne faudrait pas en conclure que l'Angleterre n'a pas acquis, de-ci, de-là, quelques sérieux avantages pour son industrie. Il est même frappant de remarquer le nombre des conversations privées qui ont été organisées entre industriels du Royaume-Uni et du Canada. Il me souvient qu'en 1927, deux grands capitaines d'industrie français, M. Duchemin et M. de Peyerimhoff, étaient venus à Londres expliquer aux Anglais le mécanisme des grandes ententes métallurgiques et chimiques européennes. Nos collègues britanniques ne semblaient pas alors comprendre l'intérêt ou la nécessité de semblables cartels. Depuis la crise, ils paraissent cependant apercevoir les avantages de ces traités qu'impose la diplomatie économique moderne, et, au Canada, j'ai vu des gens de l'acier, du fer, de la laine et du coton, venus de l'Ontario d'une part, de Manchester, Birmingham et Sheffield de

l'autre, s'entretenir des accords qu'ils pourraient conclure.

Dans ce domaine aussi, quelques esprits ont peut-être un peu hâtivement pensé qu'aucun accord n'était possible. Je suis, pour ma part, moins convaincu de l'échec de cette nouvelle politique, car je constate que ces conversations sont toujours poursuivies et reprises, et j'ai le sentiment que l'idée des ententes privées interimpériales chemine. Ce sont, du reste, ces accords particuliers, contractés industrie par industrie, qui servent de base aux droits douaniers industriels du traité anglo-canadien du 20 août 1932, de même que, dans nos traités de commerce européens, nous avons souvent consacré purement et simplement des tarifs établis par des ententes industrielles privées.

Les agriculteurs, de leur côté, ont tenu des assises spéciales dans les salons du Château-Laurier. J'ai recueilli l'écho de séances confidentielles, auxquelles prenaient part les délégués des principales associations agricoles de l'Empire. Ce sont là des réunions qui n'auraient même pas été envisagées, il y a deux ans, tant l'antagonisme était grand, si bien qu'il m'a paru que, loin de ne retenir de la Conférence impériale que la querelle anglo-canadienne, il faut tenir compte de l'ensemble des recommandations et résolutions qui constituent un premier grand plan de politique douanière commune.

Comme dans tout Parlement qui se respecte, la session s'est terminée par une séance de nuit les 19 et 20 août. Ce n'est qu'à 3 heures du matin que l'accord anglo-canadien a pu être mis au point. Les autres accords ont été ensuite adaptés à ce traité type.

Le bilan de la Conférence comporte ainsi douze pactes séparés : sept entre l'Angleterre et les Dominions, trois entre le Canada, l'Irlande, l'Afrique du Sud et la Rhodésie, deux entre l'Afrique du Sud d'une part, la Nouvelle-Zélande et l'Irlande de l'autre. Les Dominions ont ainsi renforcé leurs liens par des ententes commerciales et tissé un écheveau dont la trame peut être dans l'avenir renforcée. Évidemment, ceux-là étaient quelque peu ambitieux qui, malgré les circonstances imposées par la crise, pensaient établir une muraille de Chine autour de l'Empire et conclure une sorte de pacte plurilatéral. Les Dominions venaient, en effet, à

Ottawa pour se liguer contre l'Angleterre et obtenir l'accès de son marché, tandis que le Royaume-Uni avait en vue la reprise de son commerce extérieur.

Mais, en concluant douze pactes, l'Empire a prouvé qu'il ne se contentait pas de discussions académiques sur le pouvoir d'achat du consommateur et la stabilisation monétaire. La discussion a été âpre et bruyante comme dans toute réunion d'affaires, et Ottawa marque désormais une adaptation de l'Empire au protectionnisme. L'Angleterre, abandonnant délibérément les idées de Cobden, a, en 1931 et 1932, adopté un tarif. Il fallait ajuster à ce tarif le commerce impérial.

N'est-ce pas un résultat important que d'assurer au Canada et à l'Australie le bénéfice d'une différence de six cents par boisseau de blé entrant dans le Royaume-Uni, que d'octroyer aux Dominions des privilèges pour leurs produits naturels, privilèges qui impliquent une protection renforcée à l'encontre des produits étrangers importés sur le marché de Londres?

Le nouveau système de pactes bilatéraux qui va entrer en vigueur, dès cet hiver, après ratification des Parlements respectifs, jouera pendant cinq ans sur l'entrée en Angleterre des matières premières des nations appartenant à la communauté britannique et étendra, pendant la même période, le marché des produits industriels anglais dans les Dominions. De part et d'autre, bien entendu, on s'est assuré des garanties. Le Canada aura un « Tarif Board », c'est-à-dire un bureau d'experts en douane, qui vérifiera le fonctionnement des rouages et surtout le jeu des droits industriels, afin d'éviter la ruine des jeunes industries canadiennes. L'Angleterre, de son côté, a le droit de contrôler l'influence des préférences et des tarifs de douane sur le prix de la vie et cette clause suspensive jouera en faveur des classes laborieuses. Enfin, nombre d'accommodements sont prévus; c'est ainsi par exemple que la taxe sur les produits de la ferme n'a été instituée que pour trois ans.

***

Les matières premières défendues par leur avocat M. Bennett ont donc attendu deux années pour remporter

leur victoire, mais, après ce dernier mois de discussion, elles ont accès sur le marché britannique. Ottawa a désormais repris sa calme physionomie de vacances, chaque délégation ayant tenu à rejoindre au plus vite son continent. Les commentaires vont leur train, et, si les Canadiens eussent préféré des avantages plus décisifs pour leurs bois ou des garanties plus substantielles pour leurs industries, s'ils estiment que M. Bennett eût dû obtenir d'autres faveurs pour leur agriculture, il faut reconnaître que l'Empire a préparé ses positions diplomatiques à la veille de la Conférence économique internationale. L'Angleterre a entendu garder les mains libres avant les assises de Londres, afin de forcer le marché européen à des abaissements tarifaires.

Tout un marchandage se prépare; l'Angleterre va dire à l'Europe : « Vous voulez négocier des traités de commerce? Soit. Mais accordez-moi telle ou telle réduction de droits, sinon je donne une préférence à mon marché impérial. » La modération anglaise à Ottawa va servir de menace. L'un des experts britanniques me disait que l'Angleterre avait l'intention de jouer du terme « Empire » comme la France a l'habitude de se servir du mot « Sécurité ». Quand l'intérêt anglais est en jeu, on mobilise l'Empire. Or, comme le Royaume-Uni s'est assuré, en tirant fort habilement parti de la crise boursière américaine, de la maîtrise du marché financier international, il peut tenir un langage très énergique. Ottawa a donc été une répétition générale de la Conférence économique internationale et les États-Unis, qui n'ont pas su, pendant les années de prospérité, s'assurer la maîtrise du marché monétaire, devront jouer à Londres le rôle de brillant second et joindre leurs protestations à celles de l'Angleterre pour obtenir des abaissements de droits sur notre continent.

L'Europe risque ainsi de payer les frais de l'opération d'Ottawa et la France va donc avoir à mener deux négociations parallèles; l'une à la Conférence économique internationale, afin de défendre sa production, l'autre avec l'Angleterre, afin de conclure un traité de commerce : le protectionnisme britannique interdisant en fait nombre de nos exportations. Sa tâche serait particulièrement facilitée, si elle

savait rappeler au monde qu'elle représente aussi plusieurs continents.

En instituant, à notre tour, une Conférence impériale qui réunirait non seulement les hauts-commissaires, gouverneurs généraux et résidents généraux, mais aussi des délégations composées des présidents des Assemblées élues, des chefs indigènes, des présidents des Chambres de Commerce et d'Agriculture et des délégués des colons, nous pourrions d'abord déterminer une politique économique d'action concertée qui nous a fait défaut outre-mer depuis deux ans et nous créerions aussi des courants d'échange nouveaux sur notre marché impérial.

A côté d'un monde anglo-saxon, il est un monde français. Les discussions d'Ottawa ont révélé la vitalité, l'importance, l'intensité des intérêts des Dominions. N'oublions pas que ces assises se sont terminées le 20 août sur des paroles très significatives de M. Bennett. Le Premier canadien comparant, en effet, l'ordre anglais à l'ordre romain, exaltait en outre l'esprit d'Empire et soulignait la fierté qu'ont les gens des Dominions à pouvoir dire : « Je suis un sujet britannique. » Ottawa a été un grand conclave anglo-saxon. C'est à la France maintenant, si elle veut éviter de ne se laisser traiter à la Conférence économique internationale *qu'en puissance européenne*, de provoquer la création d'une Conférence de l'Empire français. Elle pourra alors déclarer à son tour à ses interlocuteurs : « Je n'ai pas les mains libres, moi aussi j'ai mon Empire à consulter. Je dois négocier avec mes protectorats et mes délégués coloniaux avant de vous accorder les concessions que vous me demandez. »

PIERRE LYAUTEY

WALTER SCOTT

Cette année, le 21 septembre, se place le centenaire de la mort de l'écrivain dont la gloire, au début du XIXe siècle, eut, avec celle de Gœthe, le rayonnement le plus européen. La postérité, il est vrai, a accordé à ces deux gloires un traitement inégal. La France, en particulier, qui devait peut-être à Walter Scott plus qu'aucun autre pays, se montra empressée à négliger son souvenir. Ne s'est-elle pas trompée, n'a-t-elle pas été ingrate en oubliant ainsi celui qu'elle aima tant à l'aurore du romantisme? Peut-être conviendrait-il d'ouvrir, à l'occasion de ce centenaire, un de ces procès en réhabilitation dont notre époque a la passion. On trouvera, dans la sommaire étude qui suit, quelques indications qui pourront aider à se former une opinion à ce sujet.

***

Pour saisir le véritable caractère de Walter Scott et de son œuvre il est indispensable de les replacer dans leur milieu et leur temps.

L'Écosse, jusqu'au milieu du XVIIIe siècle, fut condamnée à la pauvreté par la nature de son sol, la dureté de son climat, son éloignement du continent, sa séculaire rivalité avec l'Angleterre. Même lorsque l'union des deux pays fut accomplie, la jalouse méfiance de la plus puissante des deux associées empêcha longtemps le développement de la plus faible. En outre, l'Écosse n'était complètement unifiée. Une partie des

montagnes du centre et du nord était habitée par des clans celtiques, aux mœurs primitives et à la langue inintelligible qui vivaient un peu d'agriculture ou d'élevage et surtout de brigandages. Son histoire, sur laquelle pesaient de si lourdes fatalités, physiques et politiques, avait été tourmentée, sanglante, anarchique même, jusqu'au moment où son destin se confondit avec celui de l'Angleterre. Même alors de nombreux Écossais tentèrent à plusieurs reprises de se soulever contre ce qu'ils considéraient comme un joug étranger. Ce furent tantôt des Puritains irrités contre l'Église anglicane, tantôt des Jacobites, défendant les droits des Stuarts détrônés — et d'origine écossaise — contre les rois usurpateurs de la Maison de Hanovre. La dernière insurrection jacobite eut lieu en 1745. Le Prétendant, soutenu par les montagnards, ou *Highlanders*, régna un instant sur Édimbourg et cette page suprême de l'histoire nationale était encore fraîchement écrite lorsque Walter Scott vint au monde. Ces manifestations de mauvaise humeur étaient toutefois sans grande portée, car l'Écosse commençait à récolter les fruits de son mariage avec l'Angleterre. De meilleures méthodes de culture donnaient un essor nouveau à son agriculture, source presque unique de prospérité pour elle, et elle allait désormais participer de plus en plus à l'enrichissement général du Royaume-Uni.

Ses paysans, toutefois, étaient restés fortement marqués par le passé si dur de leurs ancêtres. Rudes de manières, silencieux, économes et même âpres au gain, délectés par le sévère hébraïsme calviniste, adonnés à la boisson et portés à la gaillardise, ils possédaient heureusement d'autres traits de caractère plus engageants. Au contact des difficultés, leur race avait acquis le courage et l'endurance. Elle avait possédé aussi, depuis les temps les plus anciens, une foi robuste en la vertu de l'instruction, même de la culture, qui lui venait peut-être de la perpétuelle alliance de ses rois avec ceux de la France. Les universités d'Édimbourg et de Saint-Andrews, plus tard d'Aberdeen et de Glasgow, ne manquèrent jamais d'étudiants faméliques mais vaillants. D'autre part, la noblesse, pauvre et usée par trop de guerres étrangères ou civiles, faisait peu sentir son influence et le calvinisme agissait dans le sens démocratique. Il n'est donc pas surprenant que le peu-

ple écossais possédât une forte personnalité, celle que donne l'habitude de se gouverner soi-même. Et son expérience de la vie, de la nature, de l'homme, conservée au sein de saines traditions familiales, alimentait un inépuisable folk-lore de contes, de ballades, de chansons, où se mêlaient l'humour réaliste, le sentiment mélancolique de la précarité de la destinée humaine et la croyance celtique aux êtres mystérieux dont la solitude est peuplée.

Cependant, plus sa vitalité grandissait, sous l'influence de circonstances matérielles meilleures, et plus l'Écosse souffrait d'être privée de rayonnement propre, de vivre refoulée sur elle-même, de se sentir province après avoir été royaume. A ce moment, deux de ses enfants lui donnèrent de nouvelles raisons d'être fière d'elle-même en la révélant à l'Angleterre et au monde, en transposant sur le plan littéraire une grandeur que ne pouvait plus soutenir l'indépendance nationale. Le premier fut Robert Burns. Né en 1759, mort en 1796, petit fermier du comté d'Ayr, puis employé de la régie, représentant typique de sa classe pauvre, vaillante et digne, il sut, au cours de sa brève existence, exprimer la poésie, le pittoresque familier, le simple pathétique de sa région et, par là, de toute la vie rurale. Et il y réussit sans recourir, tout au moins dans ses meilleurs poèmes, aux ressources de l'anglais. Il se servit de son dialecte natal, abandonné depuis le XVIe siècle par les écrivains écossais, et en fit une langue à circulation universelle. Il l'introduisit triomphalement dans la littérature européenne. Il obligea à l'apprendre, non pas seulement en Angleterre, mais en tous pays, les lecteurs désireux de connaître le plus grand poète moderne des champs, de la chaumière et du cabaret. Et à Burns, presque aussitôt, succéda Scott. Après les bucoliques nationales venait une sorte d'épopée. L'Écosse était comblée. La littérature lui apportait le renouveau de sa fierté : juste récompense de ses efforts pour ne jamais laisser en elle s'éteindre l'esprit.

Lorsque Walter Scott naquit à Édimbourg en 1771, cette capitale montrait encore, en un saisissant contraste, la dureté et la grandeur du destin écossais. Sa rue principale, bâtie à la française de hautes maisons de granit, escaladait une longue crête de rochers jusqu'à l'énorme château juché sur une de

ces falaises dont rêvait Gustave Doré. A l'opposé de cette forteresse se trouvait — et se trouve encore — le palais d'Holyrood, teint de bien des sangs, où le vieux Charles X trouva, en 1830, un asile temporaire. Derrière cette perspective escarpée, entre la ville et l'estuaire du Forth, se dressent la montagne d'*Arthur's Seat* et les falaises de Salisbury sur lesquelles, entre les nuages rapides, un pâle soleil promène un délicat pinceau. Le long de la Grand'Rue, et dans celles qui se suspendaient à cette artère principale, on voyait grouiller une population animée et malpropre, pieds nus, bariolée de châles et de plaids à carreaux, parlant un dialecte à la fois aigre et sonore, plein d'archaïsmes savoureux, sentant le terroir, manifestant dans la richesse de ses images, le pittoresque de ses expressions, le fignolement de ses diminutifs et de ses termes de tendresse, l'attachement du paysan pour ces vieux symboles de sa vie quotidienne, variés, polis, rafistolés comme les autres instruments de ses travaux. Au sommet de la société peu d'aristocratie par le sang, mais une nombreuse et originale aristocratie de gens de robe, rappelant celle de certains des sièges de nos vieux parlements. Le père de Walter Scott appartenait, lui aussi, au Palais en qualité d'avoué à la Cour. Sa famille était ancienne et originaire de la région frontière, traversée des monts Cheviots, que l'on désigne sous le nom de *Borders*. Disputée pendant des siècles par des chefs de bandes anglais ou écossais, demeurée en partie sauvage, cette partie de l'Écosse était peut-être la plus riche en souvenirs historiques et en légendes. Les premiers ancêtres dont la famille Scott se souvînt avaient été de ces rudes guerroyeurs et de fidèles partisans des Stuart. Un premier Walter Scott, après avoir manqué de peu d'être pendu comme rebelle, laissa pousser sa barbe rouge en signe de deuil, lorsque son roi fut exilé. Son frère fut tué dans un duel au sabre livré en l'honneur de ce même roi, mais, auparavant, il avait fondé à Édimbourg un club dont les membres ne parlaient entre eux que le latin. L'arrière-petit-fils de ce dernier, manifestant de bonne heure un goût singulier pour les bizarres complications du droit féodal, devint homme de loi et fut le père du romancier. C'était un calviniste de stricte observance et de mœurs austères qui épousa la fille d'un professeur de médecine à

l'université. Cinq de leurs enfants, sur douze, survécurent et le cadet, Walter, le préféré de sa mère, à laquelle il ressemblait moralement beaucoup, eut, à un an et demi, une attaque de paralysie infantile qui le laissa boiteux de la jambe droite. Ses parents pour le fortifier, l'envoyèrent à la ferme familiale de Sandy Knowe, dans les *Borders* et là, sa grand-mère le captiva en lui racontant les belles histoires des temps héroïques du pays. La sœur de sa grand'mère, la tante Jeannette, lisait de vieux livres à son petit-neveu et lui enseignait des ballades où se donnaient de fameux coups d'épée. Le jeune Walter écoutait tout et se rappelait tout. Au cours d'un voyage fait à Londres, à l'âge de quatre ans, il visita la Tour et la reconnut parfaitement vingt-cinq ans plus tard. Tout petit il savait déjà rencontrer les gens intéressants et les faire parler. Un officier en demi-solde évoquait pour lui ses souvenirs tout récents de la guerre d'Amérique. Revenu dans la sévère demeure de son père, dans le vieil Édimbourg, il obtint de sa mère qu'elle lui lût des ballades aussi merveilleuses que celles de la tante Jeannette. Au collège il faisait oublier à ses camarades qu'il était boiteux, grâce à son talent de narrateur. Il lisait, avec une voracité attentive, tout ce qu'il pouvait attraper, mais de préférence les livres qui évoquaient le passé. Les *Reliques de la poésie ancienne de l'Angleterre*, de l'évêque Percy, une des sources du romantisme anglais, firent sur lui une impression particulièrement profonde. Comme Chateaubriand, à peine son aîné, il sentait se gonfler son adolescence aux souffles nouveaux du siècle, mais, dans son cas, c'était l'imagination historique, bien plus que la sensibilité, qui frémissait. « Depuis cette époque, écrivit-il lui-même, l'amour de la belle nature, surtout lorsqu'elle se trouve associée à des ruines anciennes, ou à des restes de la piété ou de la magnificence de nos pères, est devenue pour moi une insatiable passion. » Dès l'âge de quatorze ans, il absorbe d'immenses quantités de mémoires et de chroniques et commence sa carrière, jamais interrompue depuis, de collectionneur et de bibliophile. Devenu jeune homme il parcourait avec un ami les solitudes d'Arthur's Seat et des falaises de Salisbury en composant avec lui des histoires moyenâgeuses où les chevaliers errants tenaient une grande place.

Puis, tout en faisant ses premières armes au barreau — car le charge paternelle avait été réservée à un frère plus jeune — il se sentit irrésistiblement attiré par le folk-lore de son pays, et surtout des *Borders*. Suivant sa propre expression il se jetait comme un tigre sur toutes les collections de vieilles chansons et d'histoires du temps jadis. Et, pour satisfaire son besoin de décor, de costume, de document, il ne reculait devant aucune peine, saisissait toutes les occasions. Il fut un des premiers à pénétrer dans la région du Liddesdale, district des *Borders*, où, à cette époque il n'existait pas de route et où aucun véhicule n'avait encore fait son apparition. Dans les *Highlands* il rencontra un authentique survivant de l'insurrection de 1745 qui se montra à lui dans sa tenue guerrière et un vieux gentilhomme lui raconta sa visite au fameux brigand Rob-Roy dans sa caverne des bords du lac Lomond. Il était servi, dans ces grandes randonnées, faites le plus souvent à pied, par une constitution athlétique, une remarquable endurance, à peine diminuée par sa boiterie, qui lui permettait de faire cinquante kilomètres en une journée. En outre, sa simplicité, sa bonne humeur, son entrain, un beau rayonnement physique et moral qui se dégageait de lui, prévenaient en sa faveur et lui gagnaient tout de suite le cœur des petites gens.

Ses débuts littéraires se firent à la faveur du romantisme allemand qu'Édimbourg commençait à découvrir. Il traduisit en vers des ballades de Gœthe et, la même année (1797), épousa une séduisante Française, Miss Carpenter, ou Charpentier, fille d'un émigré de Lyon. Peu après, désireux de s'assurer un revenu fixe pour continuer ses travaux, il se fit nommer juge du comté de Selkirk, avec résidence dans le voisinage d'Édimbourg. Là, au centre de ses chers *Borders*, il put reprendre ses promenades archéologiques, qui aboutirent à la publication de son grand recueil de poésies populaires intitulé *Minstrelsy of the Scottish Borders*. Puis il s'installa en pleine campagne à Ashestiels, sur les bords de la Tweed et s'arrangea, à force d'activité, pour mener de front la vie de gentleman farmer, de magistrat et d'écrivain. En 1806 il accepta les fonctions, plus lucratives encore, de greffier à la Cour, mais il n'abandonna qu'en partie sa studieuse retraite campagnarde. Les lettres l'attiraient de plus en plus et son

ambition s'enhardissait. Chargé d'un enivrant fardeau de visions et de rumeurs d'histoire il voulut s'en libérer en écrivant des récits poétiques originaux. Coleridge et Wordsworth lui avaient d'ailleurs déjà montré la voie. De 1805 à 1814 parurent ces récits, dont les principaux sont *Le Chant du dernier Trouvère, Marmion* et *La Dame du Lac*. Ce sont des légendes en vers, du genre ballade, où il utilise ingénieusement certaines traditions et certains paysages des *Borders* et des *Highlands*. On les lit encore avec plaisir. L'émotion historique de l'auteur est trop sincère pour ne pas leur donner une vie, un mouvement qui bravent les années. Mais nous sommes plus sensibles aujourd'hui, que ne le furent les premiers lecteurs, à la prolixité, souvent prosaïque, du style, à la monotonie du long déroulement des strophes. En outre bien des procédés employés pour obtenir une impression d'étrange et de merveilleux, ont perdu pour nous de leur prestige et de leur fraîcheur. Scott n'était ni artiste verbal, ni poète lyrique, et, dès que Byron eut fait entendre les premiers accents de sa rhétorique éclatante et passionnée, il eut la sagesse de comprendre qu'il lui était désormais interdit de rimer : sagesse d'autant plus méritoire que son succès comme poète avait été immense. C'est ainsi que, dès l'apparition de *La Dame du Lac*, des foules se précipitèrent dans la région des Trossachs, sur les bords du lac Katrine, pour admirer les paysages décrits dans ce poème. Personne jusque-là ne s'était avisé qu'ils fussent attachants; Walter Scott, en les incorporant à la littérature leur conférait la beauté et la vogue. Les auberges du pays ne désemplirent plus et ce fut là une des premières démonstrations de l'influence que les écrivains peuvent avoir sur le développement de l'industrie hôtelière. En outre, la réputation de l'auteur était consacrée par les flatteuses attentions dont il était l'objet de la part des premières familles d'Écosse et d'Angleterre. Comment ces grands seigneurs fussent-ils restés insensibles au charme de vers qui jetaient un lustre nouveau sur un passé perpétué en leurs personnes? Et puis M. Walter Scott était d'une telle dignité, d'une telle courtoisie! Ses anecdotes étaient si appréciées dans les dîners et ses plaisanteries d'un goût si parfait! Les Buccleuch, les Montagu, les Abercorn, les Holland, bientôt le prince Régent lui-même,

et d'autres membres de la famille royale, inspirent ses vers, guident ses recherches, lui ouvrent leurs archives, s'honorent de ses dédicaces.

La véritable voie de Scott devait être le roman. Là seulement il pouvait utiliser pleinement l'unique convergence de ses dons d'érudit, de conteur, d'évocateur du passé et les nourrir de l'expérience sociale et humaine acquise par lui aux quatre meilleures écoles qui soient : les livres, la campagne, le monde et le Palais. Son instinct le poussait dans cette direction, mais il hésitait, car les préjugés de son temps plaçaient le roman très au-dessous de la poésie et il craignait de déchoir en abordant ce genre inférieur. Aussi, après avoir abandonné les vers, se lança-t-il d'abord dans d'immenses travaux de critique et d'érudition, parmi lesquels il faut citer ses éditions monumentales de Dryden et de Swift. En 1814 seulement, pressé par ses éditeurs de leur apporter du nouveau, il acheva un vieux manuscrit oublié par lui depuis dix ans dans un tiroir et publia *Waverley*, mais sans nom d'auteur.

Il ne s'agissait, dans sa pensée, que d'un tableau des mœurs écossaises, telles qu'elles existaient au moment de la crise de l'année 1745. Il cherchait à imiter les scènes de la vie irlandaise de Miss Edgeworth et à utiliser dans ce but ses souvenirs d'enfance et de jeunesse. Mais, sans trop le vouloir, il laissa les scènes historiques prendre le pas sur les scènes de mœurs ou plutôt fusionner avec elles d'une façon originale. Le fond de l'action était bien constitué par le récit du grand soulèvement qui conduisit le prince Charlie à Holyrood, mais sur cet arrière-plan, et conditionnée par lui, se dessinait une intrigue attachante, au cours de laquelle les lecteurs ravis apprenaient à connaître des personnages nets, vivants, pittoresques. Retrouvant la tradition shakespearienne qui souligne le pathétique par l'humour, le sérieux par la fantaisie, l'auteur anonyme donnait une place de premier plan à un maniaque amusant, et pourtant vaillant gentilhomme, le baron de Bradwardine, premier en date de tous les érudits ou pédants à travers lesquels Walter Scott s'est si souvent raillé lui-même. Il venait de créer le roman historique.

Le mystère de la paternité de *Waverley* ne fit qu'ajouter à l'enthousiasme avec lequel il fut accueilli. Toutefois Scott

se rendait si peu compte des conséquences possibles de sa découverte littéraire que les deux romans qui suivirent : *Guy Mannering* (1815) et *L'Antiquaire* (1816) anonymes eux aussi, comme tous les autres, n'ont aucun caractère historique. Ce sont, sous une forme romanesque, trop romanesque même, des tableaux de mœurs écossaises, tels qu'il avait au début résolu d'en écrire, et situés dans une époque encore toute récente. Dans *Les Puritains* (1816), étude vigoureuse de la mentalité des puritains écossais révoltés contre Charles II, il s'enhardit, remonte jusqu'au dernier tiers du XVIIe siècle et donne à son récit un support vraiment historique. Mais avec *Rob Roy* (1817) il revient à ces fascinants *Highlands* du XVIIIe siècle qui avaient tant de fois passé dans ses rêveries adolescentes. *La Prison d'Édimbourg* (1818) évoque le sombre et grouillant Édimbourg du début du même siècle qu'il lui était si facile de reconstituer et *Lucie de Lamermoor* (1819), où se mêlent avec art les mœurs populaires, la vie seigneuriale et les superstitions des *Borders*, ne dépasse pas la même époque. A partir de 1819 seulement, l'auteur de *Waverley*, sûr de ses moyens, solidement appuyé sur une formidable popularité, fait un appel plus large à ses ressources d'historien, ose s'enfoncer dans le passé, rompre ses attaches avec son pays, voire même avec l'Angleterre. En 1819 paraîssent *Ivanhoe*, tableau de l'Angleterre sous les premiers souverains normands; en 1820 *Le Monastère*, *L'Abbé* et *Kenilworth*, où Marie Stuart et Élisabeth se montrent aux heures décisives de leurs règnes extraordinaires; en 1822 et 1823, *Les Fortunes de Nigel* et *Peveril du Pic* qui se passent respectivement dans le Londres de Jacques Ier et dans celui de Charles II déchiré par les querelles religieuses. En 1823, également, Scott accomplit sa plus difficile réussite avec *Quentin Durward*, qui met en scène Louis XI et Charles le Téméraire. Dans *Redgauntlet* (1824), il revient à son sujet favori, les conspirations jacobites, et l'époque choisie est presque aussi rapprochée que celle de *Guy Mannering* et de l'*Antiquaire*. D'ailleurs l'intérêt du roman réside moins peut-être dans ses suggestions d'histoire contemporaine que dans les portraits qu'il contient, notamment, celui de l'auteur lui-même, à vingt ans. Les dernieres œuvres de Scott, *Histoire des Croisades*, *Anna de Geierstein*, etc., sont

des productions hâtives dans lesquelles l'équilibre entre l'histoire et la peinture des caractères et des mœurs se trouve rompu au détriment de celle-ci. Aussi sont-elles fort inférieures aux autres.

Bien que la révélation officielle de la véritable personnalité de l'auteur des romans *waverleyens* ne se fît qu'à la fin de la vie de Scott, et sous la pression des circonstances, le public n'avait pas tardé à savoir à quoi s'en tenir. Scott était vite devenu le premier personnage de son pays. Disposant d'immenses ressources, dont il plaçait, malheureusement, une partie dans d'aventureuses affaires d'édition, il résolut de satisfaire le rêve, qu'ont connu d'autres écrivains, de vivre la vie de ses livres, de devenir, lui aussi, un seigneur, de se bâtir un château que rempliraient des œuvres d'art et des reliques évocatrices de ses propres créations. En 1811, il acheta, à un prix exorbitant, une terre voisine des magnifiques ruines de l'abbaye de Melrose, un des paysages historiques les plus renommés des *Borders*, sur les bords de la Tweed, non loin de Kelso, où s'était écoulée une partie de son enfance. Il y fit édifier une noble demeure, qu'il orna et embellit jusqu'à la fin de sa vie et à laquelle il donna le nom d'Abbotsford. Elle devint aussitôt un des pèlerinages littéraires les plus fameux de l'Europe et Scott se prêta, avec sa bonne grâce coutumière, à ce rôle de célébrité, qu'il réussissait à concilier avec ses devoirs de grand propriétaire, de greffier à la Cour et de père dévoué d'une famille de quatre enfants. Les honneurs pleuvaient sur lui. Il fut fait baronnet, reçut l'offre, qu'il déclina, d'être nommé Poète Lauréat, puis Conseiller Privé, et, en 1822, organisa les fêtes pour la réception à Édimbourg du prince Régent, devenu Georges IV, qui l'honorait de son amitié. Sous l'influence des souvenirs de *Waverley* et de *Rob-Roy*, la capitale de l'Écosse se remplit à cette occasion, comme on pouvait s'y attendre, de *Highlanders* de fantaisie en costumes trop exacts pour être véritables. Enfin, lorsqu'en 1831 l'état alarmant de sa santé décida le grand homme à faire un voyage en Italie, le roi Guillaume IV mit à sa disposition une frégate de la marine nationale qui le transporta à Naples. Tout dépourvu qu'il fût de vanité, il respirait à l'aise dans cette atmosphère de vie noble, qui s'accordait avec ses visions d'historien. Quant

à son existence domestique elle était à la fois laborieuse, patriarcale et magnifique. Levé à cinq heures, allumant son feu lui-même, il se mettait au travail dès que sa toilette, très minutieuse, était terminée et qu'il avait rendu visite à son cheval et à son chien favoris. Ses livres de référence étaient rangés en ordre, sur le plancher, autour de lui. Après le breakfast, pris en famille, il s'asseyait de nouveau devant son manuscrit, ou dictait, jusque vers une heure de l'après-midi, sans arrêt, sans rature, sa merveilleuse mémoire fonctionnant toujours avec une régularité qui stupéfiait les témoins. L'après-midi se passait à des exercices de grand air qu'il adorait, avec cette indifférence aux intempéries dont les Écossais ont le privilège : chasse à courre ou au fusil, pêche au saumon, pratiquée aussi le soir, aux flambeaux, longues promenades archéologiques, visites aux châtelains du voisinage ou aux tenanciers. Maître de maison plein d'urbanité et de gaîté — bien secondé, d'ailleurs, par lady Scott qui garda toute sa vie sa vivacité et son accent français, — riche d'anecdotes de magistrat, d'érudit, d'homme du monde, relevées de savoureux humour écossais; seigneur débonnaire et dévoué à ses paysans, l'autorité, la popularité lui appartenaient naturellement, et, dans chaque groupe où il se trouvait il donnait à la conversation un ton, une animation qui lui étaient propres.

Il connut même le bonheur de combattre vaillamment l'adversité et de la vaincre. En 1826 la faillite de l'éditeur Ballantyne, avec lequel il s'était secrètement associé, entraîna sa ruine complète. Il se trouva brusquement débiteur d'une somme d'environ dix-sept millions de francs de notre monnaie actuelle. Il vendit aussitôt sa maison d'Édimbourg, remit Abbotsford en gage à ses créanciers et conclut avec eux un arrangement inspiré par une confiance en ses gains futurs qui déconcerterait les plus gros « tireurs » parmi nos romanciers d'aujourd'hui. Mais cet homme de cinquante-cinq ans avait bien mesuré l'étendue de ses forces. Sa production avait été énorme; il la rendit gigantesque. Outre ses derniers romans — qui, nous l'avons vu, se ressentent des conditions dans lesquelles ils furent écrits, — il exécuta un nombre considérable de travaux de librairie de toute espèce, surtout une longue vie de Napoléon, particulièrement lucrative, puisque la première

et la seconde édition, en 1827, lui rapportèrent 18 000 livres sterling, c'est-à-dire près de deux millions de francs. En l'espace de quatre ans, il réussit, par ses seuls efforts, à verser à ses créanciers la moitié de sa dette et, peu de temps après sa mort, son passif se trouva entièrement amorti. Mais il était impossible qu'il résistât à de pareilles fatigues. Sa femme — à laquelle il demeura toujours tendrement attaché — mourut en 1829. Il la suivit, trois ans après, dans la tombe, à la suite d'une attaque d'apoplexie. Ce fut à Abbotsford qu'il expira, entouré de ses enfants.

***

On le voit, Scott fut d'abord, et resta essentiellement un peintre des mœurs de son pays. C'est parce qu'il en connaissait intimement toutes les classes sociales, et que ses pouvoirs de compréhension lui avaient permis de descendre au fond des âmes, qu'il se trouva, en fin de compte, capable de conférer à ses personnages une large humanité. Car on n'arrive à l'essentiel, dans la connaissance de l'homme, qu'à travers le particulier et il faut être d'abord beaucoup de son temps pour aboutir à n'être d'aucun.

Mais, comme Scott était en même temps historien, il se complut à projeter sur un passé, d'abord tout proche, puis de plus en plus éloigné, son expérience écossaise. Délicate synthèse! L'histoire s'anime en raison de ce que l'auteur sait y verser de cette expérience. Elle ne doit pas pourtant perdre ses droits; elle ne doit pas transiger sur la couleur locale, la vraisemblance des sentiments, la délicate adaptation de l'homme au milieu et au temps. Elle doit se montrer discrètement et sans cesser d'être toujours présente. C'est là un jeu d'une désespérante difficulté et Scott qui en fut l'inventeur est aussi le seul qui ait su convenablement y jouer. Les conditions uniques dans lesquelles il a opéré ne se sont jamais retrouvées.

La France de 1820 n'y regarda pas de si près. L'école romantique, assoiffée d'une revanche de l'imagination et de la sensibilité sur l'intelligence et la raison, avait juré la mort de l'homme en soi, ce triste mannequin, si pâle, si incolore, si

inexistant que, après s'être appelé Don Sanche, dans une tragédie de l'académicien Brifaut, il put prendre un nom assyrien, à la demande de la censure de Napoléon, sans que personne s'aperçût du changement. Elle rêvait d'êtres en chair, en os et en costumes soumis à toutes les relativités de la vie. Il fallait, pour y arriver, donner à la littérature le sens historique et donner à l'histoire les divinations du roman. Mais de pareilles révolutions ne s'accomplissent que par étapes, au hasard de l'apparition des grands écrivains. Chateaubriand avait, il est vrai, baigné *Les Martyrs* dans une réelle ambiance historique, mais son incapacité à créer des personnages vivants, à donner la sensation directe de la vie, à passer de la description au dialogue vif et animé qui fait partie de l'action, avaient dû faire reléguer cet admirable exercice de style parmi les tentatives insuffisantes.

Enfin Walter Scott vint. Ce fut l'annonciateur, mieux encore, le réalisateur des temps nouveaux, le briseur des sortilèges académiques. Les pages de la belle thèse de M. Maigron sur Walter Scott et le roman historique, qui décrivent le ravissement, la ferveur avec lesquels les romantiques se précipitèrent vers ce sauveur, sont parmi les plus curieuses de notre histoire littéraire. Critiques, écrivains, grand public, tout le monde fut conquis. Un million et demi d'exemplaires de ses romans se vendirent en France entre 1817 et 1830. Parmi les innombrables articles consacrés à cette gloire nouvelle, ceux du jeune Victor Hugo, dans le *Conservateur littéraire* et la *Muse française*, sont les plus justement pensés et exactement écrits. Ils montrent à quel point le chef de l'école révolutionnaire roula dans son esprit la préface de *Cromwell* avant de l'écrire. Et la mode, sous toutes ses formes, consacra cette fureur. Diana Vernon, l'intrépide, ironique et fière amazone jacobite, Quentin Durward et sa toque à plume, Ivanhoë le jeune chevalier et lady Rowena, dame de ses pensées, bien d'autres héros de Walter Scott encore, ornèrent vases, pendules, camées, boîtes de dragées, ou tentèrent le pinceau d'innombrables sous-Deveria. L'histoire d'Angleterre, surtout le règne d'Élisabeth, l'époque de Cromwell et des Puritains; l'Écosse avec ses landes, ses fées, ses châteaux fantastiques, Marie Stuart, le Prétendant et ses

montagnards, représentèrent une forme d'évasion, comme nous dirions aujourd'hui, appréciée du meilleur monde. Tout ce qui tenait alors une plume s'essaya plus ou moins à imiter Walter Scott, tout au moins à tâter du roman historique, de Charles Nodier au Rubempré de Balzac qui compte sur son *Archer de Charles IX* pour conquérir la gloire. Sans Walter Scott Vigny n'eût pas écrit *Cinq-Mars*, ni Victor Hugo *Notre-Dame de Paris*.

Cet engouement ne fut pas de longue durée. A partir de 1830 la réputation de Scott commence à baisser et ses romans vont, peu à peu, descendre au niveau des romans-feuilletons. Seuls, aujourd'hui, *Quentin Durward*, *Ivanhoë* et *Kenilworth* mènent encore une existence obscure au fond des bibliothèques scolaires. Les raisons de ce changement d'attitude sont faciles à établir. D'abord l'explosion poétique de 1830 ne fut pas favorable au roman. Puis Scott, moins encore artiste en prose qu'il ne l'était en vers, devait paraître bien terne au milieu de l'étincelante compagnie de magiciens du verbe dirigée par Hugo et Gautier. Mais surtout le roman historique, entre les mains des romantiques, ne donna que de médiocres résultats. Tout le monde avait beau s'y mettre, personne ne savait s'en servir. Tantôt on l'emploie, de la façon la plus ridicule, à la défense de thèses sociales et politiques, tantôt le décor historique ressemble à de la toile peinte, devant laquelle s'agitent de pauvres marionnettes affublées de voyants oripeaux, tantôt — comme dans *Salammbô*, tentative attardée — la peinture et l'archéologie étouffent orgueilleusement le roman. Et qui accuser de pareils échecs, sinon le roman historique lui-même, ce pelé, ce galeux? « C'est un genre faux! » proclama-t-on bientôt. Il eût été plus exact de dire que c'était un genre dont Scott était le seul à connaître le mécanisme.

***

Le discrédit où Scott est tombé chez nous, dû à un malentendu, est injuste. Il faut prendre garde que l'Angleterre, si riche pourtant en romanciers, et qui n'a pas les mêmes raisons que l'Écosse de vénérer sa mémoire, l'a mis au rang des

classiques. Essayons de dresser un bilan très sommaire des faiblesses et des grandeurs qui caractérisent aujourd'hui son œuvre, après qu'elle a subi l'épreuve du temps.

Le lecteur moderne est, tout d'abord, surpris par le ton de bonne compagnie, la mesure, la courtoisie qui y règnent et qui ne sont certes plus à notre usage. Ce n'est que lorsque Scott fait parler ses originaux ou ses petites gens, lorsqu'il peut s'abriter derrière eux, qu'il nous laisse entrevoir les profondeurs de réalisme et d'audace qu'il y avait en lui. Lorsqu'il parle en son propre nom, ou met en scène ses jeunes premiers et ses jeunes premières, il est pris de timidité et se rappelle qu'il écrit pour une société qui ne plaisantait pas sur les convenances. Ce n'est pas sans raison que les salons de 1825 mettaient si volontiers ses excellents jeunes gens en évidence sur des pendules. Nous avons, en outre, déjà dit, et il faut le rappeler ici, que le style n'est pour Scott qu'une façon claire et correcte de s'exprimer. Les mots n'ont pour lui qu'une valeur de signes et cela paraît étrange à un âge qui sait jusqu'à quels raffinements peut aller l'art d'écrire. Puis il n'est pas pressé. Il s'adresse à une génération qui savourait la volupté des longues veillées calmes sous le rond de clarté de la lampe à huile. Nous sommes trop préoccupés de transformer le rythme de la vie pour n'être pas particulièrement sensibles à ces différences dans la conception du temps. Un roman de Scott vaut, par la longueur, au moins trois romans français d'aujourd'hui. Et avec quelle lenteur ne s'engage-t-il pas dans son récit! Quel goût pour les digressions et pour les haltes! Rien, plus que cette paisible indifférence à la vitesse, ne peut faire souffrir les gens que nous sommes. Enfin le roman historique est pour nous, moins peut-être un genre faux qu'un genre démodé. Nous sommes blasés sur cette relation entre l'homme et son temps qui était, en 1820, une si belle découverte. Nous sommes blasés surtout sur le pittoresque. Nous avons retrouvé le goût de la psychologie et notre psychologie a des audaces qui eussent fait horreur à Sir Walter. D'autre part notre goût de l'histoire s'est développé; il est devenu exigeant. Nous supportons mal de la voir ainsi enrobée dans une intrigue de fantaisie. Il faut, en définitive, reconnaître que d'importants obstacles se dressent devant le lecteur

moderne résolu à s'initier aux mérites des *Waverley novels*.

Mais s'il persiste il verra bientôt ces vieilles pages s'animer sous leurs poussières d'une vie singulière et prenante. Scott possède en effet le premier des dons du romancier; le seul qui lui soit vraiment essentiel : il sait conter, ayant bien profité des leçons de la tante Jeannette. Si lent que soit parfois le récit, nous avons toujours envie de savoir ce qui va se passer à la page suivante et ce signe ne trompe pas. Puis ses personnages — sauf ceux qu'il a cru devoir sacrifier au goût du jour — sont d'une convaincante réalité. Ils ont chacun la marque caractéristique de leur profession, de leur temps, de leur âge, de leur caste. Ils ont aussi des tics, des manies, des idées fixes, des gestes et des mots qui ne sont qu'à eux. On les voit, on les entend. On frémit de plaisir lorsque leur tour revient d'entrer en scène. Ils remplissent une étonnante galerie de types et d'originaux où l'on rencontre des magistrats, des avocats, des officiers et des soldats, des paysans, des seigneurs et des gentilhommes campagnards, des valets et des femmes de charge, des hommes d'État, des mendiants, des contrebandiers, des bohémiens, des prêtres catholiques et des prédicants puritains, des grandes dames et des soubrettes, des cabaretiers, des brigands, l'écume pittoresque des ports et des villes, tous dessinés avec un relief saisissant et de très simples moyens. Scott a réussi également à donner une vie propre aux groupes et aux foules. Ses personnages historiques eux-mêmes, dont il use discrètement, quelque tenus qu'ils soient de se conformer aux données de l'histoire, n'en ont pas moins une individualité. Son Louis XI est particulièrement inoubliable. Enfin il y a dans beaucoup de ses romans des êtres singuliers, à mi-chemin entre le réel et le fantastique, dans lesquels on retrouve la tendresse des Écossais pour les féeriques habitants des landes nocturnes, pour l'innocent du village, souvent si sage dans ses propos incohérents, pour ceux qui, à demi dégagés de la matière, rient des raisonnables folies des autres hommes. Ces âmes légères, passant et repassant dans la trame sérieuse du récit, y répandent une savoureuse poésie.

Son procédé habituel est de faire beaucoup parler ses personnages. Il sait que le malentendu perpétuel entre ce que

l'homme croit, affirme être et ce qu'il est en réalité, ou paraît être à autrui, représente la meilleure source de vérité psychologique et d'humour. Aussi laisse-t-il les gens se révéler eux-mêmes. Ses romans sont en somme des dialogues, des scènes de comédie ou de drame, reliées par des parties de description ou d'explication. Il réalise la synthèse du théâtre et du roman, qui restera au nombre des acquisitions permanentes de la littérature romanesque.

Il a ainsi engendré le roman de Dickens, qui, faible lui aussi dans ses parties édifiantes, étincelle de vie dans ses dialogues. Thackeray également lui doit beaucoup... Mais n'a-t-il pas engendré le roman de mœurs tout entier? Le romancier historique en effet n'est au fond qu'un romancier de mœurs, puisqu'il cherche à déterminer l'influence du milieu sur l'homme. Scott serait donc le véritable initiateur de notre grand Balzac qui ne s'est peut-être pas borné à l'imiter en écrivant *L'Héritière de Birague*, *Les Chouans*, *Une Ténébreuse affaire*, et qui a peut-être trouvé dans le vaste ensemble des romans waverleyens sa conception de la comédie humaine.

C'est naturellement la partie écossaise de l'œuvre de Scott — c'est-à-dire près des cinq sixièmes — qui est la mieux venue et cela d'autant plus que l'époque où se situe le récit est plus rapprochée de la sienne. Il semblerait que le charme de ces mystérieuses concordances entre l'auteur et sa patrie doive être perdu pour des lecteurs étrangers. Il n'en est rien. Sans doute le dialecte n'a plus d'effet dans la traduction. Mais il reste cette prise vigoureuse sur la mentalité de ses compatriotes qui permet à Scott de s'égaler aux plus grands maîtres du pathétique et de l'humour. La scène de la mort du fils Mucklebackit dans *L'Antiquaire* est une des pages les plus attendrissantes et les plus vraies de la littérature populiste. Et lorsque, il y a quelques mois, le professeur Grierson, faisant une conférence en Sorbonne sur son grand romancier national, voulut faire comprendre à son auditoire jusqu'où pouvait aller la puissance d'émotion, il lut le passage de *La Prison d'Édimbourg* dans lequel une simple fille, de la campagne écossaise, Jeanie Deans, implore la reine en faveur de sa sœur, sur laquelle pèse une redoutable accusation. Et, en écoutant ces paroles pleines d'une rustique et déchirante

dignité, les auditeurs français du professeur Grierson sentirent que, par la bouche de cette humble héroïne qui fit seule, pieds nus et en châle, la route d'Édimbourg à Londres pour sauver sa sœur, s'exprimait l'âme paysanne de tous les temps et de tous les pays.

***

Et, même si ses romans cessaient complètement d'être lus, la vie de Sir Walter Scott continuerait à solliciter notre curiosité. Peut-être d'ailleurs est-ce sous l'aspect de la biographie que notre temps, saturé de livres et passionné pour l'action, subit le plus volontiers l'influence des grands écrivains et écoute le mieux leur leçon. L'illustre baronnet, entouré de lévriers, de chevaux, de gentilshommes, de joueurs de cornemuse, dans cette noble splendeur rurale qu'évoquent certaines gravures anglaises d'autrefois, représente un type accompli de cette race privilégiée que l'on appelle les apolliniens. Sa carrière réalisa une harmonie précieuse et rare entre les facultés, le travail, la réussite. Il régna sur le cœur de son pays et sur l'imagination de toute une génération d'hommes sans jamais cesser d'être égal à sa grandeur. Une convergence unique de conditions, de circonstances, d'événements entoura d'un halo magique la courbe de sa destinée. Un passé légendaire, de poétiques montagnes, une âme nationale attendant sa venue; un monde moderne en train de s'édifier sur les ruines de l'ancien; l'ombre de Napoléon à l'arrière-plan... Oui, c'est une belle histoire que Walter Scott a vécue, si belle qu'il eût été sans doute incapable de l'imaginer, malgré tout son génie.

MAURICE LANOIRE

LE PASSÉ DE SOBAKINE[1]

XIV

— Vous voilà encore une fois chez moi, cher camarade, dans mon bureau, — dit Smarkoff en tendant la main à Sobakine qui venait d'entrer. — Prenez place s'il vous plaît. Alors, vous n'avez plus peur de venir à Smolny?

— Pas le moins du monde, — répondit Sobakine en allumant la cigarette que l'autre lui avait offerte. — Comme je ne me sens coupable d'aucune faute à l'égard du régime des ouvriers et des paysans, je n'ai rien à craindre en entrant ici.

— Et vous avez parfaitement raison. Attendez-moi quelques instants pendant que je vais m'informer si le commissaire peut vous recevoir.

Il se passa un bon moment avant qu'il ne revînt et dît à Boris :

— Venez avec moi.

Deux minutes après, Sobakine entraît dans le bureau du commissaire. Il franchissait le seuil à peu près avec la même sensation qu'il avait éprouvée jadis en entrant chez Protopopoff.

Smarkoff sortit, congédié par un geste du commissaire, et Sobakine resta en tête à tête avec le ministre soviétique qui l'observait attentivement.

— Asseyez-vous, — lui dit-il enfin.

Boris obéit.

— Dites-moi, monsieur Sobakine, — prononça lentement le commissaire en tapotant légèrement les papiers qui se trou-

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er, 15 août et 1er septembre.

vaient devant lui sur la table, — je crois que vous nous avez rendu certain service?

— Très peu de chose, — répondit Sobakine. — J'ai fait ce que je pouvais.

— Vous reconnaissez donc le gouvernement des soviets?

— Comment pourrais-je ne pas le reconnaître, puisqu'il existe?

— Voici une réponse fort sensée. Mais alors, si vous le reconnaissez, pourquoi n'entrez-vous pas à son service?

Sobakine sentit un petit frisson lui chatouiller le dos : c'était la sensation exacte qu'il avait éprouvée lorsqu'il avait vu Raspoutine chez son beau-père.

— Pourquoi? — dit-il. — Pourquoi? Je ne le sais pas. Je ne sais même pas si les soviets accepteraient mes services.

— Vous êtes un ancien fonctionnaire, n'est-ce pas?

— Oui, monsieur le commissaire.

— Ainsi, vous avez servi le pouvoir qui opprimait le peuple. Mais c'est une faute qui vous sera pardonnée, si vous consentez à servir maintenant le peuple souverain. Nous avons besoin de fonctionnaires expérimentés. Ceux de vos collègues qui ont daigné servir ce tout petit monsieur de Kerensky ont organisé un véritable sabotage en abandonnant leurs postes au moment où nous sommes arrivés au pouvoir. Nous passons par des moments critiques. Seriez-vous un saboteur aussi?

— Non! — dit Boris résolument. — Je suis prêt à... servir le peuple.

Il fit un effort pour prononcer les derniers mots, et il était furieux contre lui-même : pourvu que le commissaire ne prît pas cela pour une hésitation!

Mais le commissaire était satisfait.

— Écoutez, — dit-il en fixant Sobakine à travers ses lunettes. — Je suis sûr que vous nous serez très utile dans l'avenir, mais pour l'instant, je ne puis vous confier qu'un travail de moyenne importance. Vous aurez un emploi dans le même département où vous étiez occupé sous le tzar. Et comme c'est là que se trouvaient les dossiers personnels de la haute administration, je vous charge d'examiner les archives et d'en tirer tous les documents qui pourraient servir à discréditer les anciens ministres et les anciens gouverneurs. Je

suis certain que vous trouverez suffisamment de pièces pour nous satisfaire. Il faut seulement avoir de la bonne volonté, et il faut savoir où chercher.

— Si vous le permettez, — prononça Sobakine après un moment d'hésitation, — je vous le dirai tout de suite, sans même sortir d'ici. Les documents secrets et souvent scandaleux, du moins je le crois, concernant les gouverneurs et les ministres, se trouvent dans un grand placard qui occupe toute la surface du mur dans le cabinet du chef de la première section.

Les yeux du commissaire brillèrent.

— Ce que c'est que d'avoir affaire à un spécialiste! Camarade, je vous donne tous les pouvoirs qu'avait l'ancien directeur sur tous les anciens services de votre département. Seul, le service nouveau qui en fait partie et qui concerne le départ des bourgeouilles de Pétrograd ne vous appartient pas. Vous allez vous rendre de chez moi à la chambre numéro 14 qui est occupée par le camarade Kolenko. Vous allez régler avec lui tous les détails de votre nomination. Adieu, camarade Sobakine.

En sortant de chez le commissaire, Boris pouvait à peine contenir sa joie. Les documents secrets des gouverneurs! Le grand placard dans le bureau de la première section! dans le temps, c'était un sanctuaire pour lui, pauvre fonctionnaire attaché au ministre, qui n'aurait jamais osé rêver de pénétrer dans ses mystères aussi rapidement. Maintenant, il saurait tout ce qui l'avait intéressé autrefois. Tous les malentendus, toutes les intrigues, tous les scandales étouffés, — tout deviendrait clair comme le jour. Et le voilà enfin de nouveau au pouvoir, de nouveau un personnage!... Directeur du département! Il était redevenu maître de la situation, il appartenait de nouveau à la classe dirigeante; il n'était plus un misérable bourgeouille, bon seulement à balayer les rues...

Avant de se rendre à la chambre numéro 14, il passa chez Smarkoff. Celui-ci, à son visage rayonnant, comprit qu'il était tombé d'accord avec le commissaire.

— Eh bien! — fit Smarkoff, — cela s'est bien passé? Puis-je vous féliciter?

— Oh, je comprends! — répondit Boris. — Je suis nommé directeur de mon ancien département.

— Ah, ah! cher camarade, je suis vraiment ravi de l'apprendre. Alors, vous ne songez plus à quitter Pétrograd?

— Ce serait une folie d'y penser. Ce qu'il y a de bon surtout, c'est que je pourrai avoir maintenant des moyens d'existence pour moi et ma famille... N'est-ce pas, camarade Smarkoff?

— Mais oui, certainement, vous aurez votre traitement, plus les provisions de première qualité, comme tous les employés du gouvernement.

Boris réfléchit.

— Dites donc, camarade Smarkoff, est-ce que je n'aurai pas aussi le droit de retirer maintenant un peu d'argent que je possède dans un coffre-fort, à la banque? Cela aurait arrangé mes affaires. Figurez-vous que j'ai dû vendre presque tous les meubles de mon appartement. Il me faudrait en acheter de nouveaux.

— En ce qui concerne votre coffre-fort, je n'en sais rien, — dit Smarkoff. — Mais je crois que le camarade Kolenko, que vous irez voir tout à l'heure, pourra vous donner les renseignements nécessaires.

Le camarade Kolenko reçut Boris assez sèchement et le pria de revenir deux ou trois jours plus tard, — délai indispensable pour remplir toutes les formalités de sa nomination. Mais cette attitude changea subitement lorsque Sobakine parla du coffre-fort.

— Rien de plus simple que de retirer votre argent, — dit-il. — Vous allez vous rendre rue Ligowka, au Select Hotel, et vous allez y trouver un certain monsieur Oussinsky. Lorsque vous le trouverez, vous allez lui expliquer votre cas, et vous vous recommanderez de moi. Voilà tout.

— Et alors? — demanda Boris.

— Alors, vous allez vous entendre avec lui au sujet de votre coffre-fort et vous lui remettrez la clef. Tout sera fait dans trois jours, lorsque nous nous reverrons.

— Oussinsky? — fit Boris. — Il me semble que ce nom ne m'est pas inconnu... N'est-ce pas un officier de la garde?

— Oui, je crois que c'est un ancien militaire. Ils sont toute une compagnie au Select Hotel, mais lui, c'est le chef. Ne tardez pas à aller le voir.

— Vous allez me donnez un mot pour lui?

— Inutile. Dites-lui seulement que vous venez de ma part.

Ce n'est qu'en revenant chez lui que Sobakine songea pour la première fois aux complications qui allaient surgir entre lui et Marie au sujet de sa nomination. Que dirait-elle en apprenant cette nouvelle? Il ralentissait le pas pour avoir le temps de préparer ses réponses et pour différer le moment pénible des explications. Mais à peine entré dans l'antichambre il vit, au visage bouleversé de sa femme qui lui ouvrit la porte, qu'il avait dû se passer quelque chose de grave et de très désagréable. Sans aucun doute, la conversation s'engagerait sur un autre sujet que celui du renouvellement de sa carrière administrative.

— Qu'est-ce qui se passe? — demanda-t-il. — On croirait, à te voir, qu'il nous est arrivé un malheur.

— En effet, — répondit Marie. — Je suis toute désespérée. Annouchka nous quitte.

— Mais pourquoi?

— Elle a reçu une lettre de la campagne. On l'invite. Ils ont là du pain, du lard, des pommes de terre, du lait en abondance. On vit sans s'inquiéter du lendemain. Elle regrette elle-même de s'en aller, elle pleure, elle me baise les mains, mais elle répète : Madame, il faut que j'aille à la campagne...

— C'est bien dommage! — dit Boris.

— C'est un malheur, c'est la fin de tout! — s'écria Marie en sanglotant. — Tania n'est plus bonne à rien, depuis qu'elle a ce matelot. Que vais-je faire toute seule? Qui soignera ma chère petite Olga, pendant que je ferai la queue devant les épiceries, les boucheries, les boulangeries? Comment me tirerai-je de toutes les besognes que j'aurai à faire? Nous allons tous mourir de faim. Pourquoi ne nous a-t-on pas laissés partir d'ici jusqu'à présent?

Boris jugea que le moment était favorable pour communiquer la nouvelle.

— Calme-toi, ma chérie, — dit-il en conduisant Marie dans la chambre à coucher, la seule où les meubles étaient restés au complet. — Écoute-moi bien. Nous aurons toutes les provisions nécessaires, il ne faudra pas faire la queue. Nous aurons du pain blanc, du sucre, des légumes et de la viande. Et de

plus, nous aurons encore mon traitement... J'ai trouvé une belle situation.

— Est-ce vrai, Boris? Laquelle donc?

— Je suis nommé... — Il reprit haleine. — Je suis nommé directeur de mon ancien département.

Marie ne comprenait pas.

— Directeur! — répétait-elle. — Ancien département... où est-il, ce pauvre département?

— Mais à sa place, naturellement. J'y travaillerai avec les droits et pouvoirs de directeur. Tu comprends? Je viens d'être nommé par le gouvernement soviétique. Et ce n'est pas tout encore.

— Tu es nommé par les soviets?

— Mais que me restait-il à faire, ma chérie? Lorsqu'on m'appelle chez le commissaire et que celui-ci me propose d'entrer au service du nouveau gouvernement, il n'y a pas le choix, ou plutôt il n'y en a qu'un seul : le service ou la prison. Que ferais-tu si j'étais emprisonné? Mais je vois que tu ne veux pas m'écouter jusqu'au bout.

— Si, j'écoute, — dit Marie. — Qu'y a-t-il encore?

— Il y a que nous pourrons retirer notre argent du coffre-fort.

Marie poussa un soupir.

— Voici quelque chose de vraiment agréable. Mon cher Boria, est-ce qu'on ne pourrait pas toucher cet argent et filer ensuite vers le Midi, sans entrer au service des soviets?

— Mais non, ma petite, c'est impossible. Si je n'entre pas à ce service, je n'aurai pas le coffre-fort.

Marie soupira encore. Deux larmes coulèrent de ses yeux et s'arrêtèrent sur ses joues.

— Fais ce que tu voudras, — dit-elle. — Pourvu que notre petite Olga vive et qu'elle n'ait ni faim ni froid... La vie est devenue si pénible! Dieu, ô grand Dieu, pardonne-nous si nous allons contre tes commandements!

Boris la laissa pleurer, heureux de s'être tiré si aisément de ses explications. Toute la soirée il ne parla que du coffre-fort, en évitant soigneusement de parler de son futur service. Il s'aperçut que, sur ce point, Marie observait la même réserve. Et, pour la première fois de sa vie, il admira le tact de sa femme et lui fut très reconnaissant.

Il se réveilla plusieurs fois pendant la nuit, en se rappelant qu'il lui était arrivé quelque chose de tout à fait extraordinaire. Alors il se rendait compte de sa nouvelle situation et restait longtemps sans pouvoir dormir, essayant d'imaginer toutes les conséquences du changement qui venait de transformer sa vie. A certains moments, il lui semblait qu'il continuait de rêver et qu'il lui faudrait s'endormir pour reprendre contact avec la réalité.

Cette sensation devint encore plus forte le lendemain matin. Qu'auraient dit, qu'auraient pensé maintenant de lui ses anciens amis? Qu'aurait dit Kosténeuve en apprenant que sa fille était devenue la femme d'un fonctionnaire soviétique?

Mais il s'efforça d'éloigner ces pensées. Mieux valait songer au grand placard de la première section et à tous les secrets qu'il contenait. Et surtout, le plus important, le plus pressé, c'était d'aller voir cet Oussinsky au Select Hotel, pour obtenir l'ouverture du coffre-fort.

Il trouva le Select Hotel sans beaucoup de difficulté. L'hôtel n'avait pas encore perdu toute son élégance d'autrefois, mais une couche épaisse de poussière sur le parquet et les meubles, l'absence de quelques carreaux dans les portes vitrées, montraient que l'établissement avait déjà été touché par le doigt crasseux de la révolution bolchevique. A l'appel de Sobakine, un homme parut. Il avait le visage sale, une barbe de huit jours et il était vêtu d'une redingote luisante et défraîchie. Cet homme avait l'air de sommeiller en marchant. Lorsque Boris demanda si l'on pouvait voir M. Oussinsky, il répondit :

— Oussinsky se trouve au deuxième, chambre n° 25. Je crois qu'il dort. Il n'est rentré que ce matin.

Boris regarda l'heure. Il était presque midi.

— J'essayerai de le voir tout de même, — dit-il.

— Essayez si vous voulez, — dit l'homme en bâillant. On aurait cru que lui aussi n'était rentré que le matin.

Boris monta l'escalier qui était sale au possible. Il s'arrêta devant la chambre n° 25 et frappa à la porte.

— Qui est là? — demanda une voix endormie.

— Ouvrez, s'il vous plaît. Je viens sur la recommandation du camarade Kolenko.

— Veuillez attendre un instant.

Quelques minutes après la porte s'ouvrit, et Boris vit un jeune homme aux cheveux ébouriffés, vêtu d'une chemise rose et d'un pantalon de coupe militaire. Il fit entrer Sobakine en s'excusant du désordre qui régnait dans la pièce.

— J'ai encore un collègue ici qui dort, — dit-il. — N'y faites pas attention et parlez sans vous gêner. Le pauvre diable est actuellement sans travail et sans abri. Je lui ai cédé la moitié de mon lit.

Boris jeta un regard sur le lit. En effet, il y avait là quelqu'un, roulé dans les couvertures, le nez tourné vers le mur; mais les contours qu'on apercevait étaient plutôt ceux d'une femme que d'un homme. Sobakine aperçut aussi une paire de chaussures de femme au pied du lit. Le collègue d'Oussinsky était assurément une femme. Mais, d'ailleurs, quelle importance cela pouvait-il avoir?

— Prenez place, — dit Oussinsky. — Votre nom, s'il vous plaît?

— Sobakine.

— Sobakine? — répéta son hôte. — Boris Sobakine? je ne vous ai pas reconnu tout d'abord. Je vous ai pris pour un camarade bolchevik.

— Je commence à vous reconnaître également, — dit Boris. — Mais je ne puis pas me rappeler où je vous ai rencontré?

— Mais chez madame Tvorogoff, mon cher, c'était encore en 1913, avant la guerre. Deux ou trois fois nous avons joué au bridge ensemble. Que fait-elle maintenant, madame Tvorogoff?

— Je n'en sais rien, — répondit Sobakine. — Je ne l'ai pas revue depuis la première révolution.

— Oui, mon cher Boris... Boris... Fédorovitch, je crois? Nous vivons dans un temps bien terrible... Mais passons au sujet de votre visite. Dans quelle banque se trouve votre coffre-fort?

Boris le regarda, bouche bée.

— D'où savez-vous qu'il s'agit de mon coffre-fort? — dit-il enfin.

— Mais puisque vous avez cité le nom de Kolenko... c'est la seule besogne que je fasse avec lui.

— Eh bien! oui; — répondit Boris. — Il s'agit du coffre-fort. — Et il indiqua la banque.

— C'est bon, — dit Oussinsky. — J'y ai déjà travaillé. Maintenant, dites-moi ce que vous avez dans le coffre.

— Quarante-mille marks en espèces finlandaises, et de l'argenterie.

— Finlandaises? cela va encore mieux. A quelle somme évaluez-vous l'argenterie?

— Environ mille roubles-or.

— C'est-à-dire deux mille cinq cents marks. Kolenko vous a-t-il dit les conditions?

— Il ne m'a rien dit. Lesquelles?

— Quarante pour cent à « eux », trente à nous; et vous toucherez le reste.

Sobakine ouvrit de grands yeux.

— Mais cela veut dire que je ne toucherai que trente pour cent de mon argent! cela fera... cela fera...

— C'est bien facile à calculer, — dit Oussinsky, en se munissant de crayon et en écrivant sur le bois de la table. — Trois cents pour mille, trois mille pour dix mille, douze mille pour quarante mille, plus six cents pour deux mille, plus cent cinquante pour cinq cents... Douze mille sept cent cinquante marks en espèces d'ici deux jours à Helsingfors.

Boris le regardait sans comprendre.

— Quoi Helsingfors? Pourquoi Helsingfors? Est-ce que je devrai aller à Helsingfors?

— Comment donc, vous n'y allez pas?

— Mais non, je reste ici.

— Oh! ça, c'est une complication... Comprenez-vous, cela change l'affaire. Habituellement, il s'agit pour mes clients de s'enfuir eux-mêmes à l'étranger et d'y toucher leur argent. Parfois, c'est nous qui les aidons à passer la frontière... Ainsi donc, il faudra échanger vos espèces à Helsingfors contre les papiers-monnaie russes et transporter ces papiers de nouveau à Pétrograd... Cela vous coûtera encore... Enfin, vous recevrez douze mille roubles-papier.

— Mais c'est... — dit Sobakine. — C'est du...

— C'est de votre intérêt, — interrompit vivement Oussinsky sans lui permettre d'achever sa phrase. — Le calcul a ses rai-

sons. Comme vous le savez, il faut avoir deux clefs pour ouvrir le coffre-fort. Vous m'en donnez une. L'autre a été saisie par les soviets dans la banque, et je la reçois au prix de quarante pour cent du contenu du coffre. Maintenant, j'ouvre le coffre, je retire le contenu et je dois le transporter en Finlande malgré les patrouilles de tous ces soldats, de ces matelots, de toute cette canaille qui garde la frontière pour ne pas laisser échapper les bourgeouilles et leurs biens. Songez à ce que je risque. Ces dépenses ne valent pas les trente pour cent? Maintenant, vous exigez que je revienne à Pétrograd encore une fois, chargé de monnaie... Cela vaut-il quelque chose, je vous le demande? Il faut réfléchir, mon chez monsieur Sobakine, avant de dire que c'est du vol.

Boris restait assis, l'air abattu.

— Douze mille roubles-papier! — dit-il enfin. — Douze mille papiers contre quarante-deux mille en espèces métalliques!

— Mais que faire? — répliqua Oussinsky. — Cela vaut toujours mieux que de ne rien recevoir. Dans quelques mois tous les coffres-forts seront officiellement ouverts par les commissaires bolcheviques, et alors... adieu les marks!

Boris poussa un soupir.

— Tenez, voici la clef, — dit-il en fouillant dans ses poches.

Il fit ses adieux à Oussinsky et revint chez lui plus triste qu'il ne l'avait été le jour où il avait révélé aux bolcheviks l'adresse de Granitzky.

— Boris, as-tu reçu l'argent? — lui demanda Marie dès qu'il fut entré.

Boris la regarda avec colère.

— Dans deux ou trois jours, — répondit-il en grinçant des dents... — je recevrai douze mille roubles... papier... et ce sera tout... Tout le coffre-fort!

Et il cracha avec fureur sur le parquet au milieu de son salon. La fréquentation des bolcheviks n'avait pas été sans influer sur ses manières.

Trois jours plus tard il reçut les douze mille roubles et un mandat du commissariat national de l'intérieur, l'autorisant à travailler dans son ancien département. Dans ce mandat,

il n'y avait pas un mot faisant supposer qu'il remplirait les fonctions de directeur.

XV

— Regarde-moi ce chenapan de soldat, — disait une femme du peuple à une autre. — Je le vois souvent passer par ici à la même heure, un pain blanc sous le bras. Tu vois tous ces colis? Bien sûr que ce sont également des provisions. Je voudrais savoir où il les vole tous les jours.

— Mais il ne les vole pas du tout, mon vieux, — répondit l'autre. — Il les reçoit, parce qu'il est de ces vauriens, de ces bandits qui font maintenant tout ce qu'ils veulent. Mon mari, qui est ouvrier, ne reçoit pas la dixième partie de ce que l'on donne à ces fainéants, à ces salauds de soldats, de matelots. Ils ont tout et nous n'avons rien. C'est comme les flics d'autrefois.

— Mais cela me tracasse, sacré nom, de le voir chargé comme ça!... — s'écria la première. — Oh! que j'ai envie de manger un tout petit bout de pain blanc! Il y a six mois que je n'en ai goûté... Je vais lui demander s'il veut bien me le vendre.

Elle rejoignit le soldat et lui demanda, en lui jetant des regards langoureux :

— Combien ce pain-là, mon chéri?

Le soldat la regarda d'un air morose.

— Qu'est-ce que cela peut te faire? — dit-il.

— C'est que je voudrais en avoir aussi. Je veux te l'acheter.

— Je ne le vends pas, c'est pour moi-même, — répondit Sobakine.

Il tourna le coin, traversa encore quelques rues et monta chez lui, au deuxième.

Marie lui ouvrit la porte. Elle avait beaucoup changé, pâli, maigri, et ses mains portaient la trace d'un rude travail.

— Voici, — dit Sobakine en déposant le pain et les colis sur la table de la salle à manger. — Il y a presque tout ce que tu avais demandé. Seul, le gruau de sarrasin fait défaut. Mais on l'aura après-demain.

— Oh! merci, mon Boria, merci, — disait Marie en rangeant les colis dans le buffet. — Le dîner est prêt, je vais le

servir tout de suite. Enlève ta capote et ta casquette... Tu sais, notre Olitchka commence déjà à marcher toute seule. Aujourd'hui elle a traversé tout le long couloir jusqu'à la cuisine... Elle joue maintenant au salon, je lui ai acheté une petite poupée... Il faut qu'elle ait quelque chose pour s'amuser, sans quoi je devrais rester tout le temps avec elle...

Boris s'assit auprès de la table avec un air de fatigue.

— Ce qui m'embête, — dit-il, — c'est de porter ces colis dans la rue. C'est-à-dire, les colis, cela va encore; mais le pain blanc!... Tout le monde me regarde comme si j'étais tombé de la lune. Il y a des camarades qui savent le dissimuler sous leur capote; mais moi, j'ai toujours peur de le laisser tomber, surtout lorsqu'il y a tant d'autres choses à porter... Aujourd'hui une femme m'a demandé si je voulais le lui vendre.

— Mais que faire, mon chéri? Il est impossible de prendre un fiacre. Il y en a très peu maintenant, et ils demandent des prix fous... Va chercher Olga pendant que je vais servir le dîner.

— Et où est Tania?

— Comme d'habitude, elle n'est pas à la maison. Elle s'est levée à midi, elle s'est débarbouillée, fardée, et elle est partie. Je ne sais pas comment nous pourrions nous en débarrasser. Nous n'avons pas le droit de la mettre à la porte, car elle est protégée par son union professionnelle. Nous sommes des exploiteurs, elle est exploitée par les bourgeouilles.

— Nous ne sommes plus des bourgeouilles, — dit Boris. — Nous sommes des employés du gouvernement des paysans et des travailleurs.

— Oui, mais son matelot se rappelle très bien qui tu étais au début de la révolution. Il peut nous faire toute une histoire avec cette fille. Non, vaut mieux ne pas les toucher.

— Attends que je devienne commissaire, — dit Boris en se dirigeant vers le salon. — Alors je n'aurai plus peur d'aucun matelot au monde.

Il trouva sa fillette, la prit sur ses bras et la porta dans la salle à manger pour la faire asseoir sur sa petite chaise pendant qu'elle balbutiait, ayant reconnu son père :

— Pa... pa... pa... pa... pa...

— Voilà! — dit Marie en posant la soupe sur la table. — Sers-toi, Boria, tu dois avoir faim. Je vais m'occuper de la petite.

Il y avait déjà deux mois que Sobakine remplissait ses nouvelles fonctions dans son ancien département, « avec les droits et le pouvoir de directeur », mais cela ne ressemblait que fort peu à la situation d'un véritable directeur d'autrefois. Le département ne présentait maintenant que de vastes salles désertes, sans personnel. On y voyait errer quelques anciens huissiers, quelques anciens garçons du ministère, qui choisissaient parfois une table pour y jouer une partie de cartes. La plupart des bureaux n'étaient pas faits et une couche de poussière les couvrait, encore plus épaisse que celle qui fanait les couleurs des tapis au Select Hotel. Boris trouva tous les placards et les tiroirs des tables fermés, les clefs avaient été emportées par ses anciens collègues. Le grand placard avec les documents des gouverneurs ne faisait pas exception, et, pour l'ouvrir, Boris dut employer des passe-partout qui lui avaient été fournis sur sa demande. Le jeu de passe-partout, qu'il avait maintenant toujours à sa disposition, fut le seul emblème de sa situation de « directeur », car, à l'aide de ces instruments, il pouvait en effet pénétrer dans toutes les archives, et il n'y avait plus de secrets pour lui dans l'ancienne correspondance de son département. Mais le département lui-même, depuis longtemps, n'était plus qu'un cadavre, et il n'y pouvait être, en réalité, aucunement question de directeur.

Après avoir parcouru toutes les pièces, Boris s'installa dans le bureau de la première section, où se trouvait le fameux placard, et il se mit à explorer le contenu de ce dernier. Il commença par trouver son propre dossier, d'où il retira ses documents personnels et brûla le reste, pour faire disparaître toutes les traces de son ancienne situation. Certes, on devait savoir qu'il avait été vice-gouverneur; on le savait même très bien à son département, mais à Smolny, on ne lui avait parlé que de son service au ministère : donc il n'était pas compté parmi les membres de cette classe, condamnée dès les premiers jours de la révolution. Il valait mieux que ce fût tout à fait oublié.

Après avoir ainsi arrangé ses propres affaires, Boris se mit à dépouiller les dossiers des autres. Il en retirait les documents qui pouvaient compromettre l'ancien régime, et il établissait le bordereau de ces documents pour le présenter après à Smolny. Ce fut un travail non seulement intéressant, mais excitant pour lui. En lisant les documents qui concernaient des personnages fort connus de lui, il revivait les premières années de sa carrière, il se rappelait tous les bruits, tous les cancans, toutes les intrigues du ministère, tout ce qui remplissait sa vie d'autrefois. Bien souvent une lettre quelconque lui donnait la solution d'une énigme qu'il n'avait pu deviner dans le temps, et alors il s'animait, il bondissait de son siège et parcourait nerveusement la pièce d'un bout à l'autre en oubliant le présent. Les jours où cela lui arrivait, son regard devenait distrait, il se parlait à lui-même et comprenait à peine ce qui se passait autour de lui.

Au bout d'une quinzaine, il se calma et revint à la réalité. Mais lorsqu'il comprit enfin que tout cet amas de paperasses qu'il avait entassées sur les tables ne représentait plus que l'histoire du passé, et que ce passé ne reviendrait jamais; lorsqu'il se rendit compte qu'il avait affaire non pas aux vivants, mais aux morts, — morts physiquement ou moralement, — il perdit tout intérêt pour sa besogne et se mit à travailler comme une machine, sans oublier toutefois que ce travail n'était qu'un essai et que dans l'avenir il serait chargé de fonctions plus importantes.

Chaque soir, après avoir fini son travail, il passait à la coopérative qui se trouvait dans la cour, et y recevait les provisions. Il y avait des jours où quelques articles manquaient. Alors il les notait soigneusement et les réclamait le lendemain. Et tous ses nouveaux collègues, — c'est-à-dire le suisse, les huissiers, les garçons, et quelques adolescents communistes, nommés par Smolny, — savaient fort bien qu'il était impossible de ne pas satisfaire le camarade Sobakine. En réclamant tous les jours, en insistant sur ses droits, il arrivait à recevoir absolument tout ce qui lui était dû.

C'est ainsi que se passait la vie monotone de Boris. Il n'avait pas acquis la haute situation qu'il avait espérée, mais il s'était fait une existence tranquille, au milieu de toutes les horreurs

qui se passaient autour de lui. A la fin du premier mois, il toucha un joli paquet de « kérenkas » — comme on disait des nouveaux roubles-papier, en se rappelant que leur émission avait eu lieu sous le gouvernement de Kerensky. Ces kérenkas de vingt et de quarante roubles avaient un aspect assez misérable, leurs dimensions ne dépassaient pas celle d'une étiquette de boîte d'allumettes, mais c'était de l'argent malgré tout, c'étaient bien deux mille roubles. Boris toucha cette somme avec une satisfaction qu'il n'avait jamais éprouvée jadis, en recevant le traitement de son service sous le tzar.

Il se demandait parfois si cette vie paisible allait durer longtemps et s'il était de son intérêt qu'elle changeât. Il ne pouvait pas se représenter ce qui pourrait bien l'attendre en dehors des murs tranquilles de son département, qui, même après la métamorphose, continuait à être si confortable et si familier pour lui. Il s'apercevait en même temps que tous ses nouveaux collègues — suisses, jeunes communistes, etc. — éprouvaient envers lui une certaine méfiance, qu'ils ne le reconnaissaient pas pour l'un des leurs, et que, dans ces conditions, il lui serait difficile d'avancer dans sa carrière. Et bien souvent, Boris se disait qu'il fallait se contenter de ce qu'il avait pour le moment et ne pas aspirer à un changement.

Mais le changement était inévitable; il devait s'y préparer à chaque moment. Et Sobakine travaillait de son mieux, avec non moins de zèle qu'autrefois, au début de son ancien service, lorsqu'il se faisait la réputation d'un travailleur capable, instruit et consciencieux.

XVI

Le bordereau des documents préparés pour être présentés à Smolny contenait déjà plusieurs pages, et Boris songeait à y adjoindre un index alphabétique; il était absorbé par ce travail, lorsqu'un jour il entendit dans la salle voisine des pas lourds et des voix qui s'approchaient. Il se leva pour aller à la rencontre des visiteurs, mais ceux-ci entraient déjà dans son cabinet.

C'était le suisse, accompagné d'un matelot vêtu à la mode,

c'est-à-dire portant sur la poitrine les inévitables bandes de mitrailleuse. Son pantalon était d'une telle largeur que l'on aurait pu en faire trois jupes. Son visage, ravagé par des traces de variole, était rouge comme une tomate.

— Le voici, — dit le suisse en désignant Sobakine. — C'est l'homme que vous cherchez.

Il s'en alla, et le matelot resta seul avec Boris.

— Vous êtes le camarade Sobakine? — demanda-t-il d'une voix enrouée.

— Oui, c'est moi, — répondit Sobakine qui sentit une odeur fort étrange se répandre dans le bureau. On aurait dit, un mélange de parfums exquis et de relents d'une eau-de-vie infecte.

— J'ai un mot pour vous. Un mot — hon! — de la part du commissariat de Smolny.

Il avait le hoquet et respirait difficilement.

— Asseyez-vous, camarade, — dit Boris, — et veuillez me donner ce que vous avez.

Le matelot se laissa tomber lourdement sur un fauteuil.

— Attendez, — marmotta-t-il en cherchant dans les poches de son pantalon. — Faut que je voie clair... hon! Que le diable m'emporte avec cette lettre si je sais où je l'ai fourrée!

Il jeta à Sobakine un regard interrogateur, comme si celui-ci pouvait vraiment lui indiquer où il avait fourré la lettre. Puis il dit :

— Oh! mais il ne fait pas froid chez vous. Je suis en nage.

Il retira de sa blouse un mouchoir de poche et se mit à s'essuyer le front et le cou. Boris s'aperçut que le mouchoir était de toile fine et qu'il portait dans un coin un chiffre brodé, surmonté d'une couronne.

Le matelot eut encore deux ou trois accès de hoquet et parut avoir oublié la lettre. Boris commençait à s'impatienter.

— Peut-être est-ce dans votre blouse, — dit-il.

— Quoi, dans ma blouse?

— Mais la lettre du commissariat.

— Ah! oui, la lettre! Mais alors il faut que j'ôte ces bandes. Aidez-moi, camarade...

Il se débarrassa des munitions et chercha dans la blouse, mais toujours sans aucun résultat.

— Mais elle est f..., cette lettre! — s'écria-t-il. — Il faut que je cherche encore — hon! — dans le pantalon.

Il se leva non sans peine et se remit à chercher la lettre, mais il y avait quelque chose dans ses poches qui l'empêchait de les fouiller jusqu'au fond. Boris entendit un frôlement de papier comme si des liasses de journaux se trouvaient dedans.

— Il faut retirer d'abord le revolver, — se dit le matelot à demi-voix.

Il fit un effort. L'étoffe craqua et une cascade de billets de banque jaillit sur le tapis de sa poche déchirée. Il y avait de gros paquets de kérenkas, d'ancien argent tzariste, de billets de mille roubles du gouvernement provisoire. Ils étaient tous chiffonnés au dernier point et avaient l'air de sortir d'une boîte à ordures.

— M...! — dit le matelot.

Boris regardait, ébahi. Jamais encore il n'avait vu tant d'argent à la fois.

— Faut ramasser toute cette pagaille, — dit le matelot.

Il s'inclina pour ramasser les billets, perdit l'équilibre et tomba à quatre pattes en prononçant tous les jurons qui existent dans la langue russe.

— ... *Ein russischer Schwein!* (un cochon de Russe!) — prononça quelqu'un en allemand sur un ton de suprême mépris.

Boris se retourna vivement. Deux hommes se tenaient à la porte : blonds, de grande taille et l'air martial, les vêtements mi-civils, mi-militaires selon la coutume bolcheviste. Ils continuaient à causer en allemand entre eux, à demi-voix.

— ... Un cochon, sans doute, mais flanquez-lui une bonne dose de *knout*, et il fera un excellent soldat, un serviteur dévoué. Tous les Russes sont comme ça.

Boris laissa le matelot ramasser son argent et s'approcha des nouveaux venus.

— *Was wünschen Sie, meine Herren?* (que désirez-vous, messieurs?) — leur demanda-t-il en un allemand très pur.

Les autres se regardèrent avec surprise.

— Tiens! — dit l'un d'eux. — Vous avez un accent parfait. Êtes-vous Allemand, par hasard?

— Non, — répondit Sobakine. — Mais j'ai appris cette langue dans mon enfance. J'ai eu une institutrice allemande.

— Mais alors, vous n'êtes pas un de ces camarades?

Il montra des yeux le matelot.

— Oh! non! je suis noble... — Boris s'arrêta. — C'est-à-dire, je suis un ci-devant noble et un ancien fonctionnaire de l'État.

— Que faites-vous donc ici?

L'Allemand posait ces questions d'un air de supériorité incontestable, et Boris, inconsciemment, reconnaissait déjà cette supériorité. Il se tenait droit, en fixant son interlocuteur, prêt à répondre à tout ce qu'on lui demandait. Il n'osait plus interroger ses visiteurs sur le but de leur venue.

— Je suis actuellement au service des soviets, — dit-il. — Que faire? Il faut bien servir le peuple.

— Le peuple... hum! — fit l'Allemand. — Vous feriez mieux d'appliquer ailleurs votre savoir et vos capacités. Mais nous en parlerons tout à l'heure. Maintenant, voulez-vous me dire si c'est par ici, la Tché-ka?

Or, cet organe terrible de l'État soviétique ne venait que de naître, et très peu de gens encore en connaissaient exactement le siège.

— Oh! non! — dit Boris. — Ce n'est pas ici, la Tché-ka. Ici, ce n'est que l'ancien département du ministère de l'intérieur. Quant à la Tché-ka, je ne sais même pas où elle se trouve.

— *Donnerwetter!* — s'écria l'Allemand. — Jamais ce damné Smolny ne donnera une adresse exacte. Oh! ces Russes, ces Russes! combien de siècles leur faudra-t-il encore pour devenir des hommes?... Mon ami, — continua-t-il en s'adressant à Boris et en lui posant la main sur l'épaule, — avant d'aller chercher la Tché-ka, je veux vous dire quelques mots. Vous avez tort de servir ici. Si vous voulez discuter avec moi cette question, venez me voir à l'ambassade d'Allemagne. Connaissez-vous l'adresse? Elle n'est plus où elle se trouvait avant la guerre. Vous la trouverez maintenant au n° 90, quai de la Fontanka... Vous y demanderez le major von Kracke. J'y suis tous les soirs à partir de neuf heures jusqu'à minuit. Voici ma carte, vous la présenterez à l'entrée. Votre nom, s'il vous plaît?

— Sobakine...

— *Ganz gut! Auf wieder sehen, Herr von Sobakine.*

— Au revoir, monsieur, — répéta Sobakine comme un écho.

Lorsque les Allemands furent partis, il resta un moment sans bouger, réfléchissant à tout ce qui venait de se passer. Puis il se retourna vers le matelot.

Celui-ci, après avoir ramassé son argent, s'était endormi sur le tapis! Tous les efforts de Boris pour le réveiller restèrent vains, et Sobakine dut appeler le suisse pour faire emporter le corps de son cabinet.

— Le camarade s'est trouvé mal, — dit-il. — Il n'a même pas pu m'expliquer le but de sa visite. Il paraît qu'à Smolny on lui avait donné une lettre pour moi, mais il l'a perdue en route. Je ne sais vraiment que faire maintenant. La lettre devait avoir une certaine importance. En tout cas, il me faudrait savoir de quoi il s'agissait.

Le suisse eut une idée.

— Téléphonez à Smolny, — proposa-t-il. — Dites que le matelot était saoul, et qu'il n'a rien pu vous expliquer. Inutile de se gêner avec ces gens-là.

— Non, je ne dirai pas cela, — répliqua Boris. — Ce ne serait pas convenable. Comprenez-vous, si ce n'était qu'un soldat..., mais un matelot!

Le suisse sourit.

— Soldat ou matelot... n'est-ce pas pareil? — Il était seul avec Sobakine. — Les uns comme les autres ne sont que des vauriens et des ivrognes. La gloire de la révolution! Attendez, je vais vous donner le numéro du téléphone du commissaire.

Il arrivait souvent que le suisse parlait sur ce ton avec Sobakine, lorsque personne ne les entendait.

Quelques instants après, le central appelait le numéro du commissaire et Boris entendit quelqu'un décrocher le récepteur.

— Smolny, cabinet du camarade commissaire, — dit une voix mielleuse. — Qui est à l'appareil?

— Parbleu! cette voix m'est connue, — se dit Boris. — Mais il n'avait pas le temps de réfléchir; il fallait répondre,

— Camarade Sobakine. A qui est-ce que je parle?

— Camarade Bimberg...

Le récepteur faillit tomber de la main de Boris. Bimberg au service de Smolny! Bimberg, de l'extrême droite! Bimberg, membre de l'union des « vrais Russes »! Bimberg, antisémite! Bimberg, sujet fidèle de l'empereur et de l'impératrice! C'était incroyable, c'était monstrueux...

Il faut croire que Bimberg, lui aussi, à l'autre bout du fil téléphonique, éprouvait les mêmes impressions que Sobakine. Ils restèrent cois pendant un bon moment. Bimberg fut le premier à rompre le silence.

— D'où parlez-vous, camarade Sobakine?

— De l'ancien département, dans lequel j'ai un mandat du commissariat.

— Que désirez-vous, alors?

— Je voudrais parler au commissaire.

— Il n'est pas là, il est en séance de conseil. Peut-être pourrais-je vous donner les renseignements nécessaires?

— Oui, peut-être... — fit Boris. — Et il raconta la visite du matelot.

— Attendez-moi un instant, — dit Bimberg. — Ne quittez pas l'appareil. Je vais m'informer de votre cas.

Pendant que Bimberg s'informait, Boris réfléchissait à cette étrange aventure, qui l'avait fait retrouver son ancien ami et collègue — mais dans quelles circonstances! Oh! Comme il aurait voulu parler à Bimberg tout franchement, lui poser toutes sortes de questions; apprendre comment, lui, avec tous ses sentiments monarchistes, avait pu entrer au service de l'Internationale... Pour quelles causes, pour quelles raisons?

En même temps, son attention était attirée par deux petits objets de couleur gris-verdâtre qui traînaient sur le tapis dans un coin de la pièce, sous le canapé. Sobakine était sûr que ces objets n'étaient pas là, le matin. Il devinait vaguement ce que cela pouvait bien être, mais il ne savait pas encore ce qu'il allait en faire... Enfin, il entendit des pas se rapprocher et la voix mielleuse recommença :

— Êtes-vous là, camarade Sobakine?

— Oui, je vous écoute.

— La lettre qui avait été donnée au camarade matelot vous avisait que dans deux ou trois jours vous auriez la visite du commissaire Schantz, chargé de faire une révision de votre

travail et de vous donner quelques nouvelles instructions. Soyez donc prêt à le recevoir. Adieu, camarade Sobakine.

Et Bimberg raccrocha le récepteur, avant que Boris ait eu le temps de lui dire adieu à son tour. Évidemment, il craignait que Sobakine ne lui posât quelque question imprudente. Boris raccrocha le récepteur également et s'assit dans son fauteuil en réfléchissant. L'invitation à l'ambassade allemande, Bimberg à Smolny, la révision du commissaire Schantz, — tout cela dans le courant d'une demi-heure!

Ah! mais il y avait encore quelque chose d'important : c'étaient les paquets sur le tapis dans le coin. Boris se leva pour les examiner. Il ne s'était pas trompé; c'étaient bien deux paquets de kérenkas grises, c'est-à-dire, à quarante roubles la pièce, deux paquets de quatre mille chacun. Ils s'étaient échappés de la poche du matelot, et celui-ci s'était endormi sans les avoir ramassés. Que fallait-il faire de cet argent? Boris garda un moment les paquets dans sa main, en hésitant.

— Nom d'un chien! — se dit-il enfin. — Le matelot n'a pas compté son argent, et puis... je reprends ce que l'on m'a volé. Et ce n'est pas tout encore.

Il glissa les paquets dans sa poche, et du coup se sentit plein de force, d'audace et d'énergie.

— Il faut imiter les camarades bolcheviks, — pensa-t-il. — Ce sont des hommes d'action. Moi, je le suis aussi... J'irai à l'ambassade d'Allemagne, je recevrai le camarade Schantz. Qu'importe! je ne crains personne... Mais je suis incapable de travailler aujourd'hui.

Il ferma son cabinet à clef et rentra chez lui au grand étonnement de sa femme qui ne l'attendait que le soir, comme d'habitude. A peine rentré, il déposa l'argent sur la table.

— Voilà! — dit-il triomphalement.

— Qu'est-ce que c'est? de l'argent? Boris, Boris, c'est huit mille roubles! Quel bonheur! D'où as-tu reçu cela?

A ce moment seulement, il se rendit compte qu'il ne fallait pas dévoiler à sa femme la provenance véritable de cet argent.

— C'est une... gratification, — dit-il enfin. — Mais elle est secrète... comprends bien, il ne faut en parler à personne.

Marie était stupéfaite.

— Huit mille roubles de gratification, — répétait-elle. — C'est une gratification princière... Mais qu'as-tu fait d'extraordinaire pour la recevoir?

— J'ai travaillé bien consciencieusement, — répondit Sobakine un peu gêné. — Puis... j'ai trouvé des documents très importants... Un commissaire spécial viendra après-demain pour les examiner... Seulement, il ne faut pas en parler. Mercredi, demain, il me faudra m'occuper pendant toute la soirée pour mettre ces documents en ordre...

— Voilà qui est chic! — pensait-il en même temps. — Tout s'arrange d'un seul coup, la visite à l'ambassade d'Allemagne, la question des huit mille roubles...

— Cela fait vingt, — dit Marie.

— Vingt quoi?

— Vingt mille, avec les douze que nous avons reçus du coffre-fort.

Les douze mille n'étaient pas encore entamés, et l'appartement restait toujours à moitié démeublé. C'était même plus pratique : il y avait moins de poussière à essuyer tous les jours en faisant les chambres.

Le mercredi soir, en s'habillant pour aller — du moins l'affirma-t-il — à son département, en réalité pour se rendre à l'ambassade d'Allemagne, Boris demanda à sa femme :

— Dis donc, si je mettais la jaquette sous ma capote?

— Pourquoi?

— Le commissaire peut venir.

— Mais tu avais dit dans deux jours.

— Oui, mais c'est hier que je l'ai dit; et puis... qui sait quand il viendra?

Marie sourit.

— Si j'étais une femme jalouse, je me figurerais que tu vas à un rendez-vous... Mets la jaquette si tu crois que cela ira mieux.

— Il faut être tout à fait stupide pour croire que la jaquette de bourgeouille convient mieux que la veste d'un soldat pour recevoir un commissaire, — pensa Boris. — Mais tant mieux, si elle ne soupçonne rien. Je lui raconterai tout lorsque je serai de retour.

Pour aller à l'ambassade, il dut prendre un fiacre qui

s'arrêta, après un long trajet, devant une entrée au-dessus de laquelle flottait un immense drapeau tricolore : noir, blanc et rouge. Boris contempla ce drapeau avec un sentiment de respect.

— Voici les couleurs qui auraient dû toujours nous être familières et amies, — pensa-t-il avec regret. — Si elles avaient continué à flotter à Pétrograd en 1914, il n'y aurait pas eu de révolution et je ne serais pas obligé de servir ces vauriens et ces ivrognes, comme les appelle avec raison notre suisse... Et je ne serais pas le camarade Sobakine, mais un gentilhomme... un gouverneur bientôt, peut-être.

Il entra dans le vestibule et présenta la carte de von Kracke en demandant au suisse, en allemand :

— Puis-je voir monsieur le major?

— Veuillez attendre un instant dans la salle de réception.

Boris passa dans la salle, où il vit beaucoup de gens, tous vêtus en « bourgeouilles », avec des cols impeccables, en redingotes ou en jaquettes, comme lui. Il y avait plusieurs miroirs, et Sobakine y vit son propre visage, ce qui lui fit grand plaisir : c'était si agréable de se voir vêtu de nouveau en Européen, débarrassé de ce damné costume de soldat dégradé!

On l'appela chez le major.

— *Guten Abend,* Herr von Sobakine, — dit celui-ci en lui tendant la main. — J'étais sûr que vous viendriez. Asseyez-vous et causons.

Boris s'assit.

— Je suis venu ici plutôt pour vous écouter que pour causer, — dit-il en souriant.

— Oh! je vois que vous êtes un homme d'affaires. Vous voulez passer tout de suite au sujet de mon invitation. Eh bien! je commence. Mon cher monsieur — *mein lieber Herr* — vous n'avez aucune raison de rester ici, au service des soviets. Vous serez toujours pour eux un ancien fonctionnaire, un bourgeouille... et ils vous mettront à la porte dès qu'ils n'auront plus besoin de vous. D'autre part, dans les anciennes provinces de la Russie méridionale, un nouvel État est en train de se former sous l'égide de l'empire allemand; c'est l'Ukraine. Vous, qui avez l'expérience de votre ancien service administratif, vous qui parlez si bien l'allemand, ne croyez-vous pas

que vous pourriez y faire une brillante carrière, meilleure peut-être que celle qui vous attendait sous le régime du tzar? Je suis sûr qu'une fois arrivé à Kieff, vous y trouveriez la plupart de vos anciens collègues, chacun ayant obtenu une situation encore plus haute que celle qu'il avait autrefois ici, à Pétersbourg. Qu'en pensez-vous, Herr von Sobakine? Ne serait-ce pas mieux pour vous de quitter le département et de passer au service de l'hetman Skoropadsky?

Boris n'hésita pas un seul instant.

— Je suis d'accord que ce serait mieux, — dit-il. — Mais il y a des complications. Je ne suis pas seul, j'ai ici une famille.

— Cela ne fait rien, — répondit l'Allemand en prenant une feuille de papier et en s'apprêtant à écrire. — Dites-moi les noms des membres de votre famille.

— Ma femme Marie et ma fille Olga, âgée d'un an et demi...

— ... *Frau Maria von Sobakine mit Tochter Olga...* — écrivait le major. — *Also, mein Herr,* je dois vous apprendre que vous aurez tous les trois des visas pour passer la frontière de la zone allemande à Orcha. Il vous suffira de présenter n'importe quel document avec ces noms pour passer la frontière. Vous pouvez la passer tous ensemble ou bien séparément, comme vous le jugerez utile. Ces visas seront valables pendant un an. Il ne vous reste plus qu'à vous débrouiller pour quitter Pétersbourg.

— Comment le ferais-je?

— Ça, je n'en sais rien, et je ne puis vous donner aucun conseil, mais vous vous arrangerez bien, certainement. Tout le monde s'arrange... Voilà tout ce que j'avais à vous dire. Avez-vous encore quelque question à me poser?

— Oui. Je voudrais savoir quelle situation je pourrais obtenir au ministère de l'hetman?

— Oh! mon cher, je ne peux rien vous dire. Cela dépend du délai qu'il vous faudra pour vous rendre à Kieff. Plus tôt cela sera, mieux ça vaudra.

— Fort bien, — dit Sobakine, en se levant. — C'est entendu. Je me rendrai à Kieff le plus tôt possible.

Il prit congé du major et revint chez lui. On peut se figurer la surprise de Marie, lorsqu'il lui raconta tous les détails de sa visite à l'ambassade.

— Boria, mon Boria, que ce serait heureux de partir! — s'écria-t-elle en se jetant à son cou. — J'en ai par-dessus la tête de cette révolution, de ces soldats, de ces matelots. La seule Tania suffirait pour m'inspirer le désir de quitter cette ville odieuse! J'aime mille fois mieux être sous la domination allemande que de rester dans cet enfer soviétique.

Boris sourit.

— Mille fois seulement? — dit-il. — Non, tu te trompes. Il n'y a rien d'aussi bon que d'être sous le régime allemand, en général. C'est l'Europe, c'est la civilisation... Cela est mieux non seulement que le régime des soviets, c'est mieux aussi, encore, que le régime du tzar...

XVII

La question du départ décidée en principe, il fallait maintenant songer aux moyens de recevoir, sous un prétexte quelconque, les permis pour quitter Pétrograd. C'était une tâche bien pénible, et les deux époux passèrent la soirée à se creuser la tête, projetant toutes sortes de démarches qu'il leur fallait faire. Mais le problème continuait à être insoluble, à moins qu'on ne se décidât à fuir sous un faux nom, avec de faux papiers. Tous les deux furent d'accord que ce serait folie pure, vu qu'il leur faudrait encore apprendre à se servir de faux passeports. Chose étrange, non seulement ce soir ils furent d'accord en tout, — ce qui leur arrivait rarement, — mais ils furent également animés tous les deux par la même idée, — ce qui ne leur était jamais arrivé depuis leur mariage. Leurs intérêts se trouvaient enfin être communs, pour des raisons différentes il est vrai : Boris rêvait à une nouvelle carrière qu'il allait faire sous les auspices du protectorat allemand; Marie ne songeait qu'à se débarrasser de ses pénibles ennuis domestiques, qu'à en finir avec cette incertitude du lendemain qui la rongeait depuis de longs mois, qu'à ne plus revoir ce peuple insolent qu'elle ne pouvait plus supporter, surtout dans la personne de Tania. Et en outre, ce qu'elle désirait par-dessus tout, c'était de ne plus voir son mari au service des soviets, ce qu'elle trouvait déshonorant.

Mais, malgré tout son désir de se rendre à Kieff le plus tôt

possible, Sobakine ne pouvait s'occuper immédiatement de cette question. Il fallait d'abord subir la visite du commissaire et, pour la subir, il fallait être prêt. Aussi, le lendemain de sa visite chez les Allemands, se rendit-il de bonne heure à son service. Et il commença à travailler à toute vitesse pour achever son index alphabétique. Son ami le suisse, devinant qu'il allait se passer de déjeuner, l'invita à manger chez lui, et Boris profita avec plaisir de cette invitation, car elle lui économisait le temps qu'il aurait fallu mettre pour aller au restaurant, sans parler de l'argent qu'il y aurait dépensé. Pendant le repas, le suisse se mit à critiquer les soviets et poussa son audace contre-révolutionnaire à un tel point que Boris ne cessait de regarder involontairement autour de lui pour s'assurer que personne ne les écoutait. En se levant de table, le suisse dit :

— J'espère bien, Boris Fédorovitch, que cela ne durera pas longtemps et que nous aurons de nouveau un tzar. Moi, j'en ai assez de cette canaille, et vous aussi, je suppose?

— Moi? — répliqua Boris. — Comment vous dire? je ne sais pas... Si vraiment le peuple veut du régime soviétique..., on ne peut pas aller contre la volonté du peuple.

Le suisse cligna d'un œil en souriant ironiquement.

— Blagueur! — dit-il. — Je vous comprends très bien. Vous n'avez pas assez confiance en moi pour me parler franchement, mais je sais que vous êtes du même avis que moi.

— Non, non! — s'écria Sobakine avec effroi. — Qu'est-ce qui vous le fait supposer?

— Çà va, ça va, — dit le suisse. — Allons au département.

« Espérons que notre suisse n'est pas un agent provocateur, — se disait Sobakine en montant lentement le grand escalier. » Il entendit des pas légers derrière lui, se retourna et vit une jeune fille escalader les marches, un chapeau rouge à la main, une grosse serviette sous le bras. En un instant, elle était auprès de lui.

— Camarade, — lui demanda-t-elle, — veuillez me dire où se trouve le camarade Sobakine.

Elle parlait avec un léger accent qui correspondait parfaitement à son type sémite. Elle avait les cheveux noirs et bouclés, un nez aquilin, les joues roses, un peu de rouge aux

lèvres, et d'énormes yeux brillants. Boris la trouva jolie et sourit amicalement.

— Que lui voulez-vous, au camarade Sobakine? — dit-il pour toute réponse.

La jeune fille tapa du pied avec impatience.

— Cela ne vous regarde pas, — dit-elle fièrement en secouant la tête pour écarter une mèche de cheveux qui lui tombait sur le front. — Cela ne vous regarde pas. Veuillez répondre à ma question.

Boris la trouva encore plus jolie.

— Sobakine? — dit-il toujours en souriant. — Vous voulez voir le camarade Sobakine? Mais c'est moi, Sobakine.

L'étonnement agrandit encore les yeux de la jeune fille.

— Ah! diable! — dit-elle enfin. — Je ne vous croyais pas comme ça. Je m'attendais... mais tant mieux. Faisons connaissance. Je suis le commissaire Schantz.

Et elle lui tendit la main.

Ce fut au tour de Boris d'être ébahi. Il resta un bon moment à regarder le commissaire en clignant des yeux, lorsque celle-ci tapa du pied pour la seconde fois.

— Eh bien quoi? — s'écria-t-elle. — Voulez-vous enfin me conduire dans votre bureau?

Boris se ressaisit et obéit.

— Voilà, camarade, — dit-il à la jeune fille lorsque celle-ci se fut assise devant sa table. — Les documents que j'ai extraits se trouvent dans ce petit placard, rangés dans l'ordre des numéros que je leur ai donnés. Pour trouver le numéro qu'il vous faut, il suffit de vous rappeler que les numéros de 1 à 150 se trouvent sur la planche du haut qui porte à son tour le numéro I romain. La planche II contient les documents numérotés de 151 à 300 et ainsi de suite. Maintenant vous avez ici un index alphabétique...

La jeune fille rêvait, la tête appuyée sur sa main, le coude sur la table, et ne l'écoutait pas.

— Dites-moi, camarade Sobakine, — prononça-t-elle lentement. — Est-ce vrai que vous avez été un bourgeouille avant la révolution?

Boris se sentit confus. Voilà que les ennuis de service allaient commencer.

— Oui... non... — dit-il en cherchant ses mots. — Pourquoi bourgeouille? c'est-à-dire, j'ai été fonctionnaire de l'État.

— Oui. Vous avez été au service de ce même département.

— Oui, madem..., oui, camarade.

Les yeux lumineux de la jeune fille se tournèrent vers lui.

— Qu'est-ce que c'est? — interrogea-t-elle d'un ton sévère. — Mademoiselle?... Oh! je vois bien; vous êtes certainement un bourgeouille.

Boris se sentit très embarrassé.

— Excusez-moi, camarade, — dit-il enfin. — C'est l'habitude... Oui, j'ai été un bourgeouille autrefois, je ne peux pas le nier et je l'avoue franchement. Mais il y a déjà quelques mois que je me trouve, de ma propre volonté, au service du peuple.

— Un bourgeouille repenti, alors?... Eh bien! ça va, c'est même très bien, c'est mieux que d'être un social acolyte de Kerensky. Surtout, comme vous vous êtes repenti presque au début de la révolution... Je veux bien travailler avec vous, camarade. Vous avez produit une bonne impression sur moi, camarade Sobakine.

Boris s'inclina légèrement et reprit :

— Quant à l'index alphabétique...

— Attendez, — fit la jeune fille. — Il ne faut pas se presser, nous aurons encore assez de temps pour travailler. Il faut d'abord ranger les tables. Celle-ci, c'est la vôtre, n'est-ce pas?

— Oui, camarade.

— Il faut encore une autre table pour moi. Nous la placerons ici, à côté de la fenêtre. Il faudra emporter l'un de ces fauteuils... Le canapé restera. Allez appeler les garçons pour faire tout ce déménagement.

Boris descendit pour appeler les garçons (la sonnerie électrique ne marchait pas). Lorsqu'il revint, il trouva la jeune fille regardant pensivement par la fenêtre. Elle se retourna vers lui, et il s'aperçut que ses yeux étaient devenus encore plus luisants qu'ils n'étaient auparavant. Elle lui sourit du coin des lèvres.

— Eh bien! est-ce que les garçons viennent? Donnez-moi maintenant votre index alphabétique.

Elle s'assit sur un coin de la table et se plongea dans la

lecture pendant tout le temps qu'il fallut pour replacer les meubles. Il sembla cependant à Boris qu'au lieu de lire, elle ne faisait que lui jeter des regards furtifs, lorsqu'elle croyait qu'il ne pouvait pas s'en apercevoir. Il était sûr qu'elle ne cessait de le surveiller, et cette attitude commençait à le troubler. En effet, que signifiait tout cela? Pourquoi lui avait-on envoyé cette jeune fille qui ne s'intéressait nullement à son travail? Sans aucun doute, ce n'était pas pour faire la révision des documents, mais dans une autre intention... Laquelle? et, d'instant en instant, Boris devenait de plus en plus gêné, il n'osait même plus regarder du côté de la jeune fille, bien qu'il se rendît parfaitement compte que cela pût paraître très impoli. On aurait cru qu'il voulait ignorer sa présence.

Les garçons finirent l'aménagement.

— Il n'y a plus rien à faire? — demanda l'un d'eux.

La jeune fille leva les yeux.

— Non..., rien, — dit-elle. — Vous pouvez partir.

Boris se tenait devant elle en clignant des yeux. Elle le fixa longtemps, et il s'étonna encore une fois de voir ses prunelles d'une grandeur anormale, démesurée. On aurait dit qu'un abîme s'ouvrait derrière ces cercles noirs qui ne se contractaient pas.

— Alors, monsieur le bourgeouille, — lui dit-elle avec un petit sourire moqueur. — Passons maintenant à nos études. Aujourd'hui je n'ai pas beaucoup de temps, car il me faut aller interroger deux détenus que j'ai fait arrêter avant-hier. En un mot, il ne nous reste qu'un quart d'heure, juste le temps de ranger vos documents sur ma table. Veuillez me donner d'abord ce qu'il y a de plus intéressant.

— Cela dépend du point de vue, — observa Boris. — Du reste, l'index alphabétique...

— Je m'en moque, de votre index alphabétique! — s'écria la jeune fille. — Vous allez choisir ce que *vous* trouvez de plus intéressant.

— Oui, camarade, — répondit docilement Boris en se dirigeant vers l'armoire.

— Attendez, — dit la jeune fille en le retenant par la manche de sa veste. — Dites-moi d'abord où vous avez pris

cette mauvaise habitude de cligner constamment des yeux? Cela m'agace, et puis, cela vous rend laid. Si vous voulez que nous soyons amis, vous quitterez cette habitude. Compris?

— Oui, camarade Schantz, — répondit Boris.

— Encore un mot; je n'aime pas qu'on m'appelle camarade Schantz. Tout le monde m'appelle camarade Rose tout court. Je veux que vous m'appeliez de la même façon. Camarade Rose, c'est entendu, hein?

— C'est entendu, — répliqua Sobakine.

— Quel est votre petit nom?

— Boris...

— Tiens! c'est un nom très gentil; il me plaît bien plus que votre nom de famille. Je vous appellerai donc camarade Boris. C'est plus intime et plus commode dans le travail. Maintenant il faut que je parte. Vous rangerez mes documents sur ma table, pour demain, comme je vous l'ai dit. A quelle heure venez-vous ici d'habitude?

— Je peux venir à l'heure que vous m'indiquerez.

— Non, je veux savoir à quelle heure vous veniez jusqu'à présent?

— C'est un piège, peut-être, — se dit Sobakine. — Elle veut savoir si je ne néglige pas le service. Et, bien qu'il eût l'habitude de venir dans l'après-midi, il répondit à la jeune fille :

— A dix heures du matin.

— Si tôt que cela? Non, cela m'est impossible. Je me couche très tard et je ne peux pas me lever de bonne heure. Je viendrai ici à deux heures de l'après-midi. A demain, camarade Boris.

— Au revoir, camarade Rose.

Elle partit, et Sobakine se mit à méditer sur les événements de la journée. Il était évident que la révision des documents ne serait pas sérieuse et qu'il avait travaillé en vain. Alors, que lui vaudrait son travail sous les ordres de cette commissaire Schantz qui, dès le premier jour, s'était mise à l'observer si attentivement? Et que signifiaient ces regard furtifs?

Le soir il dit à sa femme :

— C'est un drôle de commissaire, ce camarade Schantz; c'est une jeune fille, une petite juive de vingt ans tout au plus.

— Tiens! — dit Marie. — Est-elle ton chef maintenant?

— Oui, quelque chose dans ce genre. Mais peut-être est-elle capable tout de même de travailler. On le verra demain.

— N'oublie pas de prendre demain le sel, le lard et le sucre cristallisé.

— Non, non, je n'oublierai pas.

Le lendemain, il n'était pas encore une heure et demie lorsque la camarade Rose réapparut dans le bureau de Sobakine. Elle s'assit près de la table qui lui était destinée et se mit à lire le premier document qui se trouva à portée de sa main. Pendant le travail, Sobakine leva la tête deux ou trois fois pour observer la jeune fille, et chaque fois il rencontrait le regard de ses prunelles élargies qui étaient fixées sur lui. Il se sentit gêné et décida enfin de ne plus la regarder du tout. Une demi-heure, peut-être, s'écoula ainsi.

— Camarade Boris!

Sobakine ne bougea pas. Il était absorbé par le travail.

— Ca-ma-ra-de Boris!

Il leva enfin la tête. En effet, c'était lui, le camarade Boris.

— Camarade Rose?

— Dites donc, camarade Boris, êtes-vous marié? Je vois une alliance à votre doigt.

— Oui, je suis marié.

— Depuis combien de temps?

— Il y a deux ans.

— Votre femme est-elle jolie?

— Oui... je ne sais pas.

— Vous ne savez pas? quelle drôle de réponse! — dit la jeune fille en riant. — Mais, si vous ne le savez pas, pourquoi donc l'avez-vous épousée?

Sobakine resta un moment sans répondre. Que signifiait cet interrogatoire?

— Mais, c'est... parce que je l'aimais, — dit-il enfin.

— Et maintenant?

— Maintenant je... maintenant.

Rose partit d'un grand éclat de rire.

— Eh bien! achevez, — dit-elle. — Répondez encore une fois que vous ne le savez pas non plus.

— Mais si, je le sais, — dit Boris. — Je l'aime certainement, puisqu'elle est ma femme.

— Ça va, je ne vous dérangerai plus, continuez votre travail. Dites-moi seulement le nom de famille de votre femme.

— Kosténeuve.

Rose poussa un sifflement prolongé.

— Kos-té-neuve! Mais c'est un nom fort connu dans l'ancienne bureaucratie. Kosténeuve! Maintenant je comprends enfin à quel milieu vous avez appartenu. C'était un bureaucrate, un bourgeouille de la pire espèce, mais un homme d'action tout de même. Il s'est enfui dès le début de la révolution... Ainsi, vous êtes son gendre? Du reste, cela ne change rien à la chose, puisque vous vous êtes repenti.

Ils reprirent tous les deux leur travail; mais au bout de quelques minutes, Rose recommença :

— Camarade Boris!

— Plaît-il?

— Dites donc, camarade Boris, est-ce que vous avez connu beaucoup de femmes?

Sobakine rougit. Cette jeune fille choisissait ses questions pour le vexer le plus possible.

— Comme tout le monde, — dit-il.

— Qu'est-ce que cela veut dire, comme tout le monde? Comme tous les bourgeouilles, n'est-ce pas? On dit que les jeunes bourgeouilles comptaient leurs maîtresses par milliers.

— C'est exagéré, — répliqua Boris. — Non pas par milliers, mais par...

— Par centaines?

— Non plus. Peut-être cent, deux cents... Est-ce que l'on compte ces choses-là?

— Et vous en avez eu tant que cela?

Sobakine se sentit encore plus embarrassé. Lui, il n'avait pas eu beaucoup de maîtresses. Il avait été trop souvent malade pour en avoir autant.

— Ma foi, je ne me rappelle pas, — dit-il avec un rire, s'efforçant de se donner un air désinvolte.

Il essaya de reprendre son travail, mais Rose n'avait pas encore fini.

— Dites donc, camarade Boris; est-ce qu'aucune de ces femmes ne vous a dit que vous étiez beau?

Sobakine resta la bouche ouverte, ne sachant que répondre. La belle tournure que prenait cette révision du commissaire!

Rose donna un violent coup de poing sur la table.

— Mais ne clignez donc pas des yeux! — s'écria-t-elle. — Je vous ai déjà dit que, lorsque vous clignez des yeux, ça vous rend tout à fait laid! Si vous continuez à le faire, je ne vous aimerai pas. Non, vous n'avez pas eu des centaines de maîtresses : vous êtes trop timide. Un gosse de bourgeouille, voilà ce que vous êtes.

Elle bondit tout à coup de sa chaise et s'enfuit en courant. Deux minutes après, elle revint, calmée, en tenant dans la main son mouchoir de poche.

Au bout d'un quart d'heure, elle partit définitivement.

Le jour suivant, elle parut plus sérieuse et se mit à travailler. Elle commença par ouvrir sa serviette et par lire les papiers qu'elle contenait. Elle en signa plusieurs, puis elle nota quelque chose sur son carnet de poche. Puis elle prit l'un des documents extraits par Boris, mais au lieu de le lire, elle fixa son regard vers la fenêtre, et Sobakine vit que dans l'autre main elle tenait un tout petit flacon jaune contenant une substance blanche. Elle aperçut le regard de Boris et lui demanda en désignant le flacon.

— Savez-vous ce que c'est?

— Non, bien sûr.

— Et vous ne devinez pas?

— Non plus.

— C'est de la cocaïne. La « marafète », comme l'appellent les camarades matelots. Ça se prise, c'est délicieux. En voulez-vous?

Elle lui tendit le flacon.

— Oh! non, merci, — répondit Sobakine. — Pourquoi faire? C'est du poison...

— Je vous dis que c'est délicieux. Mais vous avez raison peut-être de ne pas en prendre. Vous, les hommes, vous cessez d'être mâles en la prenant, tandis qu'à nous, aux femmes... Oh! Cela nous donne des sensations!

Elle ouvrit le flacon avec la pointe d'un canif.

— Un gramme par jour, ce n'est pas trop. Je connais des camarades qui en prennent deux ou trois; ça, c'est fou. Mais je ne veux pas priser devant vous, cela vous dégoûterait.

Elle sortit et ne revint qu'au bout de quelques minutes. En l'observant, Boris commença à deviner le secret de ses yeux luisants : ils étaient véritablement beaux, mais ce n'était que l'effet de la drogue.

La jeune fille se rassit, prit le document qui était sur sa table et se mit à le lire attentivement. Elle le lut et relut plusieurs fois, puis elle en prit un autre.

— Camarade Boris, — dit-elle tout à coup, — venez ici. Il me faut un renseignement.

Sobakine s'approcha.

— Regardez. Mais de plus près. Vous ne verrez rien comme ça. Vous voyez cette lettre?

— Bien sûr que je la vois.

— Mais non, mais non, regardez de plus près. — Elle l'attira de façon que la tempe de Boris faillit toucher sa joue. — Dites-moi, que signifient ces lettres : « Nic Mak? »...

— Nicolas Maklakoff. C'est la signature du ministre Maklakoff, lorsqu'il était gouverneur de Tchernigoff, — dit Sobakine.

Les cheveux de Rose chatouillaient son front, il sentait la chaleur de sa peau. Un désir soudain lui vint, presque irrésistible, de l'embrasser. Il se retint à peine. Il se rappela qu'elle était un commissaire de Smolny, tandis que lui n'était qu'un misérable bourgeouille d'avant-hier.

Les narines de Rose s'élargirent pour un instant, puis elles reprirent leur aspect habituel. Elle poussa un soupir et se rejeta sur le dossier de son fauteuil.

— C'est embêtant, — dit-elle, — mais je ne peux pas concentrer mes pensées sur le travail. Vos documents sont très intéressants, mais je n'ai pas le courage de les lire. J'ai le cafard, et, tous les jours, je l'ai à cette heure-ci. C'est le soir que j'aime à travailler. Oh! alors tout me devient facile... et maintenant, voyez seulement cette brume épaisse qui vous regarde par la fenêtre. Elle seule suffit pour ôter tout désir de travailler.

Elle jeta un regard à Boris comme si elle attendait une réponse.

Il dit :

— Oui, vous avez raison, mais comment faire?

— Et si l'on travaillait le soir?

— Pourquoi pas? — répliqua Sobakine. — Si cela vous arrange mieux... pour moi, cela m'est égal.

— Très bien, — dit Rose en se levant. — Nous remettons ceci à demain. Vous pouvez passer toute la journée chez vous, mais vous viendrez ici à neuf... ou bien, mieux encore, à neuf heures et demie du soir. Entendu?

— Oui, camarade Rose.

Ce programme ne convenait qu'à demi à Sobakine, car il aimait à passer les soirées chez lui. En outre, il lui faudrait maintenant aller deux fois au ministère, mais il n'y avait rien à faire : c'était l'ordre d'un supérieur.

Il revint le lendemain soir, à neuf heures et demie précises. Rose arriva cinq minutes après lui. Elle lui tendit la main, posa sa serviette sur la table et, sans dire un mot, se dirigea vers la salle voisine. Boris comprit : elle allait priser. Au bout de quelques instants, elle reparut souriante, les joues enflammées, son beau regard luisant plus que jamais. Les coins de sa bouche palpitaient. Elle parut à Sobakine belle et séduisante.

Elle lui ouvrit les bras et dit tout simplement :

— Et maintenant, mon petit bourgeouille, embrasse-moi.

MICHEL DE POURICHKEVITCH

(*La fin dans le prochain numéro.*)

HUIT JOURS CHEZ LES ANTHROPOSOPHES

RUDOLF STEINER ET LE GŒTHEANUM

La science doit préalablement être reprise par la Sagesse; elle ne peut, en aucun cas, la suppléer.
LÉON DAUDET

Non loin de Bâle, se dresse dans la vallée de la Birse, à Dornach, un vaste édifice aux formes arrondies et massives : le Gœtheanum. C'est l'œuvre d'un homme peut-être génial, d'un homme en tout cas singulièrement dévoué à la cause qu'il avait embrassée et à laquelle il avait voué sa vie : Rudolf Steiner. Il était né le 27 février 1861 dans une petite localité de l'ancien empire austro-hongrois, à Kralievitch, d'un père exerçant la modeste fonction de chef de gare. Autrichien et catholique (et non point Juif comme on l'a souvent prétendu), Rudolf Steiner donna, dès son entrée dans la vie active, les preuves d'une noble spiritualité et d'une puissante intelligence. Son érudition philosophique et scientifique, le charme de son commerce, l'éclat de sa parole l'auraient désigné pour une carrière « officielle » des plus honorables, s'il n'avait préféré, dès l'abord, à tout le reste, les excursions de haute fantaisie dans le monde supra-sensible. Un ouvrage publié à la fin du siècle dernier, la *Philosophie de la liberté*, lui avait assuré des protections puissantes. Elles cessèrent brusquement à partir du jour où Rudolf Steiner se lança, comme disaient ses maîtres déçus, « dans l'occultisme » et se fit le porte-voix de la Science spirituelle.

Il avait commencé par la théosophie, mais s'éloigna d'elle parce qu'elle reste trop étroitement attachée aux doctrines

bouddhiques et ne met pas le christianisme à sa vraie place. Rudolf Steiner avait été chargé par un libraire allemand de publier, dans une édition monumentale, l'œuvre scientifique de Gœthe. Ébloui par les anticipations géniales du sage de Weimar (ses idées sur la métamorphose des plantes, sur les couleurs), il résolut de prendre Gœthe pour guide dans son essai de rénovation spirituelle au profit de l'humanité moderne. Il caressa longtemps, avant de pouvoir l'exécuter, ce projet d'élever quelque part, en pays libre, un temple à Gœthe, un temple appelé à devenir le laboratoire de la Science spirituelle, de l'anthroposophie, comme il l'appelait, par antithèse à la théosophie où il n'avait pas trouvé la satisfaction espérée. Il avait songé d'abord à construire le Gœtheanum à Munich, mais les autorités mirent à son projet de tels obstacles qu'il renonça. Attristé et presque découragé, il exhalait sa plainte en 1912, chez des amis suisses, Monsieur et Madame Grossheinz-Laval, propriétaires à Dornach : « Mais pourquoi donc, lui demandèrent ceux-ci, ne bâtiriez-vous pas le Gœtheanum ici-même, tenez, sur cette éminence toute proche, qui nous appartient? C'est d'un cœur joyeux que nous donnerions ce terrain. » Rudolf Steiner accepta, comme de juste, avec empressement cette offre gracieuse. Il ne pouvait rêver pour son Gœtheanum d'emplacement plus propice que ce monticule aux pentes douces dominant un cirque de collines boisées, en plein Jura, sur territoire suisse, mais à quelques kilomètres de la frontière allemande et de la frontière française. L'anthroposophie est évidemment chose profondément germanique. Cette doctrine, qui représente un des plus grands efforts de synthèse accomplis à notre époque, cette méthode qui vise à expliquer tout l'univers (Rudolf Steiner a publié, indépendamment de ses grands ouvrages, plus de cinq mille conférences *de omni re scibili*) plonge par toutes ses racines dans le sol allemand. Elle a pour parrains non seulement Gœthe, mais Novalis, peut-être Nietzsche et même, dans une certaine mesure, Haeckel et les savants de son école. Il est donc fort naturel que le Gœtheanum s'élève en sol allemand, mais Rudolf Steiner, dès le premier jour de sa tumultueuse activité, tint à proclamer le caractère international de sa création. Longtemps avant d'avoir conçu l'idée du Gœtheanum, en 1906,

il venait faire à Paris une série de conférences. A cette occasion il entra en rapports avec quelques Français de marque, entre autres avec Édouard Schuré, l'auteur des *Grands Initiés* et de ce drame, *les Enfants de Lucifer*, d'où se dégage une conception de l'univers et de la vie assez semblable à celle du fondateur de l'anthroposophie : « Je n'oublierai jamais, écrivait à quelque temps de là Édouard Schuré, l'extraordinaire impression que me fit Rudolf Steiner quand il entra dans ma chambre. En apercevant ce visage émacié, mais d'une sérénité puissante, ces yeux noirs et mystérieux d'où jaillissait une lumière merveilleuse partant de profondeurs insondables, j'eus, pour la première fois de ma vie, la conviction de me trouver en face d'un de ces voyants sublimes qui ont une perception directe de l'au-delà. » Édouard Schuré ne cessa depuis lors d'accorder à Rudolf Steiner un concours exalté. Et quand le premier Gœtheanum fut inauguré, en 1920, c'est avec enthousiasme que l'auteur des *Grands Initiés* applaudit au succès du prophète dont les audaces spirituelles s'harmonisaient si bien avec ses propres convictions. Trente-trois conférenciers prirent la parole au cours de la séance inaugurale et traitèrent, chacun à sa façon, le thème proposé : « Que faire pour parer au déclin de la civilisation? Comment écarter la menace d'un retour à la barbarie? » Tous répondirent en développant les idées chères à Rudolf Steiner : « Les excès de l'intellectualisme ont desséché l'esprit. Rendez à l'esprit son rôle. Proclamez l'unité de la science, de l'art et de la religion, et travaillez à la réaliser. » Les assistants se séparèrent pleins de confiance et d'entrain. Et les desservants du Gœtheanum se mirent à l'œuvre. Hélas! leur activité fut de courte durée. Le soir de Saint Sylvestre, en 1922, Rudolf Steiner terminait l'année par une de ces conférences qui attiraient à Dornach des fidèles venus des quatre coins de l'horizon. Son succès, comme à l'ordinaire, avait été prodigieux. La séance venait à peine de prendre fin quand un incendie, éclatant soudain à l'intérieur de l'édifice construit en bois, le réduisit en cendres dans l'espace de quelques heures. Mystérieuse catastrophe et qui, par la volonté de Rudolf Steiner lui-même, n'a jamais été officiellement expliquée. On peut, toutefois, tenir pour certain que l'incendie avait été allumé par une main crimi-

nelle. Les adversaires de Rudolf Steiner et de ses idées étaient nombreux dans la contrée. Les populations rurales n'aiment pas les nouveautés. Et les paysans soleurois passent pour tenir plus encore que n'importe quels paysans suisses aux croyances séculaires, aux religions traditionnelles. Il se trouva un fanatique pour porter la torche dans un édifice qui était un sanctuaire en son genre et qui, certes, ne menaçait aucune des religions existantes, bien que Steiner caressât, à vrai dire, l'ambition de leur substituer son propre message, un message qu'il jugeait plus conforme aux progrès de la science. Dès le jour où le Gœtheanum avait ouvert ses portes, des bruits malveillants avaient circulé et trouvé créance. Ne disait-on pas que les anthroposophes avaient égorgé un enfant, avant de bâtir sur son cadavre leur édifice aux formes déconcertantes? Un journal suisse ne s'était-il pas avisé d'imprimer : « On est en train de construire sur une colline, à Dornach, un *Gœtheanum* où se pratiquera l'amour libre? » Un égaré (*sancta simplicitas*) prit au sérieux ces fariboles et, d'une main vengeresse, détruisit ce temple païen qui choquait sa vue. Rudolf Steiner pleura sur les ruines de son tabernacle, mais ne perdit point courage. Il décida de construire un second Gœtheanum, non plus en bois, mais en béton armé, sur le lieu même où s'était élevé le premier. Commencé en 1925, ce Gœtheanum seconde manière ouvrait ses portes en 1928. Rudolf Steiner, malheureusement, n'était plus là pour inaugurer l'institution dénommée sur ses vœux : « École libre pour les sciences spirituelles. »

***

Vivante et florissante, la Société anthroposophique compte aujourd'hui 18 000 membres, répartis dans le monde entier. Le groupe français est l'un des moins nombreux, mais il n'est pas le moins actif. Il avait organisé, pour la période du 11 au 18 août dernier, une *Semaine française* faite de conférences en français, de représentations en langue allemande du premier et du second *Faust*, d'un récital d'Emile Baume, de visites aux ateliers et aux laboratoires. Invité par l'envoi d'un programme et d'une brochure explicative à prendre part à cette réunion, ouverte aux profanes, j'allai passer huit jours

à Dornach et je ne m'en repens point. Malgré la chaleur, une activité dévorante régnait sur la colline inspirée. Le théâtre du *Gœtheanum* peut contenir 1 500 spectateurs assis. Longtemps avant le lever du rideau, tous les sièges étaient occupés. Public bariolé et quelque peu étrange. Beaucoup d'hommes en manches de chemise sur les bancs en gradins de la salle de spectacle, mais des femmes surtout et des jeunes filles. Elles assistaient aux conférences et aux représentations de *Faust* avec la dévotion que d'autres auraient mise à prendre part aux offices divins, brûlant de comprendre et de s'assimiler l'idéal steinerien. Quelques personnages qu'on s'étonnait de trouver en ce lieu ajoutaient à l'imprévu et au piquant du spectacle. Je pense moins, en écrivant ceci, aux « grandes dames » de naissance américaine rencontrées à Dornach qu'aux Hindous, aux princes russes, aux Japonais et aux noirs d'Afrique, avec qui je voisinai au cours de cette Semaine essentiellement française. Un prince turc m'a paru plus ardemment, plus pieusement steinerien, si l'on peut dire, que n'importe quel autre dévot du lieu. Il fallait l'entendre pour comprendre la fascination que l'anthroposophie peut exercer sur ses adeptes et les liens spirituels qu'elle crée entre eux : « Vous m'avez profondément ému », murmurait-il, ou encore : « J'en ai les larmes aux yeux. » Et c'était vrai. Au surplus je n'irai pas contester que, parmi les femmes affiliées à la science spirituelle, les vieilles filles, comme on les appelle vulgairement, étaient nombreuses et que beaucoup d'entre elles semblaient bien cultiver l'anthroposophie comme elles auraient autrefois nourri des canaris ou des chats. Le sens profond du message de Rudolf Steiner à l'humanité de son temps dépassait de toute évidence leurs moyens intellectuels. J'ai hâte, au surplus, d'ajouter que je me range sans aucune vergogne parmi ces pèlerins ingénus qui se rendirent à Dornach sans avoir acquis au préalable le viatique si nécessaire, c'est-à-dire sans avoir approfondi ces quelques centaines de livres et ces milliers de brochures qui constituent la Somme théologico-scientifique d'où se dégage l'idéal des anthroposophes. Quelques-uns d'entre ces écrits ont été traduits en français : *l'Initiation ou la Connaissance des mondes supérieurs, l'Education de l'Enfant, l'Esprit de Gœthe, le Mystère chrétien et les mystères*

antiques, Esquisse d'une cosmogonie psychologique. A ceux d'entre mes lecteurs que les doctrines de Rudolf Steiner pourraient intéresser, je signale la revue française *la Science spirituelle* (Paris, 90, rue d'Assas), qui s'est donné pour mission d'expliquer et de répandre l'anthroposophie. Elle porte en épigraphe ces mots qui résument bien le sens de la nouvelle doctrine : « La religion sera scientifique et la science sera religieuse. »

La Semaine française du mois d'août avait réuni à Dornach les principaux anthroposophes français : madame S. Rihouët, M. Paul Coroze, M. Pierre Morizot, M. Raymond Petit, le compositeur connu, gendre de notre charmant et regretté Jean Bourdeau. Cordialement admis à la table, dressée en plein air, où madame Grossheintz-Laval servait aux initiés des végétaux et des fruits arrosés d'eau claire, j'ai fait bonne connaissance avec ces braves gens, avec ces apôtres, et je m'en félicite. Il se dégage du contact de ces illuminés au cœur pur, de ces croyants sans haine et sans morgue je ne sais quoi de rafraîchissant et de consolant. Heureux ceux qui croient, quel que soit l'objet de leur croyance! J'ai rencontré à Dornach un groupe particulièrement pittoresque, et, comment dirai-je? inattendu d'Albigeois et d'Albigeoises. Et comme je leur demandais la raison de cet empressement, ils me répondirent par des discours fort savants sur le manichéisme, la Rose-Croix et l'antique hérésie albigeoise : « Quand les derniers Albigeois, me déclara un membre de ce groupe, montèrent sur l'échafaud, ils annoncèrent leur retour dans sept cents ans. L'hérésie albigeoise, injustement condamnée par l'Église, revit, en effet, dans l'anthroposophie et c'est pourquoi la doctrine de Rudolf Steiner a réveillé chez nous des échos si sympathiques. » Je signale à ceux de mes lecteurs que cette concordance laisserait sceptiques les études consacrées à cette question difficile par M. Déodat Roché dans la *Science spirituelle.* Ces pages les instruiront, alors même qu'elles ne les convaincraient pas tout à fait.

A l'entour du Gœtheanum s'élèvent, en contre-bas, sur la colline sacrée, les divers laboratoires et ateliers créés par Rudolf Steiner. J'ai rapidement visité une officine, où l'on fabrique des vitraux en sculptant le verre avec une roue

dentée, une autre où l'on fabrique des bijoux sur les modèles dessinés par le maître, un laboratoire où l'on prépare des couleurs avec les pétales des fleurs. Je me suis plus longuement arrêté au laboratoire de biologie et de chimie où M. Pfeiffer se livre à des recherches, évidemment passionnantes, sur l'action de ce que les anthroposophes appellent « les forces éthériques » dans le phénomène de la cristallisation : « Chez tout être vivant, disent les anthroposophes, si simple soit-il, quelque chose existe qui échappe à l'observation sensible. Ce quelque chose, c'est ce que la science spirituelle appelle l'éthérique. » M. Pfeiffer croit avoir saisi sur le vif ces forces éthériques encore mal connues et leur action. Elles ne se manifestent point pendant le jour de la même façon que pendant la nuit. Elles affectent différemment l'homme sain et l'homme fatigué ou malade. Et qu'on n'objecte point à M. Pfeiffer l'inutilité pratique de ses cristallisations. Il vous démontrera qu'une science agricole digne de ce nom ne peut être qu'une « science de l'éthérique ». Les laboratoires de Dornach ont, d'ailleurs, fabriqué, sur la base des intuitions de Rudolf Steiner et sous la direction du professeur Wachsmuth, des engrais chimiques dont l'emploi donne, paraît-il, en Allemagne et en Hollande, d'excellents résultats.

La connaissance de l'éthérique permet d'autres bienfaits encore. Elle est à la base des traitements thérapeutiques appliqués dans la clinique, adjointe au Gœtheanum. On y soigne surtout les enfants arriérés. Rudolf Steiner s'est toujours penché sur l'enfance avec amour. Il a créé à Waldorf, près de Stuttgart, une école où un millier de bambins reçoivent une éducation fixée par les données de la science spirituelle. Cette méthode pédagogique produit, paraît-il, de fort bons résultats. La prospérité de Waldorf contribue, en tout cas, largement à couvrir les dépenses auxquelles donnent lieu les expériences poursuivies au Gœtheanum. Je m'en voudrais de ne point citer encore, parmi ces dernières, celles qui tentent de déceler par le gui les états précancéreux.

On ne se ferait pas de ce qui s'accomplit à Dornach une idée conforme, si l'on ignorait le rôle joué en ce lieu par madame Rudolf Steiner, veuve du philosophe. Russe des provinces baltes, c'est-à-dire profondément imprégnée de culture

allemande, Marie de Sivers seconda puissamment, tant qu'il vécut, le créateur de la Science spirituelle. C'est aujourd'hui une dame vénérable, au port majestueux, mais au langage plein de bonté et de douceur. Elle m'a fait songer, tant elle a grand air, à Cosima Wagner et à cette Élisabeth Fœrster-Nietzsche avec qui je conversai un jour à Weimar. Les initiés ne lui adressent la parole qu'avec le plus grand respect et, quand elle vient s'asseoir à leur table, ils l'installent dans un fauteuil qui a l'air d'un trône et ils entourent ce trône de fleurs. Dépositaire de la tradition steinerienne, la veuve du prophète joue, à Dornach, le rôle de *spiritus rector*. Elle s'intéresse à tout, mais elle avait plus spécialement veillé, lors de la Semaine française, à la bonne exécution des scènes de *Faust* (première et deuxième partie), principale attraction du programme. Il y aurait beaucoup à dire sur ces représentations et j'ai rarement contemplé, je l'avoue, spectacle plus suggestif. Le rôle de *Faust* était admirablement tenu par un acteur berlinois, M. Hendewerk, qui a renoncé, par ferveur anthroposophique, à une brillante carrière en Allemagne pour se donner tout entier à Dornach et à son message spirituel. Les représentations de *Faust*, sur la scène du Gœtheanum, offraient ceci de particulier que l'eurythmie, une des plus étonnantes découvertes du maître, y tenait une grande place. « L'eurythmie, a écrit Rudolf Steiner, est la forme visible des sonorités du langage et de la musique. » Formule un peu vague que mademoiselle Simone Gétaz et M. Altmeyer, tous deux eurythmistes de talent, ont bien voulu préciser à mon intention par la parole et le geste. L'eurythmie vise à dégager les mouvements du corps par lesquels le son se prolonge sous un aspect plastique. Et je ne nierai pas que certaines scènes de *Faust* gagnent à cette interprétation par des gestes : la scène d'Ariel, par exemple, au début de la seconde partie. On joue cette œuvre au Gœtheanum avec la ferveur qu'on devait mettre à jouer dans les églises du moyen âge les mystères chrétiens. D'autres épisodes du *Second Faust* ne gagnent rien à ces gesticulations parfois emphatiques. Et j'ai été vraiment horrifié par le pianotage eurythmique des sphinx au cours de la *Walpurgisnacht*. Des sphinx qui remuent leurs griffes, quelle aberration! Il y a là une faute de goût impardonnable. Je n'ai pas

beaucoup apprécié non plus ces éclats multipliés d'une foudre assourdissante qui accompagnaient trop souvent les péripéties les plus dramatiques, même par un ciel serein. Les metteurs en scène de Dornach ont inventé un tonnerre fait de deux tambourins qui se rapprochent et s'éloignent à volonté, appareil ingénieux qui permet des effets surprenants, mais ils en abusent. Le public, pourtant si recueilli du Gœtheanum, a fini par sourire. On demandait à Rivarol : « Que pensez-vous de Klopstock et de sa *Messiade*? — Oh! répondit-il, c'est le poème où il y a le plus de tonnerre. » Le *Second Faust*, tel que je l'ai vu jouer le mois dernier, peut disputer la palme à la *Messiade*.

Malgré quelques erreurs, ce spectacle, je le répète, n'en offre pas moins un vif attrait. Annoncé, tympanisé suivant les méthodes de la publicité moderne, il suffirait à attirer à Dornach les *snobs* des deux hémisphères. Louons la discrétion dont firent preuve les organisateurs de la *Semaine française*. Rien n'atteste mieux leur sincérité et leur sérieux.

La colline de Dornach est un Sinaï d'où l'on descend troublé, sinon ébloui. J'ai entendu les anthroposophes parler de l'influence des astres sur les destinées humaines et de la réincarnation comme des phénomènes les plus naturels. J'ai entendu définir le rôle d'Ahriman et celui de Lucifer, comme si l'existence de ces démons ne faisait aucun doute. C'est pour avoir préconisé et trouvé l'équilibre entre leurs forces adverses que Rudolf Steiner atteignit un tel degré de sagesse. J'ai appris aussi à Dornach que l'homme est fait de quatre éléments juxtaposés : le corps physique, le corps éthérique, le corps astral ou l'âme, enfin le moi ou l'esprit. Et je veux bien admettre que les gens très raisonnables puissent trouver à ces imaginations scientifiques quelque chose de plaisant, mais je n'ai vraiment pas le courage d'en plaisanter moi-même. Je mentirais à mon expérience si je ne répétais pas, en terminant ce récit des impressions que m'a laissées la Semaine française du Gœtheanum : « Les adeptes de la Science spirituelle sont des esprits généreux, des cœurs purs, des âmes droites. » Leur mouvement répond à l'angoisse des temps troublés où nous vivons. Considérée de haut, leur doctrine cherche vraiment à tracer, comme ils disent, « un nou-

veau chemin de la terre aux cieux ». Elle fait litière du matérialisme censément scientifique qui empoisonnait l'atmosphère intellectuelle du XIXe siècle finissant. Elle rend à l'esprit sa dignité, elle dit à l'homme d'espérer, elle lui ouvre, parmi les astres, des perspectives d'avenir ou d'immortalité, illusoires peut-être, mais souriantes. Elle vise à réconcilier l'intelligence et la chair, la nature et Dieu. Dix-huit mille êtres humains, répartis en Allemagne, en Suisse et en Hollande, en Angleterre, aux États-Unis, dans les pays scandinaves, un peu partout, en un mot, à la surface du globe, se réclament de Rudolf Steiner et vont au Gœtheanum avec plus de ferveur encore que les Wagnériens à Bayreuth : comme les Musulmans vont à la Mecque. Il m'a paru qu'une brève notice sur ce lieu saint et sur les candidats à la sainteté qui le hantent pouvait offrir quelque intérêt.

MAURICE MURET

LE MOUVEMENT DRAMATIQUE EN ANGLETERRE

On entend répéter partout en Angleterre que le désarroi qui règne sur toutes choses, n'a point épargné le théâtre et que la saison dramatique qui vient de s'achever s'est déroulée sous le signe de la confusion. Il est de fait que les dramaturges actuels, là-bas comme ici, n'obéissent plus à aucun mot d'ordre et qu'ils semblent s'essouffler à de vaines recherches. Les temps ne sont plus, soupire tel critique dont les cheveux grisonnent, où un vent de renouveau passait sur toutes les scènes du Royaume-Uni, où chacun marchait à la conquête d'un idéal, renversait de vieilles barrières, luttait contre des conventions désuètes et se flattait, à chaque pas, de se rapprocher, patiemment et sûrement, d'un but précis... Ce critique exagère. Sans doute, on ne respire plus, dans le monde des théâtres, cet air de jeunesse et de liberté qui régnait au début du siècle. Les combattants d'alors ont aujourd'hui une situation conquise et stable. Les nouveaux venus ont trouvé un terrain soigneusement préparé. Mais peut-on affirmer que les auteurs dramatiques, n'ayant plus rien à redouter ni à vaincre, s'immobilisent et s'endorment sur leurs lauriers? L'ennemi s'est déplacé. Il n'est plus à l'intérieur, mais au dehors. Nous nous expliquons.

Lorsque les Bernard Shaw, les Galsworthy, les Granville Barker, les Saint John Hankin essayèrent de régénérer la scène anglaise, elle était occupée par des praticiens routiniers, à ce point enfoncés dans la torpeur d'une longue décadence

qu'il fallait ou les chasser de la place ou renoncer pour jamais à l'espoir de s'en emparer. Aujourd'hui, tous les théâtres londoniens sont largement ouverts aux jeunes. Tous les essais des groupements d'avant-garde sont surveillés jalousement par les directeurs réguliers et captés aussitôt que se manifeste la moindre chance de succès. Le « jeune » est à présent une manière de mascotte et l'écrivain vieilli, loin d'être pour lui un adversaire, devient une sorte d'allié, tolérant et toléré. On fait front commun contre la menace extérieure. Il s'agit de « tenir » contre l'offensive du « talkie », le cinéma parlant, l'envahisseur brutal et sournois.

La crise a précipité les choses. Le théâtre est cher en Angleterre. C'est un luxe coûteux. Le directeur ne peut plus maintenir à l'affiche une pièce qui ne fait pas tous les soirs le maximum. Les chutes sont irrémédiables. L'« homme de la rue » ne risque plus le prix d'une stalle, s'il n'est pas assuré que le spectacle en vaut tout à fait le montant. Même l'habitué des galeries supérieures, qui se fige en longues files résignées devant les entrées latérales et qui forme la partie la plus enthousiaste du public anglais, ne s'aventure qu'à bon escient.

Il faudra pourtant que les auteurs de pièces de théâtre et que ceux qui composent des scénarios de films finissent par comprendre les uns et les autres qu'il s'agit de deux arts entièrement différents, qui ne se peuvent rencontrer sur aucun point. Le studio et la scène ont tout à gagner à ne point essayer de s'emprunter des armes ou des outils.

Ce jour n'est pas encore venu. En Angleterre comme ailleurs, certains écrivains, certains metteurs en scène, certains directeurs de théâtre croient trouver le salut en appliquant à leur province ce qui paraît avoir réussi dans les domaines ennemis. C'est ainsi que les Music-Halls ont annoncé des « Non-Stop-Varieties » (variétés sans arrêt), de deux heures à minuit, spectacle sans cesse renouvelé, comme au cinéma, de façon à permettre au spectateur d'entrer et de sortir au gré de ses convenances. On en est ensuite arrivé à la « Non-Stop-Revue » où les scènes s'enchaînent de telle sorte qu'on les peut aborder à n'importe quel moment. C'est la fin de toute composition dans un genre dramatique qui a perdu petit à petit toute cohérence et s'abîme dans une espèce d'amorphisme

complaisant. Le dernier stade de ces concessions dangereuses paraît être le Grand-Guignol continu qui, au Duke of York's Theatre, offre un choix de six pièces en un acte, la plupart traduites du français, pendant dix heures d'affilée, la salle se renouvelant en partie, toutes les vingt-cinq minutes, à chaque baisser du rideau.

En France, le morcellement d'une pièce en une infinité de tableaux est un procédé de théâtre beaucoup moins ancien, moins régulier, moins répandu qu'en Angleterre. Le public du Théâtre-Français n'accepte qu'avec une sorte de répugnance la version originelle et intégrale des comédies de Musset. Cet éparpillement heurte l'esprit latin, formé à la rigoureuse discipline classique. Jamais au contraire les fréquents changements de décor n'ont déconcerté les spectateurs anglo-saxons. C'est pour eux la vraie tradition nationale, Shakespeare et les grands élisabéthains ayant établi pour plusieurs siècles la formule. Il ne viendrait donc, en principe, à l'idée de personne, là-bas, d'imaginer qu'un drame ainsi fragmenté, fût-il tout récent, ait pu prendre le cinéma comme modèle, les modèles patentés existant depuis la Renaissance. Pourtant, lorsque cette pièce « épisodique », que John Galsworthy intitule : *Escape* (Évasion), fut jouée il y a quelque six ans les ressemblances avec le cinéma, art strictement muet à cette époque, sautèrent aux yeux de tous. On vient de reprendre *Escape* au Garrick Theatre et, constatation curieuse, le rapprochement est singulièrement moins flagrant, aujourd'hui qu'un film peut être aussi verbeux qu'un drame. C'est que le dialogue de Galsworthy, tout en demi-teintes et en réticences, n'a rien d'un dialogue de « talkie ». Il ne peut être entièrement compris que lorsqu'il passe par de vraies lèvres. Il lui faut l'appui de la présence réelle d'un acteur, avec le magnétisme particulier qu'il exerce sur la foule, magnétisme auquel l'image projetée ne saurait atteindre en aucun cas.

Avec Shakespeare, le phénomène est autre. On joue *Twelfth night* (la Nuit des Rois) au New Theatre et le metteur en scène habille la comédie de noir et de blanc. Ici l'intention est évidente. Il s'agit de donner au public les harmonies simplifiées auxquelles l'écran l'habitue. Mais le génie de Shakespeare proteste contre de telles limitations. Le texte jette en fusées

les lumières. Le vers rutile et les plaisanteries plus de trois fois séculaires se colorent de tous les feux de la joie. Le défi lancé au cinéma paraît, en l'espèce, un geste déplacé.

Le duel est plus loyalement engagé à Drury Lane. On y donne *Cavalcade* depuis près d'un an et la pièce de Noël Coward n'apporte aux foules qui s'entassent dans cette immense salle, rien que le cinéma n'eût pu leur offrir. Le dialogue est réduit au strict minimum. On ne retrouve point, dans ces vingt-deux tableaux qui résument la vie d'une famille anglaise de 1899 à 1932, les jeux d'esprit auxquels l'auteur se complaît lorsqu'il ne travaille pas pour un grand théâtre. Il s'agit ici de frapper fort, d'impressionner la rétine plus que l'oreille et d'agir sur l'assistance par l'évocation des grands événements publics. Une fois admise l'expulsion de toute littérature, on ne peut qu'admirer le résultat d'un tel effort, quelque contestable qu'il puisse apparaître dans sa conception même. C'est un triomphe de mise en scène réaliste. On a rarement fait mieux. Tandis que des annonces lumineuses, aussi efficaces que les sous-titres d'un film, ponctuent les épisodes, les grands défilés, les déploiements de figuration, l'exactitude de décors somptueux, l'adjuvant opportun de chansons et de danses sollicitent l'imagination sans la fatiguer. On ne demande point à l'intelligence de coopérer au plaisir. La compréhension totale est assurée à l'entendement le plus paresseux. De grandes vagues d'émotion soulèvent automatiquement le public. C'est le départ du grand bateau qui emporte les troupes anglaises vers l'Afrique méridionale, au temps de la guerre des Boers. C'est la vue d'une salle de spectacle, bouleversée, hors d'elle-même et hurlante, parce que vient de lui être jetée la nouvelle d'une victoire. C'est, au lendemain de la mort de la bonne reine Victoria, l'attitude recueillie et taciturne des promeneurs endeuillés, dans un parc de Londres. C'est la jetée, c'est la plage de Brighton, avec les « minstrells » et la joie enfantine, presque candide de l'avant-guerre britannique. C'est la longue théorie des « Tommies » en kaki qui marchent dans un brouillard crépusculaire en chantant « Tipperary ». C'est l'ébranlement, devant les mères et les femmes assemblées sur le quai, du train nocturne qui emporte les permissionnaires et c'est l'arrivée, au même moment, du

convoi d'où débarquent les civières avec les blessés. C'est enfin la joie folle de Londres au soir du 11 novembre : les farandoles coupant la chaussée, les réverbères mués en mâts de cocagnes et supportant des grappes de gosses, et un grand « bus » rouge envahi par la populace en délire. Tout cela est d'un effet direct, physique, strictement prévu. Mais cela est-il encore du théâtre au sens, où tous les peuples ont toujours entendu ce mot? Et n'est-ce pas une forme de suicide que ce déplacement d'un art, que cette victoire par l'abdication de cela même qui avait toujours été pour lui l'essentiel? Qu'il nous soit permis d'espérer que Noël Coward, si richement pourvu de tous les dons qui font l'auteur dramatique né, ne se laissera plus détourner de sa vraie vocation, qui est d'écrire des comédies vivantes et spirituelles où le verbe conserve sa primauté?

Le grand vieillard qui règne sur la littérature dramatique d'outre-Manche et qui ne permettra sans doute à personne, tant qu'il vivra, de s'emparer de son sceptre, vient de donner aux jeunes dramaturges, une bien utile leçon. Il s'agit de George Bernard Shaw.

Le festival de Malvern, que Sir Barry Jackson, qui n'est pas un directeur comme les autres et qui aime le théâtre d'un amour profond, instinctif et raisonné, consacre aux grandes œuvres du présent et du passé, a révélé en août dernier au public anglais sa dernière pièce : « *Too true to be good* » (Trop vrai pour être beau).

Lapetite ville placide, qu'enclosent les collines verdoyantes et modérées du Worcestershire, se réveille tous les ans, pendant trois semaines, pour accueillir des foules ferventes, sans cesse accrues. On y passe en revue les grands siècles de la scène anglaise et George Bernard Shaw, à qui le festival est perpétuellement dédié, y représente le XXe siècle.

L'auteur de *Candida* fut jadis, à l'heure où le théâtre britannique se détournait de la vie pour accueillir les pires niaiseries de la sentimentalité, un des tenants du réalisme, mais ses pièces ne se bornèrent jamais à être des photographies de l'existence quotidienne. Son art fut toujours interprétatif et bien souvent symbolique. Le mouvement, indispensable à toute production scénique, naît chez lui non de l'accumu-

lation des péripéties, mais de la vivacité des répliques. Les personnages ont beau n'être que des types généralisés, ou même de simples porte-parole de l'auteur, ils n'en sont pas moins caractérisés par des traits si saillants qu'ils ne perdent jamais le contact avec l'humanité.

Nous avouons ne pas savoir si George Bernard Shaw est, comme d'aucuns le soutiennent, un grand philosophe. Certaines des idées qu'il chérit particulièrement sont aux antipodes de ce que nous chérissons nous-même, de ce que nous nous faisons gloire de chérir. Nous estimons que quelques-unes des statues que ce génial iconoclaste a tenté de briser sont parmi les trésors les plus précieux de notre civilisation. Il n'en demeure pas moins que l'écrivain est un maître de la langue anglaise. Les discours qu'il met dans la bouche de tel ou tel de ses héros seront un jour des pages d'anthologie. La forme en survivra, même si la signification en doit perdre le plus clair de sa valeur. Il est un de ces hommes sous les doigts de qui tout devient matière dramatique.

Rien de plus éloigné d'une véracité commode que ces trois actes nouveaux qui n'aspirent point à l'honneur d'être pris au pied de la lettre. L'effort d'une transposition est sollicité des spectateurs. Le ton gagne en intensité à mesure que l'œuvre se déroule. Elle passe sans transition de la fantaisie qu'autorise la farce aux saillies plus chargées de sens qui sont de mise pour une comédie, pour en arriver tout à coup, l'auteur fronçant le sourcil, aux grandes phrases pathétiques et violentes dont seule la tragédie peut user. Jamais œuvre ne fut moins homogène. Même lorsque George Bernard Shaw se permet une cabriole ou une bouffonnerie (et son tempérament irlandais le pousse à multiplier les plaisanteries de ce genre), il glisse tout à coup comme en sourdine une de ces réflexions ironiques et dures qui font cabrer le spectateur. Et ce même spectateur, conquis par le rythme entraînant d'une belle période, lourde de sens et dont la portée inattendue prend la valeur d'un enseignement, sent soudain son élan coupé par un de ces calembours faciles, qui sont comme les réactions brusques de ce septuagénaire facétieux devant l'attendrissement que peut éveiller en lui sa propre éloquence.

L'aventure contée est bien peu de chose. Une jeune fille

claquemurée par une mère insupportable est tirée du lit où la condamne une maladie imaginaire, par un clergyman dévoyé, prêcheur sans credo, dont les malheurs du temps ont fait un cambrioleur. Ils fuient ensemble et emportent un collier de perles, dont la vente payera les frais du voyage. Aidés par une pseudo-nurse, placée au chevet de la pseudo-mourante, ils simulent un enlèvement par des brigands exotiques et réclament à la mère abusée une forte rançon. Un corps expéditionnaire est lancé à leurs trousses, mais c'est un jeu pour eux de duper les officiers qui le commandent. L'auteur peut placer ici quelques-uns des brocards, qu'il n'épargne jamais aux militaires. Seul, un simple soldat, dont l'esprit inventif meut en réalité toute la compagnie, découvre l'identité de la jeune fille et déjoue le complot.

Ce canevas sommaire disparaît sous les broderies. George Bernard Shaw se sert de cette intrigue inconsistante — si inconsistante qu'il juge inutile de la soutenir jusqu'à la fin du troisième acte — pour reprocher à notre époque son manque de principe directeur et aux écrivains actuels leur manie de prêcher, alors qu'ils n'ont plus rien à dire. A quoi bon avoir libéré la jeunesse féminine, si l'existence vide et vaine qu'elle est conduite à vivre, ne lui inspire qu'horreur et dégoût? A quoi bon avoir simplifié les relations de sexe à sexe, si les brèves rencontres à quoi se réduit l'amour laissent l'homme et la femme également insatisfaits, hantés par le désir, impossible à réaliser, d'une immatérielle possession? A quoi bon avoir institué le dogme de la science puisque la notion de la relativité est venue l'ébranler? Une longue plainte désolée que les personnages se renvoient en discours alternés comme ceux des chœurs grecs, emplit le dénouement de cette œuvre étrange, dont un microbe, démesurément grossi et plaisamment figuré, s'était chargé de faire l'exposition. Rien n'est plus éloigné de notre conception de la logique et de la symétrie, qui impose l'unité d'accent à défaut des unités classiques, que ce constant mélange d'humeurs et d'intentions qui va jusqu'à brouiller parfois, aux yeux des spectateurs les plus clairvoyants, la ligne médiane de la comédie.

Il nous faut toutefois reconnaître que cette production nouvelle d'une vieillesse active, féconde, toujours en éveil,

contient quelques-unes des déclarations les plus importantes que la littérature ait faites depuis la guerre. Ces trois actes inégaux sont riches et denses. Ils reflètent impitoyablement le chaos de notre époque. Ils recueillent en les amplifiant les mille voix éparses qui proclament le nouveau mal du siècle, ce mal d'où sortira peut-être un nouveau romantisme.

Londres connaîtra bientôt la pièce, que New-York n'a guère comprise et que Varsovie n'a pu entendre que mutilée, la censure étant intervenue. Nul n'en pourra nier la qualité, le volume, la substance. Les pièces à la mode, ingénieuses ou subtiles, paraîtront singulièrement grêles à côté de ce monument aux fortes proportions. A Malvern, l'édifice, tout imposant qu'il fût, ne sembla point démesuré, puisque Sir Barry Jackson l'avait placé au bout d'une avenue que bordaient de grandes effigies, marquant les étapes décisives de la littérature dramatique anglaise : John Heyvood (*le Jeu du Temps*, 1533); Nicholas Udall (*Ralph Roister Doister*, 1552); Ben Jonson (l'*Alchimiste*, 1610); Thomas Southerne (*Oronooko*, 1695); Henry Fielding (*Tom-Pouce le Grand*, 1730). Nous pouvons négliger Dion Boucicault (*Assurance Londonienne*, 1841). Son œuvre est modeste et l'on vérifia, une fois de plus, qu'elle est faite de matériaux périssables.

La technique du film — nous y revenons, puisqu'il y faut nécessairement revenir — n'a jamais influencé George Bernard Shaw. Il résiste victorieusement à toute pression de ce côté. Il a longtemps ignoré l'écran. Il rêve maintenant de l'annexer au théâtre. Il consent à voir filmer ses comédies, mais il ne permet point que le texte en soit altéré. L'an dernier, on reproduisit, dans un décor unique, le petit acte à trois personnages qui s'intitule : *How he lied to her husband* (Comment il mentit au mari). Le film durait vingt minutes. Il parut long et monotone au delà de tout ce que l'on pouvait appréhender. Le scintillement des répliques s'éteignait en passant par les appareils enregistreurs.

L'échec fut plus retentissant cette année-ci. On convia les résidents de Malvern à la première projection d'*Arms and the man* (Le soldat et le héros). La comédie comporte un élément de pittoresque qui pouvait séduire un metteur en scène, mais il n'en est pas moins vrai que toute sa valeur réside dans

les mots et que ces mots perdent à peu près toute leur portée, lorsqu'ils ne sont pas lancés directement de la scène à la salle. Les seules modifications auxquelles l'auteur condescendit : on voit se dérouler dans la rue une bataille que le dialogue suggère; les personnages arrivent à cheval et on les voit sauter à terre devant la maison avant de rejoindre les autres acteurs qui les attendent à l'intérieur. Ces modifications allongent les péripéties sans les soutenir. La preuve est faite, si tant était qu'il restât quelque chose à démontrer. La frontière est nette entre le royaume des planches et celui de la pellicule.

Louons les auteurs dont les pièces gardent le mieux l'affiche à Londres : *Evensong* (Le chant du soir); *Dangerous Corner* (Virage dangereux); *Musical chairs* (Le jeu des chaises musicales), louons aussi les directeurs qui les ont montées, d'avoir eu la sagesse de faire du théâtre et rien que du théâtre. Au surplus les trois comédies ressortissent à des genres différents. Elles méritent d'être envisagées avec attention, car elles nous montreront où en est le théâtre anglais, où en sont les jeunes dramaturges.

Evensong se divise en trois actes, mais chaque acte est interrompu par un bref baisser de rideau qui indique un déplacement dans le temps. Le premier acte couvre ainsi une quinzaine de jours. Le second, six semaines; le troisième, quelques heures, mais le personnage central, vigoureusement dessiné, attire à soi toutes les péripéties et donne à l'aventure une telle concentration que l'intérêt ne se disperse jamais.

Le thème est emprunté à un roman de Beverley Nichols. Le romancier lui-même en fit, avec Edward Knoblock, la version dramatique. Knoblock est un technicien expérimenté. Il a écrit de nombreuses pièces, adapté des œuvres françaises ou allemandes, dramatisé des récits à succès. Il n'ignore rien de son métier, mais Beverley Nichols, qui est, ou peu s'en faut, un débutant sur la scène, sait construire un caractère qui rassemble tous les traits majeurs de la vie. Cela importe surtout, et le jour où Beverley Nichols, maître de son art, travaillera seul, tout fait prévoir qu'il peuplera les planches de personnages cohérents.

Son héroïne est une cantatrice dont la voix commence à décliner. Les hommages lui sont venus en foule au cours

d'une carrière aisée; les dévouements aussi. Elle a toujours accepté les uns et les autres comme s'ils étaient également dus à sa merveilleuse personnalité. L'égoïsme du succès a fait d'Irela une femme dure, impérieuse, habituée à ne rencontrer aucune résistance et si sûre de l'universelle adoration qu'une hésitation dans le sacrifice lui paraît un outrage. Mais l'âge est venu et la séduction de sa voix s'altère. En vain d'ingénieuses amitiés tentent de placer entre la cantatrice et l'impitoyable réalité un réseau protecteur. Cependant l'affection elle-même s'use. Irela ne peut continuer à s'illusionner sur elle-même et à tromper le public. Ce dénouement nous la montre, abandonnée par une jeune nièce dont la dévotion fut filiale, mais qu'elle n'a pas pu empêcher de s'évader vers l'amour, trahie par ses moyens physiques, consciente de sa déchéance et de ce que lui réserve l'avenir, incapable néanmoins de renoncer au dernier reflet d'une gloire qui s'éteint. Elle écoute désespérément, les mains lasses, le front baissé, l'écho de sa voix jadis cristalline, que lui apporte un disque de phonographe.

Sir Barry Jackson qui a doté la pièce, au Queen's Theatre, d'une interprétation éclatante et d'une mise en scène minutieuse, retrouve avec *Evensong* les beaux soirs de *la Famille Barrett de la rue Wimpole*, une comédie de Rudolf Besier que Londres applaudit pendant plus de quinze mois. Le jeu autoritaire, intelligent, réfléchi de Miss Edith Evans, qui domine à la fois le public et son personnage, vaut à lui seul le voyage. Sir Barry Jackson sait choisir ses auteurs et ses comédiens. Pour les spectacles de Malvern n'a-t-il pas eu le soin de s'attacher une troupe singulièrement disciplinée où étaient venus s'incorporer des éléments d'une valeur aussi incontestable que Cedric Hardwicke, apte aux transformations les plus radicales, rompu à toutes les difficultés d'élocution que réclament les discours intarissables du répertoire shavien; Ernest Thesiger, qui se sert d'un physique disparate avec une habileté presque inquiétante; Leonora Corbett, d'une beauté blonde, franche, pétrie de lumière; Ellen Pollock, plus souple, plus rouée, plus féline; Scott Sunderland, dont la belle voix chaude donne à un texte son sens le plus complet; Ralph Richardson enfin, qui est prêt à tout jouer et se révèle tragé-

dien de grande classe après avoir été un valet du plus contagieux entrain...? Les auteurs nouveaux peuvent venir en foule. Ils trouveront des acteurs capables de se plier à leur vouloir.

Au Lyric Theatre, dont Gilbert Miller a pris la direction, *Dangerous Corner*, trois actes de J. B. Priestley, se joue depuis le 17 mai devant des salles combles. J. B. Priestley est un jeune romancier, dont les premiers livres ont conquis le public anglais en un tournemain. Il a fait comme Beverley Nichols. Avant de se risquer seul au théâtre, il a sollicité l'aide d'Edward Knoblock pour tirer une pièce de son roman *Good Companions* (Les Bons Compagnons). A présent, il vole de ses propres ailes. Sa nouvelle comédie est d'un agencement si impeccable qu'on ne saurait mettre en doute sa vocation de dramaturge. Il ne manque que peu de chose à *Dangerous Corner* pour être une œuvre vraiment importante. Un degré de plus dans l'auscultation des âmes. Une langue plus personnelle. Plus de charme dans l'expression des sentiments. Ce je ne sais quoi qui élève une aventure au-dessus de sa signification immédiate et en élargit la portée. Telle quelle, l'œuvre est une réussite. Elle mérite pleinement la faveur que le public lui accorde et qui n'est due à aucun moyen facile.

Il semble même que l'auteur joue la difficulté. Ces trois actes ne sont qu'une longue conversation, que brisent seules deux pauses arbitraires, ménagées pour la détente des auditeurs. Le drame est enclos en six personnages, rassemblés après dîner dans un salon. Chacun de ces personnages porte son secret et est amené à le dévoiler sous la pression d'une petite fatalité, qui pour être médiocre n'en est pas moins impérieuse. C'est que sur ces six présences plane une absence. Le véritable héros est un homme mort l'année précédente et au sujet duquel chacun des assistants sait quelque chose que les autres ne savent pas. Lorsque chacun a dit ce « quelque chose », le conflit latent, peu à peu exacerbé, est arrivé à son point culminant et le rideau n'a plus qu'à tomber.

Il se relève quelques secondes après. Les personnages sont replacés dans l'attitude qu'ils avaient au début du premier acte. Les répliques s'engagent de façon identique jusqu'au moment où arrive celle qui a déclenché l'action. C'est le virage dangereux. Mais cette fois on l'évite. La phrase redoutable

n'est point prononcée. Le rideau choit, définitivement cette fois, sur trois couples qui dansent. Il s'en est fallu de si peu que rien n'arrivât.

Nous avons pu raconter la pièce sans dire rien de l'anecdote qui lui permet de se déployer. C'est proclamer assez que le sujet ici importe moins que la façon dont il est traité. Ce que le public souhaite savoir, ce n'est point en réalité si Martin Caplan, le mort en question, s'est suicidé ou a été tué par un des acteurs du drame. Le véritable intérêt réside dans le portrait de l'absent que ces confessions successives et presque contradictoires composent peu à peu, avec des caractéristiques de plus en plus définies. A cet égard, la comédie de J.-B. Priestley s'apparente à l'admirable roman de Clemence Dane : « *Legend* » (Légende) où la personnalité de l'héroïne défunte ressuscitait pour les lecteurs grâce à un procédé tout analogue. Comme les interlocuteurs nocturnes de « *Legend* », chaque personnage de « *Dangerous Corner* », en évoquant le mort, le mort tel qu'il le connut, le mort et l'image qu'il s'en faisait, dévoile un coin de sa propre âme. Et celui qui a mené l'enquête, qui a réveillé le fantôme, celui qui est le frère du mort, le mari de celle qui aimait le mort, l'admirateur affectueux de celle qui a tué le mort, le beau-frère de celui qui entourait le mort d'une équivoque et douteuse amitié, l'amant secrètement épris de celle dont la défaillance amoureuse accompagna le meurtre, le protecteur et l'ami de celui qui commit des vols et réussit à en faire tomber la responsabilité sur le mort, le personnage central ne peut supporter la vue de toutes ces âmes nues et s'enfuit en clamant une réprobation désespérée.

Ces révélations s'opèrent avec la précision de rouages sûrs mus par un mouvement d'horlogerie. Nul grincement. La machine est bien huilée. Tout fonctionne comme à miracle.

Ce n'est qu'à la réflexion que l'artifice apparaît. Les comédiens apportent tant de sincérité à l'accomplissement de leur tâche qu'ils parviennent à faire oublier tout ce que l'action peut avoir d'arbitraire. A cet égard, l'intervention de Flora Robson, une jeune artiste au visage irrégulier, mais ardent et comme dévoré par une pensée trop obsédante, tient presque du miracle. Mais on ne saurait rendre assez justice à ses partenaires : Richard Bird, Marie Ney, William Fox, Isla Bevan et

Frank Allenby, tous animés d'une fièvre enthousiaste et jeune, tous assez jeunes d'ailleurs pour figurer leur personnage sans demander au spectateur un effort d'illusion.

Au Criterion Theatre, c'est également une pièce de jeune qui triomphe, avec le secours aussi d'acteurs jeunes, mais, hélas! Ronald Mackenzie, l'auteur de « *Musical chairs* » vient de trouver la mort à vingt-neuf ans, dans un accident d'auto. Après une vie précocement mouvementée, il semblait avoir enfin atteint sa voie. Il avait voyagé. Il avait connu des jours difficiles. Il s'était vu contraint d'accepter un poste de maître d'école pour assurer sa subsistance. Et puis soudain le succès était venu. L'amertume dont sa première — sa dernière — pièce était imprégnée était assez à l'unisson des désirs d'un public qui supporte mal qu'on le berce avec de l'optimisme. L'Anglais subit la vague de dépression qui pèse sur l'Europe entière. Il a cessé d'avoir confiance en lui-même. Il ne demande point au théâtre de lui rendre une assurance qu'il ne sent que trop lui échapper. Il souhaite retrouver sur la scène l'image de ses propres inquiétudes.

Le néo-romantisme de Ronald Mackenzie rappelle un peu celui qui baignait les premières œuvres de Jean Sarment. Son héros est l'homme qui cherche en vain sa place au soleil. Ceux qui l'entourent sont pareils à ces enfants qui tournent autour d'une rangée de chaises aussi longtemps que le piano joue et s'asseyent dès que la musique s'est tue. Lui, il sait bien qu'il ne trouvera plus de chaise et qu'il est en dehors du jeu. Ou plutôt il est celui dont les doigts martellent le clavier et qui fait danser les autres... Symbole?... Oui, si l'on veut.

La scène est en Galicie polonaise. Une famille anglaise — ou peu s'en faut — est installée là, surveillant des travaux de forage effectués sur des terrains pétrolifères. Wilhelm Schindler, resté veuf avec un fils, a épousé une veuve anglaise qui a un fils et une fille. Le fils Schindler a été aviateur pendant la guerre et il a un poumon perdu. Il a fait partie d'une escadrille qui a bombardé une ville allemande. Sa fiancée se trouvait dans cette ville et est morte pendant le raid. Un remords opprime toutes ses actions et le paralyse. Il vit en dehors des siens et cherche un refuge dans la musique. Son père fuit la tyrannie domestique en contant fleurette à une petite

bonne du pays et en s'humectant de whisky. Mrs Schindler est une femme pratique, anglaise intégralement, et s'ennuyant dans ce pays perdu où les énergies des siens s'émoussent. Mais son fils a ramené des États-Unis une fiancée, belle, dédaigneuse, égoïste et cupide. Mais sa fille s'est éprise de son demi-frère qui la rebute et la raille. La jeune Américaine et la jeune Anglaise se trouvent bientôt être rivales. L'Américaine estime la plaisanterie drôle d'émoustiller celui des deux jeunes gens dont elle n'est pas la fiancée. Le musicien poitrinaire a les sens aiguisés et il pénètre un soir dans la chambre de celle qui est promise à son frère. La victoire est courte. D'un corps-à-corps avec le fiancé trahi il sort avec une blessure au front. Enfin une explication violente ayant fait fuir la jeune fille qui l'aime, il s'élance à sa poursuite dans une tempête déchaînée et l'arrache aux flots d'une rivière. La jeune fille est sauvée. Le héros romantique meurt... Poncif?... Pas tant que cela.

C'est presque une trahison de raconter la pièce. On eût pu faire un mélodrame avec cette donnée — qui songerait à le nier? — Mais elle est traitée avec beaucoup de tact et une sincérité qui fait tout pardonner. On devait attendre beaucoup de l'écrivain disparu, qui possédait une juvénile maîtrise. On sent qu'un mot maladroit eût pu faire dévier la pièce. Un rien, une intonation trop appuyée, un geste brutal eussent suffi, mais les acteurs, admirablement dressés par le metteur en scène russe Komisarjevski, apportent à l'auteur une harmonieuse collaboration. A la tête de la distribution se trouvent d'ailleurs John Gielgud et Frank Vosper, qui sont tous deux écrivains eux-mêmes et qui ont du talent. Paris n'a pas oublié « *La folle du Logis* », à laquelle la censure anglaise n'a pas crû pouvoir donner son visa.

Le succès des trois œuvres dont nous venons de parler démontre, nous semble-t-il, que le cinéma n'offre une concurrence redoutable qu'aux pièces dont la présence sur l'affiche est le moins profitable à la littérature. Le déchet est négligeable si l'on se place au point de vue qui doit seul intéresser la critique. D'ailleurs, en Angleterre, le théâtre paraît infiniment moins menacé que dans d'autres pays. La saison londonienne se poursuit pendant la saison estivale. L'apport des jeunes écrivains ne se réduit ni en quantité, ni en qualité.

Le nombre de ceux qui voient dans le théâtre un art vivant, capable de véhiculer des idées neuves, et en qui l'on peut encore avoir foi, ne cesse de grandir.

Mais, si intéressantes que soient à tous les titres les pièces de début que nous avons signalées et que Londres acclame en ce moment, une arrière-pensée nous tourmente pourtant que nous nous en voudrions de ne point transcrire ici. Aucune de ces pièces n'apporte quelque chose de vraiment inédit. Elles attirent moins l'attention par leur originalité que par le soin extrême avec lequel elles ont été bâties et achevées. Ce qu'elles révèlent, c'est une science déjà consommée de la scène et de ses ressources. Et ce sont des pièces de début.

La tradition s'est renouée là-bas. Le dramaturge de l'aurore du siècle y avait la tête pleine d'idées, mais, pour les exprimer, il lui fallait retrouver le maniement d'un outil que le non-usage avait rouillé. L'outil est nettoyé à l'heure qu'il est. On l'a poli et perfectionné. On en use avec une dextérité allègre. Cette dextérité peut recéler un péril. L'acrobatie est le plus stérile des arts.

L'Angleterre dramatique se trouve à un tournant de son histoire. Si elle veut que le magnifique mouvement de renaissance qui l'a ressuscitée, ne s'arrête pas brusquement, il faut que ses auteurs ne s'absorbent pas dans l'acquisition d'une virtuosité qui pourrait devenir bien vite une fin, si elle cessait un seul instant d'être un moyen et de n'être que cela.

Peut-être est-ce une suprême sagesse qui a prescrit au vétéran du théâtre anglais l'apparente négligence avec laquelle sa dernière pièce est construite. George Bernard Shaw sait mieux que nul autre comment on écrit et comment on compose lorsqu'on a la scène pour objectif. Il est probablement revenu de cette vanité là comme de bien d'autres. Ce serait un jeu pour lui de recourir encore à la technique serrée de *Arms and the Man* et de *You never can tell*. Rien de plus médité que ce dédain de certaines règles. Le vieil Irlandais rappelle opportunément à la génération montante le chemin qu'il a lui-même parcouru, depuis le jour où, en compagnie du critique William Archer, il s'essayait, pour tenter ses forces, à traduire en anglais : « *Ceinture dorée* », d'Émile Augier!

ROBERT DE SMET

PARMI LES LIVRES

Jules Vallès avait publié, dans le *Gil Blas* et dans la *France*, des extraits de ce *Tableau de Paris* qu'il composa de janvier 1882 à janvier 1883, cent ans juste après Mercier. Mais le livre, dans son ensemble, était resté inédit. Il vient de paraître à la librairie Gallimard, pour le centenaire de l'auteur. C'est une vive et pathétique déclamation. Celui qui chercherait une description ordonnée, serait déçu. Et il faut bien avouer que la moitié du livre est illisible. C'était le temps où la chronique était un développement littéraire. Les humanités, qu'on loue à tort et à travers, ont engendré cette peste. Il y a dans le *Tableau de Paris* beaucoup de verbiage et de verre filé. Mais il y a quelques pages dont la beauté rachète tout. Enfin par endroits, l'ouvrage est un très curieux document. Refaisons donc avec l'auteur cette promenade dans Paris, il y a cinquante ans.

Vallès suit d'abord les boulevards : Et au premier mot, il ouvre une vue profonde sur l'œuvre d'Haussmann et de tous les assainisseurs de grandes villes. En aérant les quartiers populaires, donne-t-on de l'air et de la lumière au peuple? Pas du tout. On le chasse, et il s'en va plus loin, vers de nouveaux taudis. C'est ce qui est arrivé boulevard Beaumarchais. Les ouvriers ont reculé, vers l'extrémité de la ville ou au delà. Quant au commerce, il s'est trouvé trop loin du centre. « Aussi de ce côté, n'y a-t-il que la paix et le silence, avec des boutiques ressemblant à celles de province, où l'on vend de la

musique ou des curiosités, avec des appartements aménagés pour les rentiers, faits pour les sages. »

Venons au boulevard du Crime, autour de l'Ambigu, de la Porte Saint-Martin ou de la Renaissance. Sa prospérité a été tuée, nous dit Vallès, par la guerre civile, encore chaude dans ce quartier. La trace en est visible jusque sur les enfants. « Les dégelées des guerres civiles n'ont pas seulement tué de la graine de peuple, elles ont encore brûlé de sa fleur, et je ne retrouve plus, autour des éventaires, la blague et la gaieté du gamin de Paris. Le dernier frère de Gavroche a été en 1871, atteint, comme son aîné, par les coups de feu de la bataille; il a perdu le rire, en tout cas! »

Le quartier qui entoure la Porte Saint-Denis et la Porte Saint-Martin a lui aussi bien changé. C'était la terre classique du petit commerce heureux, des détaillants chanceux, maîtres de la fortune et même des destinées de la France. Leurs femmes tenaient la caisse depuis leur mariage. La bonne était venue de son pays. C'était le petit monde heureux des romans de Paul de Kock, celui qui prenait l'omnibus pour Romainville. Les employés portaient le pantalon à la hussarde, la chemise à jabot et l'habit à la française. En vingt ans, les patrons avaient gagné six mille francs de rente, et ils pouvaient planter leurs choux à Saint-Mandé. Ce temps est fini. Les révolutions ont ruiné le quartier; mais surtout le grand magasin a tué le petit détaillant. Que peut celui-ci contre les cinquante voitures de Potin, contre les quatre-vingts chevaux de Boucicaut?

Nous voici arrivés au boulevard Montmartre. Mais comment franchir les dix mètres qui nous en séparent? « C'est un pêle-mêle de bêtes et d'hommes. Le refuge a l'air d'un écueil sur lequel la fureur de l'inondation a jeté les naufragés. Le réverbère planté là est comme un mât sans voiles, auquel s'accrochent les matelots que les paquets de mer balaient... C'est la traînée de fonte vomie par la fournaise... C'est la grande artère de l'humanité. » — Nous passons entre le café de Madrid et le café de Suède. Le premier était, sous l'Empire, le rendez-vous des journalistes républicains; ils y viennent toujours, et ne sont plus que des loustics vieillots. Au contraire, au café de Suède, les comédiens, qui y fréquentent, sont graves. « Ce sont les bouffons qu'on prendrait pour les députés. »

L'aristocratie royaliste a été chassée de l'ancien boulevard de Gand, devenu le boulevard des Italiens. « Si j'y heurte des sangs bleus, c'est qu'ils seront au bras de quelque mécréant, ingénieur, banquier ou journaliste, qui paiera le souper et prêtera peut-être quelques louis. » Les journaux commencent à s'installer dans ces rez-de-chaussée et ces entresols qu'occupaient seuls autrefois les argentiers et les grands ciseleurs de bronze ou de bijoux. Tortoni, de princière légende, n'est plus réservé aux rois en exil, aux ducs en noce et aux infants en goguette. Y entre quiconque a de l'esprit et de l'argent. « J'y ai rencontré Scholl hier, j'y trouverai Siraudin ce soir, — peut-être Clemenceau, le puritain. »

Le boulevard des Capucines n'a pas moins changé. La maison Giroux occupe la place du Ministère des Affaires étrangères. Le voisinage de l'avenue de l'Opéra a amené ici les entreprenants et les chercheurs, les lanceurs de journaux ou de compagnies, tous les remueurs d'idées, tous les inventeurs de projets hardis. On y entend dire : « Je suis nommé ingénieur en second à Suez... Moi, à Panama. » Tels sont les fils de cette bourgeoisie sédentaire, à qui ne suffit plus l'existence derrière le comptoir classique, qui a fait la fortune des vieux.

Au boulevard de la Madeleine, autre spectacle. « De tous côtés, nous voyons passer des gentlemen en jaquettes jaunes, les reins creux, les jambes arquées, la face gommée de spleen. » On se croirait à Londres. Ce ne sont qu'agents de railways et de steamboats. Nous en concluons qu'en prenant il y a quelques années la place du restaurant Durand, Cook n'a fait que suivre une tradition vieille d'un demi-siècle. On sait combien ces groupements de professions sont tenaces dans l'histoire des villes. Tel était, du moins, le trottoir de gauche. Car sur le côté droit du boulevard, vers l'extérieur de la ville, la rue Basse-du-Rempart ne montrait que le dos des belles maisons qui avaient leur façade rue de Sèze. A mesure qu'on approchait de la Madeleine, on longeait des rez-de-chaussée à mine pauvre, des crémeries, des bouillons, des fruiteries. Il y a là de quoi étonner les Parisiens qui commencent à être de vieux Parisiens. Eh! quoi ces maisons que nous avons vu démolir il y a cinq ou six ans comme trop vieilles, n'existaient pas encore en 1882! En face des hautes fenêtres de l'Union, il y avait des

masures, dont Vallès fait ce curieux tableau : « Ces petits établissements appartiennent à des valets de chambre ou des cuisinières qui ont placé là leurs économies — comptant sur la clientèle des camarades, de tous les gens de maison du voisinage. On heurte, en effet, à chaque pas, la domesticité en gilet rouge, en cravate blanche, voire en costume d'écurie. »

Vallès n'a malheureusement décrit avec cette précision pittoresque que les seuls boulevards. Le reste de son livre est une série d'études, assez capricieuses, dont quelques-unes n'ont pas été dépassées en vigueur de trait : une visite à Sainte-Anne, une exploration chez le peuple des chiffonniers, une histoire de la corporation des saltimbanques. D'un cœur généreux Vallès s'indigne que celle-ci soit livrée aux capitalistes du métier, et, comme il dit, aux banquistes devenus banquiers. Jadis chaque famille vivait dans cette pauvre voiture qu'on appelait un entresort : « L'entresort primitif — — avec ses volets verts aux gonds rouillés, sa robe mangée par la pluie, son toit tremblant sous l'orage — à la fois cuisine, dortoir et estrade des monstres, qui ne tenait à la terre que par l'orbe de ses roues et les pattes d'un escalier volant qu'on relevait la foire finie, cet entresort-là, qui, comme l'arche de Noé portait entre ses flancs délabrés un monde d'hommes et de bêtes inconnus, il est allé où vont les vieilles lunes ! » Au temps de Vallès, seules les cartomanciennes, les devineresses aux cheveux de bitume avaient gardé l'entresort. Les bateleurs devenus patrons avaient, au contraire, des trains de deux voitures, chacune divisée en deux pièces. La voiture des patrons est faite d'une salle à manger et d'une chambre à coucher; celle des employés, d'un magasin de décors et d'un dortoir. Il règne une discipline sévère. Un règlement en cinq articles, affiché au-dessus de la porte, ordonne aux employés de balayer la voiture à tour de rôle avant dix heures du matin (15 centimes d'amende), de faire leur lit avant dix heures (10 centimes d'amende), de remettre en place les objets de toilette (5 centimes), de ne pas garder la lumière allumée plus de quinze minutes au moment du coucher (10 centimes), de ne pas fumer dans la voiture (10 centimes).

Quand il transcrit ces prescriptions sévères, on sent gronder l'âme de l'Insurgé. Mais, comment dans la communauté

des merlifiches, s'était-il formé une caste de patrons? La faute en est au baron Haussmann. Les saltimbanques, dans l'intervalle des foires rangeaient leur matériel dans la plaine abandonnée de Vanves, où ils louaient un terrain galeux, qu'ils finirent par acheter. Mais là-dessus, la ville débordant de son enceinte, les terrains valurent vingt fois ce qu'ils avaient coûté. « Les saltimbanques étaient riches... Et voilà pourquoi dans la seule rue de Vanves, Laroche, Cocherie, Marketti et d'autres encore ont pignon sur rue. La maison de Laroche, le doyen, l'ancêtre, le patriarche de la banque, vaut deux cent mille francs comme un sou. Celle de Cocherie, son voisin de gauche, celle d'un exploiteur de bains, son voisin d'en face, doivent rapporter de quoi payer les pensions des filles au Sacré-Cœur ou celles des fils à Polytechnique. » — L'or corrompt ceux qui le touchent. Les saltimbanques ayant pignon sur rue se forment en société et l'un des articles de leur contrat chasse impitoyablement de l'Union foraine « ceux des leurs qui n'ont que la bizarrerie ou les blessures de leur être à faire voir, ou qu'un pauvre tourniquet, des cartes crasseuses, un vieux corbeau, un chien usé à pousser comme entrée de jeu ». Cette fois Vallès éclate. » Les saltimbanques riches ne veulent pas des saltimbanques pauvres... Mais la moitié du temps, il ne descend pas dans l'arène, le signataire de la déclaration orgueilleuse. Il ne travaille pas, il fait travailler les autres, ce mépriseur des isolés... Malheur à qui refuse le salariat et veut rester libre, fût-il un héros celui-là! » — Tout l'esprit du vieux socialisme français est dans cette protestation.

Un chapitre sur les Bastilles s'achève par le récit d'une exécution capitale, qui est peut-être le plus beau reportage que je connaisse. Les gestes justes, les figures dessinées d'un trait, pas un mot qui ne porte et quelquefois un accent qui donne le frisson. Voici l'apparition du condamné. « Six heures. C'est à six heures que le couteau doit tomber. Mais cette horloge avance. Le bourreau va comme la ville. Cette fois c'est à la bonne horloge. Le voici! Pâle, comme s'il était déjà mort — la face enfarinée d'un clown. Une blouse bleue fanée l'habille, mais comme les ciseaux de l'exécuteur l'ont tout à l'heure déchirée, on a jeté sur le dos de l'homme la capote

grise d'un gardien. Il marche à petits pas gêné par les entraves qu'il a aux pieds... » — Devant la porte qui masque le décor du supplice le condamné se raidit. Les battants s'écartent. Il a vu. « Mais la moue du dégoût aux lèvres, la bouche semblant crispée par le mépris, il monte l'échafaud comme un escalier de théâtre. La terre lui manque... il s'abat sur le ventre, une planche glisse, revient... C'est fait. L'aide chasse, d'un revers de main, la tête dans le panier. »

La fin de livre se perd un peu dans la déclamation, étant entendu que cette déclamation est remplie d'idées et illuminée d'images. Parfois un souvenir, comme celui des deux cénacles rivaux, celui de Leconte de Lisle et celui de Baudelaire. Le cénacle de Baudelaire le suivait de salle en salle. On le voyait parfois au café Tabouret, près de l'Odéon. Celui de Leconte de Lisle se tenait au café Mariage, au coin de la rue des Quatre-Vents. Il y avait là Louis Ménard, Lacaussade, et, entre d'autres obscurs, Eugène Cressot, Gringoire famélique et comique, qui mourut quand il eut de quoi manger.

***

Le volume des souvenirs que M. Gustave Guiches a intitulé *le Spectacle*[1] fait revivre l'histoire du théâtre, depuis les débuts d'Antoine jusqu'à la guerre. Je fais quelques réserves sur les dernières années, dont la description est un peu molle et où l'on voit apparaître des personnages de pacotille. Mais l'ensemble du livre est très vivant, très amusant, très ressemblant. Il est des mots où l'on croit entendre la voix même d'hommes qu'on a connus. Il est des portraits d'un art charmant et subtil. Il ne faut attacher aucune importance à quelques illusions de la mémoire. M. Guiches nous montre les partisans du vieux théâtre déchaînés contre Antoine, et il ajoute : « Et comme des informateurs zélés révèlent déjà qu'il est né, en 1858, à Limoges, où l'on relègue les généraux malchanceux, les blagueurs concluent que ce jeune conquérant est limogé de naissance. » Limogé, en 1887, c'est un peu prématuré. Le mot ne date, je crois, que de la guerre.

La première soirée d'Antoine, le 30 mars, jette M. Guiches

1. Éditions Spes.

et M. Lavedan dans un enthousiasme si vif, que chacun décide d'écrire, sur-le-champ, une pièce pour le nouveau directeur. Du théâtre express. Les pièces conjuguées s'appelleront les *Quarts d'heure*. M. Lavedan imagine qu'une femme du plus grand monde, qu'il appelle simplement la marquise douairière, au moment de mourir, révèle à ses trois fils qu'un des trois est un bâtard : elle meurt sans l'avoir nommé. Furieux conflit entre les survivants. M. Guiches montre dans un jardin un fiancé exténué près d'une jeune fille éclatante de santé. Ils font des projets. Il voudrait aller en Italie; elle proteste, elle demande une croisière au nord, jusqu'à la banquise. Selon les idées de 1932, cette croisière de ces sports d'hiver ferait grand bien au jeune poitrinaire, et la pièce ne pourrait plus être jouée. Cependant, en 1887, on ne doutait pas que cette belle fille dût le tuer. Là-dessus, un beau cousin athlétique venait l'enlever pour une promenade à cheval. Cela s'appelle *Au mois de Mai*.

M. Guiches a plaisamment raconté les répétitions de la rue Blanche. « Voir travailler Antoine est une sensation si étourdissante qu'elle atteint au vertige. Il ne met pas en scène, il projette en scène. Il semble avoir lancé l'interprète comme un ballon... Il comprend si lumineusement qu'il ne comprend pas qu'on ne comprenne pas. Il a si passionnément épousé la pensée de l'auteur qu'il la défend comme une épouse, à chaque instant offensée. Il crie, tempête, engueule, bondit, s'élance sur l'interprète. C'est le corps à corps, le piétinement le trépignement, la bousculade. Cela tient de la lutte à mort ou de la danse sauvage... » Voici la représentation, les actes attentivement écoutés, les entr'actes pleins d'invectives. Quand le rideau se lève sur le pommier en fleurs, la salle, qui vient d'entendre la sombre pièce de M. Lavedan, fait un « Ah! » de plaisir. Il y a sur la scène une belle fille radieuse. « Antoine est admirable de vérité. Il aime à sa façon et il exprime son amour dans la fièvre et en claquant des dents. Elle, auprès de lui, est resplendissante de grâce et de féroce santé... et le public comprend! Oui, je ne me trompe pas, il comprend. Il s'intéresse. Il saisit la nuance la plus ténue. Admirable public! Je suis dans une joie délirante. Je voudrais pouvoir embrasser tous mes interprètes, tous les spectateurs, tout le monde! »

Le bienheureux auteur sort après le dernier rappel. Les spectateurs disent, en enfilant leur pardessus : « C'est idiot, stupide, sans queue ni tête... Et la gueule du poitrinaire! » Le voilà pris de panique. Les amis le réconfortent. Alphonse Daudet le félicite. « Les couloirs, ça n'est rien, dit Edmond de Goncourt. Il n'y a que la salle qui compte. » Antoine est plus philosophe encore. Quand M. Guiches lui rapporte que les couloirs sont horribles : « Qu'est-ce que ça f...? dit le directeur. Ils tartineront quand même. » On soupe chez Bonnetain, dans un vaste atelier, parmi les fusils kabyles, les kriss, les yatagans et les bouddhas. Paul Vidal se met au piano. On danse. Enfin les journaux du matin paraissent. L'éreintement est unanime, effroyable. Une feuille humoristique écrit : « Guiches singulier pluriel! Lavedan étrange singulier! »

M. Guiches n'eut pas d'autres relations personnelles avec Antoine. Mais il continue à suivre l'histoire du Théâtre-Libre et il nous donne une suite de portraits qui sont parmi les meilleures pages de son livre. Voici celui de Stanislas Rzewinski resté célèbre pour l'habitude qu'il avait de jouer au baccara tout en lisant Kant. Voici maintenant François de Curel. « En dépit de sa naissance aristocratique, de son titre de vicomte, de sa culture scientifique, il a la mine et la tenue d'un saute-ruisseau vieillot et pétulant. Il le sait. Ça ne le gêne pas. Il en rit. Il a une barbe pauvre et frisottante, des joues écarlates, un nez rougeoyant, des yeux pétillants, qui tantôt rigolent, tantôt se figent, coléreux et cruels. » — Aux premières de ses pièces, il convoque ses gardes. Un jour, à Brunoy, pendant une chasse, un garde, sondant de l'œil les fourrés, demande confidentiellement à un invité si M. le vicomte donnera bientôt quelque chose au théâtre. « Oui, bientôt », répond l'invité. Et le garde, inquiet : « Est-ce que ce sera aussi em... bêtant que la dernière fois? » Curel à qui on raconte le mot, ne fit qu'en rire. M. Guiches rapporte un mot, qui éclaire son œuvre : « Ce qui me manque, disait-il, c'est la patience. Quand j'ai une idée et que je crois tenir mon sujet, je ne me tiens plus moi-même : c'est seulement quand il n'est plus temps que je vois les lacunes. *L'Envers d'une Sainte*, *les Fossiles*, surtout *l'Amour brode*, je passerais ma vie à les recommencer. » — En fait, il travaillait dans l'ouragan

empoigné par son sujet, et une pièce pour lui, comme dit M. Guiches, c'était un accès de fièvre cérébrale.

Après l'étape du Théâtre-Libre, pour parler comme l'auteur, l'étape de La Renaissance. On venait de jouer *Amante* et voici encore une anecdote caractéristique. En sortant de la répétition, on entendait les spectateurs se confier l'un à l'autre : « Je suis bouleversé... c'est ma propre histoire. » — Il est impossible de mieux résumer la pièce. A quelques jours de là, Donnay invite Guiches à déjeuner avec Guitry. Une sympathie se forma, puis une amitié. « Son visage est à la fois puissant et enjoué. Étroit du haut, carré du bas, cheveux bruns clairsemés, ondoyants et fuyants, de lourds sourcils de velours noir, de magnifiques yeux d'artiste enthousiaste et d'observateur aigu, avec, quand il veut plaire, des œillades de courtisane amoureuse et aussi les inclinaisons de buste du beau tsigane, qui, durant les soupers des grands restaurants, la joue couchée sur son violon, verse dans l'oreille des femmes, des musiques d'amour. » — Sacha et Jean étaient alors au collège de Sainte-Croix, à Neuilly, et ils donnaient quelque peine aux Oratoriens. Leur père vint les semoncer. Le supérieur écoutait, étonné, sa harangue. « Malheureux enfants, disait Guitry, moi qui vous voyais entrant à l'École Normale, à l'École Polytechnique... Je ne vous demande même pas d'en sortir. Seulement d'y rentrer. Et une fois que vous y serez, si vous vous y plaisez et si on vous le permet, vous y resterez aussi longtemps que ça vous amusera. » — Le supérieur s'éclipsa.

Dans la loge de Guitry, un soir, M. Guiches entendit une voix murmurante qui disait : « Je viens de passer toute une après-midi d'amour. » C'était Porto-Riche qui laissait tomber cette confidence à la cantonade. Le valet de chambre Firmin la reçut et répondit respectueusement : « C'est bien possible. » — La silhouette de Feydeau n'est pas moins agréable, jeune, mince, de mise soignée, le visage voilé d'un homme réfractaire au sommeil, et les paupières si lourdes d'insomnie, que, silencieux et automatique il a l'air d'un somnambule. Il y a en lui un mécanicien qui, jour et nuit, monte et démonte des pièces pour que de toutes surgisse enfin la pièce qui étonnera le monde par la phénoménale bouffonnerie de sa complication.

Le soir de *la Carrière*, d'Abel Hermant, il se décide à parler : « C'est une belle comédie, dit-il, mais quel parti plus passionnant Hermant eût pu tirer de son œuvre! Il aurait fallu... » Et voilà la pièce en morceaux, et ces morceaux s'ajustent avec une précision saugrenue. — « Je souffre pour Hermant, écrit M. Guiches, et pourtant je ne résiste pas à l'hilarité qui s'empare de moi en entendant Feydeau construire nonchalamment, avec cette œuvre, un vaudeville à la Feydeau, qui déchaînerait le fou rire dans l'univers entier. C'est à être épouvanté de ce qu'il pourrait faire avec *le Cid* ou avec *Athalie*. »

Sacha refusa *Consciences*, qui était une pièce sur le phylloxera, et joua *Snob* avec succès. Enfin la troisième partie de la vie dramatique de M. Guiches eut pour théâtre la Comédie-Française. Il en fait de très jolis tableaux. Paix aux vivants et aux morts! Je ne tairai point, cependant, l'admiration que j'ai pour le sujet de sa pièce *Chacun sa Vie*. Un homme mûr s'éprend d'une jeune fille, l'épouse, s'aperçoit qu'il a fait un mauvais choix, prévoit la catastrophe et le scandale. Il veut se sauver du malheur, en la sauvant elle-même. Quelles pièces on écrirait en prenant pour règle cette idée que les hommes ne sont pas les ennemis des hommes, mais que le destin est leur ennemi commun; qu'ils sont dans la vie comme des naufragés dans la tempête; qu'ils doivent avoir pitié les uns des autres, s'aider à vivre : « Sauve-moi! » dit le coupable à l'innocent qu'il a torturé. Et ce sont là les vrais drames de l'amour.

HENRY BIDOU

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris* (*VIII*e).

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.